

Comment déclarer vos revenus 1989 (pages 15 à 20)

**DERNIÈRE ÉDITION** 



page 5

page 10 - section B

page 27 - section C

page 11 - section B

page 34 - section C

page 22 - section C

CLIARANTE-SEPTIÈME ANNÉE Nº 14015 4.50 F

SAMEDI 17 FÉVRIER 1990

# Le modèle suédois malmené

DEPUIS quelques mois, grâce à la crise des pays de l'Est, si on peut dire, le modèle suédois avait retrouvé tout son prestige : n'offrait-il pas une solution crédible à des pays comme la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, qui se trouvent aujourd'hui devant la délicate obligation de gérar le passage d'une économie étatisée et bureaucratisée à une économie de marché ? Pas étonnant, dans ces conditions, si Stockholm était devenue depuis quelques mois le lieu de pèlerinage obligé de tout ce que les pays de l'Est comptent comme économistes.

lls seront aujourd'hui déçus du voyage : depuis jeudi 15 février la Suède, en effet, n'a plus de gouvernement. La premier ministre, M. Ingvar Carlsson a donné sa démission, le Parlement ayant refusé certaines des mesures d'austérité présentées hativement pour tenter d'enrayer un phénomène de surchauffe de

CELLES-CI étaient, il est vrai, particulièrement rudes pour le pays qui incerne la social-démocratie puisqu'elles prevoyaient notamment de bloquer les prix, les sataires, les loyers, les impôts communaux et même, à l'origine, d'interdire « de facto » la grève pour les employes du service public.

2 34 2 3 3 3 2 5 C

1

in a second

--

Agree.

April 10 March

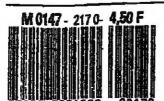
garger .

Bien qu'ayant assoupli ces dernières dispositions le gouvernement minoritaire de M. Carlsson - il ne contrôle que 156 des 349 sièges du Riksdag — a été inca-pable de railier à ses vues les députés communistes, pourtant alliés traditionnels, ou les représentants des Verts. D'où la possibilité d'élections législatives anticipées car il est fort peu probable que les trois partis de l'opposition « bourgeoise » parviennent à s'entendre et à trouver les voix d'appoint nécessaires pour succéder à M. Carlsson.

LS n'y ont d'ailleurs pas vraiment intérêt car la loi électorale prévoit explicitement anticipées, le pays doit retoumer aux umes au terme normal de la législature, c'est-à-dire en septembre 1991. Le « sale travail ». après toutes les consultations d'usage, risque donc de revenir à M. Carleson qui devra dans cette hypothèse se séparer de son laire M. Kjell-Olof Feldt.

Quoi qu'il se passe maintenant, l'heure est grave pour un Parti social-démocrate au pouvoir depuis cinquante huit ans à l'exception de la période 1976-1982 : mis en minorité par une opposition certes hétéro-clite, les dirigeants du parti n'en sont pas moins contestés par une base qui a l'impression de faire les frais du développement économique et qui ne comprend plus où on la conduit, tant les caciques qui prétendent la diriger sont divisés sur les grands dossiers, qu'il s'agisse de la politique énergétique, européenne, fiscale pour ne rien dire du projet de pont sur le détroit qui sépare la Suède du Danemark. Le modèle suédois va-t-il se perdre dans les brumes du Nord?

Lire nos informations page 4



Les entretiens entre M. Mitterrand et M. Kohl à l'Elysée

# La réunification de l'Allemagne risque de devancer le renforcement de la CEE

MM. Mitterrand et Kohl se sont mis d'accord, jeudi 15 février, à l'Elysée, pour tenir peu de temps après les élections du 18 mars en RDA un sommet des Douze consacré à l'unité allemande, mais le chancelier ouest-allemend a refusé de s'engager à avancer la date de la conférence sur l'Union économique et monétaire de la Communauté européenne, qui reste prévue pour décembre. Il apparaît ainsi qu'il sera difficile de faire progresser de pair l'unification de l'Allemagne et la construction communautaire, comme on le souhaite à Paris. Dans un discours prononcé à Ottawa jeudi, M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, a demandé qu'il soit tenu compte des intérêts des autres pays européens.

Lire également



■ Débat au Soviet suprême sur le thème de la propriété privée. W. Le Parlement de la Lettonie s'est prononcé

pour l'indépendance. L'hebdomadaire Nouvelles de Moscou ravagé par un incendie.

En Roumanie

■ «L'agitation fait partie de la démocratie», nous déclare dans un entretien M. Petre Roman, le premier ministre:

JEAN-PIERRE

MÉMOIRES

D'OUVERTURE

« Pour une fois que le livre

d'un homme politique

n'est pas ennuyeux!»

PHILIPPE CALONI

RTL, 1et février 1990

PRETORIA

Mary et Marinus Schoeman se sont fait une douce violence et ont été écouter, jeudi après-midi 15 février, au City Hall de Pretoria, M. Andries Treurnicht, le président du Parti conservateur, qui y a dénoncé le « péril noir » devant près de vingt mille personnes. Professeurs à l'université, l'un de philosophie et l'autre de latin, à peine la quarantaine tous les deux, ils ne militent pourtant dans aucune organisa-

tasse de thé. Mais ils ont jugé « qu'il était grand temps d'élever la voix - après ces folles jour-

Ils n'ont pas été les seuls, ioin de là, au sein de la communauté blanche, à découvrir ahuris et inquiets, mardi sur leur écran de télévision, le spectacle de plus de cent mille Noirs en transes accueillant au stade de Johannesburg Nelson Mandela, · l'agitateur », de retour de prison. Cela leur a fait un peu froid lisé que la loi du nombre leur ôtait toute chance de gouverner

Facture énergétique en 1989

Le sommet de Carthagène

Les dégâts des intempéries

Tunnel sous la Manche

Livre bieu de l'Ile-de-France

Les débats dans l'opposition

Les projets d'union divisent la droite

inondations dans de nombreuses régions

Tempête en Bretagne, avalanches dans les Alpes.

Les bases d'une coopération dans la lutte

de la France s'est dégradée

contre la drogue

la main sur la région

Pour la première fois depuis dix ans, l'indépendance énergétique

Nouvelle querelle entre le concessionnaire et les constructeurs

Les élus de droite accusent le gouvernement de vouloir mettre

L'inculpation de corruption de M. Michel Droit

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34 - section C

Le parquet requiert un non-lieu en faveur de l'académicien

Même s'il pourrit les plus graves inquiétudes à l'encontre de la politique «suicidaire» du président Frederik De Klerk, Marinus estime que celui-ci - devait fait ce qu'il a fait au point où on en était », c'est-àdire crever l'abcès. Il en est en effet arrivé à la conclusion que « l'apartheid est impraticable

tion politique : ce n'est pas leur dans le dos, leur a donné le ver- dans le contexte actuel d'une sance -. Sa semme renchérit : - Nous sommes maintenant très longtemps le pays à leur obligés de modifier notre stratégie en fonction de cette nouvelle

donne. • Un certain nombre de Blancs se réfugient donc aujourd'hui derrière une pouvelle ligne de défense. Puisqu'il leur paraît inimaginable de vivre dans une société multiraciale, ils caressent l'idée d'une partition du pays.

# UNE HISTOIRE IS AMOUR !...)

Lire page 2 les articles de LUC ROSENZWEIG et de HENRI DE BRESSON

# La grande peur des Afrikaners

Devant vingt mille personnes, le président du Parti conservateur a évoqué l'idée d'une partition du pays

de notre envoyé spécial

nées qui ont ébranié leur pays.

JACQUES DE BARRIN Lire la suite page 2

# Un entretien avec M. Michel Noir Le budget ne permettra pas d'éviter une « explosion universitaire ». Il faut utiliser l'argent des sociétés nationalisées

Lyon et député RPR du Rhône, a transmis aux présidents d'université et aux syndicats d'étudiants et d'enseignants du supérieur la lettre qu'il a adressée, le 29 janvier, au président de la République, lui demandant de ramener à 51 % la part de l'Etat dans le capital des entreprises nationalisées du secteur industriel pour dégager les sommes nécessaires au développement de l'enseignement supérieur. Il précise dans l'entretien qu'il nous a accordé (le Monde du 2 février)

« Vous proposez de réduire à 51 % la part de l'Etat dans les entreprises nationalisées pour financer le développement de l'enseignement supréieur. Pourquoi cette initiative, qui n'est pas très orthodoxe sur le plen budgétaire ?

les raisons de cette proposition.

- Il y a une urgence civique et morale, dont dépend en grande partie l'avenir du pays. Nous sommes au bord de l'explosion universitaire. La nation ne répond pas aux besoins de formation, qui sont pourtant de sa responsabilité première. Or il est impossible de dégager les 30 milliards de francs nécessaires dans un laps de temps adapté et dans

taires classiques. La meilleure preuve en est que dès le lende-main du vote du budget de l'éducation nationale, en décembre, il a falle établir un « plan d'urgence » ! Ce n'est pas à coups de 500 millions par plan d'urgence qu'on résoudra un problème de cette ampleur, ni en allant demander aux collectivités locales de fournir le complément. Il faut un changement d'échelle, rajouter un ou deux zéros à ce chiffre. A circonstances exceptionnelles, mesures

- Yous pensez qu'il faudrait appliquer cette méthode des 51 % à toutes les entreprises nationalisées ?

- Je suis très critique à l'égard du dogme du « ni-ni » (ni nationalisations ni privatisations), qui est inacceptable sur le

M. Michel Noir, maire de le cadre de techniques budgé- fond. Il est encore plus intolérable que sur une question qui tou-che à l'intérêt supérieur de la nation, on se réfugie derrière ce dogme, alors que son abandon permettrait de trouver une solution quasi-immédiate.

» Mais je respecte – même si je ne partage pas cette conception économique - le souci que l'Etat conserve la majorité, avec 51 % des parts, dans les entreprises publiques. Avec le système que je propose, il n'y a aucun risque de brader les entre-prises publiques. A partir du moment où elles seront cotées à hauteur de 49 % du capital, elles auront même beaucoup plus de chances de trouver sur le marché les capitaux dont elles ont besoin pour leur développement.

Propos recueitis par FRÉDÈRIC GAUSSEN

exceptionnelles.

## SANS VISA Piero d'Arezzo chez hui

Ce que Piero della Francesca a réussi à San Francesco d'Arezzo n'a pas souvent été égalé. Le sujet est l'« Invention de la Seinte Croix ». C'est simple, c'est à deux pas de la Piazza Grande. Il suffit d'entrer. ● Escales ● La table ● Jeux

pages 23 à 26 - section C

A L'ÉTRANGER: Algéria, 4,50 DA: Marco, 5 dir.: Tunicia, 600 m.: Atlantagna, 2 DM; Autricha, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Carada, 1,95 \$; Antikes/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Damemark, 11 kr.; Espagna, 160 pas.; G.-B., 60 p.; Grica, 150 dr.; triands, 30 p.; Italia, 1 800 L.; Libya, 0,400 DL; Licembourg, 30 f.; Norviga, 12 kr.; Paya-Bos, 2,25 fl.; Portugal, 140 ssc.; Senigal, 235 F CFA; Subda, 12,50 cs.; Subsec, 1,80 L.; USA (NY), 1,50 S; USA (others), 2 S.

# Les perspectives de réunification de l'Allemagne et la visite de M. Kohl à l'Elysée

# Un débat agité au Bundestag

Turnulte, invectives et polémique musclée ont marqué la sance du Bundestag consacrée. jeudi 15 février, à la discussion de la déclaration gouvernementale du chancelier Kohi sur sa politique allemande.

de notre correspondant

Une telle agitation au Bundes-tag, plutôt inhabituelle dans un hémicycle généralement plus calme que les parlements d'autres pays européens, traduisait la ner-vosité de la classe politique ouest-allemande, maintenant vraiment entrée en campagne electorale.

A l'issue de ce débat, on constatait pourtant que polèmique mise à part, les principaux partis de RFA étaient d'accord sur l'essentiel : l'unité du pays est possible dans un avenir très proche, l'union monétaire avec la RDA est l'instrument adéquat solide à cette union. Les reproches formulés par le chef de l'opposition sociale-démocrate, M. Hans Jochen Vogel, portaient donc plus sur la manière de pro-céder du chancelier Kohl que sur le fond de sa politique : le SPD aurait souhaité qu'une aide immédiate soit accordée à la RDA pour faire face à ses pro-blèmes, que le chancelier soit plus explicite sur le coût de cette union monétaire : « Les principes de la justice sociale doivent être respectés de notre coté et il faut éviter que certains profitent de l'unification alors que d'autres verraient leurs conditions de vie se détériorer », a-t-il déclaré.

Pour le chancelier, la Républimesure de relever le défi de l'unité et de supporter cet « effort de solidarité nationale, impératif dans la période qui s'ouvre », a -t-il rétorqué, avant d'assurer qu' « aucun retraité, aucun malade, aucun chomeur, aucun bénéficaire une diminution de ses presta-tions ». Pour le chancelier, l'injection ne serait-ce que d'une partie des énormes excédents commerciaux ouest-allemands (100 milliards de deutschemarks) dans l'économie est-allemande pourraient donner le coup de pouce décisif au redressement économique de la RDA.

> Avertissements des « sages »

Si l'idée de l'union monétaire fait l'unanimité de la classe politique, elle est accueillie avec une circonspection de moins en moins voilée par les milieux économiques et financiers. Le conseil cen-tral de la Bundesbank, réuni jeudi à Francfort, a confirmé le soutien apporté le semaine dernière par son président, M. Karl Otto Pöhl, à la politique engagée dans ce

# Berlin-Est dénonce une tentative d'« Anschluss »

Le gouvernement est-allemand a vivement critiqué jeudi 15 février la politique de Bonn à l'égard de la RDA, dénoncant une tentative d'« Anschiuss » (annexion) pure et simple de l'Al-lemagne de l'Est par la RFA.

lemagne de l'Est par la RFA.

Dans son point de presse bebdornadaire après le conseil des
ministres, le porte-parole du gouvernement, M. Wolfgang Meyer,
a souligné que l'union monétaire
souhaitée par les deux gouvernements allemands « ne peut pas
ètre considèrée comme une
mesure immédiate ». a Celui qui
prétend le contraire (...) tente de
tromper l'opinion publique », a
ajouté M. Meyer au lendemain de
deux jours de sommet interallemand à Bonn dont les résultats
ont été jugés particulièrement
décevants en RDA.

M. Meyer a défendu la politi-

M. Meyer a défendu la politi-que du gouvernement est-alle-mand en matière d'unification, affirmant qu'il agit avec « sang froid, circonspection, de façon rai-sonnable et publique ». « Ce n'est pas une tentative de freiner [le cours des choses], mais c'est une

l'union monétaire ne devait pas se réaliser « selon une procédure accélérée ». « Ceux qui voudraient étendre trop rapidement le territoire monétaire de la RFA à la RDA avant que ce pays n'ait réaliser les réformes économiques nécessaires prendralent le risques de conséquences négatives pour la RDA et la République sedérale », a déclaré le porte-parole de la

Ces préoccupations avaient déja fait l'objet d'une lettre adressée au gouvernement par les « cinq sages », une commission d'économistes indépendents dont le rôle est d'évaluer en permagouvernemement. Ces sages, qui ouissent d'une autorité certaines, mettent en garde le gouvernement et l'opinion devant l'illusion consistant à penser que l'intro-

façon d'agir responsable », a ajouté M. Meyes . L'autodétermination « doit être prise en compte (...), il ne peut pas s'agir d'un Anschluss », a-t-il ajouté. « Les gens de ce pays, a-t-il ajouté, sont descendus dans la rue en octobre pour obtenir la liberté, les droits de l'Homme et le droit à l'autodétermination. Voulaient-ils, et veulent-ils maintenant. l'Anl'autodetermination. Voutaieni-ils, et veulent-ils maintenant, l'An-schluss, la livraison sans conditions de ce pays à la République fédérale? » « Une indication sure ne pourra être donnée que par les élections du 18 mars », a poursuivi M. Meyer.

suivi M. Meyer.

Le porte-parole a regretté « le refus de M. Kohl de la neutralité militaire de la RFA et de la RDA sur la voie d'une Allemagne unie ». A la veille d'une visite de M. Modrow à Varsovie, le porteparole a également dénoncé la « non-disponibilité » de M. Kohl « à reconnaître le caractère définitif de la frontière Oder-Neisse, la frontière occidentale de la fronge, alors que la RDA l'a dèjà fait depuis des décennies ». - (AFP.)

duction du deutschemark en Alle-magne de l'est signifierait automatiquement l'alignement du niveau de vie des citoyens de la RDA sur celui de la RFA. A leur avis, les différences de producti-vité ne pourraient être compensées que par d'énormes subvensees que par d'enormes subven-tions, qui sont de nature à augmenter de manière insuppor-table les budgets publics. Les sages rejettent par ailleurs l'argu-ment selon lequel l'union monè-taire favoriscrait les investisse-ments privés. Ceux-ci, ments privés. Ceux-ci, estiment-ils, seront plutôtdéterminés par la nature des réformes sur le plan de l'économie réelle. D'autre part l'accès des consommateurs au deutsche-mark aurait pour conséquence immédiate une ruée sur les pro-duits de consommation importés

Ce phénomène redouté par les « sages » peut être déja constaté dans la vie quotidienne, comme le notait le représentant d'une grande entreprise automobile française en Allemagne de retour d'un « voyage d'exploration » en RDA. « Les gens qui attendaient une Trabant depuis plusieurs années ne vont même plus la chercher quand leur tour, enfin, est cher quand leur tour, enfin, est venu ; ils préférent maintenant, en changeant leur argent au noir, acquerir en RFA une voiture occid'occasion, même

de l'occident, su détriment de l'économie locale.

Mais le chanceller n'a que faire de ces propos de Cassandre : l'union économique et monétaire avec la RDA, il en a fait son affaire, et il entend bien qu'elle soit réalisée avant les échéances électorales décisives pour lui de décembre prochain. Il est persuade que la République Fédérale dispose des ressources et de l'énergie pour absorber un pays, qui, répète-t-il, n'est pas plus peu-plé que la Rhénanie-Westphalie (17 millions d'habitants) et dont le produit national brut est équi-valent à celui de la Hesse.

LUC ROSENZWEIG

# Le chancelier n'a pas voulu s'engager sur une convocation anticipée de la conférence sur l'union monétaire

Reçu dimanche soir par M. Mitterrand à l'Elysée, le chancelier Kohl s'est mis d'accord avec son hôte pour tenir rapidement un sommet des Douze sur l'unité allemande, mais # n'a pas voulu s'engager pour avancer la date de la conférence sur l'union monétaire de

Le président Mitterrand était

olus normand que de contume. Interrogé sur l'avancement éventuel de la conférence intergouvernementale européenne sur l'union économique et monétaire, prévue en décembre après les élections allemandes, il a reconnu que cela pouvait poser problème aux Allenands, mais qu'il estimait néanmoins « souhaitable ». Le chancelier Kohl, venu discuter avec son « cher ami François » de la réunification, en rigit de bon cœur. « Soyons clair, pour nous Allemands, ce serait un problème d'avancer ce rendez-vous de quelques semaines, (...) mais il ne s'agit que de quelques semaines », a-t-il dit, hilare, avant de concéder qu'on puisse en discuter une nouvelle fois, par exemple à l'occasion d'un conseil européen informel et extraordinaire qui serait convoqué par la présidence irlandaise après les élections estsliemandes du 18 mars pour discuter de l'unification.

L'accord du chancelier et du président de la République sur la convocation d'un tel sommet, semblable à celui qui avait déjà réuni les Douze en décembre dernier à Paris après l'ouverture du mur de Berlin, était le seul résultat tangible dont les deux dirigeants ont pu se prévaloir, jeudi

soir, zprès le diner de travail pour lequel Helmut Kohl s'était rendu brièvement à Paris. Selon le chancelier, ce sommet pourrait se tenir en avril, une fois connue la composition du nouveau gouver· ···· Web

, maket

. . Link

. . . . . . .

is to

ALCOHOL TE

مينه جي پرسر در مينه در مين مند.

1000 1200 Marie

المراجعة المراجعة

الإستان ال

مِنْ اللَّهُ مِنْ اللَّهِ اللَّهِ

-4500

-

Come day

er . ware

3 a 3948 F

\* - art .co

A 16

1 440

-

. . .

್ ಕುಡ್ಡತೆ

Pour Paris, l'acquiescement de la RFA à l'avancement de la conférence intergouvernementale serait un geste rassurant, mon-trant que la RFA est décidée à mener de pair l'unification alle-mande et la consolidation de la Communauté. M. Mitterrand n'a pas caché que, dans les circonstances présentes, une accélération du rythme de l'intégration europeenne serait pour lui bienvenue.

Le chancelier a longuement réaffirmé que la question « de de Berlin, de la RDA et de la RFA » exigeait que l'on garde constamment à l'esprit le parallélisme entre ce qui doit être fait au niveau allemand et ce qui doit l'être au plan européen et internaraison que les Allemands ne respectent pas leurs engagements concernant aussi bien le grand marché de 1992 que la conférence taire. Mais il n'est pas question d'aller au-delà . Il n'y a pas cu le moindre geste concret, pas plus d'ailleurs que sur la question des frontières de l'après-guerre. « Il faudra que la frontière à l'est de l'Ailemagne (...) soit solenneile-ment confirmée. Nous en avons parlé », a dit le président Mitterrand. La question, a immédiatement rétorque le chancelier, relèvera du Parlement et du gouvernement d'une Allemagne réunifiée.

H. DE B.

# **AFRIQUE**

# La grande peur des Afrikaners

Suite de la première page « C'est une véritable alternative à la politique de M. De Klerk, une requête raisonnable » assure M. Treurnicht. « Nous souhaitons

nous installer dans des régions le Transvaal, l'Etat lil d'Orange, et une partie de la pro-vince du Cap – qui étaient vides d'habitants lorsque nos ancêtres les ont occupées», explique Arthur Kemp, un porte-parole du Parti conservateur.

Dans cette hypothèse, le vieux schéma d'une Afrique du Sud schéma d'une Afrique du Sud dirigée par les Blancs et dans laquelle les Noirs étaient en prin-cipe parqués selon leur ethnie dans des bantoustans serait donc remplacé par un schéma inverse : une Afrique du Sud gouvernée par les Noirs au sein de laquelle continuée une sonte de « homeerait créée une sorte de « homeseral cree une sorte de « Botto-land ». « Chaque communauté pourrait ainsi vivre comme elle l'entend sans menacer la liberté des autres comme c'est, hélas, le cas dans un état unitaire » sou-

#### « Le droit à la différence »

Ce « homeland » serait uniformément blanc. Pas question de laisser s'y installer des Noirs car tôt ou tard les mêmes revendications et les mêmes complications resurgiraient. « Nous n'avons besoin de personne, insiste Mary. Nous pouvons nous débrouiller tout seuls. » Cette partition est-elle une vue de l'esprit ? « Pas du tout, rétorque-t-elle, à cas particu-lier, solution originale. » Mary et Marinus se défendent énergiqueraciste en imaginant pareille posi-tion de repli. « Nous voulons simplement préserver notre mode de vie européen, notre culture, sans

D NAMIBIE : M. Najoma élu président à l'unanimité. L'Asemblée constituante a élu, vendredi 16 février, à l'unanimité, M. Sam Nujoma à la présidence de la Namibie, qui accède officiellement à l'indépendance le 21 mars. « Je chercherai à faire tout mon possible pour que soit respectée la Constitution de la République de Namibie », a déclaré. après son élection, M. Nujoma devant l'Assemblée, qui compte soixante-douze mem-

être noyês au milieu des Noirs », notent-ils. Pour autant, ils n'ont pas l'impression de ramer à con-tre-courant de l'histoire. « Nous ne menons pas un combat d'ar-rière-garde, affirment-ils. Regar-dez ce qui se passe en Union soviétique, le réveil des minorités nationales qui revendiquent le droit à la différence. Et pendant ce temps-là, M. De Klerk parle de mettre en place ici un état uni-

Leurs trois enfants en bas âge, Mary et Marinus les élèvent « à la manière européenne ». Ils leur apprennent « que les Noirs sont differents mais qu'on doit les res-pecter ». Connaissent-ils bien ce monde qui leur fait face ? « Oui, répondent-ils sans bésiter. Il nous est arrivé plusieurs fois de rame-ner notre bonne dans sa town-

Etudiant en théologie à l'uni-versité de Pretoria, Deon Smyman, vingt-quatre ans, n'appar-tient pas à la génération de ceux qui ont créé le système de l'apar-theid. A ses yeux, l'avenir est a prometteur » mais le projet de

M. Nelson Mandela est prêt à

w des concessions ». « On ne peut pas entrer dans des négociations lorsqu'on n'est pas prèt à faire des compromis » touchant inévitable-

ment à « des points fondamen-taux », a déclaré, jeudi soir 15 fèvrier, lors d'une interview à

ll a rappelé que l'objectif du Congrès national africain est de constituer un gouvernement où cohabiteraient les Noirs et les

Blancs. « Nous ne sommes pas préoccupés par la couleur de la peau, a répété M. Mandela. Nous

considérons que nous sommes tous des Sud-Africains... Les Blancs n'ont rien à craindre de la part

des Noirs. Lorsque nous deman-dons une société non raciale, ce

que nous voulons dire par là. c'est que tout Sud-Africain, quelle que soit la couleur de sa peau, sera

autorisé à participer au processus politique du pays et à déterminer

A propos de l'ANC, M. Man-

dela pense qu'il n'y a pas d'« extrémistes » au sein de l'or-

rtition est « ridicule ». Sympathisant du Parti national au pou-voir, il n'en soutient pas moins qu'il faut cesser de penser le futur en termes de groupes raciaux, car « cela est inacceptable pour les

Sur ce campus - le plus vaste d'Afrique du Sud - qui accueille vingt-trois mille étudiants, dont environ quatre cents Noirs, et où les Afrikaners se sentent chez eux et font un pen la loi, Deon a du mal à tenir un discours qui, ici, n'est pas considéré comme très orthodoxe. Nelson Mandela lui a fait « bonne impression, même s'il a dit des choses qui n'étaient pas toutes plaisantes à entendre ». Devenir membre du Congrès national africain (ANC) ? « Pour-moi pas réplicabili et la resultant quoi pas, réplique-t-il, si je peux préserver mon identité, »

# « On roudrait

savoir très vite » L'avenir, personne ne le voit encore très clairement. Quoi qu'il en soit, les responsables du Parti conservateur ont entamé une campagne pour récolter d'ici au 26 mai un million de signatures au sein d'une communauté afrikaner qui compte quelque trois millions d'individus sur environ cinq millions de Blancs et dont ils em difficient de Blancs et dont ils se présentent comme les porte-drapeaux. Leur objectif est de contraindre M. De Klerk, en qui ils ont perdu toute configuee car » il [leur] a menti » à reculer ou à se démetire.

ganisation, tout en admettant

qu'il puisse y avoir des diver-gences d'opinion sur tel ou tel point. Mais, a-t-il ajouté, « nous

n'avons aucune crainte, quelle

qu'elle soit, sur le fait que le main-

tien de certaines opinions risque-

rait d'aboutir à une division de

Lors d'un autre entretien

accordé à la télévision sud-afri-

caine, le leader nationaliste a

O M. Roland Dumas favorable à

« an geste » vis-à-vis de Pretoria. - Le ministre français des affaires

étrangères a fait savoir à son homologue britannique, M. Dou-

glas Hurd, que les Français et les

autres membres de la Commu-nauté européenne ne partageaient

pas le point de vue selon lequel il fallait lever immédiatement les

sanctions contre l'Afrique du

Sud. Paris estime que la Commu-

nauté doit être unanime dans

cette affaire et que la République

sud-africaine a encore beaucoup de chemin à parcourir pour méri-

l'organisation » .

Mary et Marinus sont un peu dans le même état d'esprit . Instinctivement, ils se disent avec fierté descendants de pionniers, décidés à batailler dur pour demourer sur une terre qui est aussi la leur, où leurs ancêtres se arrière-grand-père a perdu sept fils pendant la guerre des Boers contre les Anglais au début de ce siècle » rappelle Mary.

Et puis, finissent-ils par avouer, « si la création d'un Etat blanc s'avère impossible, on reconsidérera la situation pour assurer l'avenir de nos enfants ». Alors, en désespoir de cause, peut-être metront-ils le cap vers la vieille Europe d'où leurs ancêtres sont venus. Mais ils y réfléchiront à deux fois avant de sauter le pas, d'autres que la « nouvelle Afrique du Sud » n'est pas aussi invivable qu'ils le redoutaient.

Pour Deon, la cause est enten-due : « Avant cinq ans, l'ANC due: « Avant cinq ans, l'ANC gouvernera le pays. » Mais cette perspective ne l'effinie pas outre mesure même si « cela demandera beaucoup de sacrifices ». Il ne souhaiterait pas cependant vivre trop longtemps dans l'incentitude. « On voudrait savoir très vite où on ve », s'impatiente-t-il. Qui peut aujourd'hui le lui dire?

JACQUES DE BARRIN

# M. Mandela est favorable aux « compromis »

appelé « tous les Blancs, afrikaners et anglophones, à soutenir pleinement le président Frederik De Klerk, car il le mérite ». « Il a pris des initiatives très courageuses, a-t-il précisé. Il m'a fait l'impression d'un homme intègre. Mais saura-t-il entraîner derrière lui tout le parti national?» s'est interrogé M. Mandela. Si la réponse à cette question est oui, alors il y a de l'espoir. »

ter la levée totale des sanctions. Le démantèlement complet de l'apartheid et l'abolition de l'état d'urgence figurent parmi les conditions nécessaires. M. Dumas pense cependant que la CEE doit faire « un geste » pour exprimer sa satisfaction après la remise en liberté de M. Mandela. La levée d'une seule sanction, non préci-sée, lui paraît la bonne démarche. Ce sujet doit être abordé lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze ou de leurs représentants, le 20 février à Dublin, - (Corresp.)

# M. Chevardnadze n'a pas évoqué la neutralité de l'Allemagne

Dans un discours de deux heures devant le parlement canadien

Parlant à la Chambre des communes d'Ottawa, jeudi, avant son départ pour Moscou, M. Chevardnadze s'en est vivement pris « à certains hommes politiques avi aimeralent iouer une partie d'échecs rapide, en cinq minutes paix et la sécurité de toutes les nations sont en question », nous signale notre correspondante Martine Jacot. Le ministre soviétique des affaires étrangères a évoqué à la fois le droit de la RDA et de la RFA à l'autodétermination, que « personne ne met en doute », et « le droit » des voisins de l'Allemagne d'obtenir la certitude que les frontières actuelles seront maintenues et que l'ère du « nationalisme et du fascisme » ne renaîtra pas. Rappelant qu'en RFA, le Parti répu-blicain d'extrême droite n'est pas sans soutien parmi la population, M. Chevardnadze a suggéré à nouveau que les pouples des pays d'Europe, mais sussi d'Amérique du nord, soient consultés par voie de référendum sur la réunification de l'Allemagne, partant du principe « qu'il serali bon pour les Allemands de savoir ce que les autres peuples pensent » de leur désir de ne plus brandir qu'un seul dispessu

#### Un « statut spécial » an sein de l'OTAN ?

En revanche, le chef de la diplomatie soviétique n'a abordé à aucua moment, dans son dis-cours de deux heures, la question de la neutralité d'une Allemagne rémifiée. Ceux qui attendaien des éclaircissements après les petites phrases prononcées la veille (la neutralité « solution idéale », mais dont on n'est pas sûr qu'elle soit « réaliste ») sont restés sur leur faim, conclut Mar-

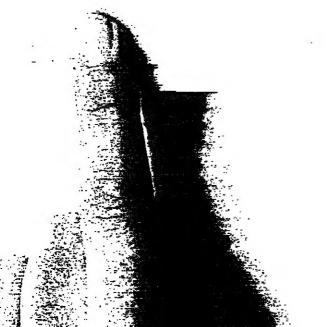
A Bruxelles, le général John Galvin, commandant suprême allié en Europe, a estimé jeudi que l'alliance pourrait accorder un statut militaire spècial au territoire est-allemand dans une Allemagne réunifiée qui serait membre de l'OTAN. Parlant devant les comités politique et de défense de l'Assemblée de l'Atlantique nord, il a souligné qu'il n'était « pas inhabituel » pour l'OTAN d'accorder des dispositions spéciales pour certains de

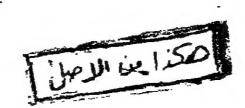
le refus du Danemark d'autoriser nucléaires sur son territoire et les décisions de la France et de l'Espagne de rester en dehors du commandement militaire intégré. L'OTAN prépare un rapport, qui sera présenté dans le courant de cette année, sur les conséquences de la réduction de la menace en Europe de l'Est sur le déploiement de ses forces, a indiqué le général Galvin. Mais, a-t-il ajouté, l'OTAN doit maintenir sa doctrine de « la stratègie en avant » - c'est-à-dire déployer en RFA des troupes américaines ou d'autres forces non allemandes, ainsi que ses capacités de dissuasion nucléaire, qui resteraient aux niveaux les plus bas possibles.

#### M. Dumas à Londres

A Londres, où M. Dumss a eu des entretiens jeudi 15 février, le ministre français des affaires étrangères a trouvé les Britanniques ouverts à l'idée d'un sommet extraordinaire des Douze consacré à l'unité allemande, nous indique notre correspondant Dominique Dhombres. M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, a confirmé à son interiocuteur l'opposition absolue de Londres à tout financement par le budget communantaire de la remise en état de l'économie estallemande. La position de M= Thatcher dans cette affaire est sans ambiguité : la RFA peut payer. Est-ce que celle-ci pourra avoir recours au fonds régional de la communauté destiné à aider les zones défavorisées? M. Dumas estime prudemment qu'il y a là un vrai problème qu'il convient de traiter.

MM. Hurd et Dumas ont également parlé de la demande des Polonais de participer à la réu-nion à six décidée à Ottaws. Les Britanniques sont particulière-ment réceptifs à une telle demande. M. Dumas a indiqué que les Français « ont à l'esprit la préoccupation polonaise » mais que la participation directe de la Pologne pose un problème en raison du cadre juridique décidé à, Ottawa, qui est de « quatre plus deux ». MM. Hurd et Dumas ont réfléchi, sans trancher, sur les





# **EUROPE**

URSS: au Soviet suprême

# Débat sémantique sur le thème de la propriété « privée »

Le Soviet suprême d'URSS poursuit vendredi 16 février ses travaux. Les débats de jeudi, principalement consacrés à la motion de propriété, ont pris un notion de propriété, ont pris un tour quasi sémantique. Aux termes de « propriété privée », les députés ont préféré ceux de « propriété du citayen ».

Station gas, a

Miningapor .

1 27 38 cm 1 --

. حسبها با

marine .

And the second second

Mr Man Same

MAY STATE

A CHARLES

Marian Large

Strate, J.

WHEN THE !

Alexandra Add ....

September 1997

医多年 经产品

Str. Park

At . . 7 5-

300 mm

5444 . 1 mm

Section of the second section in

---

-

# . \* \* \* \* · ·

2. 4 FM --

-

64 Se ---

- 12 m

ine de

The same of the sa

4. 44.01-07.

SE WART TO A

- W- 12

Marks . Tr . . .

Constitution of the same

Mary Angles

.. 15.1

44 Sept. 2017

A. P.

. . I

MOSCOU

de notre correspondant

Certains mots choquent. En deuxième lecture, jeudi 15 février, du projet de loi sur la propriété, l'adjectif « privé » a donc été remplacé par une for-mule aussi lourde en russe qu'en français: « du citoyen ».

La propriété privée devrait douc entrer dans la législation soviétique sous le nom de « propriété du citopen ». Le projet de plate-forme adopté la semaine dernière par le comité central du parti parle, lui, de « propriété

rôle d'igeant du parti.

Député d'Ukraine et chauffeur de profession, M. Leonid Soukhov a ainsi estimé que le projet e légalisant la propriété privée » tandis que M. Vavil Nosov, tourneur et représentant de la République autonome des Komis, exprimait la crainte que la terre ne puisse être désormais acquise par des trafiquants ayant illégalement amassé de l'argent. D'où l'idée, avancée par plusieurs êtus et reprise, vendredi matin, en première page de la Pravda, de procéder à une réforme monétaire avant tout changement du statut de la propriété.

Aux yeux des conservateurs,

Aux yeux des conservateurs, celz aurait, bien sor, pour avantage de cousidérablement retarder l'entrée en vigueur d'une réforme si décisive que certains d'entre eux ont proposé, comme l'avait fait M. Ligatchev devant le comité central, de la soumettre à référendum. Pour une fois très

unis, les députés réformateurs ont fait front, repoussé l'idée de référendum, mis en avant, eux aussi, leurs ouvriers et fait valoir que l'unique forme de contrôle à imposer à cette e propriété du citopen » était celle de la fiscalité, qui doit assurer les possibilités de redistribution de l'État.

redistribution de l'État.

a Personnelle, individuelle ou privée, cela ne change absolument rien au fait qu'il s'agit de la proprièté, comme on l'entend à l'Ouest », déclarait pour sa part dans les couloirs, l'un des élus les plus détestés des conservateurs, M. Tikhonov, le président de l'Union des coopératives, et de fait, entre la première lecture, à l'automne dernier, et cette semaine, le seul vrai changement est qu'on a voulu ôter aux conservateurs la possibilité d'effets de manche faciles sur le retour des capitalistes ou la trahison des acquis de la révolution.

Maintenant que le comité cen-

Maintenant que le comité cen-tral a, bon gré, mal gré, officielle-ment accepté le principe de l'éga-lité entre les différentes formes de propriété, le projet devrait passer – entre les écueils d'un parlemen-

Le vote est prèvu pour la semaine prochaine et, en attendant, les débats parfois vifs prenaient jeudi un rythme de croisière, déjà souvent assez connyeux pour qu'on puisse se croire devant un Parlement aux traditions établies. Même la tempête provoquée la veille par la refus des députés de fixer la date à laquelle une session extraordinaire du congrès se prononcera sur l'instauration du régime présidentiel semblait largement apaisée.

Une fois manifestée leur indé-pendance vis-à-vis de M. Gorbat-chev, les députés réformateurs se sont en effet employés à calmer le jeu en faisant savoir qu'ils atten-daient maintenant de voir les projets pour se prononcer sur le fond. Une commission y travaille depuis mercredi. Plusieurs textes

tarisme dont les conservateurs ne sont pas les derniers à apprendre et utiliser les possibilités.

Tempête

apaisée

Le vote est prèvu pour la semaine prochaine et, en attendant, les débats parfois vifs prenaient ieudi un rythme de croise.

L'apprendie de la Constitution lorsque se réunira, sous un mois, le prochain plénum du comité central.

L'apprendie des péromateurs

L'ensemble des réformateurs est en effet favorable au renforcement des pouvoirs de l'exécutif et les conservateurs sont, eux, liés par le feu vert qu'ils ont donné la semaine dernière au comité central. La difficulté pour M. Gorbatchev est de trouver une définition des futurs pouvoirs présidentiels acceptable à la fois par les conservateurs, qui comprennent bien que l'objectif est de marginaliser la direction du perti, par les nationalistes des républiques périphériques, qui craignent que ce ne soit l'Union qui soit renforcée à travers la présidence et par les libéraux, enfin, qui ne veulent pas prêter la main à l'instauration d'un pouvoir personnel.

D'où le vagne dans lequel se

désir d'aller vite - si vite qu'il avait braqué contre lui, jeudi, ce qui aurait pu être une majorité dans laquelle les réformateurs aurait assuré un succès des conservateurs. M. Gorbatchev avait toutefois su éviter l'échec d'un vote perdu en sachant reculer à temps et proposer qu'on ne fixe de date pour la convocation du Congrès des députés que lors-que le débat sur les amendements constitutionnels à lui soumettre aurait été suffisamment avancé,

En l'affaire, les députés réformateurs auront probablement réussi à obtenir que la définition des futurs pouvoirs présidentiels des tuturs pouvoirs presacenteis prévoit, sur le modèle américain, une procèdure de destitution du président par le Parlement. On en parle d'ailleurs plus, dans les cou-loirs et les commissions du Soviet suprème, que des mérites compa-rés des constitutions française et

BERNARD GUETTAL

Accident on malveillance?

# « Les Nouvelles de Moscou » ont été ravagées par un incendie

de notre correspondant Incendie criminel? Incendie tout court? Très pâle et pressé de questions, Egor lakoviev, le rédacteur en chef des Nouvelles de rédacteur en chef des Nouvelles de Moscou, n'excluait, jeudi 15 février, dans ses bureaux détruits, aucune des deux hypothèses. A la pointe de la perestroïka et houni des conservateurs de l'appareil comme de l'extrême droite russe, son hebdomadaire a en effet beaucoup d'ennemis.

Régulièrement, le téléphone et le courrier apportent leur lot de menaces, régulièrement aussi, des gens de Pamiat, l'organisation antisémite principalement implantée à Moscou et à Leningrad, viennent jusque sous les fenètres du journal, place Pouchkine, dénoncer dans ce qu'ils appellent les Nouvelles maconniques l'organe d'un complot inter-national antirusse.

L'hypothèse de l'attentat n'a donc rien d'invraisemblable mais il est tout aussi vrai que les esca-liers des immenbles soviétiques sont traditionnellement des

fumoirs. C'est là qu'on va griller une cigarette en compagnie et là aussi qu'on écrase le mégot avant de retourner dans l'appartement de retourner dans l'appartement on le bureau interdit aux fumeurs. L'incendie s'étant déclaré dans l'escalier de service d'un immeuble mitoyen et un mégot en ayant été la cause, la seule malchance a parfaitement pu frapper les Nouvelles de Mos-

Malchance ou malveillance, les résultats sont pourtant là : plus de chanffaga, plus de circuit électro-nique et un bon tiers des bureaux nique et un bon tiers des bureanx détruits par les trombes d'eau que les pompiers ont dû déverser qua-tre heures durant, dans la nuit de jeudi à vendredi, pour veair à bout du sinistre. Les plafonds menacent maintenant de s'écrou-ler. Bref, il faut tout évacuer pour la durée de longs et coûtenx tra-

A la fim de sa conférence de presse, Egor lakoviev en a appelé à la solidarité, celle des lecteurs soviétiques et étrangers, celle des autres journaux, d'URSS et du monde.

# Le Parlement de la Lettonie s'est prononcé pour l'indépendance

soviétique lettone s'est prononcé jeudi 15 février en faveur de l'indépendance de la Lettonie, lancant un nouveau défi au président Mikhail Gorbetchev.

Le Soviet suprême letton a décidé, par 117 voix contre 48, de tout faire pour obtenir l'indépendance et la transformation de la Lettonie e en un Etat libre », et dénoncé une résolution parle-mentaire de 1940 portant sur le rattachement de la Lettonie à l'URSS. Cette résolution, a souligné le Parlement letton, ne peut servir de base pour l'avenir.

L'Etat letton, ajoute le Soviet suprême de Lettonie, « suivra les traces du socielisme humaniste et démocratique et fonders ses relations avec les autres pays aur la base de traités ».

En condamnant le texte qui avait mis fin à vingt ans d'indépendance, la Lattonie a emboîté le pas à l'Estonie et à la Lituarie.



qui ont déjà dénoncé l'occupa- après trois jours d'émeutes qui tion simultanée de leur territoire ont fait au moins dix-huit morts per l'ammée soviétique. En Asie et deux cents blessés, selon un centrale, un calme précaire et la nouveau bilan officiel dressé par liberté treize « extrémistes » confusion régnaient jeudi à Dou- le ministère soviétique de l'inté-

D'après le quotidien de Moscou izvestia, les trois principaux dirigeants de la république qui encore été remplacés. L'un des vice-premiers ministres, M. Bourl Karimov, a pris la tête d'un « comité provisoire populaire », avec un groupe d'activistes et d'intellectuels qui s'est donné le nom d' « Unité » et revendique la direction de la république, a indi-

qué l'agence Tass.

« Les troupes de l'intérieur ont pratiquement perdu le contrôle de la situation et sont incapables d'assurer la sécurité du public ou d'empêcher les actes criminels de nombreuses bandes », écnvent les izvestia. De son côté, le ministre de l'intérieur tadjik, M. Naviouvanov, a remis en arrêtés durant les émeutes, affirmant qu'il agissait « sur instruc-

# Le journal de la glasnost

par Daniel Vernet

il serait désastreux pour le débat collègues ont proposé à leurs lectoujours regrettable mais, de plus, apporté une contribution particu-lière à la glasnost gorbatché-vienne. Leur métamorphose depuis quatre ans a été spectaculaire.

Chargées jadis d'apporter dans le plus pur schablon (1) traduit en plusieurs langues la bonne parole du néostalinisme brejnévien. Les Nouvelles de Moscou sont devenues de plus en plus un journal digne de ce nom. Vitrine du gorbatchévisme elles ont amplifié la voix du maître quand celui-ci a ordonné l'éclosion de la critique.

d'une centrale uncléaire suspen-due. Les autorités bulgares out suspendu, jeudi 14 février, la

construction d'une centrale nucléaire, à proximité de Svich-

tov, ville située dans le nord du pays, à la suite d'une grève géné-rale. Selon les habitants de Svich-

tov, qui ont formé une chaîne humaine et fermé les écoles et les magasins jeudi, le terrain choisi pour la construction de la centrale « est l'endroit le moins apparais pescella . Simila dese

approprié possible ». Située dans une zone sismique, la ville a été

EN BREF

Q UELLES que soient les causes Mais, entraînés par leur élan ou grisés par une liberté réelle bien locaux des Nouvelles de Moscou, qu'octroyée, Egor lakoviev et ses en URSS que l'hebdomadaire dont teurs des reportages sur des Egor lakovlev a pris la tête en sujets gênants pour le pouvoir 1986 soit empêché de paraître. Le soviétique actuel, des débats en mutisme forcé d'un journal est avance sur la perestroita, des contributions d'intellectuels en les Nouvelles de Moscou ont 'rupture avec le parti. Le censeur qui siégeait toujours dans le bureau voisin du rédacteur en chef

était soit circonvenu, soit ignoré. La naissance d'une presse véritablement libre est un processus laborieux qui suppose à long terme l'existence d'institutions démocratiques. Nous n'en sommes pas là en URSS . Mais le silence des Nouvelles de Moscou serait un recui que la solidarité active des lecteurs et de tous les journalistes devrait empêcher.

GRÈCE Le ministre de la défense est mécontent

Le ministère grec de la défense a confirmé, le 15 février, que le système rader des avions de combat Mirage-2000 achetés en 1985, par la Grèce à la firme Marcel Dassault-Breguet Aviation pré-sentait des défectuosités. A ce jour, seuls vingt-huit des quarente chasseurs commandés ont été livrés à la Grèce qui avait fait savoir, en septembre dernier, qu'elle refuserait la livraison des demiers apparells si rien n'était fait pour les rendre conformes. Selon le ministère de la défense, des discussions seraient en cours pour résoudre ce problème avec la société Thomson, constructeur de ces radiars. ~ (AFP.)

85 millions de dollars pour l'environnement

des Mirage-2000

MADAGASCAR

Réunis à Paris au siège euro-péen de la Banque mondiale, les 14 et 15 février, les bailleurs de fonds de plusieurs pays (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Norvège, RFA et Suisse) et organisations internationales (CEE, FMI, PNUD, UNESCO, UICN, WWF) so sont mis d'accord pour rassembler 85 millions de dollars (environ 500 millions de francs) afin de financer le « plan d'action environnemental » du gouvernement malgache. Ce plan, étalé sur cinq ans, doit permettre de donner un coup d'arrêt à la dégradation dramatique de l'environnement à Madagascar, où la forêt disparaît au profit de l'élevage et où l'érosion a pris des proportions alarmantes. C'est la première fois qu'un plan gouvernemental de sauvegarde de l'environnement est ainsi aidé par la communauté internationale.

# REPÈRES

# UN TUEUR DE LA MAFIA PARLE



Je suis resté seul. Vivant et seul."

274 p. 95 F.

- 14.2. gravement endommagée par un tremblement de terre en 1974. – 1 1 1 a see ann (AFP, Reuter.) -The same autorités est-allemandes ont déconnecté le réacteur II de la centrale nucléaire de Lubmin près de Greifswald (Nord), a-t-on indidistrict the 4.

qué jeudi 15 février à Boun. La centrale de Lubmin avait subi une série impressionnante d'avaries graves dont plusieurs auraient pu provoquer une catastrophe comparable à celle de Tchernobyl. Le ministre ouest-allemand de l'environnement, M. Klaus Toepfer, s'est félicité de la décision de la RDA qu'il a qualifiée de « premier résultat de la coopération des experts pour la sécurité de RFA et de RDA ». — (AFP.)

E RECTIFICATIF. - Dans le texte de présentation du point de vue de Lionel Stoléru « Un plan Monnet pour l'Est » (le Monde du 16 février), le titre du journal RDA: Un réacteur de la cen-trale nucléaire de Lumin surété. — Pour des raisons de sécurité, les publiera cet article, a été mai orthographié. Il convenzit de lire : « Hospodarske Noviny ». Nous prions nos lecteurs de bien vonloir excuser cette erreur.

# Un entretien avec le premier ministre roumain

L'agitation « fait partie de la démocratie », nous déclare M. Petre Roman

Une nouvelle manifestation de quelques milliers de civils et de militaires en faveur de la démocratisation dans l'armée s'est dispersée dans la muit de jeudi à vendredi 16 février devant le siège de la télévision à Bucarest. La télévision a un moment retransmis les images de manifestants criant « A bas lliescu ! », le numéro un du régime. Dans un entretien accordé au Monde à la veille de sa visite à Paris, le premier ministre, M. Petre Roman, juge ces soubresauts naturels, évo-que les difficultés économiques du pays et les problèmes suscipar l'intégration de 15 000 hommes de la Securitate dans l'armée régulière, et n'exclut plus sa candidature aux élections du mois de mai.

#### **BUCAREST**

de notre correspondant

 Près de huit semaines après la chute de Ceausescu, votre gouvernement parait plus fragile que jamais. Il y a des manifesta-tions quotidiennes sous vos fenêtres et, maintenant, c'est l'armée qui s'agite...

- Tout cela fait partie de la démocratie. L'essentiel est qu'il n'y ait aucune violence et, depuis le 26 décembre dernier, il n'y en a pas eu une seule. Pour ce qui concerne les militaires, la grève est terminée, ils sont tous rentrés dans leurs casernes en bon ordre.
J'ai écouté toutes leurs revendications, qui, à mon avis, sont cohérentes. En revanche, ceux qui
continueraient à manifester se
mettraient dans l'illégalité.

- Bref, yous cédez encore une

démocratisation de l'armée est un prolongement naturel de la révo-lution. Ce n'est pas céder aux pressions que discuter avec ceux qui pensent que cette démocrati-sation doit aller plus loin.

Tout de même, vous dés-avouez deux de vos ministres, celui de la défense et celui de

l'intérieur?

- Non, pas du tont. Je me suis engagé à étudier les observations des manifestants concernant ces deux personnalités et à leur dire d'ici deux semaines si nous acceptons ou non les demandes de mise à la retraite les concernant. Si c'est oui, on n'en parlera plus, sinon, on leur expliquera pourquoi. La cassette video qui montrait par exemple le général Chitac (ministre de l'intérieur) participant à la répression de Timisoara en décembre est une invention pure et simple (le Monde du 16 février). Cela devient une folie, à la fin ! Cette cassette n'existe pas.

- Vous n'avez pas l'impres-

- Vous n'avez pas l'impres-sion, comme le dit précisément M. Chitac, que la Roumanie glisse doucement vers l'anar-chie ?

Je dirais que c'est là la réac-tion d'un militaire qui n'a jamais vu fonctionner une démocratie.

#### Le problème de la Securitate

- Pourtant, Doina Comea a demandé l'arrêt de l'aide écono-mique à la floumanie, pour vous obliger, dit-elle, à engager véri-tablement le pays sur la voie démonstrate démocratique.

- Je me demande si ce n'est pas - Je me demande si ce n'est pas cela, le manque de patrictisme. Qu'est-ce que cela veut dire? Que représentons-nous, nous, ici? Notre tâche n'est-elle pas de donner à ce peuple l'unité et le mieux-être? La position de M= Cornea est incompréhensi-ble, voire inquiétante.

ols aux pressions ?

— Reste que l'armée bouge

— Mais non. Je pense que la encore. Finalement, n'avez-vous

pas commis une erreur en y intégrant les membres de la Securitate ?

- Il y a en trois étapes. D'abord, pendant les combats, nous avons appelé les gens de la Securitate à se solidariser avec le Securitate a se sondariser avec le peuple. Une partie d'entre eux l'ont fait, et ceux-ci ont combattu avec nous contre les terroristes et les irréductibles de leur propre les irréductibles de leur propre corps. Dans un premier temps, nous avons donc intégré à peu près 15 000 hommes. Ensuite, la Securitate, en tant que corps dépendant du ministère de l'intérieur, fut dissoute. Troisième étape, nous analysons cas par cas pour voir si ces gens sont coupables de quoi que ce soit ou s'ils peuvent se reconvertir dans le civil. Cela prendra énormément de temps. Mais, déjà, plusieurs centaines d'entre eux ont été éliminés et les premiers procès vont commencer incessamment.

- Vous pensez que votre gou-vernement va tenir le choc jus-qu'aux élections de mai ?

- Je suis ici pour cela. En fait, cela dépend de l'action politique. Le gouvernement provisoire ne peut pas endosser toutes les responsabilités vis-à-vis du pays. Il faut que le Conseil d'unité nationale (CPUN, qui regroupe tous les partis) assume la sienne, c'esta-à-dire la stabilité politique de la nation. Le souvernement peut-il à nation. Le gouvernement pent-il à lui seul l'assurer ? Non, c'est impossible.

Pour l'heure, les files d'at-tente se sont à nouveau allon-gées sur les trottoirs.

 Honnêtement, je me demande pourquoi. L'approvi-sionnement alimentaire est nettesionement alimentaire est nette-ment meilleur qu'avant la révolu-tion. Il est même sensiblement meilleur qu'il y a un mois et il continue à s'amétiorer. Nous avons fait un gros effort dans ce domaine, pour le seul premier tri-mestre, nous avons engagé plus de 200 milions de dollars en importations de modults elimenimportations de produits alimen-taires.

» Pour le reste, le pays ne s'est

pas encore entièrement remis au travail. Nous avons bérité de ce un grand sac vide. Nous n'avons pas les ressources suffisantes pour assurer le fonc-tionnement de nos entreprises. En janvier, par exemple, on a pu assurer au secteur primordial de la construction mécanique 60 % des matières premières dont il avait besoin. C'est pourquoi nous ne lançons aujourd'hui que ce que j'appelle des opérations de complémentarité. Des pays nous fournissent des matières pre-mières et de l'énergie en échange

de produits finis. - Est-il vrai, comme on le dit à Bucarest, que vous avez repris les exportations de produits ali-mentaires vers Moscou ? - Faux, archifaux,

- Serez-vous personnellement candidat aux élections du

20 mai ? - Franchement, je n'en ai pas envie. Cela dit, j'ai un contrat avec une formation politique. Il s'agit d'assurer une continuité et d'honorer des engagements. Il est donc possible que je reconsidère ma position. »

# Propos recueillis PAR PATRICE CLAUDE

□ Sept anciens membres de la police roumaine condamnés à Sibin. - Sent anciens recronschies - Sept anciens responsables de la Securitate ou de la milice roumaine, en service à Sibiu, la ville roumaine qui était sous le contrôle de Nicu Ceausescu, le fils du dictateur, ont été condamnés à des peines de quinze à vingt ans de prison, a annoncé la télévians de prison, a annonce la television roumaine, mercredi
14 février. La répression du soulèvement de décembre a fait quatre-vingt-dix morts et trois cents
blessés dans cette ville, a-t-on
appris lors du procès. – (AFP,
Revier) **ESPAGNE**: la contagion allemande

# Les Basques veulent exercer leur droit à l'autodétermination

Le droit à l'autodétermination n'est pas l'apanage de l'Est et du centre de l'Europe. On le revendique également en Espagne. Le Parlement autonome basque s'est prononcé en sa faveur le jeudi 15 février à l'issue d'un débat mouvementé et après deux mois d'une controverse qui a failli provoquer des élections anticipées dans la

de notre correspondant

Le texte que le Parlement basque a approuvé par 38 voix sur 75 avait été présenté conjointement après une longue négociation commune par le Parti nationaliste basque (PNV), qui partage le gouvernement régional avec les socialistes et deux autres petites formations nationalistes, Ensko Alkartasuna et Euskadiko Eskerra. Il définit le droit à l'autodétermination du peuple has-Eskerra. Il définit le droit à l'autodétermination du peuple basque comme celui de « décider
librement et directement son statut politique, économique, social
et culturel » soit « avec son propre
cadre politique », soit « en partageant sa souveraineté avec d'autres peuples ». Non sans ambiguîté, le texte reconnaît la
validité des institutions autonomes basques actuelles ... tout nomes basques actuelles ... tout en précisant qu'elles correspon-dent « à un moment historique dent « à un moment historique déterminé ». Ce qui laisse entendre qu'elles pourraient ne plus être suffisantes à un moment ou un autre dans la future « construction nationale » du Pays basque, celle-ci étant d'ailleurs définie comme « dynamique et graduelle ».

#### Vives réactions du gouvernement

C'est en décembre dernier qu'a-vait éclaté une polémique à ce sujet. Le président du gouverne-ment, M. Felipe Gonzalez, l'avait bien involontairement lancée en se prononçant à Strasbourg avec ses collègues de la Communauté en faveur du droit à l'autodéter-mination du propule allemand. Le en faveur du droit à l'antodéter-mination du peuple allemand. Le lendemain, les nationalistes enta-lans faisaient valoir qu'ils étaient habilités eux aussi à réclamer un tel droit et réussissaient à faire voter par le Parlement autonome à Barcelone une motion en ce sens. Vingt-quatre heures plus tard, le PNV annonçait à son tour qu'il présenterait un texte sem-

Cette initiative a provoqué de vives réactions du gouvernement de Madrid, et M. Gonzalez a dû lui-même monter au créneau pour affirmer avec force en janvier que a tant que les socialistes sont au pouvoir, l'unité de l'Espagne ne sera pas remise en cause ». Il a toutefois maladroitement choisi pour faire cette déclaration le cadre d'une cérémonie militaire, ce qui a donné lieu à de vives . critiques des nationalistes basques l'accusant de se faire avant tout l'écho en la matière des préoccupations exprimées dans les

L'affaire a provoqué de vives tensions entre le PSOE et le PNV qui se partagent actuellement le et il s'en est fallu de peu que ne se rompe leur coalition. Le premier accuse le second d'avoir artificiellement ressuscité un thème défi-nitivement réglé depuis que les Basques ont approuvé par référendum leur statut d'autonomie, risquant ainsi de raviver de vieux affrontements. Pour le PNV, au contraire, il s'agit de ravir à l'ETA le monopole de l'exigence du droit à l'autodétermination, un thème auquel nombre de Basques sont toujours très sensibles, et de démontrer qu'une telle revendication peut parfaitement être défendue de manière démocratique et qu'elle ne se traduit pas forcément par l'indépen-dance. Consciente de l'enjeu, la coalition Herri Batasuna proch de l'ETA militaire – qui boycotte habituellement le Parlement basque – a, pour une fois, participé aux débats, s'absentant toutefois au moment du vote.

· 484

2 40

----

an Transfer

ۼ ؞ۼۮڛؿڿٷ۩ٷ ۼ

-

a wa

and the second

s to the . W

and the second

4 Acc

-

8

Sans doute s'agit-il du texte le plus conflictuel jamais approuvé par le Parlement autonome basque. Sa valeur sera tontefois plus symbolique que réelle, toute modification du statut d'autonomie devant être approavée par le Parlement de Madrid où les socialistes ainsi que l'opposition conservatrice sont bien décidés à y faire obstruction. Le vote de endi n'en est pas moins significatif et préoccupant pour Madrid venant d'une région où plus de deux électeurs sur trois votent habituellement pour les forma-

THIERRY MALINIAK

# SUEDE: mis en minorité

# Le gouvernement social-démocrate de M. Carlsson a présenté sa démission

Par 190 voix contre 153, les cinq partis d'opposition ont rejeté, le jeudi 15 février, le plan d'austérité que le gouvernement social-démocrate avait présenté nement de M. Carlsson a démissionné, mais il n'est pas exclu qu'un autre cabinet social-démocrate lui succède.

> STOCKHOLM de notre correspondante

Six heures et demie de débat et un vote final auront donné au

gouvernement social-démocrate qui ont conduit à sa défaite, le jeudi 15 février, dans l'enceinte parlementaire. Une appréciation négative d'un plan d'austérité bacié au dernier moment dans la nation sévère d'un pouvoir qui, inquiet de la baisse continue de sa cote de popularité depuis les dernières élections législatives de 1988, n'a pas voulu, par crainte de perdre encore davantage de sympathies, prendre à temps les mesures qui s'imposaient pour redresser use situation économique devenue de plus en plus pro-

Alarmé par les proportions

l'explosion de conflits socianx, qui risquaient, en se multipliant, de tout paralyser et de plonger véritablement le pays dans la crise, le gouvernement a perdu le contrôle de la situation. Les prix, des salaires et suspension du droit de grève – trahissaient, non sculement sa déstabilisation, mais aussi ses graves contradictions

Rien d'étonnant, alors, que, devant le spectacle de désunion manifeste qu'il offrait, il ait été mis en minorité après avoir du essuyer une salve de critiques virulentes et humiliantes. Aucun parti n'a vouln lui tendre la main part ha voith in tendre la main secourable sur laquelle il avait certainement compté. Les Verts, mais surtout les communistes du VPK, les alliés traditionnels, lui out tourné le dos malgré les efforts d'« achat » de leurs voix.

Au président du Parlement de suivre maintenant la procédure réglementaire et de désigner, au terme des séries de consultations, celui qui lui semblera le plus approprié pour former un nou-veau gouvernement. D'entrée de jeu, communistes et Verts ont déclaré qu'ils empêcheraient la mise en place d'un gouvernement non socialiste. Le prix à payer pour ce qui pourrait fort bien être un gouvernement Carisson numéro deux risque d'être élevé.

Le premier en tout cas à avoir tiré les conclusions immédiates de la défaite, et de sa défaite perde la défaite, et de sa traume pos-sonnelle, est le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, l'artisan malheureux de la politi-de la Suède depuis 1982, Iso devait, vendredi matin, anno officiellement qu'il quittait toutes ses fonctions et qu'il ne figurerait ses fonctions et qu'il ne ngarerait pas dans la composition d'un prochain gouvernement social-démocrate. Un coup particulièrement rude pour M. Carisson, qui n'a pas su donner à son ministère le plus précieux le soutien qu'il lui aurait falla pour manœuvrer comme il l'entendait. Au lieu de cela, M. Feldt a dû se résoudre à simer à contra-cours et à serie. signer à contre-cœur, et à appliquer, des mesures auxquelles il était hostile. Depuis 1988 pourtant, il lançait des mises en garde contre les dangers qui menaçaient l'économie suédoise.

Celle-ci se portait bien, certes, mais elle montrait, à ce moment-là déjà, des tendances qui laissaient présager une surchauffe prochaine. Il fallait y veiller. M. Feldt était véritablement l'homme fort du gouvernement, celui qui contribuait le plus à sa crédibilité. Mais aussi celui qui se singularisait le plus par une indo-cilité mai dissimulée.

FRANÇOISE NIÉTO

# Le Monde

Edité par la SARL le Monde Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Seuve-Méry (1944-1969). lacques Fauvet (1969-1982), André Leurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts Directeur de la rédaction : Daniel Vernet Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

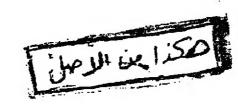
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7. RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-97-27

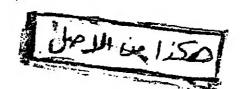
ADMINISTRATION: 11, RUE JEAN-MAZET, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tel.: (1) 49-60-30-00 Télécopieur : (1) 48-60-30-10 ; Telex 261311 F MONOSIR

Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAR









# **AMÉRIQUES**

COLOMBIE: fin du sommet de Carthagène

# M. Bush et les trois présidents andins ont jeté les bases d'une coopération contre la drogue

Le sommet anti-drogue qui réunissait, jeudi 15 février, les présidents américain, bolivien. colombien et péruvien s'est achevá par la signature du « document de Carthagène » qui jette les bases d'une coopération entre pays producteurs et pays consommateurs pour enrayer le trafic de cocaine

STATE THOMAS Sept de la .

and the same of the

The state of the s

Applea to 1

8 35-- ---

A September 1

ENERGY LESS TO THE

And And he Bergerand File Gar Samon Partie

#### CARTHAGENE

de notre envoyé spécial

Le président colombien, M. Barco, est content. « C'est un sucrès », dit-il. Son homologue péruvien, M. Alan Garcia, l'est davantage. Il parle de « tournant historique » dans le « nouveau chapitre des relations entre l'Amèrique latine et les Etats-Unis » parce que trois présidents latino-américains se sont assis à la même table que M. Bush pour traiter d'un problème « de façon multilatérale ». M. Paz Zamora, le chef d'Etat bolivien, n'est pas moins satisfait quand il évoque la « nouvelle façon » d'aborder la tutte anti-drogue, surtout de la part des Etats-Unis.

Cinq heures de tête à tête dans Le président colombien,

Cinq heures de tête à tête dans la Maison des hôtes illustres, au milieu une base navale située à l'entrée de la baie de Cartagène, ont abouti à une déclaration détaillant les mesures prises par détaillant les mesures prises par les trois pays producteurs de cocaïne et par leur principal client, les Etais-Unis, pour mettre fin au trafic. Les planteurs de feuilles de coca, les fabricants de poudre blanche, les trafiquants et laveurs de narcodollars et les « parrains » de la Mafia savent théoriquement comment désormais ils seront traités.

#### la réduction de la demande

On avait remarqué le matin la poignée de main plutôt froide entre M. Bush et M. Alan Garcia, qui avait confié quelques moments plus tôt « ne pas oublier » l'invasion du Panama. Mais à l'issue de la rencontre c'est le président péruvien qui a été le plus prolixe. « Peu importe que nous allions vite ou lentement dans la lutte contre la droque. dans la lutte contre la drogue. nous en ayons discuté ensemble avec les Etats-Unis ». Et d'annoncer dans la foulée que cette façon de procéder - multilatérale, a-t-il insisté – pourrait s'appliquer à des problèmes tels que la dette extérieure ou le commerce.

M. Paz Zamora, lui, trouve que la rencontre n'aurait pas été possible sans M. Bush en qui il voit un « type bien » avec qui il est possible de discuter. Ce dont les présidents and a se réjouissent le since d'action de les présidents and les se réjouissent les les discuters de les discuters presidents andins se rejouissent re plus, c'est d'avoir amené les Etats-Unis à reconnaître que la lutie contre la drogue passe par la réduction de la demande, qu'ils sont donc les premiers impliqués et qu'il faut abandonner une vision purement répressive de la question. Toute la première par-tie du « document de Cartha-gène » a trait en effet aux consé-quences économiques et sociales de la guerre contre le trafic. Le principe est admis par les Améri-cains que la fenille de coca est une source de devises et d'em-plois, qu'en supprimer la culture sans rien apporter en échange provoquerait l'effondrement des économies du Pérou et de la Boli-

vie.

Il existe dans ces deux pays des programmes visant à remplacer les plantations de coca par d'autres produits, mais, outre qu'ils sont chichement subventionnés par les Etats-Unis, ils sont sans résultats. Pourquoi? « Parce que la solution ne consiste pas à remplacer mécaniquement une culture par une autre, répond M. Paz Zamora, mais à substituer à une économie de la coca une autre économie, à la fois saine, efficace et compétitive, » et compétitive, »

Autrement dit, la méthode Autrement dit, la méthode consistait jusqu'à présent à proposer aux paysans de remplacer volontairement ces plantations par d'autres cultures mais comme celles-ci rapportent beaucoup moins que la feuille « sacrée », les paysans ne se laissaient pas convaincre. L'autre solution, c'était l'éradication forcée. « Une méthode odieuse, impopulaire, dit M. Garcia. Là où elle a été appliquée au Pérou, nous avons livré les paysans à la misère et à la subversion. »

#### Plans sociaux d'argence

Donc les Quaire sont convenus qu'il faliait opérer, non pas loca-lement mais de façon globale, en attaquant le problème sur plu-sieurs fronts : par le développe-ment de l'agriculture d'exporta-tions et par de represent ment de l'agriculture d'exportations et par de nouveaux
investissements. Les Etats-Unis
sont évidemment sollicités.
M. Bush s'engage à demander au
Congrès des rallonges budgétaires
pour les quatre prochaines années
afin de compenser les sacrifices
demandés aux pays andins. Mais
la déclaration précise qu'il appartient aussi aux organismes multilatéraux de financer cet effort de
reconversion.

Autre point délicat : le temps entre l'éradication de la coca et l'implantation d'une « nouvelle économie ». Là encore, pour évi-ter des bouleversements facileter des bouleversements facile-ment imaginables dans des pays aussi pauvres que le Pérou et la Bolivie, les Etats-Unis prennent des engagements précis. Ils pro-mettent de financer des « plans sociaux d'urgence », de « satis-faire les besoins en devises » des pays privés de narcodollars, notamment en ouvrant davantage le marché américain à leurs le marché américain à leurs exportations.

C'est là le chapitre le plus origi-nal du plan qui vient d'être adopté, celui qui montre le mieux le changement des perspectives -et des mentalités - que les prési-dents andins perçoivent chez les Américains. M. Barco étant plus

discret que ses homologues péru-vien et bolivien, il est revenu à ces derniers de dire le fond de leur pensée : les changements en Europe de l'Est risquent de pola-riser les efforts et les crédits occi-dentaux ; le désarmement des grandes puissances libère des sommes énormes qui pourraient être utilisées en partie dans la région.

région.

Les sceptiques ne manquent pas de remarquer que la déclaration ne contenant guère de chiffres, elle risque de se réduire à un catalogue de bonnes intentions. D'autant que M. Bush a des problèmes de déficit budgétaire qui lui valent, semble-t-il, des discussions serrées avec le Congrès : « Il a consacré une partic de la réunion à nous en parter », dit M. Paz Zamora. Mais les présidents bolivien et péruvien estiment que l'essentiel, dans un premier temps, a été atteint. M. Alan Garcia affirme : « L'important n'est pas de savoir combien coûtera notre programme, mais ce qu'il en coûterait de ne pas le réaliser. »

Au chapitre de la répression.

Au chapitre de la répression, les quatre pays confirment leur intention de coopérer dans le contrôle des ventes d'armes et des controle des ventes d'armés et des composants chimiques sur la fabrication de la cocaine. Ils se disent prêts à faire travailler ensemble leur armée, leur police et leurs services secrets, et à s'entraider pour empêcher le blanchiment de l'argent « sale ».

Mais ce que le document ne dit guère, ou seulement de façon très vague, c'est comment la « rèduction de la demande » — présentée comme une priorité — sera assurée. Le programme des Quatre vise essentiellement les pays andins et ne précise pas ce qui sera fait aux États-Unis. A Bogota, on dit volontiers que la Colombie paie en vies humaines le prix d'une guerre qui devrait surtout être livrée dans les grandes villes américaines, et qu'elle ne l'est pas, ou pas assez. « Que ferez-vous contre le cartel des consommateurs et celui des fonctionnaires, américains qui se laissent acheter par les trafiquants? », a demandé à M. Bush la directrice d'un hebdomadaire colombien. M. Bush a feint de ne pas comprendre en quoi les serates des comprendre en quoi les serates des comprendres en quoi les serates des comprendres en que la comprendre en que les serates des comprendres en que les serates des comprendres en que les serates de la comprendre en que la comprendre en que la comprendre en que les serates de la comprendre en que la comprendre en Mais ce que le document ne dit pas comprendre en quoi les consommateurs pouvaient constituer un cartel.

Accueilli comme un « type bien » par ses interlocuteurs et salué dans son pays comme un « super-macho » pour avoir osé mettre les pieds en Colombia, ce qui a fait sourire ici, M. Bush a réussi en tout cas une belle opération. Moins de deux mois après l'invasion du Panama, il vient de liquider bien des amertumes sus-citées par cene opération en éta-blissant avec ses homologues 'andine une concertation long-temps désirée sur un problème qui les intéresse tous au premier chef.

**CHARLES VANHECKE** 

de la drogue (16 p., 15 F).

# ETATS-UNIS : sur le « front intérieur »

# Le maire de Washington a été inculpé d'usage de stupéfiants et de parjure

WASHINGTON

de notre correspondant

Les mâchoires du piège se sont encore resserrées sur le maire de Washington, M. Marion Barry, arrêté en janvier dernier en flagrant délit de consommation de cocaine, au cours d'une opération montée par le FBI avec le concours d'une « amie » du maire. Jeudi 16 mars, M. Barry a été inculpé pour usage de drogue – en cinq circonstances différentes – et, ce qui est beaucoup plus grave, pour trois cas de parjure : il est accusé d'avoir menti à plusieurs reprises à des jurys qui l'interrogeaient sur des incidents où il était impliqué.

incidents où il était implique.

Par une heureuse « coîncidence », l'inculpation a été prononcée le jour même où se tenait à Carthagène le sommet « antidrogue » : les deux événements ont donc tout naturellement fait l'ouverture des journaux télévisés de la soirée. Pouvait-on rèver meilleur exemple de la détermination des autorités américaines à lutter sur le « front intérieur » ?

Le maire a immédiatement réagi en affirmant qu'il plaiderait non coupable. « Cette inculpation représente la poursuite d'une opé-ration de lynchage politique », a-t-il déclaré, tentant une noua-t-il deciare, tentant une nou-velle fois de se présenter en vic-time d'un complot « blanc » con-tre lui-même et la ville qu'il représente. Mais la culpabilité de M. Barry est devenue trop évi-dente pour que celui-ci paisse se

protéger derrière le rempart natu-rel qu'à longtemps constitué pour lui la communauté noire de Was-hington (les trois quarts de la population de la capitale fédé-rale).

population de la capitale rederale).

Mais il est également vrai que 
la mise en scène qui a permis de 
« pièger » le maire était particulièrement sordide, à peine différente des opérations montées —
au cinéma et dans la réalité — par
les services secrets de pays totalitaires. Mais le FBI et la justice 
fédérale, qui s'épuisaient depuis 
des années à tenter en vain de 
confondre M. Barry, ont apparemment considéré que la fin justifiait les moyens. De très fortes 
pressions ont été exercées sur des 
« témoins » des activités répréhensibles de M. Barry pour qu'ils 
acceptent de coopérer avec l'accusation. Et le soin que preud le 
procureur fédéral, M. Jay Stephens, à assurer sa publicité personnelle, grâce à cette affaire, 
contribue à la rendre encore plus 
déplaisante.

#### Démission prochaine?

Cela n'empêche pas que le Cela n'empêche pas que le sort - politique - du maire apparaisse comme désormais scellé. Il continue à affirmer hantement qu'il ne songe même pas à démissionner (en cas de condamnation pour parjure, il y serait contraint par la loi). Mais il se trouve depuis quarre semaines dans un centre de désintoxication en Floride, officiellement pour y subir

un traitement anti-alcoolique puisque c'est la seule dépendance qu'il ait clairement admise. Il n'est pas exclu qu'il finisse par se démettre au terme d'un arrangement avec la justice ; celle-ci a évité de l'inculper de crimes trop graves, comme la distribution de drogue, alors qu'il aurait appa-remment été possible de le faire, et elle garde en réserve un certain nombre de dossiers portant sur des « faveurs » financières que le maire aurait accordées à des amis

En tout état de cause, il est à

peu près inimaginable qu'il puisse espérer se faire réélire en novembre prochain. Sa présence paralyse encore la campagne électo-rale, mais déjà certains de ses propres amis souhaitent aller de l'avant. Deux influents leaders de la communauté noire qui comptaient parmi ses principaux sou-tiens politiques ont décidé de promouvoir la candidature de M. Walter Fauntroy, actuel repré-sentant du District de Columbia au Congrès. Quant au pasteur Jesse Jackson, qui n'a toujours pas dévoilé ses intentions, il est pour l'heure très loin et très audessus des turpitudes washing-toniennes : il milite en Afrique du sud pour la bonne cause et a été reçu aussi bien par le président De Klerk que par M. Nelson

Huit ans après la guerre des Malouines

# Les gouvernements de Buenos-Aires et de Londres vont rouvrir leurs ambassades

En annonçant lui-même, jeudî 15 février, la reprise de relations diplomatiques complètes entre l'Argentine et le Royaume-Uni, huit ans après la fin de la guerre des Malouines, le président Carlos Menem soulignait ainsi l'importance qu'il attache à l'événement. Il est vrai que l'achèvement heureux de six mois de négociations à Madrid est sa seule victoire politique, à ce jour.

**BUENOS-AIRES** 

de notre correspondante

Lorsqu'il proposait de mettre de côté la question de la souveraineté des Malouines, initiative qui permentait d'ouvrir les négociations, le président argentin ne cachait pas que les grandes difficultés économiques que traverse

D VENEZUELA: violente manifestation anti-gouvernementale à Caraças. – Vingt mille ouvriers ont manifesté, le jeudi 15 février. dans la capitale vénézuélienne où des affrontements ont fait au moins trois blessés et causé de nombreux dégâts matériels, tan-dis que des manifestations pacifi-ques se déroulaient dans sept autres villes du pays. Les mani-festants se sont rassemblés à l'ap-pel de trois centrales candicales pel de trois centrales syndicales dont la CTV (majoritaire, dominée par le parti social-démocrate au pouvoir), pour protester contre la politique économique du gou-vernement du président Carlos Andrès Perez. Les violences ont éclaté à Caracas au moment ou de le contre arrivair dans le écrete de éclaté à Caracas au moment où le cortège arrivait dans le centre de la ville et, tandis que les manifestants se dispersaient dans le désordre, des magasins et des véhicules ont été mis à sac. Ces manifestations ont eu lieu presque un an après les violentes émeutes du 27 février 1989, qui avaient fait 276 morts et causé pour 1,5 milliard de dollars de dégâts matériels, selon les chiffres officiels. – (AFP.)

son pays avaient dicté son pragmatisme. Pour s'attirer les faveurs de l'Europe, sur lesquelles l'Argentine compte beaucoup, il fallait avant tout que soient normalisées les relations avec l'un de ses Etats membres. C'est désor-mais chose faite. Les ambassa-deurs seront installés « le plus vite possible », a précisé M. Menem.

Le rétablissement des relations diplomatiques s'accompagne de la levée de la zone de « protection » définie par les Britanniques autour de l'archipel; les
navires et avions de guerre argentins pourront désormais en approcher les côtes à condition d'informer les Britanniques qua-rante-huit heures à l'avance, ceux-ci se réservant en dernier recours un droit de veto. C'est très certainement pour minimiser l'effet de cette restriction que le ministre des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, a souligné l'aspect transitoire d'un accord -

qui pourra être revu dans un an -

et l'active participation des militaires à sa négociation. Il a admis par ailleurs que le dossier de la pêche autour des îles reste épineux, « car, a-t-il précisé, la ques-tion est liée à celle de la souverat-

Le ton choisi par le gouverne-ment Menem est celui de l'apaise-ment, particulièrement à l'égard des quelque deux mille habitants britanniques des Malouines qui voient d'un très mauvais cil la correlisation des relations est la normalisation des relations entre Londres et Buenos-Aires. La volonte argentine d'un prompt rétablissement de liens directs entre les îles et le continent amé-ricain ne les enchante pas. Depuis la guerre, l'économie des lles n'a cessé de prospèrer, notamment grâce aux ventes de permis de pêche, et ils souhaitent rester le plus éloignés possible des 5000 % d'inflation qu'a connue l'Argentine l'année dernière.

**EDITH CORON** 

# **OCEANIE**

AUSTRALIE

# M. Bob Hawke annonce des élections anticipées pour le 24 mars

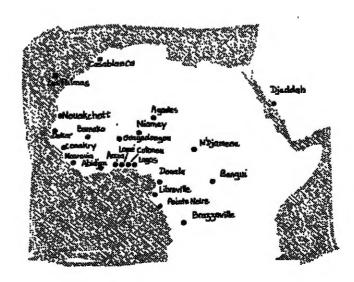
Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a annoncé, ven-dredi 16 février à Canberra, que les élections fédérales auront lieu le 24 mars, nous câble notre correspondant en Australie. Frédéric Bobin. .

Les électeurs seront invités à renouveler les 148 députés de la Chambre des représentants et la moitié du Sénat, qui compte soixante-quinze membres. Les

particulièrement serrée entre les travaillistes, qui, au pouvoir depuis 1983, sont en perte de vitesse, et les conservateurs, dont le crédit n'est guère plus reluisant dans l'opinion publique.

Les élections étaient à l'origine prévues pour le 12 mai, mais le premier ministre a préféré ne pas attendre jusque-là et profiter d'une conjoncture qui lui reste relativement favorable : les dersoixante-quinze membres. Les travaillistes disposaient des trois cinquièmes des sièges à la Chambre mais n'avaient pas la majorité au Sénat. La partie promet d'être ral et du parti national conduite par M. Andrew Peacock.

# Reliez ces points entre eux. Vous verrez que ça ne représente rien si ce n'est la densité de notre réseau en Afrique.



AIR SAFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

# JAPON: les élections législatives

# Les socialistes ne semblent pas en mesure de profiter du recul des conservateurs

A la veille des élections légis-latives du 18 février, le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir depuis trente-cing ans, semble en mesure de résister à l'orage causé par les multiples scandales de l'année dernière. D'autant que le principal parti de l'opposition, le Parti socialiste japonais (PSJ), n'a apparemment pas réussi à apparaître, aux yeux des électeurs, comme une solution de rechange crédi-

#### de notre correspondant

D'un linge, il sortit des baguettes de plastique, laissant de côté celles en bois destinées à être jetées après usage. « C'est une manière de faire de la politique », nous dit ce salarié d'une PME d'une cinquantaine d'années, rencontré dans un petit restaurant du quartier populaire de Kameido, au nord-est de Tokyo. Les Japoau nord-est de Tokyo. Les Japonais utilisent chaque année vingt
milliards de paires de baguettes,
soit 412 000 mètres cubes de
bois. Conscients de la déforestation dont ils sont responsables,
certains apportent désormais
leurs propres baguettes au restaurant. Dans la rue passait une voiture bardée de micros déversant
la litanie tiède d'un candidat
socialiste aux élections du
18 février. Notre interlocuteur
resta indifférent.

Il existe un décalage entre la conscience politique des Japonais et la constance avec laquelle ils reconduisent depuis trente-cinq ans des majorités conservatrices à la Diète. En infligeant une défaite cuisante au Parti libéral-démo-

crate (PLD) au Sénat en juillet dernier, ils avaient paru vouloir se dégager de ce consensus fri-leux, comme s'ils se sentaient assez prosperes pour prendre des risques et assez confiants pour exprimer leur mécontentement. A la veille d'un scrutin qui permet-trait de confirmer cette volonté de changement, les sondages indide changement, les sondages indi-quent pourtant qu'ils ne sont pas prêts à faire le saut ; les conserva-teurs régresseront et l'opposition socialiste progressera sans que, pour autant, l'équilibre politique en soit fondamentalement altéré.

#### Les nouvelles aspirations de la jeunesse

Comment s'explique ce monopole du pouvoir du PLD dans un
pays où un esprit de révolte et de
contestation est enraciné dans la
mémoire populaire? Aujourd'hui
encore, la résistance au pouvoir
s'exprime à travers un pullulement de mouvements de citoyens,
expression d'une rébellion contre
les abus de l'Etat. L'homme de la
rue est aussi récalcitrant que rue est aussi récalcitrant que d'autres (la fraude fiscale étant un quatres (sa fraude inscale etant in exemple de son manque de civisme) et dispose des moyens de faire sentir son désaccord: depuis le milieu des années 70, près de la moitié des électeurs votent pour l'opposition.

En outre, les sujets de mécon-tentement ne manquent pas. A ceux connus, conséquence d'une ceux connus, conséquence d'une croissance économique spectaculaire - dégradation du cadre de 
vie, problème du logement, 
endettement des ménages, insécurité de l'emploi - s'ajoute une 
inégalité sociale que la prospérité 
actuelle et la consommation 
ostentatoire de certains rendent 
plus évidente. Un éventail des 
salaires réduit et la mobilité 
sociale garantie par une relative 
égalité des chances en matière

d'éducation avaient donné l'im-pression à la majorité d'apparte-nir à la classe moyenne.

Cet équilibre social touche à sa fin, et la question de l'orientation fin, et la question de l'orientation d'une économie axée sur le profit des entreprises plus que sur le bien-être se pose désormais. Enfin, est apparue une nouvelle génération d'électeurs qui, sous l'influence des médias et choquée par les scandales, souhaite plus de transparence. Les intellectuels, pour leur part, appellent à un renversement de majorité qui, même si l'opposition n'est pas crédible, romprait un statu quo, générateur à leurs yeux d'une grave apathie politique.

L'an dernier, le scandale politico-boursier Recruit donna l'impression qu'un seuil de tolérance
avait été atteint. Les maux du
système étaient évidents :
méthodes de financement du
monde politique, mainmise des
lobbies de fonctionnaires et de
politiciens sur de larges secteurs
de l'économie et étouffement de
la sociéré civile logique de l'apde l'économie et étouffement de la société civile, logique de l'ap-partenance à une clientèle l'em-portant sur celle de citoyenneté. Le vote de juillet sanctionna une perte de légitimité morale du PLD et annouçait un reprise du recul des conservateurs.

Ce recul régulier du PLD se conjugue cependant à l'inaptitude du PSI, première formation d'opdu PSI, première formation d'opposition, à constituer une solution de rechange. Cette inaptitude
n'est toutefois qu'un élément
d'explication du conservatisme
des Japonais. Celui-ci tient
d'abord à un phénomène de
dépolitisation entamé avec de
forte croissance lancée par le premier ministre lkeda en 1960. L'
effacement du politique eut pour
pendant une remarquable amélioration du niveau de vie et une
homogénéisation des comportements.

A Séoul, M. Cheney a demandé

un accroissement de près du dou-

de dollars) à l'entretien des

troupes américaines. Le secrétaire américain fera la même demande.

Au cours de cette période de consensus par la croissance, s'opéra une corrélation entre le sentiment d'ourichissement relatif et le soutien au PLD. Loin de profiter au camp progressiste, l'inquiétude suscitée par les crises pétrolières des années 70 encourages le rallicment autour du pouvoir dans un réflexe de protection des acquis. Le consumérisme engendré par la nouvelle prospérité du milieu de la décennie 80 s'est accompagné chez les jeunes d'aspirations a un nouvel équilibre entre travail et temps libre. Le Japon change lentement, mais profondément. Les jeunes femmes, en particulier, qui ont gagné une plus grande indépendance économique, sont un des moteurs de changement. Au cours de cette période de

#### Le rôle du clientélisme

Le repli des nouvelles classes moyennes sur une vie privée conçue en termes de consomma-tion et le maintien diffus chez les autres d'une mentalité de peuple peuvre entretiennent la dépoliti-sation. A cela s'ajoute le recul du militantisme de gauche. Derrière un consensus de façade, existe un sentiment d'alienation où se mêlent le désintérêt des jeunes saisis d'un hédonisme à la petite semaine, le découragement des militants d'autrefois et le renon-cement de beaucoup.

Une telle dépolitisation n'est pas en contradiction avec le phé-nomène de résistance des mouve-ments de citoyens : leurs motivations sont immédiates, concrètes et nou des aspirations à la trans-formation de la société. Réfrac-taires aux idéologies, ils n'ont jamais été un point d'appui pour

Cette attitude s'enracine dans une culture politique et une expé-

perception des problèmes socio-économiques en termes généraux. L'activité politique est peu presti-gieuse, et l'image du politicien dépréciée. Une conception tradi-tionnelle de l'Histoire, perçue comme cours des événements sur lequel l'homme n'a pas prise, ensendre en ouire un scepticisme politique fondamental. L'intérêt immédiat reste donc le moteur de la participation et le critère des choix politiques. Le système des grandes circonscriptions avec plu-sieurs sièges a renforcé cette ten-dance. L'électeur choisit entre des hommes (souvent du même parti) pius qu'entre des programmes. Une telle concurrence affaiblit le débat politique et renforce les ciientèles.

Les filières d'argent, souvent décriées, ne sont qu'un élément de la machine des partis, et d'abord du PLD, financé par les milieux d'affaires. La force des conservateurs tient avant tout à leur maîtrise du pouvoir local : ils disposent d'appareils d'encadre-ment plus serrés et plus efficaces que la plupart des partis occiden-taux grâce aux comités de patro-nage des candidats (koenkas). Ces comités permettent de tisser un écheveau de relations allant de l'éin local au potentat de hameau en passant par les puissantes associations professionnelles ou de voisinage.

de voisinage.

Une fraction relativement importante des électeurs échappe à ce maillage. L'électorat flottant, (environ 40 % du total) vote davantage en fonction de critères de choix modernes. Jeune, au niveau d'éducation élevé, suffisamment dissocié de son environment, cet électorat urbain, composé de plus de femmes que d'hommes, représente un segment éclaire de l'opinion. C'est aussi un électorat versatile, au change-

américaine, à Beyrouth-Ouest, les hôpitaux du secteur chrétien leur étant inaccessibles. Parallèlement,

le général Aoun se permet de dégarair ses fronts face aux zones sous contrôle syrien pour lancer le maximum de forces dans sa bataille avec l'« ememi de l'inté-

rieur », M. Geagea, les deux hommes s'accusant mutuellement

Un nouvel appel du patriarche maronite, Mgr Sfeir, le onzième depuis le début de la bataille, le

31 janvier, est demeuré sans écho. Exhortant les deux parties à

ecno. Exhortant les deux parties à « cesser d'égorger les innocents », il a déclaré : « Les gens sont satu-rés des malheurs de la guerre et ne veulent plus en entendre parler. Arrêtez le feu. Dialoguez tant qu'il le faudra et laissez les gens vivre. Revenez aux commandements chrétiens de pardon et d'amour. » Le comité de médiation a, quant à lui, baissé les bras.

Tandis que de cinquante à

soixante-quinze mille personnes (soit près de dix pour cent de la population du réduit chrétien) ont déjà pris le chemin de l'exode, à Damas, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Faouk El Charah, a déclaré ieudi une son pass était touisures

jeudi que son pays était toujours disposé à aider *« l'armée légale libanaise »* à mettre un terme à la

« rébellion » du général Aoun.

à lui, baissé les bras,

de faire le jeu de Damas.

rience historique dévalorisant la ment parsois surprenant : du populisme religieux du Komeito (bouddhiste) au marxisme bon teint du PC ou au néolibéralisme. Seule constante : le désintérêt pour le PSJ. A l'exception du mouvement d'humeur de juiller, les votes flottants ont tendu à se porter sur le PLD.

- 4.75

. . 1 % : 17

AND DE

-- " tt

مخيوسه والمد 1904

Secret #

. e- and a design

· 对人、他

文化 一般 海绵 والمراكزة بتدورون

-

- 19 - 14

---

---100 mm 2 mm

W 91 8

THE SA

-

1. - No. 1866

· Lines in

يختم ال معم ال

11 2 Aug. 12

....

Il s'agit en effet d'un électorat pragmatique. Or le PLD a jusqu'à présent su faire preuve d'une étonnante souplesse. Il a su non seulement gérer avec succès l'expansion économique, mais aussi protéger des catégories sociales victimes de la croissance tout en désamorçant, au coup par coup, les mécontentements par une politique de compensation et de redistribution de la richesse. Ses réalisations lui tiennent lieu de programme : son orientation cen-triste lui a bien souvent permis de déposséder l'opposition de ses initiatives. Les Japonais critiquent ses méthodes mais non sa politique.

Depuis l'année dernière, un fossé ne s'est pas moins creusé entre le PLD et les électeurs. Les conservateurs semblent avoir été pris de vitesse par les mutations sociales. Seront-ils capables de répondre à des demandes du corps social qui ne peuvent être satisfaites par de simples politi-ques de compensation? La puissance du Japon, la dérégulation et l'internationalisation de l'économie compliquent les enjeux. Pour l'instant, plus que d'un phéno-mène de rejet, les conservateurs sont víctimes de réticences de l'électorat à leur égard, sans que se dessine une réelle réhabilita-tion du politique.

PHILIPPE PONS

# Washington annonce une réduction de 10 % de ses effectifs militaires dans la région

#### TOKYO

de notre correspondant En visite à Séoul, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a annoncé à ses interlo-cuteurs, jeudi 15 février, que cuteurs, jeudi 15 février, que Washington comptait réduire, au cours des trois prochaînes années, de 10 % à 12 % les effectifs des troupes américaines stationnées en Asie. Cinq mille homme seront retirés de Corée du Sud, et de sept à neuf mille des Philip-pines et du Japon. Les Etats-Unis ont au total cent vingt mille sol-dats stationnés dans ces trois d'une tournée asiatique que M. Cheney doit poursuivre a

Tokvo et à Manille. Le secrétaire américain a notamment discuté avec le minis-tre sud-coréen de la défense la question de la passation du com-mandement de la structure militaire conjointe américano-sud-coréenne à un état-major essentiellement sud-coréen. Actuelle-ment, le contrôle opérationnel des 600 000 soldats sud-corécus est exercé par un général améri-cain. La diminution de la présence américaine (actuellement 45 000 hommes) n'affecte en rien le dispositif de défense sud-co-

reen. La Corée du Nord, qui exige le retrait des troupes américaines du sud de la péninsule, fait désormais du retrait des missiles nucléaires dont disposent celles-ci ne précondition à l'inspection des experts de l'Agence interna-tionale pour l'énergie atomique (AIEA). Selon Washington, cette

demande aurait été faite lors de la récente rencontre de fonctionnaires de l'AIEA avec des représentants de Pyongyang, L'avance de la construction de centrales nucléaires en Corée du Nord inquiète ses voisins, notamment le Japon. Pyongyang a signé en décembre 1985 le traité international contre la prolifération des armes nucléaires, mais n'a jamais autorisé d'inspection de

ble de la contribution sud-coréenne (actuellement 300 millions

# **EN BREF**

□ INDONÉSIE : six exécutions selon « l'Humanité ». - L'organe dredi 16 février, que six détenus politiques ont été exécutés à la prison de Cininana (Diakarta). Il s'agirait de quatre anciens mem-bres du PC indonésien (interdit), qui avaient été condamnés à mort en 1969, en 1970 et en 1971, exécutés mercredi et jeudi. Deux autres détenus, condamnés à mort en 1974, auraient été exécutés en octobre dernier à Médan.

D La Chine et le conflit du Cachemire. Le premier ministre chinois, M. Li Peng, a reçu, jeudi 15 février, M. Iqbal Akhund, conseiller aux affaires étrangères et à la sécurité nationale de M.— Benazir Bhutto qui l'avait dépèché à Pékin afin d'y exposer la position d'Islamabad sur le conflit du Cachemire. « Le gouvernement chinois souhaite que le Pakistan et l'Inde résolvent leur querelle (...) par le moyen de nègoquerelle (...) par le moyen de nego-

la semaine prochaine, aux Japonais: Washington souhaite que la prise en charge par Tokyo passe de 2,4 à 4 milliards de dollars. ciations, sans recourir à la force, de manière à éviter que la situa-tion ne se détériore », a déclaré M. Li Peng. Le communiqué officiel chinois sur l'entrevue, pré-sentée comme une nouvelle

importante de dernière heure au journal télévisé du soir même, pe

fait pas état d'un appui explicite de Pékin au Pakistan, mais les

relations privilégiées existant entre les deux pays, face à l'Inde,

sont en quelque sorte réitérées par le fait même que la rencontre

ait eu lieu en ce moment précis. -

(Corresp.) O AFGHANISTAN: Washing-ton suspend son aide alimentaire à la résistance. - L'aide alimentaire américaine aux moudjahidines afghans, qui avait brièvement repris en janvier, a été suspendue repris en janvier, a été suspendue à cause de vols mais reprendra « bientôt », a indiqué, jeudi 15 février à Washington, le département d'Etat. Un « nouveau mécanisme » de surveillance de son acheminement est sur le point d'être mis en place. (AFP.)

# PROCHE-ORIENT

## LIBAN

# Les combats entre forces chrétiennes

os ses environs, cette nouvelle cans ses environs, ceue nouvene phase du règlement de comptes entre le général Michel Aonn et M. Samir Geagea – chef de la milice chrétienne des Forces libamuice chrettenne des Forces liba-naises (FL) – a manifestement pour enjeu le quartier d'Ain-Remmaneh, bastion de la milice que l'armée vent réduire. Ban-lieue populeuse où passe, depuis quinze ans, la ligne de démarca-tion avec le secteur musulman, Ain-Remmaneh est dessue une Ain-Remmaneh est devenue une

dernier secteur - par la banlieue chitte de Chiah - pour être soi-gnés à l'hôpital de l'université

# ont repris avec violence

#### BEYROUTH de notre correspondant

Après un répit d'une semaine, la « guerre des chrétiens » a repris, jeudi aux premières heures de la matinée, pour baisser d'intensité dans la nuit. Vendredi 16 février, le rythme des bombardement est accèléré su fil de le ment, s'est accéléré au fil de la matinée.

Concentrée à Beyrouth-Est et ligne de front entre chrétiens.

Les forces du général Aoun ont annoncé deux percées qui devraient leur permettre d'opérer leur jonction dans les quartiers de Badaro et de Hazmieh. Percées que les FL ont, toutefois, démenties. Signe des temps : selon des informations diffusées en secteur musulman, quinze miliciens blessés auraient été transférés dans ce dernier secteur — nar la haplique

#### ISRAËL

# L' « affaire Weizman » est classée

#### JÉRUSALEM de notre correspondant

Le conseiller juridique du gouvernement, faisant office de pro-cureur, a expliqué, jeudi 15 février, qu'il n'y avait rien à reprocher à M. Ezer Weizman, ministre de la science et vedette de la gauche travailliste, que M. Itzhak Shamir avait voulu chasser du gouvernement au M. Itznate Suamus chasser du gouvernement au début de l'année pour avoir eu des contacts avec l'OLP début de l'année pour avoir eu des contacts avec l'OLP (le Monde du 4 janvier 1990). Après enquête de la police, le procureur a jugé qu'il n'avait pas matière à inculper M. Weizman. Ce dernier a bien en des «échanges» — téléphoniques — avec l'OLP mais, comme ils ont eu lieu par l'intermédiaire d'un Palestinien de nationalité israélienne, le docteur Ahmed Tibi, qui se trouvait alors à Tunis, lesqui se trouvait alors à Tunis, les-dits « échanges » ne tombent pas sous le coup de la loi prohibant les contacts avec l'organisation palestinienne. Certes, le ministre de la science s'est aussi entretenu directement avec un des respon-sables de l'OLP, M. Nabil Ram-lawi, dans un hôtel genevois. Mais la conversation, a poursuivi le conseiller juridique, peul être qualifiée de « fortulte », puisque c'est « par hasard », bien sûr, que les deux hommes se trouvaient dans le même établissement...

Le Mans est à 55 minutes de Paris; Angers, à une heure et demi; Nantes, à deux heures; Rennes naussi; Brest, à quatre heures et quart; Quimper, à quatre heures vingt! D'ici peu, Tours sera à une heure de Paris, Bordeauxà moins de trois heures. Avec le TGV Atlanti-que, une merveille de technologie, étudiée pour que la vie à bord soit un rêve tout confort... Un train qui devrait se nommer succès, tant il va fa-ciliter vos déplacements, en toute sécurité. Décidé en septembre 1981, mis en travaux en mai 1984, présenté au Président de la République au printemps dernier, le TGV Alla

de la réussite, à 300 kg

sent en toute tranquilité à sa vit de croisière de 300 km/h. Le TGV Atlantique a conquis l'ouest et va conquerir tous les cœurs car il répond à vos désars en s'adaptant à vos besoins. Découvrez dès aujourd'hui tous les charmes du voyage dans

# PARIS-NANTES 11 CROISIERES PAR JOUR.

Aujourd'hui le TGV Atlantique offre Nantes aux parisiens et Paris aux nantais au rythme de 11 Croisières par

jour. Le TGV Atlantique vous souhaite d'agréables Croisières à 300 km/h entre Paris, Nantes et sa Région.

TGV ATLANTIQUE LA CROISIERE A 300 KM/H



tion qu'il vous assure sur piace. En pratique, vous voyagez dans le TGV Atlantique avec votre billet et votre Resa 300. Un TGV où vous pourriez bien trouver le temps trop court! Treize gares s'enorguellissent aujourd'hui d'accueillir le TGV Atlantique dans le triangle Paris-Le Croisic-Brest. On en comptera trente et Brest. On en comptera trente et une fin 1990 avec l'inauguration de la deuxième branche du TGV Atlantique, sur l'aixe Paris-Bordeaux; trente six en 1993, dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la France, jusqu'à Toulouse et Hendaye. Car ces lignes sont en train de tisser un fantastique réseau de trains à très grande vitesse à travers la France du XXI° siècle.

مكذا عن الأصل

# **POLITIQUE**

La préparation du congrès socialiste de Rennes

# M. Jean Poperen raille le « cheval fourbu de la rénovation »

M. Jean Poperen confirme, dans un entretien publié par Libé-ration du vendredi 16 février, que « si un large accord se réalisait » au congrès de Rennes en faveur de sa motion, « il serait logique » qu'il soit « prèi » à assumer la fonction de premier secrétaire. Le ministre des relations avec le Parlement précise qu'il n'acceptera pas de redevenir numéro deux du PS, fonction qu'il avait quittée au congrès de Lille, en avril 1987, à la suite d'un désaccord avec M. Lionel Jospin.

Mul des miserrates

المراز والجيسائع

Select sent the co

erica, francisco

Soft of will .

Fig. 7 per se

Section and

The Episteria

April 4. Acres 1

parties at any or

Sec. --

\$ 100 St.

- - - ·

٠٠٠ ﴿ ١٠٠٠ ﴿ ١٠٠٠

18 44 1

40.00

garages and the

THE PARTY P

M. Poperen se montre sévère avec M. Laurent Fabius, en affir-mant que « quand on sort le che-

en general au'on n'a rien à dire sur le fond ». Il reprend à son compre, toutefois, le thème de la rénovation lorsqu'il déclare que a Pierre Mauroy devrait admettre qu'il faut vivre avec le parti de la politique d'aujourd'hui ».

M. Fabius demeure, d'autre part, la cible des attaques de M. Mauroy et des alliès de ce der-nier. « Quand on n'a pas d'idées, on ne se comple pas, on fait tout pour la synthèse, on fait tout pour se rassembler », a déclaré le pre-mier secrétaire, jeudi soir, devant quelque trois cents militants réunis à Aix-en-Provence.

tion socialiste des Bouches-du Rhône, a accusé les fabiusiens d'avoir fait mettre au pilon a douze mille exemplaires [du journal fédéral] annonçant la venue de Pierz Mauroy et Louis Mermaz à Aix » .

De son côté, M. Jean-Pierre Chevènement, qui s'adressait à environ cent cinquante militants socialistes, jeudi soir, à Bordeaux, a expliqué que « le Parti socialiste ne doit pas se confondre avec l'action d'un gouvernement, qui, si mèritoire qu'elle soit, est force-ment limitée ». Pous le ministre de la désense, « les gouvernements Cette réunion donne lieu à une polémique locale. M. Yves Vidal, hui la durée ».

vote ne pouvait être que le moyen, à terme, d'une intégration

MM. Denis Bauvallot (motion Fablus) et Jean-Marie Leguen (motion Mauroy et Jospin) ont

estime, quant à eux, qu'il n'était pas question « de reculer sur le droit de vote aux élections locales ». M. Bauvallot a cepen-

dant indiqué qu'en matière d'intégration, « le droit de vote ne [réglait] pas tout » et qu'il fallait

également tenir compte des conditions économiques et

# Les militants parisiens débattent du droit de vote des immigrés aux élections locales

Les militants socialistes de la les mutants socialistes de la fédération de Paris ont participé, jeudi 15 février, à la Maison de la Chimie, à une réunion d'information sur les sept motions en présence dans la perspective du congrès de Rennes. Le droit de congres de Rennes. Le droit de vote des immigrès aux élections locales a été l'occasion d'un débat entre M. Jean Poperen et les représentants des autres textes. M. Poperen a indiqué, d'autre part, qu'il allait saisir la direction du parti de la querelle portant sur les mandats.

les mandats.

M. Poperen s'est interrogé sur la compatibilité de l'intégration et de cet éventuel droit de vote.

« Il ne suffit pas de vouloir l'intégration, il faut en créer les conditions », a-t-il estimé. « Est-ce que le droit de vote aux seules élections locales favorise ou contrarie l'intégration? », s'est-il demandé, s'opposant à ce que le mise en place d'un tel vote ne crée une situation « intermédiaire, et une France à trois niveaux ». M. Poperen a redouté que certains prennent prétexte de

que certains prennent prétexte de ce droit pour refuser de passer à l'étape suivante qui consiste à

« devenir citoyens à part entière ». M. Poperen a jugé « pas sérieuse » la proposition de créa-tion d'un ministère de l'intégra-tion. Proposition qu'a défendue avec force M. Marie-Noëlle Lie-nemann qui a fait pour sa part référence à la Lettre aux Français de M. Mitterrand pour défendre « une pédagogie de l'accepta-tion ».

\* Il faut préparer l'opinion. Le parti a un rôle à jouer », a-t-elle estimé avant de recevoir le renfort de M= Laurence Rossignol, pour la Nouvelle République Socialiste, qui a plaidé pour la multiplication des expériences des conseillers associés, inspirées de la formule expérimentée à Mons-en-Barquil. M= Lienemann a critiqué la motion rocardienne oui présente, selon elle, le droit qui présente, selon elle, le droit de vote comme « l'aboutissement de l'intégration », alors qu'il pourrait agir fortement en faveur de l'émancipation. Elle n'a pas craint de faire référence au droit

M. Tony Dreyfus, au nom des rocardiens, a répliqué à la criti-que en indiquant que le droit de

La préparation de la session de printemps et la revalorisation du Parlement

# Divergences entre MM. Fabius et Poperen

Les relations entre M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne sont pas franchement au beau fixe. La conférence des présidents, convoquée jeudi 15 février, à l'hôtel de Lassay pour préparer le programme de la rentrée parlementaire d'avril, a ainsi donné lieu à des échanges fait ésalement savoir que le goudes présidents, convoquée jeudi 15 février, à l'hôtel de Lassay pour préparer le programme de la rentrée parlementaire d'avril, a ainsi donné lieu à des échanges aigres-doux entre les deux hommes, sous le regard amusé des présidents des groupes UDF, RPR, UDC et communiste.

Depuis la session budgétaire d'automne, M. Fabius a une obsession : permettre l'inscription, à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée, de textes d'origine parlementaire, notamment issus de l'opposition. Une première tentative, en décembre dernier, avait déjà opposé le président de l'Assemblée à M. Poperen et s'était soldée par un échec dont dent de l'Assemblée à M. Poperen et s'était soldée par un échec dont la première victime avait été le ministre – fabiusien – M. André Mellick, contraint de débattre d'une proposition de loi sur la protection du domaine maritime dont il ne voulait pas, et qui avait été finalement renvoyée fort peu glorieusement en commission pour « examen complémentaire ».

Afm d'éviter toute nouvelle improvisation malheureuse, il avait donc été décidé de dresser à l'avance un inventaire des propositions qui pourraient être soumises au Parlement. Soucieux de son calendrier, M. Poperen a adressé, le 24 janvier, une lettre à chaque président de groupe afin de connaître leurs propositions avant la conférence des présidents du 15 février. Il a reçu début février les réponses de l'UDF, du RPR et du PS, Parmiles propositions de l'opposition, Afm d'éviter toute nouvelle les propositions de l'opposition, certaines ont retenu l'attention du

Ainsi du texte relatif aux poucausi du texte reauti aux pou-voirs de la police municipale à Paris, issu du groupe RPR, pour lequel M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, accepte le débat tout

di general de Caulle. M. Poperen fait également savoir que le gou-vernement ne serait pas hostile à une proposition du groupe com-muniste concernant le renforcement des peines en matière d'incitation au racisme.

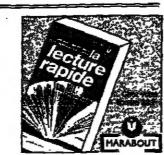
Lundi 12 février, une réunion de travail a été organisée à Mati-gnon, sous la présidence de M. Guy Carcassonne, conseiller du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, en présence de M. Christian Sautter, secrétaire général adjoint de l'Ely-sée, et de plusieurs membres des cabinets ministériels concernés.

Les initiatives du ministre chargé des relations avec le Parle-ment ont-elles semblé abusives ou ment ont-elles semblé abusives ou trop empressées au président de l'Assemblée? Toujours est-il qu'il a tenu à faire, jeudi 15 février au cours de la conférence des présidents, un petit rappel méthodologique: les groupes doivent en priorité saisir l'Assemblée de leurs propositions, a souligné M. Fabius, renvoyant donc à une conférence ultérieure l'établissement d'un premier calendrier de ment d'un premier calendrier de

Cette intervention a profoudé ment irrité M. Poperen et, dans l'entourage du ministre, on faisait l'entourage du ministre, on laisant remarquer avec impatience qu'il allait « bien failoir savoir enfin sous quelle Constitution nous vivons ! ». Quant aux présidents de groupe de l'opposition, MM. Charles Millon pour l'UDF et Bernard Pons pour le RPR, ils avaient besu jeu de railler, à l'issue de la conférence, ces curieux conflits de préséance au sein de la majorité.

PASCALE ROBERT-DIARD





# Le président du conseil général de l'Hérault accuse la mairie de Montpellier de « fraude »

La querelle sur les mandats

de notre envoyé spécial

Rien ne va plus à l'intérieur de la fédération socialiste de l'Héranti, à quelques semaines du congrès de Rennes. La guerre est déclarée entre ceux qui, autour du president du conseil général, M. Gérard Saumade, député de la deuxième circonscription, sou-tiennent la motion Fabius et les tenants de la ligne Mauroy-Jospin regroupés autour du maire de Montpellier, M. Georges Frèche, député de la quatrième circons-cription

Jeudi 15 février, M. Saumade a Jeudi 15 février, M. Saumade a tenu une conférence de presse pour dénoncer la « fraude » qu'auraient organisée les amis de M. Frêche en faisant procéder directement à Paris à l'achat de six cents cartes d'adhérent, (le PS héraultais compte 5 140 militants « encartés »). Le président du conseil général a parté de méthodes « totalitaires, cyniques et brutales ». Il a annoncé que tant que les instances nationales du PS n'auraient pas réglé ce conflit, lui et ses amis, parlementaires, conseillers régionaux ou taires, conseillers régionaux ou généraux, suspendaient leur appartenance au groupe socia-liste.

e Il faut savoir dire non! a affirmé M. Saumade, entouré de ses amis. Il s'agit de six cents « vraies-fausses » caries acquises au mèpris de toutes les questions de fonctionnement du parti qui exigent de passer par la fédéra-tion. Cette fraude sur un nombre si important de carles peut modi-fier le véritable rapport de forces

sur l'Hérquit », nous a-t-il déclaré. En début de semaine, l'un des proches du président de l'Assemblée nationale, M. Claude Bartolone, député de la Scine-Saint-Denis, avait déjà contesté cet achat massif de cartes (le Monde du 14 février).

#### « C'est le voleur qui crie au vol... »

Le bras de fer qui s'est ainsi engagé en public n'est que le prolongement d'une très dure bataille menée depuis plusieurs mois entre les partisans de la ligne Fabius et ceux de la ligne Mauroy-Jospin. Dans la perspective du congrès, les deux pôles politiques forts de l'Hérault (le conseil général et la capitale départementale, Montpellier) se disputent depuis longtemps le leadership socialiste sur le terrain. Du côté du président du conseil général, on dénonce depuis longtemps les tentatives hégémoniques du maire de Montpellier, tandis que, du côté de M. Frèche, on accuse M. Saumade et ses amis d'avoir raté le train du modernisme.

Dans sa mairie de Montpellier,

raté le train du modernisme.

Dans sa mairie de Montpellier,
M. Frèche prend les choses avec
calme, mais il riposte. Le litige ne
porterait, selon lui, que sur quatre cents douze cartes. Cet afflux
d'adhérents serait tout à fait normal : c'est « le résultat d'une campagne de recruiement lancée il y a
plusieurs mois, explique-t-il : les
secrétaires ont donc demandé des
cartes, mais elles ne sont pas arrivées ». Le secrétaire général de la
mairie, qui dirige l'une des sections montpelliéraines, M. Michel
Belorgeot, est donc allé directe-

ment à Paris pour les obtenir et contourner ainsi la mauvaise volonté supposée des responsa-bles fabiusiens locaux.

Pour M. Fréche, tout ceci est clair. En revanche, les décomptes d'adhérents de M. Saumade et de d'adhérents de M. Saumade et de ses amis ne le seraient pas : « C'est le voleur qui crie au vol ! Les sections bourrées sont celles de M. Fabius », explique-t-il, tableaux à l'appui. Une analyse comparative des progressions d'adhésions dans les cantons tenus par M. Saumade et ses proches et dans ceux de Montpellier montre, selon M. Frèche, des progressions anormales dans le lier montre, selon M. Frêche, des progressions anormales dans le premier cas. • Qui pourrait croire qu'à Saint-Mathieu-de-Tréviers [ville dont M. Saumade est le maire], presque 5 % de la population auraient adhèré au PS tandis que sur Montpellier il n'y en aurait que 0,5 %? », demande M. Frêche.

D M. Mitterrand décore la veuve de Coluche.- M= Véronique de Colucie. Me Véronique Colucie, veuve du comédien Coluche, a reçu, jeudi soir 15 février à l'Elysée, des mains de M. François Mitterrand, les insignes de chevalier de l'Ordre national du mérite. Le président de la République a souligné les currielles et de constitute de la co qualités de « caractère » et de « dévouement » de la jeune femme, dont la ténacité a contri-bué à l'adoption par le Parlement des dispositions législatives accordant des exemptions fiscales aux donateurs des « Restaurants

PHILIPPE BOUCHER

## JOURNAL D'UN AMATEUR

ASQUA fair neuf, Chirac fair vieux.

Impitoyable télévision qui les montre pratiquement au même instant sur la même chaîne, mardi sur Antenne 2, M. Chirac pour être l'ornement du Journal du soir, M. Pasqua pour être la vedette de « L'heura de vérité ». Le respect de « l'objec-

L'un apparaît tout énergie et impatient de remâcher son passé ou du moins d'en donner l'impression. Le premier a beau être de cinq ans l'ainé du second, c'est le cadet qui sonne dépassé et, pour tout dire, usé; épuisé de succès inachevés et de victoires à la Pyrrhus.

Deux fois candidat à l'Elysée, deux fois premier ministre, deux fois faiseur de pape, la première à la hussarde, en 1974, au profit de M. Giscard d'Esteing; la seconde en 1981, à l'hypocrite, contre le même et, conséquemment, pour le bénéfice de M. Mitterrand. M. Jacques Chirac présente y compris après les assises du Bourget, le spectacie d'un homme qui ne sachant plus que faire ne sait plus que dire, et réciproqu ment. 5'il veut encore « y aller », n'est-ce pes aussi per habitude et presque par obligation, pour ne pas déchoir et choir encore ?

Ol tel n'était pas son diagnostic. M. Charles Pasqua se serait-il lancé dans une bataille où il n'a d'autre issue que de vaincre ou de mounir ? En politique, on ne sort que par le haut, ou les pieds devent. A plus forte reison lorsque l'assaut est lancé contra le chef de son propre parti.

Car il n'y aura personne pour croire que M. Pasqua est allé faire compter ses voix au Bourget dans la seule intention de réveiller M. Chirac et de le remettre en selle. Tant d'abnégation tirerait des larmes du plus endurci, mais ce serait les gaspiller. Le désintéressement n'a rien à voir là-dedans, pas plus que le dévouement au RPR et aux idées dont il sereit porteur. Le RPR n'a, sur ce point, rien à envier au PS; ils n'ont pas plus d'idées l'un que l'autre. Sinon, ca finirait bien par se savoir. Tous deux ne sont plus que des machines à conquérir le pouvoir. Ca aussi, c'est le consensus et c'est un motif supplémentaire d'y voir un piège mor-

tel pour la démocratie. C'était donc une belle erreur d'avoir supposé, ici, la semaine dernière, que M. Pasqua pourrait aller fonder son propra parti. Quelque nom qu'il lui aurait donné, quels qu'auraient été ses compagnons de route, l'ancien ministre de l'intérieur n'aurait jamais créé qu'un mouvement de la rancœur, un rassemblement de mauvais joueurs, un syndicat d'aigris et, plus platement encora, le

parti de Pasqua : rien. La technique du coucou, qui n'a pes si mai réussi à M. Michel Rocard lorsqu'il a débarqué au Parti socialiste en 1975 suivi d'une poignée de militants PSU, avec le projet bien arrêté de s'en rendre maître en récupérant le travail d'un autre, cette technique là est d'un bien meilleur rendement.

Puisque le nid existe et qu'il est pourvu de tout le confort moderne, y compris l'argent, mieux vaut en prendre le contrôle que d'aller, quelle galère I en bâtir un autre.

Parter su nom du RPR, c'est-à-dire, quasiment, du général de Gaulle qui n'est plus là pour protester, cela vous a tout de même

# *Pasqua*

plus d'alture que de brandir, pour tout étendard, les fiches de police et le pastis.

Avec 32 % des voix, l'affaire n'est pas que, dans son propre score, M. Chirac a profité d'une manière de surcote provenant du réflexe de légitimité consenti à l'homme en place, sinon même d'une pincée de pitié qui aurait pu retenir jusqu'à M. Pasqua. Son résultat peut être considéré comme un maximum, cependant que celui du féal devenu rival serait un minimum. Pour parler comme les gens de la Bourse, le titre « Chirac » n'a pas fini de dégorger alors que le « Pasqua » a un petit côté valeur de croissance. Attendons ce que donneront les prochains cou-

NDIVIDUELLE ou collective, la mémoire étent ce qu'elle est, M. Pasqua peut se présenter comme vierge en politique. Il fut un grand prêtre du SAC ? Qui se rappelle ce qu'était le SAC et le rôle qu'il y joue ? Il usa sans retenue des mille et un moyens, sans reculer devant les plus condamnables, que procure le fonction de ministre de l'intérieur ? Les Français ne sont pas tous dissés à lui en tenir grief, les électeurs du RPR encore moins et la droite en général pas davantage. L'histoire du vrai-faux passeport de M. Chalier ? Fadaises qui ne retiennent pas l'attention et qui seront dégluties avec l'absolution de M. Christian Nucci bientôt dépâtré du Carrefour du développement.

M. Pasqua parle clair, il parle net et ne ressent aucune vergogne à s'affirmer de droite. Bien au comraire, et il a raison. Au moins, avec lui, sait-on à qui l'on a affaire.

Il ne fait pas partie de cette décidément étrange génération d'hommes politiques qui veulent séduire à gauche en se faisant élire à droite (type giscardus) ou qui flattent la droite en cherchant une investiture à gauche (variété rocardus). Il n'est pas homme à légaliser l'avortement après s'être fait plébisciter par les sacristies ; il ne courtise pas le patronat en sollicitant les suffrages des ouvriers. M. Pasqua n'est pas un schizophrène politique. Il est à droite et il y campe, occupant une place qui est électoralement bonne et dont la vacance depuis des dizaines d'années reste un mystère de la vie politique

ROITE et gauche s'étant, durant cette période, contaminées (ou influence ce qui est plus neutre), sans que l'on sache si l'une ou l'autre en a tiré profit, ou même la démocratie, au point qu'un cochon n'y retrouverait pas ses petits, M. Pasqua, aujourd'hui, renverse la vapeur et restaure la politique dans ce qu'elle doit avoir d'immédiatement compréhensible, de limpide et de précis ; ce qui ne veut pas dire, théoriquement, simpliste ni abêtissant.

Lorsqu'il dit que « les électeurs du Front national sont des Français comme les autres » let c'est vrai même s'il faut s'employer à les faire changer d'avis), il reppelle aussi que ce n'est pas avoir la vérole, ou quelque sida mental, que d'être de droite, que la droite n'e pas à s'excuser d'être ce qu'elle est en se maquillant sans y croire d'un zeste de gauche. Il affranchit la droite d'un sentiment de culpabilité qui n'explique pas peu la succession de ses revers électo-

Le temps d'une émission télévisée, M. Pasqua reprend tout le discours de M. Le Pen en le purifiant de ce qu'il a d'universellement inacceptable, désormais, dans la République : le racisme et la xénophobie. Il récuse ce détail pour eccepter tout le reste. Il n'élude pas la question, il la vide de son contenu. Non sans rappeler les termes d'une équation politico-psychologique qui tourmente autant à gauche qu'elle exaspère à droite : étranger - délinguant - xénophobie -

Mais la circite de M. Pasqua n'est pas n'importe laquelle; c'est celle de Napoléon III, celle qui marie l'ordre dans le rue, dans les usines et dans les têtes avec l'extinction du paupérisme. C'est la droite populiste, celle qui bouffe du patron plus qu'elle ne dine avec lui. C'est la droite du Père, autrement dit du Guide, selon un raccourci qui valut bien des mécomptes à Charles de Gaulle lorsqu'il en énonça le prin-

C'est la droite qui se mélie des riches si leur fortune est récente (il vaut donc mieux hériter de son grand-père que monter sa propre entreprise), qui ne déteste pas les monarques s'ils ne sont pas chiches de leurs invitations (façon Hassan II du Maroc, ce brave homme), qui réunit en un couple naturei le salarié et l'expansion, qui peut donc déplorer, sans paraître faire risette à la gauche, que l'on ait, en 1986 (qui se sent morveux se mouche), « cédé trop facilement aux sollicitations du patronat » en suppriment l'impôt sur la fortune.

Cette droite-là, c'est celle qui sait parler de l'étranger en partant des intérêts de la France, donc des soucis des Français, qui ne les étourdit pas de visions trop lointaines et qui donc les rassure ; qui maintient la France au premier plan de son propos et ne la ramène pas au rang d'un partenaire parmi d'autres de la vie internationale. C'est la droite qui sait ce qu'égoïsme veut dire quand il s'agit de faire le plein des voix.

OUP devenant ermite, s'installant à son compte maintenant qu'il a congédié son maître, M. Charles Pasqua peut déplorer pieusement et sans ciller : « L'avenir de l'opposition est hypothéqué par les ambitions présidentielles. » C'est évidemment lever l'hypothèque que d'y sjouter les

P.S. - « Je me sens moins Cassandre que Galilée », déclare M. Léotard au cours d'un entretien avec le Figero. Après M. Giscard d'Estaing qui se supposait une parenté avec Blaise Pascal, la science marque un nouveau point sur le terrain de la politique, sinon du phantasme. Mais M. Léotard fait moins sourire quand il observe : « Le désarroi des Français provient notamment du fait qu'ils n'ont ni vraie majorité ni vraie opposi-

# **POLITIQUE**

Après la réunion du comité central du PCF

# M. Marchais affirme qu'il n'y a pas de « chasse à l'homme »

« C'est un fait que la grande à chaque communiste de parler de majorité des membres du comité central ont critique les idées exposées par Charles Fiterman, et que quelques autres ne l'ont pas fait. Cela ne veut pas dire qu'il existe au sein de notre direction, ni au sein du parti, deux clans soudés, monolithiques et hostiles l'un envers l'autre », a déclaré M. Georges Marchais, jeudi 15 février à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), au cours d'un meeting où il a réaffirmé l'opposition de son parti au « Livre blanc » du gou-vernement sur le réaménagement

Evoquant la dernière réunion du comité central, le secrétaire général 2 ajouté : « Je me suis félicité d'entendre Charles Fiterman se prononcer en faveur d'une amélioration de la vie démocratique de notre parti, car c'est le souci de tout le comité central et de tous les communistes. », Selon M. Marchais, le « mode de fonc-tionnement démocratique permet

DOLYNESIE FRANCAISE : la réplique de M. Vernandon. -Répliquant aux griefs exprimés à son encontre par le président du gouvernement de la Polynésie française, M. Alexandre Léon-tieff, qui l'avait démis, mercredi 14 février, de ses fonctions de lisation, de l'administration des archipels, des postes et télécommunications (le Monde du 16 février), M. Emile Vernaudon, député non inscrit, a affirmé, jeudi, que les raisons avancées pour instifier es réposetions avancées pour justifier sa révocation « ne sont basées que sur des rumeurs sans fondement. Il m'est arrivé de dénoncer en conseil des ministres des petites combines et de grosses magouilles, l'incompétence et même la bêtise de certains, a affirmé M. Vernaudon, mais la vérité, c'est que le succès que je remporte dans les archipels ren-dait jaloux mes ex-collègues.» M. Vernaudon, qui se situe désormais dans l'opposition au gouver-nement polynésien, doit réunir samedi les militants de son parti, le Ai'a Api (Peuple nouveau), afin d'arrêter sa ligne de conduite.

sa propre voix et non pas d'être le porte-parole d'un leader qui pense pour lui ». « Voilà ce qui se passe au comité central. Chasse à l'homme ? C'est stupide. Combat de chefs ? Qu'on aille voir du côté du RPR et du PS. Pas de classification en fonction d'un homme, mais débat d'idées », a-t-il assuré.

13 heures sur A 2, M. Fiterman a jugé « immérité » et « un peu contradictoire » le reproche de M. Marchais affirmant, la veille, que l'ancien ministre des transports avait une vision « excessirement optimiste » de la situation

en France et dans le monde, « Le communisme est en train de poser

Les reconstructeurs commu-nistes ont estimé, le même jour, qu' « au-delà des mots et des affir-mations, la dernière réunion du des verrouillages qui bioquent tou-jours la discussion » et qu' « un débat ouvert et tolérant demeure une exigence ».

les bases d'un nouvel avenir, d'une mant que « la perestroika constitue une sorte de révélateur de l'état réel des sociétés des pays de l'Est » et que « la découverte. pour le communiste que je suis,

Créé en 1984 par M. Antoine

Un colloque an Sénat

# M. Strauss-Kahn favorable à une réforme de la fiscalité sur les droits de succession

Le Club Vauban a organisé, jeudi 15 février au Sénat, un colloque consacré à la justice sociale. A cette occasion, le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Dominique Strauss-Kahn, a plaidé pour un impôt progressif sur le patrimoine à partir d'une réforme de la fiscalité des droits de succession.

Veil, le Club Vauban se présente comme un lieu de réflexion, « à l'écart des entrechats de l'actua-lité ». Son objectif est de permet-tre à des personnalités politiques appartenant à la majorité comme à l'opposition de se tencontrer hors « du carcan produit par les institutions et du manicheisme » pour définir « des convergences ». Ainsi en a-t-il été sur la ques-

Ainsi en a-t-il été sur la question de la justice sociale, sujet des
débats du 15 février, auxquels ont
participé plusieurs ministres
« d'ouverture », MM. Jean-Pierre
Soisson et Liouel Stoléru, et des
représentants de l'opposition,
Mª Simone Veil, MM. JeanPierre Fourcade (UDF), Jacques
Barrot (CDS), Bernard Stasi
(CDS), Brumo Durieux (CDS),
Jacques Godfrain (RPR), Jean
Cluzel (Union centriste),
Mª Hélène Missoffe (RPR) et
M. Jean de Lipkowski (RPR).
M. Lionel Stoléru, secrétaire

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, a ouvert la discussion en rappelant un paradoxe : « Les revenus des ménages dote: « Les revenus des ménages se sont mieux portés pendant la période de crise que pendant la période de redressement. » Les inégalités sociales avaient tendance à se réduire au cours des années 70, mais la rigueur économique décrétée en 1983 a provoqué un véritable basculement.

« Le temps des rentiers »

« Voici revenu le temps des ren-tiers ! », s'est exclamé M. Stoléru. En effet, an cours des années 80, les revenus du capital se sont « emballés », du fait des hausses de la Bourse, des taux d'intérêt, des prix du logement, et de la baisse de la fiscalité sur les reve-nus du capital. Dans le même temps, la tendance longue qui était à « la fermeture de l'éventail des salaires » s'est inversée. Le partage des revenus de la

des salaires » s'est inversée.

Le pariage des revenus de la décennie 90 fair apparaître trois problèmes: le hiatus entre capital et travail; le déphasage entre les revenus actifs et les revenus passifs, puisque « les 3 % de croissance que nous connaissons depuis 1985 ne se retrouvent que pour 0,33 dans la croissance de la masse salariale »; le conflit de générations latent entre les « jeunes », qui subissent la précarité aussi bien pour l'accès à l'emploi que pour le niveau de vie, et

des « vieux », qui bénéficient de bonnes retraites et de prestations sociales. A partir de ce constar, M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée natio-nale, et M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales du Sénat, ont présenté leurs propositions, tra-cant, malgré d'indémiables diver-gences, le cadre d'une politique plus incisive de réduction des iné-galités.

# Un préalable indispensable

M. Fourcade a plaidé pour une mise à plat des mécanismes de l'Etat-providence. L'ancien ministre a proposé ainsi de « transfèrer à l'Etat la responsabilité de la politique familiale, d'en décharger les entreprises » et de rétablir « la séparation financière des autres risques et accroître la responsabilité des partenaires sociaux dans la gestion des grandes branches ». M. Fourcade a indiqué que ces mesures constituaient un préalable indispensable à l'ouverture d'un débat sur la contribution sociale généralisée.

M. Strauss-Kahn s'est proponcé

contribution sociale généralisée.

M. Strauss-Kahn s'est prononcé pour sa part en faveur d'une fiscalité des patrimoines qui prendrait le relais de celle des revenus. Il a ainsi critiqué « notre fiscalité du patrimoine qui n'a ni queue ni tête : un impôt sur la fortune qui tace les milliandaires (...), un impôt sur les plus-values plus faible que partout ailleurs » et « un impôt sur les successions » qui effraye les salariés et qui frappe moins les grosses fortunes que chez nos voisins.

A ce propos, M. Strauss-Kahn a

A ce propos, M. Strauss-Kahn a souhaité une réforme qui puisse a favoriser la transmission des a favoriser la transmission des petits et moyens patrimoines tout en hatant contre la reproduction des inégalités ». Il a ainsi proposé d'imposer les legs successoraux non pas en fonction de l'importance du legs lui-même mais en fonction du patrimoine après transmission. « On aboutit alors à une sarte d'impôt progressif sur le patrimoine », a conclu M. Strauss-Kahn.

ara aya 🛊

# A Strasbourg au Parlement européen

# Nouveaux échanges aigres-doux entre le Front national et les autres groupes

de notre envoyé spécial

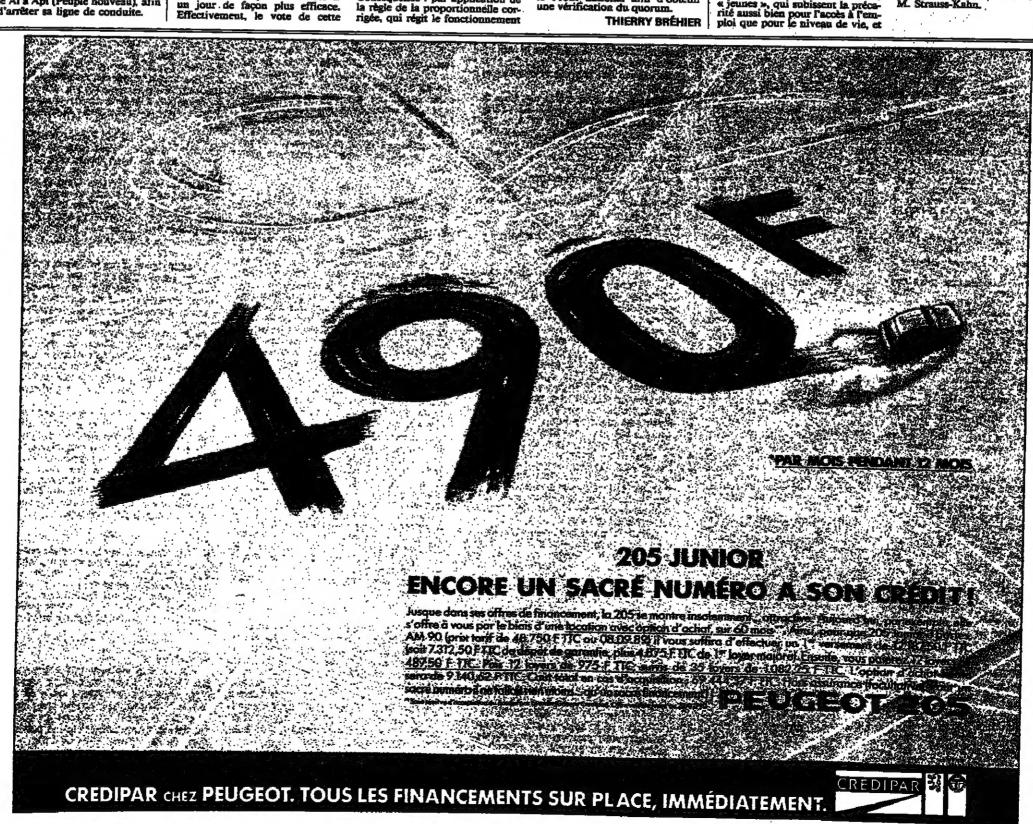
Les échanges aigres-doux entre l'extrême droite et les autres forces politiques ne cessent pas à l'Assemblée européenne. Quand ce ne sont pas les amis de M. Jean-Marie Le Pen qui cherchent, à tout prix, les moyens de se différencier en se présentant comme les seuls vrais contestataires de l'institution qui leur a procuré un tremplin parlementaire, ce sont leurs adversaires qui leur offrent, à bon prix, l'auréole des martyrs dont les élus du Front national sont, bien entendu, trop heureux de se

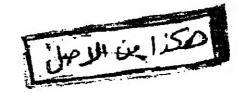
En déposant, lundi dernier, une motion visant à censurer la Commission de Bruxelles (le Monde du 15 février), M. Le Pen savair qu'il ne se ferait que des adversaires chez tous ceux qui ne pouvaient qu'être furieux de voir zinsi gaspiller une arme dont ils espéraient bien pouvoir se servir un jour de façon plus efficace. Effectivement, le vote de cette motion jeudi 15 février, a confirmé qu'elle n'était approu-vée que par les députés du Front toute la journée de jeudi, national et des Républicains d'Al-lemagne fédérale. Les étus du MSI italien, qui n'appartiennent pas au groupe technique des pas au groupe technique des droites européennes, se sont contentés de s'abstenir.

La fréquentation des amis de M. Le Pen semble, de toute façon, être devenue insupportable aux responsables des autres groupes du Parlement de Strasbourg. Ceux-ci, par exemple, ont décidé de créer une commission soériale chargée d'égider les spéciale chargée d'étudier les conséquences qu'aurait, sur le fonctionnement de la Commu-nauté européenne, la réunifica-tion allemande. Seulement, sous le prétexte que, pour bien travail-ler, il faut être peu nombreux, les démocrates-chrétiens et les socia-listes, c'est-à-dire les deux groupes qui, par leurs effectifs, dominent le Parlement, ont décidé que cette instance ne comdécidé que cette instance ne comprendrait que vingt membres. Conséquence : par application de la règie de la proportionnelle cor-

Sans succès. Pourtant, consta-tant que le PS avait cédé un de ses sièges aux communistes fran-çais et proposait un siège de sup-pléant aux régionalistes de l'ARC, qui l'ont refusé, M. Bruno Gol-luisch, député du Front national, a pu lancer, à l'intention de tous ceux qui « disent combattre les communistes et leurs alliès socia-listes: Comment pouvez-vous prêter la main à une telle infamie? »

En certaines circonstances, la droite française ne refuse pas le renfort de l'extrême droite. Ainsi, jeudi, pour empêcher le vote d'une résolution de Mª Djida Tazdalt (Verts français) qui condamnait l'action de la police et de la justice françaises à propos de « crimes racisses », le RPR et les libéraux se sont appuyés sur le Front national afin d'obtenir une vérification du quorum.





Le Monde

lavorable a une reforme

les droits de succession

40

was Throngers

Sign our Chart.

Me Amiron

NOT THE PARTY.

Marie Carlo

State of the state of

the activity on many

Tr Veriffee.

# SOCIÉTÉ/CULTURE

••• Le Monde • Samedi 17 février 1990 9

SECTION B

10 Déluges d'eau et de neige en Europe M. Michel Hocard, gendame des mers

« Le télématique existe, mais est-elle rentable pour votre administration ? La Cour des

- France Télécom a investi près de 10 milliards de francs en dix ans

de lo ministres de riales en oux ans pour créer ce nouveau marché, en fournissant les terminaux, en construisant le résean adapté et l'annuaire électronique qui, avec

500 millions d'appels par an, est la plus grosse base de données mon-diale. L'effort de lancement est

derrière nous, et depuis 1989 nos recettes équilibrent nos dépenses.

Le retour sur investissement

Donc la télématique est renta-ble pour nous. Mais il faut aussi

éditeurs de services privés, les

» Enfin, toutes les enquêtes mon-

tuité des terminaux, en instau-

rant une redevance mensuelle ?

installés, près de 400 000 sont koués. Car, avec la « maturité » du marché, les utilisateurs sont prêts à

payer les terminaux plus performants dont ils ont besoin. Et ces

locations nous rapportent déià

350 millions de francs amuels, qui

s'ajoutent aux recettes de la publi-

cité de l'annuaire (150 millions) et

celles liées au trafic (1,15 mil-

liard). Il est clair que la demande

s'oriente de plus en plus vers des

terminaux sophistiqués et donc payants, comme le minitel M12 (avec répondeur télématique inté-

gré) on le M5 (portable). Mais dans l'immédiat il n'y a pas

urgence à faire payer le minitel de

Sur les 5 millions de minitels

devrait être atteint dès 1993.

11 lie de France : le Livre bleu des élus de droite La grève des avocats

20 Non-lieu requis en faveur de Michel Droit - Athlétisme ; la fin de l'âge d'or en RDA

# Minitel: les autoroutes électroniques

Dix ans après le lancement, 5 millions de Français sont équipés Un succès industriel en attendant des prolongements européens

Des cinquante-cinq premiers cobayes de l'annuaire électronique à Saint-Malo, en 1980, aux cinq millions de minitels installés aujourd'hui dans les foyers et les entreprises francaises, la télématique est passée de l'avant-garde au quotidien. Prophétisé par le rapport Nora-Minc, cet hybride des télécommunications et de l'informatique a donné naissance à une industrie dynamique, et trouvé des usages sociaux inattendus, déclenchant au passage des polémiques. Devenue familière, la apprécier l'impact plus général sur l'économie : avec les serveurs et les petite boîte accrochée au téléphone doit maintenant consolidépenses induites en matériels, publicité ou édition papier, la valeur ajoutée de la télématique atteint près de 6 milliards de der son utilité professionnelle en se diversifiant, et inventer un langage commun avec ses francs, et cette nouvelle filière a créé plus de 10 000 emplois. homologues européens, comme l'explique dans l'entretien qu'il nous a accordé M. Jean-Paul trent que les courepsies jugent majoritairement rentables les applications télématiques qu'elles multiplient. Maury, directeur du programme Télétel à France Télé-- Pourtant, on parle périodi-quement d'en finir avec le gra-

# Décoder le jargon

KIOSQUE: Dans ce système, la consommation est payable à la durée, et répercutée sur la facture du téléphone par France Télécom, qui en reverse une partie aux ser-veurs. Il existe plusieurs poliers du

SERVEUR: Société équipée d'ordinateurs et qui héberge un ou plusieurs services télématiques.

SERVICE: Ensemble d'informations mises en forme par un éditeur et disponibles avec un code d'accès sur un serveur. De la diététique à l'art du zen ou aux motocyclettes, en passant par les réserva-tions de spectacles ou de transports et la vente à domicile, les 12 000 services français couvrent une large gamme de sujets, de l'utile au futile.

MINITEL: Nom des terminaux télématiques français.

TÉLÉTEL: Nom du programme français de télématique lancé par France Télécom, et, par extension, nom de la norme fran-

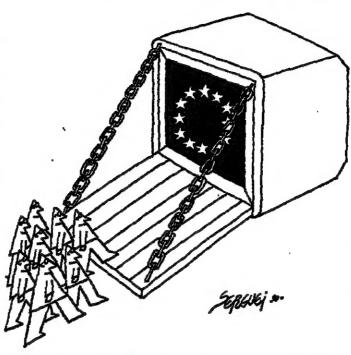
MESSAGERIE: Permet à un on plusieurs utilisateurs d'échanger, anonymement ou non, des messages écrits, en direct ou non.

PALIERS: Les tarifs de la télématique varient selon les numéros d'appel et les paliers choisis par les services. Pour l'utilisateur, le 36 05 est gratuit (minitel vert), le 36 13 et le 36 14 (en général destinés à des applications professionneiles)
coûtent de 7,30 francs à 21\_90 francs de l'heure, le kiosque s'étage de 50 francs à 543 francs de Pheure, du 36 15 au 36 29 (avec une taxe de mise en relation de 12 centimes), quel que soit le lieu d'appel.

TRANSPAC : Il s'agit du réseau de transport de données par paquets qui achemine le traic de Talétel. Il est facturé indépendamment de la distance, à la différence

36 15: Premier numéro d'appel du kiosque, au départ réservé à la presse. Par extension, désigne depuis le kiosque grand public. Après une forte expansion, notam-ment grâce aux messageries, le trafic du 36 15 marque le pas, à moias de 3 millions d'heures mensuelles.

DURÉE: Chaque minitel est utilisé en moyenne environ quatrevingt-dix minutes par mois, soit moins qu'en 1987 (113,3 minutes). Selon France Télécom, cela corres pond à une plus grande habitude des utilisateurs et à l'évolution vers des services pratiques au détriment



à ne pas lier indéfiniment les revenus au trafic, car les terminaux sont dans le domaine de concurrence communantaire.

faire évoluer votre offre ?

- Nous devous l'adapter à un contexte de diversification et d'utilisation accrue dans un cadre pro-fessionnel. Concrètement, cela veut dire une grande souplesse, avec tous les modes d'accès possible, et une gamme de 15 tarifs, du 3605 gratuit aux plus hauts paliers du kiosque: la pratique du « rerontage » entre les services, qui permet de passer d'un serveur à l'antre sans interrompre la communicaion nationale de la tion; l'extensi messagerie télématique Minicom, actuellement testée dans 6 départements; l'amélioration des vitesses

» Enfin, nous expérimentons actuellement, avec les entreprises concernées (banques, EDF, SNCF...), les techniques de paie-ment à distance sécurisé (avec lec-

» Nous préférens une dynamiques de par- que de croissance à un regard sur le passé, même si le CEE nous incite exemple), qui donneront une nou-					
	1985	1986	1987	1988	1989
Minitels (en millions)	1,305 1 299	2,237 4152	3,373 7 005	4,228 9578	5,062 12 377
Appels (en millions) Henres de connexion (en millions)	155,6 13,8	466,2 37,5	887,9 62,4	1 018,8 73,7	1 243 86,5
% du traffic professionnel	36,3	28,5	34,1	46	52

velle impulsion au commerce et aux services à domicile.

- La télématique grand public existe pourtant, avec ses excès. Que répondez-vous à ceux qui perient d'« Etat proxénéte », à propos notan des messageries roses ?

> «Nous ne sommes pas la police »

- Qui songe à accuser le péate d'une anteroute guand un conductent qui roule trop vite a un accident? Nons ne sommes pas la police, nous transportons des informations sur les autoroutes électroniques... Les conventions que nous passons avec les services ont déjà beaucoup amélioré le système.

- Quel jugement portez-vous sur la qualité des ser-

- Techniquement, les serveurs ont fait de grands progrès et maîtri-sent maintenant bien leurs outils. Sur le plan des contenns, l'expérience acquise depuis dix ans, l'apparition de systèmes experts -comme celui de votre journal pour les annonces d'emploi - et la floraison de plus de 12 000 services rendent nettement plus conviviales et interactives les consultations

- Observez-vous une concentration des serveurs ? - Effective en 1987 et 1988, elle s'est stabilisée. Les 10 plus gros serveurs représentent, comme

en 1988, 27 % du trafic, C'est-àdire qu'ils progressent comme le marché – de 30 % par an. On observe en revanche des mouvements divergents dans la concen-tration verticale, entre éditeurs et serveurs. Cette différence des fonctions s'accentue pour les services grand public, et l'inverse est vrai en professionnel : dans ce dernier cas, on commence par tester un service sur les ordinateurs d'un serveur avant de s'équiper.

- La France n'est-elle pes isolée dans sa course à la télématique ? Le minitel peut-il

- La prise de conscience de l'existence d'un marché du vidéotex existe partout. Les différences techniques qu'on a connues s'estompent avec la mise en place de passerelles entre les normes. Et la CEE recommande des terminaux multinormes, comme ceux que les Italiens installent, comme le seront bientôt les terminaux allemands on espagnola. Parce que les usagers ignorent les frontières, il nous faut construire un espace européen du vidéotex, avec un réseau et un kiosque compatibles, sinon unifiés. L'accord que nous signous avec l'Italie va dans le bon seus : un usager italien peut dorénavant accéder au kiosque français de façon transparente.

- Aux Etats-Unis, nous avons créé une filiale avec la société Infonet, Minitel Services, passé des accords avec des sociétés de téléphone régionales, et des expériences se poursuivent à Houston et

a-t-elle transformé France Télécom depuis dix ans ?

- Les leçons sont multiples. Télétel a d'abord été la première illustration concrète du passage de

ral, quel est l'impact de la télé-- Elle a favorisé l'émergence d'une industrie des terminaux qui peut maintenant exporter, susciné ane industrie périphérique dynamique : il était par exemple impensable de fabriquer des imprimantes en France il y a dix ans, ce n'est plus le cas. Quant à nos sociétés de services informatiques, elles on renforce leur position sur le marché des transactions électroniques de masse. Est-ce un hazard si tous les

l'ère du téléphone à celle des télé-

communications. En second lieu, la

télématique nous a imposé de tra-

vailler avec des partenaires, les édi-

teurs, sans lesquels le système ne fonctionnerait pas. Enfin, dans le

domaine professionnel, nos com-merciaux doivent vendre la téléma-

tique, ce qui est aussi nouveau. Diversification, partenariat, atti-tude de vendeur et pas seulement

de fournisseur, sont autant d'apports en profondeur à la

culture de l'entreprise. J'y ajoute l'occasion de pénétrer des pays à forte technologie, comme les Etats-Unis, alors que les ventes fran-

çaises de centraux téléphoniques

sont plutôt ailleurs... Si France

Télécom veut maintenir ses parts de marché en France, il fant aussi

qu'elle apporte ses compétences à

– Et, sur la société en géné-

l'étranger.

- Sans nuire à la microinformatique, la télématique joue un rôle formateur en profondeur pour une génération. Il suffit de voir des élèves de collège on de lycée bricoler des micro-

grands constructeurs d'informati-

que sont présents en France pour

Propos recueillis par MICHEL COLONNA D'ISTRIA

# Les grandes dates d'une petite boîte

Juillet 1980: Cinquante-cinq habitants de Saint-Malo sont les premiera usagera de l'annuaire

Juillet 1981 : A Vélizy, l'expérimentation de Télétel est lancée auprès de deux mille cinq cents utilisateurs, avec le concours d'entreprises pour les

Octobre 1982 : Ouverture du premier accès professionnel 35-13. Ouverture du service Gretel des Demières Nouvelles d'Alsace, secories en direct.

Décembre 1984 : La cap des 500 000 minitals est franchi. Février 1984 : Ouverture du kiosque réservé à la presea.

tronique devient national. Juin 1985 : Le réseau Trans-DBC & saute > devent l'afflux du trafic des minitals. Septembre 1985 : Le kiosque grand public 36-15 couvre tout le

Mai 1985 : L'annuaire élec-

Octobre 1987 : La télématique se diversifie avec les kiosques professionnels 36-16 et 36-17.

Fin 1988: Plus d'un milliard

# Racolage sur voie télématique

la police et la justice ignorent lar- de la traite des êtres humains, qui une relative impunité aux auteurs gement. Le garde des sceaux s'est pourtant dit conscient, le 11 décembre 1989, des dévoiements de certaines messageries conviviales. Et M. Pierre Arneillange s'est déclaré favorable à ce que le Parlement adopte, lors de la discussion du projet de réforme du code pénal, toute disposition qui permettra d'établir la responsabilité du directeur de ces messageries télématiques en cas

d'outrages aux bonnes mosurs. Quant aux policiers, ils n'ont guère eu à traiter ce genre d'affaires que de manière incirecte, au détour d'enquêtes sur des délits commis au moyen du minitel. Pour le seule année 1988, une vingtaine de cas d'infractions pénales de ce genre ont été recensés. Les plus nombreuses concernent le proxénétisme (huit cas); viennent ensuite les violences et voies de fait (deux cas), les viols (deux), la diffamation (daux), le vol aggravé (daux), Thomicide volontaire (un), l'incitation de mineurs à la débeuche (un cas). Mais « il est impossible de mesurer précisément l'ampleur du phénomène », commente le com-

Le minitel rose a des excès que l'Office central pour la répression l'usage de pseudonymes assurent a collecté ces données auprès de des messages. Et comment sancl'ensemble des services de police

Par souci de discrition, plus

d'une victime évite en effet de porter plainte quand elle a eu à pâtir d'un rendez-vous avec un inconnu rencontré par le biais que, pour l'essentiel, les enquêtes policières ne sont entreprises ou à l'occasion de crimes et délits particulièrement graves. Le 7 février demier comparaissait, devant la cour d'assises du Rhône, un couple de carents inculpés de « viols aggravés et excitations de mineurs à la débauche ». L'homme et la femme se livraient à des ébats avec leurs trois garconnets ; faisant commerce des cassettes vidéo filmées dans ces conditions, ils fixaient rendez-vous à leurs clients par minitel.

Les investigations des policiers dans ce type de dossier sont lonques et difficiles, aux dires de ces demiers. Comment identifier et poursuivre l'auteur d'un message portant atteinte aux bonnes mœurs, ou appelant des mineurs missaire Hubert Martinez, chef de à la débauche? L'anonymat et

tionner un service spécialisé dans les relations avec les mineurs, pudiquement nommés « adolescents » ou « jeunes gens » ?

C'est aux responsables des services, à l'« Etat proxénète » et à France Télécom que s'en prennent les associations familiales qui ont fait de la lutte contre le minitel rose leur cheval de bataille. La Fédération des familles de France et la Confédération nationale des associations de familles catholiques ont ainsi porté plainte contre X..., le 18 avril 1989 devant le tribunal de Paris, pour « complicité d'incitation à la débauche ou de proxénétisme » par « fourniture de moyens ». Le parquet a déclaré cette plainte irrecevable, au motif notamment que les associations concernées n'ont pas pour objet statutaire la lutte contre le proxénétisme. Aussi les requérants ontils décidé de demander à des associations spécialisées dans la lutte contre le proxénétisme - Le nid et Les áquipes d'action - de déposer le même type de plainte.

# Babel technique

d'Europe veulent communiquer, encore faut-ii qu'ils pardire utilisent des normes techniques communes et compatibles. C'est encore loin d'être le cas.

Trois normes de vidéotex se partagent le continent : le Télétel français, le Bildschimtex allemand (BTX), et le Prestel britannique. Si la Grande-Bretagne pratique un certain isolement, les autres pays commencent à cuvrir des passerelles entre normes, ou à accepter différents types de terminaux. Ainsi, la Finlande a des passerelles avec huit pays, l'irlande accepte toutes les normies, le Luxembourg peut communiquer avec la France et l'Allemagne.

Pour sa part, la France s'efforca de développer des passerelles avec d'autres pays, et d'intéresser des opérateurs publics ou privés à l'utilisation de sa norma. On est encore loin du boom à l'exportation que certains attandaient... Mais des projets sont en cours en Espagne (avec la Banque de Santandec), en Irlande ou au Portugal

Si tous les télématiciens Avec l'Italia, un accord global va assurer l'interconnexion des deux systèmes Télétel et Vidéotel, qui s'accompagna de

Forts de leur expérience, les fournisseurs de services français s'implantent aussi à l'étranger. Ainsi, Pressinvest (du groupe Perdriel-Nouvel Observateur) a des filiales à et vient de signer un accord avec la compagnie des téléphones danoise. CTL ast aussi présent outre-Atlantique, et offre aux Américains et Canadiens des passerelles vers la

Mais les espoirs placés dans le Canada francophone comme tête de pont de la télématique française ont plutôt fondu, face à la concurrence d'Alex, terminal aux normes américaines NAPLPS lancé par Bell-Canada (le Monde du 5 mai 1989). Restent les expériences menées, directement aux Etats-Unis, par US Videotel à Houston et US-West à Omaha, avec des concepts proches de Télétel.

A SON CREDIT!

# Importants dégâts dans plusieurs régions d'Europe

Comté, l'Alsace sous l'eau. La Savoie et la Haute-Savoie sous la neige. Le mauvais temps qui a sévi sur la France mercredi 14 et jeudi 15 février a mis bien des régions françaises dans une situation dramatique ou du moins difficile. D'autres pays d'Europe, dont l'Italie et l'Alleaussi de gros dégâts.

Dans le nord des Alpes, où récemment encore on se plaignait de l'absence de neige, les avalanches dévalent de partout. Le tunnel du Mont-Blanc a du être fermé une partie de l'après-midi du 15 février à la suite d'une coupure de la voie d'accès sur le côté italien. Dans les zones de basse altitude, ce sont les déluges d'eau qui ont fait déborder les cours d'eau ou provoqué des coulées de boues dans l'Ain, dans les vallées alpines, coupant les routes et les voies ferrées. Le trafic de l'aéroport de Genève a dû être détourné sur Lyon pendant quel-

# Peugot

Dans l'Est, où tous les cours d'eau dépassent leur cote d'alerte, le mauvais temps a provoqué la mort de quatre personnes dans le Haut-Rhin: un automobiliste a dispara dans sa voiture entraînée par une rivière en crue près de Masevaux, et une autre personne est portée disparue près d'Ingersheim. En outre, un employé municipal de Belfort qui avait pu être rattrapé de justesse alors qu'il essayait de déboucher la grille d'an collecteur est décédé peu après d'un accident cardiaque. A Houssen un habitant a été noyé dans sa cave, et à Cernay, un agent de l'équipement a été emporté par les eaux. Un bûcheron de l'ONF a été blessé par la chute d'un arbre due à une violente rafale de vent dans le Bas-Rhin.

Dans le Haut-Rhin; le Bas-Rhin, le Doubs, le Jura, les Vosges, la Moselle, la Meurthe-et-Moselle, le

La Bretagne, la Franche-nombreuses localités sont inondées et bien des routes coupées. Un automobiliste a disparu près de Lyon dans sa voiture emportée par le Rhône en crue. Ce fleuve commence à monter dangereusement dans les Bouches-du-Rhône. Quinze mille ouvriers de Peugeot à Sochaux ont été mis en chômage technique, les ateliers ayant été envahis par les eaux le 15 février.

En Bretagne, en Bassemagne fédérale, ont subi eux Normandie aussi, les cours d'eau étaient en crue le 14 février, obligeant à évacuer un certain nombre d'habitants, notamment dans les bassins de l'Odet, de la Vire, de l'Orne, de la Dive, de la Tonque et de l'Eure. Un peu partout en France, d'ailleurs, d'autres crues se

> An large d'Arcachon, l'équipage de douze ou treize hommes d'un cargo maltais, le Scantrader, qui avait fait naufrage le 12 février, est

> Quant à la Corse, elle a subi, depuis le 14 février, une très violente tempête avec des rafales dépassant 150 kilomètres à l'heure dans le nord de l'île. Le car-ferry de Bastia a dû être dérouté sur Ajaccio; un cargo a été drossé sur un quai de Bastia; les panneaux publicitaires, les réseaux électriques et téléphoniques ont été endommagés. Pendant ce temps, au-dessus de Bastia, deux feux allumés par des bergers et attisés par le vent ont pu être éteints par les pompiers...

> Dans le nord de l'Italie, des chates de neige très importantes out provoqué des avalanches et des vents très violents ont fait s'envoler des toits, ont arraché des remontées mécaniques et endommagé des lignes électriques.

En Allemagne fédérale, au moins deux personnes ont été noyées dans le Land de Bade-Wurtemberg. On craint aussi deux autres disparitions. Tout l'ouest de la RFA, de la Forêt Noire à Stuttgart, a vu ses cours d'ean déborder, des vents très violents arracher les arbres. Des écoles ont été fermées. Et le trafic fluvial a été interrompu sur le Neckar de Stuttgart à Hei-Territoire de Belfort-le-Rhône, de delberg. - (AFP, AP, UPI.)

# Vacances perturbées dans les Alpes

#### CHAMBÉRY

de notre correspondant Malgré la prévision du retour d'une accalmie après les importantes chutes de pluie, es préfectures de Savoie et de

Haute-Savoie ont maintenu leur « cellule de crise », à la vaille du premier chassé-croisé des vacanciers sur la route des stations des Alpes. Il a même été recommandé à ceux-ci de différer leur départ de quarante-huit heures, jusqu'à

Deux personnes ont trouvé la mort dans la journée de jeudi. L'une d'elles a été emportée par la crue d'une rivière près de Chambéry, tandis qu'une dame âgée a été prise dans un éboulement près d'Albertville. Près de Chamonix, la villaga da Vallorcina, avec ses trois cents habitants, était toujours isolé du côté francais et suisse.

Quant aux stations de Tignes et de Val-d'Isère, elles sont bloquées depuis la succession d'avalanches qui ont continué de déferier au pied de la station. Dans l'impossibilité de pouvoir franchir le « verrou », les touristes en attente ont été hébergés dans la vallée, à Bourg-Saint-Maurice.

Dans plusieurs villages et stations de Savoie et de Haute-Savoie, des centaines de personnes ont dû être évacuées d'urgence des immeubles ou des centres de

vacances. Dans la crainte d'accidents, des routes d'accès aux stations ont été Praiognan (Savoie) ou encore dans la vallée de Thônes (Haute-Savoie), menacée par le débordement du ruisseau du Nant, celui-là même qui avait causé la mort de dizaines de personnes le 14 juillet 1987 au Grand-Bornand.

Plus de deux mille pomolers, dont certains venus en renfort de Brignoiles (Bouchesdu-Rhône), des militaires, des secouristes et agents de l'équipement s'emploient à rétablir la circulation là où la route a été coupée, ou à préve-nir tout risque éventuel par des déclenchements d'avalanches préventifs.

Le trafic ferroviaire a été, lui aussi, sérieusement perturbé après les coupures aur la ligne TGV Paris-Genève, entre Culoz

Jeudi, alors que la voie était recouverte par un mêtre d'eau au bout du lac du Bourget, les TGV vers Annecy et Cham-bary, sinsi que les trains vers Turin et Saint-Gervals ont été détournés par Lyon, provoquant d'importants retards.

Les préfets de Savoie et de Haute-Savoie prévoyaient des conditions de circulation particulièrement difficiles ce weekand avec le croisement des touristes qui, en période normale, provoquent d'inévitables bouchons dans les vallées.

# Trois morts dans le déraillement du Paris-Milan

L'express Paris-Milan a déraillé, le vendredi 16 février, à une heure du matin sur la ligne du Simplon. dans le Valais (Suisse), à la suite d'une collision avec un convoi de travaux ferroviaires. Les sauveteurs out relevé trois morts, dont le conducteur de la locomotive, et train spécial pour preadre la corchoc, survenu alors que l'express partance pour Paris.

roulait à 120 kilomètres à l'heure. la locomotive et six voitures ont déraillé, provoquant un début d'incendie. Les blessés ont été hospitalisés à Martigny et à Sion. Les quatre cent vingt voyageurs indemnes ont été acheminés par

MÉDECINE

# L'accès au système de santé

# L'abbé Pierre et M. Evin critiquent les propositions des syndicats médicaux

Le ministre de la santé, M. Claude Evin, s'est déclaré jeudi 15 février « étonné, pour ne pas dire scandalisé » par la proposition de trois syndicats médicaux (CSMF, FMF, SML) de créer une carte de santé (remboursement à 100 % pour les plus démunis. « Je crois profondément, a-t-il dit sur RTL, qu'une telle proposition serait une remise en cause de la sécurité sociale, qui est fondée sur le droit donné à tous les Français, quels que soient leurs revenus. quels que soient leurs revenus, d'avoir accès à un bon système de samé, » « Demander aux assurés sociaux de présenter une carte en fonction de leurs revenus serait revenir au siècle dernier», a-t-il

Pour leur part, l'abbé Pierre et le conseil d'administration du mouvement Emmstis ont adopté le texte

· Permettre aux plus défavorisés ou aux personnes de revenus modestes de se solgner est une

Nécessité humaine mais aussi nécessité sociale car la santé est un préglable à toute démarche

Des obstacles financiers ne doivent pas se surajouter aux obsta-cles culturels qui privent bien sou-vent des populations des bénéfices de l'excellent système de santé dont nous bénéficions en France.

#### Pas de « carte du paarre »

Un progrès considérable a été fait en faisant bénéficier les tim-laires du RMI d'une converture sociale maladie. Mais ce progrès scrait ruiné ai les tarifs réellement pratiqués étaient systématique-ment différents des tarifs normaux de sécurité sociale par l'extension

des dépassements d'honoraires (sectour II).

Maintenir un bon niveau de remboursement des bonoraires médicaux est aussi un élément essentiel caux est anssi un élément essentiel de toute politique d'insertion. Ce bon remboursement ne doit pas s'accompagner d'un dispositif ségrégatif, il serait intolérable que les « plus défavorisés » soient contraints d'afficher leur niveau de . ressources pour bénéficier des tarifs de la Sécurité sociale. Toute « carte du panvre » serait une insuite à la dignité de ces per-sonnes. Qui peut croire que l'on favorisera ainsi l'accès aux soins ?

Seul le maintien d'une convention garantissant en tout lieu et pour toute spécialité la possibilité d'accéder à des médecins pratiquant le tarif normal de sécurité ciale est conforme à l'éthique et à notre conception de la sécurité sociale fondée sur la solidarité.

----

्र वेद्धान प्रदेश

and the second second

a with the

THE P. T.

The same of the sa

- -

· 100 16 18

LEGAL

Les négociateurs de la conven-tion médicale, caisses de Sécurité sociale et syndicats médicaux, ont en ce domaine une responsabilité

L'exclusion c'est aussi l'exclu-sion du système de santé. L'insertion c'est tout d'abord la possibilité de se soigner. »

D Poursuite de la grève des internes et des chefs de chinque. ~ Les internes et les chefs de climique ont décidé jeudi 15 février de pouront décidé jeudi 15 février de pour-suivre leur mouvement de grève des soins jusqu'au mardi 20 février, date de leur prochaine assemblée générale nationale. Les internes et les chefs de clinique considèrent que la « déclaration d'intention » rédigée pendant le conclave avec les syndicats médicanx représenta-tifs (CSMF, FMF et SML) » ne leur donne aucune garantie quant leur donne aucune garantie quant à la satisfaction de leurs revendi-

# **FAITS DIVERS**

# Démantèlement d'un réseau franco-espagnol de trafic de drogue et de blanchiment d'argent sale

BAYONNE

de notre correspondant

Un important trafic de stupéfiants et de blanchiment d'argent a été démantelé, mardi 13 février, dans le sud de la France et aux environs de Barcelone (Espagne). A la tête du réseau, Ivan Manonkian, cinquante-sept ans, fiché au grand banditisme et plusieurs fois condamné. Depuis cinq ans, il avait quitté Toulouse pour une résidence plus discrète dans les environs de Barcelone. C'est de là qu'il dirigeait le réseau dont les ramidica-tions s'étendaient en Aquitaine et dans le Midi-Pyrénées. La drogue arrivée du Maghreb était acheminée, via la frontière du Perthus, vers Toulouse, qui servait de centre de «fret». Le « magasinier chef », Luc Van de Sompelle, travaillait sous les ordres de Jean-Pierre Cuado, quarante deux ans, de Biar-ritz, qui réceptionnait la marchan-dise (haschisch ou héroine) avant de l'expédier vers Bordesux, Mont-pellier ou Biarritz. Le trafic durait depuis plusieurs années et les enquêteurs estiment à pius d'une tonne la quautité totale ainsi écon-

Voilà plus d'un an que, agissant sous les ordres du juge d'instruc-tion de Bayonne, M. Christian Lau-

qué, les policiers du SRPJ ont multiplié les surveillances autour des lieux de rendez-vous, notamment à Biartitz, de petits revendeurs. De filature en filature, les enquêteurs, dirigés par le commissaire Passoti, ont abouti chez les dirigeants du trafic. Une longue enquête à laquelle ont été associés le SRPJ de Tonlouse. l'Office central de répression du banditisme et l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS). La police espagnole a également prêté son concours.

Finalement, mardi 13 février, Ivan Manoukian est venu à Toulouse pour superviser une livraison de 27 kilos de haschisch arrivée d'Espagne. Une vingtaine de personnes ont été interpellées dans le sud de la France ainsi qu'en Cata-

Grace aux documents saisis, les enquêteurs out aussi mis au jour tout un réseau de blanchiment de l'argent provenant de ces trafics utilisant plusieurs comptes courants ouverts en Espagne ainsi qu'un système de rachat de billets de PMU à des gagnants pour ensuite justifier des dépôts impor-tants dans des banques françaises.

PHILIPPE ETCHEVERRY

# POLICE

# M. Pierre Quilici à la tête de la Sûreté publique à Monaco

Deux policiers français, MM. Pierre Quilici et Manrice Albertin, ont été détachés à Monsco par le ministère de l'intérieur pour y prendre la direction de la Sûreté publique en remplace-ment de M. Yves Majorel. Depuis plusieurs semaines, ce dernier était vivement critiqué à la saite d'une recrudescence de la criminalité et de la délinquance dans la Princi-

M. Quilici sera secondé par M. Albertin au poste de directeur de la Sûreté publique de la police monégasque. Ce poste est confié à an haut fonctionnaire français en

verta d'une convention francomonégasque en 1962.

[Né le 22 juin 1932, M. Pierre Quilici commonce sa carrière de commissime en 1964 à la police arbaine de Seint-Denis de la Réunion. Il occupe casuite successivement les postes de commissaire central à Lorient (Morbihan) en 1976, directeur des polices arbaines à Saint-Denis de la Réunion en 1979 et chef de cabinet du préfet délégué pour la police à Ajacoio, M. Robert Broussard, en 1983. Directeur départemental des polices arbaines de Marseille de 1984 à 1987. M. Quiliei était, depais cette date, adjoint suprès du directeur central de la Police de l'air et des frontières.] [Né le 22 juin 1932, M. Pierre Qui-

La visite du premier ministre au Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de Corsen

# M. Rocard en gendarme des mers

Venu en Bretagne remercier les responsables du sauvetage en mer pour leurs interventions pendant les dernières tempêtes, M. Michel Rocard a annoncé, jeudi 15 février, plusieurs mesures destinées à renforcer la lutte contre les pollutions maritimes.

BREST (Finistère)

de notre envoyé spécial

Il v avait, sur l'écran-radar, ca navire battant pavillon libérien. égaré dans la zone interdite. enché sur la carte lumineuse de la salle obscure, M. Michel Rocard regardait ce point fixe coupable, encadré, comme par une armada, des chiffres informatiques de sa position.

Le premier ministre avait tenu à rendre visite, jeudi 15 février, aux hommes du CROSS de Corsen, le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage, installé à la pointe nord-ouest de la Bretagne, et à les remercier de leurs interventions en mer pendant les tempêtes des dernières semaines. Il était venu aussi tester auprès des « aiguilleurs maritimes » quelques décisions gouverneentales concernant la trafic et l'environnement marin. Et voilà que ce bateau narguait, au large, les règles du droit, trop loin de son « couloir », illicite par chox ou par nécessité. « Au moins celui-là a bien voulu entrer en contact avec nous a, précisait le serveur du radar. D'autres, non repérés, s'avançaient sûrement traillages de marins épuisés. En

en aveugle, chargés de pétrole ou de produits chimiques.

« Paut-on le sanctionner ? ». demanda le premier ministre. Le délinquant libérien promettait de rejoindre Dunkarque, et pour celui-là, la justice française alleit pouvoir suivre son cours. Mais, pour les autres ? Ceux qui se cachaient dans un trafic de 5 000 passages mensuels, et dont M. Michel Rocard suivait, soucieux, la trace sur la constellation du radar ? Cela devait n'être qu'un hommage au centre névralgique de la surveillance d'un coin du globe plus encombré que l'autoroute et la ciel réunis, Le CROSS, pourtant, ne connaît aucune journée de répit. et pour ne pas inquiéter ses visiteurs, le préfet maritime, le viceamiral d'escadre Lefebyre, se limita à l'actualité de la semaine

Quelques heures plus tôt, avant l'aube, un cargo avait failli s'échouer sur Ouessant. Un autre était toujours porté disparu, maigré les recherches, peut-être renversé par des creux de 15 mètres. Le Dylos, un navire chypriote avait perdu dixhuit containers sous les yeux d'un équipage d'hélicoptère de la marine, et on cherchait toujours à connaître, auprès de l'armateur, la nature exacte du chargement passé par-dessus bord. Tous les moyens civils et guerre depuis le début de l'hiver. L'Abeille-Flandres, remorqueur-chien Bernard, ne comptait plus ses sorties péril-

leuses ni les équipages les héli-

janvier, un céréalier en feu avait été ramené vers Brest. Le remorquage d'une barge panaméenne bourrés de 600 tonnes de fuel avait laissé quelques sueurs froides parmi le personnel de

l'observatoire côtier. C'était là le tout-venant d'une semaine ordinaire, et on n'avait pas force le trait pour le premier ministre. Simplement, les hommes du CROSS, les commandants de remorqueurs, les officiers de la marine, les équipages d'hélicoptères regrettaient de n'avoir pas pu retrouver le La Fayette, ce chalutier disparu avec cinq marins à son bord. A ces cinq-là, Michel Rocard dédia indirectement son intervention, un point bref sur les mesures gouvernementales, soumises d'abord aux sauveteurs, à ces contrôleurs, devenus, par la pression de l'époque, les spéciaites de la lutte contre les pollu-

## La plus grande fermeté

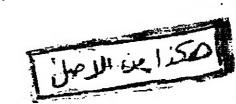
Le premier ministre leur demanda de réprimer « avec la plus grande fermeté (...) cartains comportements inadmis mer s. Il leur en fournirait les moyens juridiques, par la présen-tation prochaine d'un projet de loi e étendant aux rejets de substances toxiques les senctions pánales déjà prévues pour les rejets d'hydrocarbures à la mer ». Un autre projet de loi allait étendre au-delà des eaux territoriales la zone de répression, en vertu du droit international. Dunkerque aliait recevoir un

Abeille. L'Etat s'engageait, par l'intermédiaire de M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer, à multiplier les démarches auprès de l'Organisation mari-time internationale (OMI), afin d'Obtenir un contrôle plus strict des arrimages de cargaisons. Une décision de sévérité était d'ores et déjà prise pour les ports français

M. Michel Rocard annonçait aussi aux hommes du CROSS qu'ils avaient quelques chances, dans l'avenir, et toujours par pression sur l'OMI, de connaître enfin ce que trop d'armateurs. de capitaines cachaient au large d'Ouessant : les positions des nevires, leur route, et surtout la nature de leur cargaison. Récemment, un cargo chargé d'ammonisque avait emprunté un couloir trop proche des côtes. Heureusement, il avait eu la courtoisie de signaler sa présence par

If fut aussi question des activités nautiques de loisir en Méditerranée. Trois cent mille embercations ou engins non immatriculés s'étaient évités l'été demier. On ne reprendrait pas un tel pari sur l'absurde. Une campagne d'information alleit être lancée, et, là aussi, l'heure d'une plus grande sévérité approchait. Mais, pour les hommes du CROSS de Bretagne, c'étaient là broutilles de mer calme. Ils tensient leur projet de loi sur les bateaux à produits toxiques et ils laissèrent donc repartir le premier ministre, pour suivre sur l'écran-rador l'errance fautive du cargo libérien.

PHILIPPE BOGGIO



## Dans un Livre bleu

# Les élus de droite mettent en cause le rôle de l'Etat

ques Chirac, le président du conseil régional de l'Ile-de-France, M. Pierre-Charles Krieg (RPR) et les cinq présidents de conseils généraux de droite de la région parisienne – dont M. Charles Pasque (Hauts-de-Seine) - ont présenté, jeudi 15 février, un document qu'ils ont signé ensemble : le Livre bleu de l'Ile-de-France, en réponse au Livre blanc publié récemment (le Monde du 1" février) que des experts avaient rédigé à l'initiative du premier ministre.

Le Livre bleu est une défense et illustration de la région parisienne qui, depuis le premier schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de 1965, a « accompli des progrès considérables ». Ses auteurs ressentent l'analyse du « mal vivre » dans l'agglomération e mai vivre » vans i aggioneration exposée par les experts comme une accusation. Ils mettent en exergue les bienfaits apportés en vingt-cinq ans aux Franciliens qui disposent aujourd'hui de « l'un des meilleurs de l'aux de l'aux de meilleurs de l'aux de l réseaux de transport du monde ». Deux millions de logements ont été construits pendant cette période. La situation des lycées est « enfin-redressée » grâce aux trois mil-liards que le conseil régional a consacrés à ces établissements scolaires chaque année. La politique des villes nouvelles a réussi.

September 1

the set and a

STORY WINDS OF THE CO.

a september of

fright for the

Marie Land

--

**新水水** 

A STATE OF THE PARTY OF

All the state of

प्राकृति विक्रिक्तिकार

STATE TO SHAPE

100 W 200

BANKS TO I

mary's aside that

A PROPERTY OF

201

AND THE PARTY

garita - - -

F 4 4

of reference

The state of the s

Hararia ---

Signature ---

The state of

tinguiting hours

and the second second

- 14 Printer

Section 18 and

the Same and the same and

A Tree -- "

ومسور الدريشة ويجاز

A Cheef top 1 and 1 mg

AND STATE OF STATE

hat wis being

المراجعة المراجعة المراجعة المراجعة

السامور ب<u>نا موس</u>

and the second second

Marie Marie

**新**等 200

يعيد ال

and the second A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH gaptille - 2 into my 44.1

The state of the s

ه همور سور

Jung 2 6 . + . . .

mate vet -

Apple and the contract of the

Certes, admet le Livre bleu, des difficultés subsistent. Elles apparaissent dans les domaines « qui, précisément, restent de la compéprecisement, restent ue us compe-tence de l'Etat : logement, univer-silés, autoroutes, cohésion sociale et immigration ». Pour tout dire, les problèmes ont leur origine dans « l'action de l'Etat devenue pro-cractivament inofficare. gressivement inefficace ».

Pour que l'ile-de-France retrouve toutes ses chances de devenir l'une des « toutes pre-mières régions économiques euro-péennes », le Livre bleu énonce les mesures à prendre : simplifier les règlements et procédures à l'usage

Le maire de Paris, M. Jac-ues Chirac, le président du posseil régional de l'Ile-de-l'ouest » et sans « dégarnir l'Ilede-France »; créer un téléport régional, c'est-à-dire un ensemble de sites d'activité dotés d'un équipement en télécommunications particulièrement sophistiqué et performant. Mais le Livre bleu n'en indique pas la localisation.

> Un « investissement misosof >

La vie quotidienne des habitants de la région parisienne ne sera pas améliorée sans un « investissement massif » pour les routes et les transports en commun. Le Livre bleu évalue à 10 milliards de francs

saire pendant vingt ans. Autoroutes à péage, réseau souterrain routier pour les véhicules légers, projets Météor et Eole de transports en commun ferroviaires et lancement d'une grande rocade en proche banlieue : les projets du Livre bleu et ceux du Livre blanc se ressem-blent. La différence est ailleurs. Le Livre bleu réclame qu'une autorité unique — la région — soit chargée d'organiser les transports en Ile-defrance. La construction de 600 000 logements espérée en dix ans et la réhabilitation d'un nombre équivalent, exige que le gouvernement, « qui a souhaité conserver la responsabilité de la politique du logement, dégage les crédits néces-saires ». La région, les départe-ments et les communes de l'Îlo-de-

France consacrent actuellement 2 milliards de francs par an aux logements sociaux, souligne le Livre bleu, et e ils continueront ». Mais les cises continueront ». Mais les signataires demandent le relevement du plafond des ressources pour bénéficier de l'aide au logement; ils veulent aussi, pour les opérateurs privés, la garantie d'un cadre fiscal • stable et incita-

S'il s'aventure ainsi à quelques propositions sans localisation pré-cise - respect des élus oblige, - le Livre bleu n'est pas un document d'urbanisme. L'idée qui le traverse se résume à celle-ci : le rôle des coilectivités locales doit être renforcé, celui de l'Etat sinon effacé du

CHARLES VIAL

# Un acte politique

par CHARLES VIAL

RONT du refus, « amicale de ceux qui veulent que rien ne change », selon le propos de M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste au conseil régional, ou simples « réflexions sur le Livre blanc de l'Île-de-France » comme l'intitulent modestement sas auteurs, le Livre bleu est d'abord un acte politique.

Ce n'est pas M. Jacques Chirac qui dira la contraire. En présentent ce document à la pressa, le maire de Paris n'a pas mêché ses mots pour stigmatiser la « mystification remarquablement orchestrée par M. Rocard et le Parti socialiste » sur cas problèmes de la région parisienne. L'attitude e trompeuse et irresponsable » du gouvernement depuis qu'il a ouvert le chantier liede-France, la « description dramatisée de la situation actuelle » contenue dans le Livre blanc qu'il a commandé, auraient acculé les élus de droite à la riposte. La voici sous la forma du Livre bleu.

Les élus de droite ? Pas tous cependant. Le premier viceprésident du conseil régional, M. Joan-Pierre Fourcade (UDF) e des entreprises ; multiplier les sites | de ses amis politiques, et souhaité RPR du conseil régional, les deux ni aux socialistes...

que, pour préparer l'aménagement de la région parisienne « l'on sorte du climet de guerre civile qui cerectérise trop souvent les rapports entre majorité et opposition ». Cette défection, et quelques autres plus discrètes mises à part, le droite a choisi son cri de guerre, qu'on pourrait décliner en quelques formules : moins l'État s'occupera de la région parisienne, mieux ce sera. Ou bien : il faut encore plus de

résumer par un proverbe : charbonnier est maître chez soi. Une telle revendication transcende au demeurant les clivages strictement politiques. Il n'est pas indispensable d'être dans l'opposition pour se méfier de l'Etat et pour estimer que, plus les décisions sont prises par les élus les plus proches des citoyens, mieux cela vaut. Toutefois, la droite étant largement majoritaire dans la région, puisqu'elle détient Paris et cinq des sept départements, le couple Etatrégion est aussi, sous un gouvernement socialiste, teinté d'antagonismes politiques. Et la bataille que mène le maire de Peris, le président

décentralisation. En, si l'on préfère

présidents RPR du conseil général et les trois UDF pour défendre leur territoire, a pris, evec le Livre bleu, l'allurs d'une dénonciation de la méthode Rocard. A leurs yeux, la méthode Joxe ne veut d'ailleurs guère mieux, et c'est un euphé-misme, après les déclarations du ministre de l'Intérieur au colloque de Créteil la semains dernière, évoquent les *e maffieux* », qui séviraient dans certaines communes de la région parislenne (*le Monde* du Passé les coups de menton et les

inévitables clameurs, les élus de l'ile-de-France n'en devront pas moins travailler ensemble. M. Chirac ne voudrait-il pas que le gouvernement dépose un projet de loi désignant la région non pas seule responsable de la préparation du nouveau schéma directeur mais coresponsable avec l'Etat ? Nuance. La droita qui a elle-même commis des experts dans la rédaction du Livre blanc ne peut aujourd'hui se tenir à l'écart du débat sur l'avenir de la région parisienne. A deux ans des élections régionales, l'enjeu est de taille et l'Île-de-France na peut

#### « La méthode de la commission >

La rémunération des avocats est, elle aussi, dérisoire : 1 060 francs pour un dossier d'assises, 290 francs pour un dossier de correctionnelle. Quelles que soit la complexité et la longueur de la procédure. L'indem-nité horaire de ces dossiers d'aide légale varie ainsi entre 56 et 74 francs de l'heure, disent les avocats. Une somme dont il faut déduire les charges du cabinet, qui représentent souvent la moitié du chiffre d'affaires. Les avocats supportent ainsi la charge d'un système d'aide aux plus démunis. Ce qui n'est pas le cas des experts et des huissiers qui sont, eux, rétribués normalement » lorsqu'ils travail-

JUSTICE

La grève des barreaux pour la réforme de l'aide légale

# Un mouvement très diversement suivi

Les avocats des cent quatrevingts barreaux français étaient en grève jeudi 15 et vendredi 16 février, à l'appel de la conférence des bâtonniers, afin de protester contre le système actuel de l'aide légale, qui s'adresse aux plus démunis des justiciables. Les barreaux de Paris, Marseille et Lyon, qui disent « s'associer » au mouvement, avaient cependant décidé de ne pas se joindre à la grève.

Les avocats avaient promis deux jours d'absence. Deux jours d'une grève à modalité variable, votée grève à modalité variable, votée barreau par barreau, dans toute la France. Les plus déterminés avaient fait le choix d'une grève « totale, refusant de plaider leurs dossiers, sauf « urgence » ou « cas particulier ». A 10 heures, jeudi 15 février, dans tous les tribunaux français, le bâtonnier est venu remettre au chef de juridiction une lettre expliquant les motifs de ces deux journées de protestation. « Les avocats ont une protestation. - Les avocats ont une ute idée de leur mission et consihaute idée de leur mission et consi-dèrent qu'il n'y a de justice que si son accès est possible aux plus démunis », expliquent-ils Or aujourd'hui, de nombreux domaines sont exclus de l'aide légale, surtout le conseil et la pré-vention, de nombreux justiciables n'y out pas accès en raison d'un pla-fonnement inadapté, et les indem-nités versées sont inférieures au coût d'exploitation du cabinet le plus modesse et risquent de plus modeste et risquent de

conduire à une défense au rabais. • Le système, il est vrai, fonctionne fort mal. Le budget de l'aide légale

qui regroupe l'aide judiciaire au
civil et les commissions d'office au pénal — a atteint 434 millions de francs en 1988. Une misère, disent les avocats : moins de 3 % des dépenses de la chancellerie... Cette aide aux justiciables les plus dépunis est allouée avocations démunis est allouée avec une grande parcimonie: pour bénéficier d'une prise en charge totale, il faut disposer de moins de 3 465 francs par mois, majorés de 390 francs par personne à charge. Une mère de deux enfants touchant un salaire net mensuel de 6 200 francs ne peut donc y avoir accès.

lent dans le cadre de ces dossiers. En 1988, la chancellerie a recensé 376 000 missions de ce type : 262 000 dossiers d'aide judiciaire et 114 000 commissions d'office.

Aujourd'hui, la chancellerie admet que le système créé en 1972 est condamné. Pour calmer Γimpatience des avocats, Pierre Arpaillange a mis en place le 3 janvier dernièr une commission présidée par nier une commission présidée par Paul Bouchet, conseiller d'Etat et Paul Bouchet, conseiller d'Etaf et ancien bâtonnier de Lyon. Elle. devrait remettre son rapport sur la refonte du système au début du mois d'avril prochain. Mais les avocats souhaitent aller vite. Beaucoup se méfient de la méthode de la commission e, qui autorise parfois l'enterrement des dossiers délicats... Ils exigent aujourd'hui un texte et un calendrier. La grève lancée à l'automne dernier doit sider, disent-ils. à accélérer les choses

disent-ils, à accélérer les choses.

Parti de Nautes, le 2 novembre deraier, à l'initiative du Syndicat des avocats de France (SAF), le mouvement a bientôt atteint une soixantaine des cent quatre-vingts barreaux français. Tous les barreaux leis d'accele d'éssère par le le la company de la compan reaux, loin s'en faut, n'étaient pourtant pas en grève « totale » jeudi 15 février. Les trois plus gros barreaux de France, Paris, Marseille et Lyon - soit 45 % des 18 000 avo-Lyon — soit 45 % des 18 000 avo-cats français — avaient décidé de ne pas se joindre au mot d'ordre lancé par la conférence des bâtonniers le 27 janvier dernier. Le barreau de Paris s'y « associe », précise toute-fois le bâtonnier, Me Henri Ader, mais la grève a été jugée « inadap-tée ». « Il s'agit d'une arme terrible, note-t-il. Nous préjèrons attendre les résultats de la commission Bou-chet. »

La fronde des avocats n'est cependant pas toujours dénuée d'arrière-pensées : certains souhai-tent faire de cette grève un mouvement de protestation contre l'aide légale, bien sûr, mais aussi contre le projet de rapprochement des professions d'avocat et de conseil juridique élaboré par la chancellerie.
L'inquiétude de la profession sur ce
sujer est vive, et la tension avec le
ministère de la justice va croissant.
La grève de l'aide légale s'en est cun doute noutrie.

sans aucun doute nourrie.

M. Pierre Arpaillange l'a d'ailleurs souligné dans les propos qu'il a tenus, jeudi 15 février, à Feri-de-France (Martinique), où il a entrepris une visite officielle des cités judiciaires et établissements pénitentiaires des Antilles, visite qui le conduira en Guadeloupe et en Guyane. Le garde des sceaux a ainsi déclaré : « La grève nationale de l'aide légale des avocats est un préferte pour contester la réformé des texte pour contester la reforme des professions juridiques et judi-ciaires. • Il y a un amalgame exprimé de manière très claire dans leur motion. Manifestement, ils prennent le prétexte de l'aide légale pour contester la réforme des pro-fessions judictaires et juridiques ». a affirmé le ministre, avant de conclure: « Mais je ne laisserai pas porter atteints à leur indépen-

ANNE CHEMIN

# Pour 4,3 millions de francs « prélevés » puis remboursés

# L'ancien maire (CDS) de Salon-de-Provence inculpé d'abus de confiance

CANNES

de notre correspondant régional M. Jean Francou, soixante-dix ans, ancien sénateur et ancien maire de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), a été inculpé mercredi 14 février à Lyon d'- abus de confiance - par un conseiller de la chambre d'accusation de Lyon, chargé de l'instruc tion. Dans un communiqué publié mercredi, M. Francou affirme que cette affaire était de nature strictement politique et [n'entachait] en rien [son] honneur. Je réserve à la justice, a-t-il ajouté, les explications que je lui dois. Elles aboutiront à écarter les soupçons que mes adversaires, à des fins électoralistes, auraient voulu faire peser

Peu après sa défaite aux élections municipales de mars 1989, M. Francou avait fait une éton-nante confession en reconnaissant avoir épongé sur ses deniers personnels un « trou » de 4.3 millions de francs apparu dans les comptes de deux associations paramunicipales, à la suite - d'erreurs de gestion », dont il aurait été comptable en tant que maire (le Monde du 26 mai 1989). En rea-ité, les fonds manquants correspondaient à des prélèvements, en espèces, qu'il avait effectués entre 1975 et 1988, auprès du bureau économique et, surtout, du comité

sur moi. ».

remis contre des reçus signés de sa main, sous forme d'avances au profit d'associations de membres du personnel ou d'œuvres humanitaires non nommément désignées. Soit directement, soit par l'inter-

médiaire de M. Christian Kert, son premier adjoint, aujourd'hui député (CDS) des Bouches-du-Rhône, à qui il a également signé des reçus, M. Francou, qui a ensuite justifié ces prélèvements par la nécessité de financer ses campagnes électorales, s'était effectivement acquitté de sa dette , par trois chèques émis entre le 28 avril et le 17 mai.

Tout en s'abstenant de déposer plainte, le nouveau maire (PS) de Salon-de-Provence, M. André Vallet, avait cependant informé les pouvoirs publics de l'affaire et avait été entendu par le procureur de la République d'Aix-en-Provence, M. Robert Magnier. Peu après celui-ci avait décidé l'ouverture d'une information judiciaire qui a abouti à l'inculpation de M. Francou.

Parallèllement, M. Vallet a fait procéder par un cabinet privé à un audit critiquant sévèrement la gestion de l'ancienne équipe municipale et a saisi la chambre régionale des comptes. Le maire de Salon-de-Provence a aussi été autorisé par son conseil municipal à se constituer partie civile dens l'instance pénale engagée contre M. Francon.

# **EDUCATION**

# Un entretien avec M. Michel Noir

Suite de la première page

Qu'a obtenu Roger Fauroux en leur faveur? Cinq milliards de dotation publique, alors que la recette nette, pour l'Etat, des entreprises publiques est de 15 milliards de francs : c'est là un mode de traitement très • capitaliste »!

- Appliquer cette méthode aux entreprises industrielles - Rhone-Poulenc, Pechiney, Thomson et Renault - rapporte rait à l'Etat 34,7 milliards. Mais on peut l'étendre aux assurances (UAP, GAN, AGF) et aux banques (BNP, Crédit lyonnais), ce qui permettrait de dégager 36.5 milliards supplémentaires.

- Quels seraient à vos yeux les investissements prioritaires ?

- Il faudrait consacrer deux tiers des 30 milliards ainsi dégagés à l'investissement « pur » : remise en état des locaux, étant donné les retards pris, et construction de nouveau locaux - extension des universités actuelles ou création de nouvelles antennes universitaires. La création d'une place nouvelle étant évaluée à 120 000 F, on pourrait ainsi accueillir 85 000 étudiants supplémentaires, ce qui correspond aux flux attendus pour les deux années à venir. Et l'on viendrait, d'un seul coup, à bout du passif accumulé, de façon à accueillir convenablement l'ensemble du

personnel et des usagers. » Mais faire du mêtre carré ne suffit pas. Il faut aussi, avant de retomber dans la logique budgétaire normale, prendre de grandes initiatives en matière d'accroissement de l'équipement des bibliothèques et des laboratoires de recherche et de construction de places nouvelles dans les restaurants et les cités universitaires. Les problèmes c'est la région qui doit décider.

qualitatifs et quantitatifs sont intrinsèquement liés, même si c'est l'explosion des effectifs qui a posé plus spectaculairement les questions de fond.

> « C'est la région qui doit décider »

Un débat s'est instauré sur la décentralisation des univer-sités, Comment vous situezvous à ce sujet ?

- Qu'on le veuille ou non, il

faudra décentraliser l'enseignement supérieur. La loi de l'histoire et celle de l'efficacité nous l'imposeront. Les universités ont besoin d'autonomie et de partenariat avec l'environnement socio-économique, comportements qui ne peuvent se déployer dans un univers centralisé. La professionalisation des filières, comme le maintien d'un haut niveau de recherche au sein de pôles d'excellence régionaux rassemblant des universités dynamiques, le commandent également.

» L'Etat doit continuer à jouer un rôle de régulateur. La définition des programmes nationaux, l'évaluation de l'enseignement et la collation des grades doivent continuer à relever de lui. Mais il doit, chaque fois que c'est possible, ne pas être administrateur ou gestionnaire et encore moins seul décideur. Il faut donc un transfert de compétences, par l'établissement de schémas régionaux de formation sur une durée de trois à cinq ans, comme cela se pratique pour la formation professionnelle, sur une base tripartite: Etat, région, universités. L'Etat doit jouer tout son rôle dans les négociations, avoir un droit de seconde lecture, voire de veto sur certains sujets. Mais considérables dans des équipe-

- A quels domaines devrait s'étendre ce transfert de compétences ?

- Il doit porter sur l'investissement, mais aussi sur la partie de programmes de recherche et d'enseignement à définir avec les partenzires économiques : j'entends d'ailieurs par là plutôt filières que programmes. La gestion des entreprises ou la biochi-mie doivent s'enseigner à peu près partout de la même facon pour la théorie. L'important est de déterminer où on va les enseigner et comment, c'est-à-dire avec quelle participation des acteurs économiques dans les conseils d'administration et l'enseignement lui-même, avec quelle coopération entre les laboratoires de recherche industrielle et la recherche universitaire.

#### Le risque électoraliste

 N'y-a-t-il pas, malgré tout, un risque que les besoins éco-nomiques régionaux pèsent de façon excessive dans les déci-

- Il y a effectivement deux

écueils, pour lesquels il faudra des garde-fous. Le premier est la tentation de ne répondre qu'à des besoins économiques immédiats, au détriment des disciplines fondamentales et de la qualité de l'enseignement. Le second est le comportement électoraliste, consiste à vouloir implanter une antenne universitaire dans chaque chef-lieu de canton, avec des collèges universitaires de premier cycle sans le support de deuxièmes, et surtout de troisièmes cycles de recherche. L'Etat devra jouer là tout son

» C'est à la fois pour une raison d'échelle et pour éviter ce second écueil que je crois que la région est le bon niveau de décentralisation, plutôt que le département : on préviendra ainsi la pression excessive des débouchés locaux, aussi bien que l'investissement de sommes ments voués à être sous-utilisés.

- Il y a aussi un risque d'accentuer les inégalités entre les régions.

- Li suffit pour cela, dans le cadre d'un transfert des ressources de l'Etat aux régions, de prévoir un système de péréquation, comme cela se fait pour la taxe professionnelle.

- Comment accroître l'autonomie des universités ?

- Grâce à une véritable autonomie financière avec des budgets globaux pluriannuels. Il faut aussi tésléchir à la possibilité pour les universités, à côté du recrutement national, d'embaucher des professionnels ou des universitaires étrangers comme enseignants associés, en leur offrant un traitement convensbie. Il faut aussi encourager la qualité de l'enseignement et de la recherche par des primes versées par les universités, en fonction de critères définis par elles. Dans le contexte européen concurrentiel de demain, nous devrons savoir garder les meilleurs de nos enseignantschercheurs.

- A Lvon, comment comptez-vous mettre en œuvre la décentralisation et l'autono-

- En tant que président de la communauté urbaine de Lyon, je vais acheter la Manufacture des tabacs, qui va apporter 45 000 mètres carrés de plus aux trois universités publiques. J'ai dû bagarrer avec le ministre... pour ce cadeau fait aux universités. Leurs trois présidents sont en train de travailler, en équipe et en toute liberté, avec le recteur d'académie à la définition d'un projet pédagogique d'utilisation des locaux. L'État ne donnera que 20 % de la somme totale. Ce qui est frustrant pour nons, c'est de voir le rôle de la communauté urbaine réduit à celui de régisseur d'immeubles. Ce n'est pas là l'esprit d'une décentralisation bien comprise.

» J'ai écrit à François Mitterrand parce que, dans les grandes crises, l'Etat doit remplir sa mission à son niveau, qui est le plus élevé. Mais pour le quotidien, il faut faire confiance aux villes et aux régions de France. »

Propos recueillis par d'action sociale du personnel de la FRÉDÉRIC GAUSSEN | commune. L'argent lui avait été

# « La langue plus longue que le nez »

Quand une vedette populaire, Belmondo, rencontre le rôle le plus célèbre du répertoire : Cyrano

Comme Cyrano de Bergerac a été un triomphe, comme cette pièce est restée très « populaire ». en France comme partout dans le monde (en Chine, de 1985 à 1989, au Théâtre national du peuple de Shanghaï, Cyrano a provoqué des ovations chaque soir), et comme aussi cette pièce en France depuis sa création a souvent été jouée dans des décors académiques, dans des mises en scène vieux jeu, nous avons tendance à voir dans Cyrano un brillant exercice déclamatoire plutôt cocardier ( Sonnez clairons, chardez couscous, voici les cadets de Gascogne »), et dans Rostend un rimeur radieux,

L'élite a fait grise mine à Rostand. Il faut dire que le triomphe de la première de Cyrano a eu lieu le 28 décembre 1897, or les bons le 28 décembre 1897, or les bons théâres avaient joué, ces temps-là, des choses magnifiques de Strind-berg, Ibsen, Macterlinck. Même des pièces plus rares, comme les Cenci, de Shelley, le Faust, de Marlowe, une sublime pièce indienne, le Chariot de terre cuite.

Le grand public, lui, et plasieurs à la création de Cyrano enthouun quotidien, le Journal. Les femmes doivent dire quel est le héros littéraire qu'elles aiment le plus, les hommes quel est celui qu'ils voudraient être. Les deux listes différent, les femmes citent Worther, Don Quichotte, Athos, des Grieux, les hommes présèrent Sherlock Holmes, Robinson Crusoc, Roméo et, curieusement, Alceste. Mais les femmes comme les hommes citent en tête de liste, avec une énorme avance, Cyrano de Bergerae (bien sûr celui de Ros-tand, pas l'écrivain du XVII<sup>e</sup> siècle dont Rostand s'est inspiré). (Accord des hommes et des femmes aussi sur le deuxième de la liste : Jean Valjean.)

Mais, bon public, spectateurs de décor d'oles, de canarda, rôtis, onne volonté comme privilégies gibiers, jambons, « quinconces de oudeurs refusent étrangement de brioches » et « villages de petits bonne volonté comme privilégies boudeurs refusent étrangement de voir ce qu'est, sans mystères, Cyrono: l'histoire d'un raté, d'un veincu, d'un homme incapable de réaliser les choses, de les vivre. L'Aigion fui aussi aura, sera un impuissant, et Chanteeler dira :
« Je ne pourral pas ! Je ne vais pas
pouvoir ! Je ne pourrai jamais ! Je suis au désespoir! >

Edmond Rostand lui-même était un homme timide, empêché, soli-taire, et deux ans après ce triomphe de Cyvano qui le dépassa, qui l'angoissa, il tomba dans une mala-die de l'esprit, pas une psychose maniaco-dépressive mais quelque chose de cet ordre. Il fuyait la ville, restait dans sa maieon du Pare la serestait dans sa maison du Pays basque, enfermé dans une chambre, les volets clos, refusent de voir personne, de manger...

#### Mangesille et poésie

A propos d'alimentation, l'une des bizarreries de Cyrano de Bergerac est que cette pièce pourrait 6'appeler « la Grande Bouffe ». Au mier acte, le décor du Théâtre de Bourgogne comprend un buffet, avec vins fins, fruits, gâteaux, et la « distributrice » propose tout un repas à Cyrano qui n'accepte qu'un grain de raisin, un seul, et un verre d'eau et un demi-macaron. Mais nous voyons aussi des spectateurs qui ont apporté leurs « provisions de bouche » : « Lorsqu'on est en avance, on est blen pour manger », disent-ils. Enfin apparaît dès cet acte I le cuisinier Ragueneau, qui nous dit que ses clients lui paient en odelettes et triolets ses taries et ses pains au lait.

L'acte II se passe tout simplement dans la « rôtisseriepâtisserie » de Raguencau, dans un fours ». Nous assistors à une valse endiablée de mangeaille et de poé-sie. Là encore, Cyrano ne touche à

L'acte III, c'est la célèbre scène du balcon, la muit. Il est tout de même difficile de caser là des viomême difficile de caser là des vio-tuailles, mais, contre toute attente, l'acte IV, qui sous transporte au siège d'Arras, n'est que faim, appé-tit, et arrivée de Ragueneau, dans les lignes de combat, avec galan-tines, gigots, ortolans, vins de Bour-gogne, sancissons d'Arles, etc. « Vous ne pensez qu'à manger », dit Cyrano, pas content. L'acte V. la mort de Cyrano.

L'acte V, la mort de Cyrano dans un couvent, serait bancal si les acteurs s'y băfraient, mais une sœur accuse une autre d'avoir repris un pruneau de la tarte ».
 Il est question aussi d'une « norme très gourmande», et, pour nous dire comme elles prennent soin de Cyrano, vienz et souffrant, qui va svoues: « Jaurai tout manqué, même ma mort », des religiouses

· Nous fabriquons pour lui des pâtes d'angélique, Mais enfin ce n'est pas un très bon catholique...»

Edmond Rostand, par cette obsession de la nourriture, a-t-îl voulu souligner, en regard, la presque angrexie de Cyrano? M. Patrick Besnier, qui a annoté sa remargable édition de Cyrano de Bergerac dans la collection

Sergerac dans la collection

Folio » de Gallimard, pense que

Cyrano ne mange pas parce qu'il

parle sans cesse, et qu'il ne peut

parler la bouche pleine. C'est drèle, mais l'idée de Rostand est sûrement plus grave.

Jean-Paul Belmondo jone à présent Cyrano, la pièce est mise en scène par Robert Hossein. Bel-mondo est très aimé du public, à juste raison, il est très sympathique, et la mise en scène de son consin Robert est tumultueuse et

abondante, et toutes les places sont

louées d'ici on ne sait quand. Dans la pièce, Rostand fait dire à Cyrano, à propos de l'acteur Montfleury : « C'est un acteur déplorable, qui gueule et qui sou-lève avec des « han! » de porteur d'eau les vers qu'il faut laisser

Bon, jamais nous ne dirona, nous n'avons pensé pareille chose de Bel-mondo, mais tout de même il sersit meilleur s'il disait son texte moins meilleur s'il dissit son texte moins vite, moins crié, plus senti. Cela dit, il est évident que Belmondo est extrêmement gêné, pour jouer, par le nez monstrueux, immonde, qui lui a été collé. Les photos montrent que le nez de Depardieu, pour le Cyrano qu'il jone au cinéma, est très réassi, une augmentation lésière du vizi nez de Depardieu. légère du vrai nez de Depardien, ça suffit. Comme dit Jules Renard dans son Journal : « Sa langue est plus longue que son nez. » Ce qui est stapide, c'est que cet énorme public vient voir Belmondo tout autant que Cyrano, c'est sur, or avec ce nez répugnant Belmondo est mécounaissable, ce n'est plus hi du tout. Il n'y a qu'une chose à faire, qui est simple : changer ce nez. Nous verrons à ce moment-là

comment Belmondo joue Cyrano. Bonne interprétation de Béatrice Agenin (Roxans), Michel Beaune (Le Bret), Antoine Nonel (Chris-tian), Lucien, Pascal (le capucin), Pierre Vernier (de Guiche), Jean-Pierre Bernard (Carbon de Castel Jaloux), mais ils sont une foule sur le plateau, impossible de citer tont

#### MACHEL COURNOT

► Carré Marigny, Du mardi su samedi à 20 h 15. Matinés dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-04-41. Durée : 3 heures. De 25 Fà 350 F.

## NOTES La collection de Marin Karmitz

Marin Karmitz, producteur et

distributeur (MK 2), distribue Maman.de Romain Goupil (ie Monde du 16 février). En ce mois r, il lance, sous le sich « MK 2 Découvertes »; une collection de films d'auteur, de films rares qui ont besoin d'un traitement particulier pour toucher leur public potentiel. Le principe de « MK 2 Découvertes », c'est une sortie par mois à Paris, dans une seule salle. la meilleure salle de Marin Karmitz, lei 14 Juillet Odéon, Tout a commencé avec la sortie, le février, de Let's Get Lost, film méricain de Bruce Weber (le Monde du 14 février). A partir du mars, on pourra voir Pourquoi Bodhi-Dhama est-il parti vers l'Orient 7, œuvre coréenne de Yong Kyun-bae, présentée. l'an dernier, dans la section officialle Un certain regard au Festival de Cannes. Et, à partir du 28 mars

# La Chine à Paris

Patrick Grandperret.

(pour avril), Mona et moi, de

L'association Voyageurs an Chine (anciennement Carrefour de le Chine), organise la samedi 17 février une journée aur la « Richesse infinie de la civilisation chinoise », su centre de conférences Panthéon, 16, rue de l'Estrapade, Parie-5º. Parmi les thèmes abordés : la musique régionale, les grandes tendances ainsi que deux films, l'un sur l'Opéra de Pékin et l'autre qui a pour origine la traduction en chinois de l'essai de Roland Barthes, Fregments du discours amoureux. Des artistes chinois ferent aussi des démonstrations de calligraphie et de gravure de aceaux. (Voyageurs en Chine. 45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tel.: 42-61-60-26 ou 42-60-32-90.)

☐ Rectificatif. - C'est par erreur que nous avons écrit dans l'article consacré à l'exposition Soliman le Magnifique au Grand Palais (le Monde du 16 février), que le grand vizir Ibrahim avait été assassiné en 1556 : il l'a été en 1536.

CINÉMA

# La mémoire affective de Michel Drach

Film sur son enfance, « les Violons du bal » aura été son plus grand succès

Le cinéaste français Michel Drach est mort le 15 février d'un cancer au poumon, il était âgé de cinquante-neuf ans (voir dernières éditions du

Né à Paris, le 18 octobre 1930, Michel Drach fait des études de peinture à l'Académie des beaux-arts. Mais son cousin, Jean-Pierre Meiville, l'oriente vers le cinéma et, à dix-sept aux, il est exsistant sur le Silence de la mer. A partir de 1951, Michel Drach réalise quel-ques courts métrages. Il a créé, ques conris métrages. Il a créé, pour cela, sa maison de production, Port-Royal Films. A l'école de Jean-Pierre Melville, il a appris les méthodes de production et de tournage qui vont être celles de la « nouvelle vague » et c'est poussé par elle, qu'il réalise son premier long métrage, On n'enerre pas le dimanche (budget de 25 millions d'anciens francs, cinq semaines de tournage, décors naturela, acteurs inconnis), qui recort le prix Louis incomus), qui reçoit le prix Louis Delluc 1959 devant A bout de souffle de Godard, mais Michel souffle de Godard, mais Michel Drach n'en devient pas pour antant cdèbre. Il renonce au style « non-velle vague » pour Amélie ou le temps d'aimer (1961), film d'amour romantique d'après un roman de Michèle Augot, remarquable par son réalisme psychologique et l'interprétation de Marie-José Nat, épouse du réalisatear, Les distributeurs n'en veulent pas. Ouand le film sort enfin, en 1963. Quand le film sort enfin, en 1963, c'est un échec. Michel Drach c'est un échec. Michel Drach accepte, alors, des besognes com-merciales: la Bonne Occase (1965), Safari diamans (1966). Et réussit, pour la télévision, un feuilleton historique d'après Alexandre Dumas: les Compa-gnons de Jéhu (1968).

Il revient au cinéma en 1970, avec Elise ou la vraie vie, très belle adaptation d'un roman de Claire Etcherelli, (Prix Fémina 1967), histoire d'amour entre une jeune fille de province et un excite d'usine algérica, en 1953, en pleine guerre d'Algérie. L'œuvre, interprétée par Marie-José Nat et Mohammed Chouikh, fait un certain bruit dès sa présentation offi-

cielle au Festival de Cannes, suscite quelques réticences et beaucoup d'enthousiasmes. La vraie carrière de Michel Drach, à quarante ans. En 1973, il tourne les Violons du bal. un sujet qu'il portait en lui depuis seize ans. Il y raconte ses propres difficultés à réaliser un film sur son enfance et, dans des séquences en noir et blanc façon reportage, cette enfance dans une famille juive aisée, entre 1939 et 1944, au temps de la guerre, de l'Occupation, des persécutions. Ce film sur la mémoire affective et la création cinématographique, sera son plus grand succès. Il fait partie de la sélection officielle au Festival de Cappes 1974 où Marie-José dans des séquences en noir et blanc de Cames 1974, où Marie-José Nat reçoit le prix d'interprétation féminine. Michel Drach revient au réalisme psychologique avec Parles-moi d'amour (1975), chronique d'adolescence finement réalisée, et le Passé simple (1977), le dernier film avec Marie-José Nat. En 1979, le cinéaste se lance avec passion dans la campagne pour l'abolition de la peine de mort, avec Le Pull-over rouge, reconstitution, d'après le livre de Gilles Perranit, de l'affaire Christian Ranucci, sort au prix de quelques coupares.

Longtemps indépendant, le cinéaste doit désermais compter avec les systèmes de production, qui se compliquent par l'apport financier des chaînes de télévision. Son Guy de Maupassant (1981), est une reconstitution soignée, dans laquelle Claude Brasseur trouve un grand rôle à sa mesure. Sauve-roi, Lola (1987), d'après le roman d'Ania Franços, mêle l'humour noir et un réalisme féroce pour la peinture des comportements de trois femmes atteintes de cancer. Michel Drach enchaîne sur 11 est génial, papy (1987). Comédie de caractères où s'esquissait un tour-nant vers l'humour doux-amer. Homme profondément sensible, suscitant de nombreuses amitiés et fidèle en amitié lui-même, créateur plus qu'estimable, Michel Drach n'aura pas en le temps de montrer qu'il pouvait encore beaucoup dou-ner au cinéma français.

JACOUES SICLER

# Sauvagerie ordinaire au Festival de Berlin

de notre envoyée spéciale

Au cœur bouilionnant du festival, la cefeteria, c'est peu dire que l'on se croise : il n'y a iamsis eu autant de monde, on se bouscule, on se piétine, mais il y a une sorte d'amabilité ambiante, en dépit de la foule, en dépit des films. On en parle peu d'ailleurs. On est résigne. Il y a eu les jours tristes. Ainsi celui avec *les* Anges, film suisse de Jacob Berger, parté anglais, tourné à Barcelone avec en « guest stars > Angela Molina et Cristina Oyos patronne de bordel esquissant un das de fiamenco. Exemple type d' « Europudding ». Evidemment, ca ne pouvait pas être bon, on aurait ou espérer moins lourdement poétique que les aventures de cet Américain rival d'un gamin des rues pour l'amour d'une jolie Noire, sorte de Schéhérezade oui n'arrête Pas de raconter des belles his-

Le film suivant, Silent Scream de David Heyman était la biographie éclatée d'un Anglais, Larry Winters, emprisonné pour avoir tué un barman, il a pris beaucoup de pilules - il en est mort - et écrit son journal. Le style de récit et de jeu rappelle furieusement les années 70, il est vrsi que ça se passe à l'époque des cheveux longs, du zen et des pantalons pattes d'eph'.

#### Les affres de la promiscuité

On a quand même vecu des jours plus fastes. Par exemple, quand on a la Vengeance d'une femme de Doillon (bizarrement mai accueilli à cause des sous-titrages croit-on) et ensuite la Garde, du Soviétique Alexandre Rogodhkine. Un film très dur, en noir et blanc. Des blancs livides, des noirs écrasés, Des jeunes visages dans la lumière malsaine, dans

vieux train qui, à travers des paysages neigeux et désolés, transporte des droits communs. Le voyage est long, les soldats n'ont rien d'autre à faire qu'à surveiller. Et se Drouver leur supériorité. Les prisonniers ne sont rien pour eux. La promiscuité exacerba les comportements, le bizutaga de deux nouveaux tourne à la cruauté. Cruel comme un viol - il y a d'ailleurs une violence sexuelle dans l'achame-

ment à humilier. Un rien, et le drame éclate, irrémédiable. L'épilogue se perd dans l'onirisme surréaliste (en couleurs cireuses) mais on sort de là suffoquant au bord de la claustrophobie. Le film se pesse entièrement dans les couloirs étroits, les Wagons exigus, avec pour seul horizon le blanc funèbre de la neige. Pourtant la virtuosité n'intervient jamais sur l'émotion. Une émotion pure, qui ne doit nien à la psychologie, à une quelconque morale. Ce n'est pas un film à message. Il y a seulement des faits, des gens dont on ne sait rien, qu'on ne peut pas juger. Ils

« Le film ne va pas pout l'Amérique », a-t-on entendu à la sortie. C'était comme une condamnation sans appel. Pourquoi peut-on montrer mille fois les horreurs du Vietnam, les massacres d'Amérique latine et pas cette description écorchée de la sauvagerie

La présentation de la Garde a été précédée d'un courtmétrage d'animation tchèque. Une merveille : la fabrication pièce par pièce d'un corps humain en terre glaise, dans une chambre de poupée qui finit per ressembler à la cabine des Marx, et dans lequelle le corps, formidable fostus, s'enroule et s'endort.

COLETTE GODARD

DANSE

# Désastre à Garnier

« Peer Gynt » avec John Neumeier et son Ballet de Hambourg : calamiteux

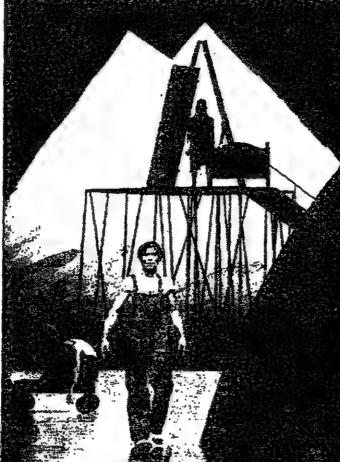
La saison 89-90 n'est qu'à mises navets majettrs avec ce calamiteux Peer Gynt apporté par John Neumeier et son Ballet de Hambourg. Mieux vaut oublier ici la pièce d'Ibsen dont il prétend s'inspirer, sa fantaisie souversine, sa poésie flamboyante et son mystère, car on ne retrouve rica de tout cela sur le plateau. On n'en voit qu'une paraphrase laborieuse, confuse et éprouvante, la laideur des décors et costumes de Jürgen Rose n'avant de rivale que celle de la musique, siteur soviétique Alfred Schnittke,

Après une sorte de prologas che de «sept visages de Peer» (l'enfance, l'envol, l'érotisme, etc. : sept danseurs se tortillant comme des vers), on suit tant bien one mai les aventures du héros - ou de l'anti-héros - norvégien. La rencontre avec Solveig, l'enlèvement d'Ingrid le jour de ses noces, la fuite dans la montagne et l'épisode chez les trolls forment le premier acte : on est sidéré par le cafouillage et le basouiliage de la choré-graphie, dont le néoclassicisme exsangue cherche dans l'agitation et l'éclatement un sursaut de vitalité. Pas une ligne claire, pas une architecture ou un détail lisible.

> Relire Thren

Les choses empirent encore, s'il se peut, dans le second acte, qui haîne au premier. Les aventures africaines de Peer sont transposées dans le monde du spectacle : l'idée n'était pas du tout mauvaise, sa réalisation est un désastre. Peca fait carrière successivement dans la danse, an music-hall et au cinéma, dans un embrouillamini de airls, de figurants, d'invités à la « party » d'Anitra, d'esclaves et de centrrions. Il finit chez les fous - et. nous, épuisés, au bar du palais-Garnier pour un long entracte.

La seconde partie est un peu moins pénible - ne serait-ce que parce qu'elle se cantonne dans les gue.



gris – mais tout anssi emmyense. On peut sauver une image, celle de Peer rentrant au pays dans sa barque, seul sur l'océan. Et peut-être celle des dizaines de Peer tous semblables qui envahissent le plateau. foule anonyme à la Folon, assez angoissante. Solveig devenue aveugle y reconnaît son homme. Le déshabilie. Manquait un prêchiprécha sur l'amour universel : le voici, viagt ou trente couples en collant chair (dont quelques variétés homosexuelles) évoluent an ralenti en un interminable épilo-

Tonjours dévoués aux pires comme aux meilleures causes, les danseurs mettent le paquet. Ivan Lisks ne possède pas une once du charme qu'il faudrait à Peer Gynt : on ne retiendra que la Solveig de Gigi Hyatt, d'une grâce enfantine

Il faut oublier la pièce d'Ibsen, disons-nous? Bien an contraire : il faut la lire ou la relire, bien au chaud chez soi, su lieu d'aller à

SYLVE DE MUSSAC ▶ Palais-Gargier, jusqu'au 18 <del>février</del>. Tél. : 47-42-53-71.

#### LA CINÉMATIROUE

# PALAS DE CHARLOY (67-04-34-34)

dell'uomo per la sua sopravvivenza (1987-1971, v.o. 1= perde), de Roberto Rossellini. 19 h ; India (1959, v.o. sallo Eisner), de Roberto Ros

## (42-78-37-29)

Le Cinéma cubein : la Batalite du Chit (1973-1975, v.o. s.t.f. -3" partia), de Patricio Guzman ; libero (1985, v.o. s.t.f.), de Deniel Diaz Torres, 17 h 30 ; Asambles general (1960, v.o. s.t.f.), de Torres Gutierrez Alen ; Histories de la Revolucion (1960, v.o. s.t.f.), de Torres Gutierrez Alea, 20 h 30,

2, grando galerio, porto Saint-Eustacho, Forum des Halles

(40-28-34-30) Lea Métiere de Paris : Théâtre :
Souffleuse (1988) de Josene Le Lieu,
Entrée des artistes (1938) de Març Alégret, 14 h 30 ; Policiere : Appelez le 17
[1957] d'Édouard Molanco, Faite divers
(1982) de Raymond Depardon,
16 h 30 ; Cover-Girle : Actualisés Gaumont, Tu seras terriblement gentille
(1967) de Dirk Senden, 18 h 30 ; Mariniens : la Vie d'un fleuse (1931) de

#### LES EXCLUSIVITÉS

ADMENALME. LE FILMS (Fr.): Reflet Logos R. 5° (43-54-42-34); Sept Par-nessions, 14° (43-20-32-20). ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse

Allemagne-Grande-Bretagne, v.l.): Epée de Bols, 5° (43-37-57-47). ASTÉRIX ET LE COUP DU MENNER (Fr.-All.): Club Gournant (PubScis Mari-gnon), 8 (43-59-31-97); Saint-Lembert, 15 (45-32-91-68). BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6\* (46-33-10-82).

BLACK RAIN (A., v.o.); Pathé Maignan-Concorde, b 143-23-22-21; v.f.; Peramount Opéra, 9\* (47-42-56-31].

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.): Vendôme Opére, 2º (47-42-97-52); UGC Rotonde, 8º (45-74-

94-94].

SHEVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.): Saint-André-des-Arts R, 8- (43-25-80-25).

CARNET DE MOTES SUR VÊTE-MENTS ET VILLES (AR., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). MENTS ET VILLES (Ali., V.O.): EPEC OB Boie, 5° (43-37-57-47). LE CERCLE DES POÈTES DISPARIUS (A., v.O.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57): Pathé Impérial, 2° (47-42-72-52): 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83): Pathé Hautefeuille, 8° (46-33-79-33): La Pagode, 7° (47-05-12-15): Gaumont Champs-Eyées, 9° (43-59-04-67): Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-90-81): Escurial, 13° (47-07-28-04): 14 Juillet Bestille, 11° (43-57-90-81): Escurial, 13° (47-07-28-04): 14 Juillet Bestille, 16° (45-75-79-79): Bienvenüe Montparrame, 15° (43-06-50-50): UGC Maillot, 17° (40-68-00-18): v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43): Pathé Français, 9° (47-70-33-88): Lee Nation, 12° (43-43-04-67): UGC Lyon Bastílie, 12°

22-48-01); Le Gambetta, 20° (46-3010-96).
CHET BAKER, LET'S GET LOST (A.,
v.a.): 14 Juliet Oddon, 6° (43-2558-83); 14 Juliet Parmassa, 6° (43-2658-00); George V, 8° (45-62-41-46);
14 Juliet Bastille, 1° (43-57-90-81).
CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.);
George V, 8° (45-62-41-46); Sept Parmassions, 14° (43-20-32-20). CORPS PERDUS (Fr., v.o.): Latina, 4º LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (\*) (Fr. Brit.,

v.o.): 14 Auset Parmasse, 6' (43-25-DÉLIT DE FUITES (Sov., v.o.) : Cosmos, 8\* (45-44-28-80).

CHACUN SA CHANCE (A.

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES

DO THE RIGHT THING (A., v.o.): Cinoches, 8" (46-33-10-82). EDEN MISERIA (Fr.-Por.): Utopis Chempolion, 6-(43-26-84-65).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.): Grand Pavois, 15º (46-64-48-86), ENTRE CIEL ET TERRE (A., v.f.) : La ET LA LURBÈRE FUT (Fr.-AL-IL) : Ciné Beautourg, 3º (42-71-52-36); 14 Juli-iet Pamesse, 6º (43-28-68-00); Saint-André-dee-Arts I, 8º (43-26-48-18); Eyeses Lincoin, 8º (43-59-38-14); La Bestille, 11º (43-07-48-60).

FAMILY BUSINESS (A., v.o.): La Triomphe, 8-(45-74-93-50). LE FESTIN DE SABETTE (Dan., v.o.) : Utopie Champoison, 5° (43-26-84-85). LA FORET ANIMÉE (Esp., v.o.) : Latine,

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.): Gaumont Alfaia, 14\* (43-27-84-50). HIVER 64 (Fr.); George V. 8- (45-82-

° (42-78-47-88).

(43-43-01-58); Fauvette Biz, 13\* (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-60); Pathé Mompemasse, 14\* (43-20-12-06); Gaumont Cornention, 15\* (48-26-42-27); Pathé Wepler, 18\* (45-22-43-01); Le Gembetta, 20\* (48-36-10-86).

BOSANA JOHES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.): George V. 8º (45-62-41-46): v.f.: Les Montparnos, 14º (43-27-52-37), CHACUM SA CHANCE (A., v.s.):
Forum Horizon, 1" (45-08-57-57):
Pathé Impérial, 2" (47-42-72-52); UGC
Odésn, 6" (42-25-10-30); UGC
Rotonds, 8" (45-74-94-84); UGC
Champe-Elysées, 8" (45-62-040);
14 Juliet Bentile, 11" (43-67-90-81);
14 Juliet Bengrensia, 15" (45-76-79-79); v.f.: UGC Montparnesse, 6" (45-74-94); UGC Opérs, 9" (45-74-95-40); Fauverte, 13" (43-31-56-86);
Pathé Wapier II (ex-images), 19" (45-22-47-94).
CHÉSE, FAI RÉTRÉCT I ES GOSSES L'INSOUTENABLE LÉGÉRETÉ DE

L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 8º (48-33-10-821 ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ

(fr.): George V, 8\* (45-62-41-46). JOYEUX NOEL, BONNE ANNÉE (Fr.-t.): George V, 8\* (45-62-41-46).

It.]: George V, 8' (45-62-41-48).
LEVIATHAN (A., v.f.): Rex, 2' (42-36-83-93); Les Montpernos, 14' (43-27-52-37).
LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.): Les Trois Balzac, 8' (45-61-10-80); Républic Cinémes, 11' (48-05-51-33); Denfert, 14' (43-21-41-01).
MAUVALS SANG (Fr.): Ciné Beaubourg, 3' (42-71-52-36); Studio des Ursuines, 5' (43-26-19-09).
MERY POUR TOUJOURS (It., v.o.): Ciné Beaubourg, 3' (42-71-52-36); Latine, 4' (42-78-47-86); Cinoches, 6' (48-33-10-82).
LA MESSE EN SI MENEUR (Fr.): Forum Orient Express, 1'' (42-33-42-26);

Orient Express, 1" (42-33-42-26); George V. 9" (45-62-41-46); Grand Pavois, 15" (45-54-48-85).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.a.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-38); Studio des Ursulines, 5-(43-25-19-09).

CHÉRIE. J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.o.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); Gasmont Ambesseda, 9" (43-59-19-08); UGC Bistritz, 8" (45-62-20-40); v.f.: Rex lie Grand Rad, 2" (42-38-83-93); UGC Mompenesse, 6" (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9" (47-42-58-31); UGC Gobelins, 12" (43-61-94-65); UGC Gobelins, 12" (45-81-94-65); UGC Gobelins, 13" (45-81-94-65); Mistral, 14" (45-39-52-43); Pathé Montpernesse, 14" (43-20-12-08); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Pathé Cichy, 18" (45-24-60); Le Gambetta, 20" (46-38-10-96). 3\* (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5\* (43-26-18-08).

MELOU EN MAI (Fr.): Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33); UGC Odéon, 6\* (42-25-10-30); Le Pagodo, 7\* (47-05-12-15); Gaumont Ambasade, 8\* (43-59-19-08); Publicis Champa-Eiysées, 8\* (47-20-76-23); Saint-Lezars-Pesquier, 8\* (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8\* (45-62-20-40); Le Bestille, 11\* (43-07-48-60); Les Nation, 12\* (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12\* (43-31-56-86); Gaumont Parnassa, 14\* (43-31-56-86); Gaumont Parnassa, 14\* (43-32-89-52); 14 Juilet Beaugrapelle, 15\* (46-75-79-79); Gaumont Convention, 15\* (48-28-42-27); UGC Mailot, 17\* (40-68-00-16); Pathé Cichy, 18\* (45-22-48-01); Le Gambetta, 20\* (48-36-10-98).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.): Panthéon, 6º (43-54-15-04). MONSEUR (Fr.): Epée de Bois, 5º (43-37-57-47). MYSTERY TRAIN (A., v.o.): Cinoches, 6º (46-33-10-82).

NÉS DES ÉTORES (Jap., v.f.) : La Géode, 19- (46-42-13-13). NOCE BLANCHE (Fr.): Pathé Manignan-Concorde, 8º (43-59-92-82).

**NOCTURNE MOIEN** (Fr., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36): Lucernaire, 6° (46-44-57-34).

LES MUITS DE HARLEM (A. v.o.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); UGC Normandia, 8" (45-63-16-16); v.f.: Rex. 2" (42-36-83-83); UGC Montpar-nesse, 6" (45-74-94-94); Partenount

L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES | Opére, 9° (47-42-56-31); UGC Gobe-(tchèque, v.o.): Accatone, 5° (48-33-(58-86). | Inc. 13° (45-61-94-95); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01).

18\*(45-22-48-01).
OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.o.); La Triomphe, 8\* (45-74-93-50); v.f.; Rex. 2\* (42-38-83-93); UGC Montpamasse, 5\* (45-74-94-84); La Triomphe, 8\* (45-74-93-50); UGC Lyon Bestile, 12\* (43-43-01-59); Mistral, 14\* (45-39-52-43); Grand Pavois, 15\* (45-54-45-85); Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68); UGC Convention, 15\* (45-74-93-40); Pathé Wepter II (ex-Images), 19\* (45-22-47-94).
OPÉRATION CRÉPI ISCIR E (A. v.o.);

OPÉRATION CRÉPUSCULE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); George V, 8" (45-62-41-46); v.f.: Pathé Français, 9" (47-70-33-88). OUTRAGES (\*) (A., v.o.) ; UGC Bierritz, 8\* (45-62-20-40) ; v.f. ; Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31).

PALOMBELIA ROSSA (It., v.o.): Seint-André-des-Arts 1, 8º (43-26-40-10).

PAS NOUS, PAS NOUS [A., v.o.); Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Pathé Mangnan-Concorde, B (43-59-92-82); v.f.; Pathé Français, 9-(47-70-33-88); Fauvetta, 13-(43-31-6-86); Pathé Montparnaste, 14-(43-20-12-06); Pathé Cichy, 18-(45-22-46-01); Le Gembetta, 20-(46-36-10-96).

LE PETIT DIABLE (h., v.n.): Républic Cinémus, 11º (48-05-51-33); Denfert, 14º (43-21-41-01).

LA PETITE VERA (Sov., V.O.): Cingches, 8-(46-33-10-82). QUAND HARRY RENCONTRE SALLY OUANO HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.a.): Gaumont Lis Hales, 1° (40-26-12): Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); 14 Juliet Odéon, 6° (43-25-59-83): Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); Gaumont Pamassa, 14° (43-35-30-40); v.f.: Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BIT 7 (A., v.f.): Denfert, 14 (43-21-41-01).

41-01).

RENDEZ-VOUS AU TAS DE SABLE (Fr.): UGC Montparnessa, 6º (45-74-94-94): UGC Ermitage, 8º (48-63-16-16): Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31): UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59): UGC Gobelins, 13º (45-61-94-95). RETOUR VERS LE FUTUR 2º PARTIE

(A., v.o.) : George V, 8: (45-62-41-46) ; v.f. : Rax, 2: (42-38-83-93) ; Sept Per-nassiens, 14: (43-20-32-20). LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES LUMBERE (Fr.) : George V, 8º (45-62-41-46).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TENRIBLES (Fr.) : George V, B (45-62-41-48).

er 19370.4-9.1-9.5).
RIPOUX CONTRE REPOUX (Fr.): Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); Gaumont Las Halles, 1º (40-26-12-12); Gaumont Opérs, 2º (47-42-60-33); Rex, 2º (42-35-83-83-93); Bretagns, 6º (42-22-57-97); UGC Danton, 6º (42-22-12-12) Panton, 5º (42-25-81-94-95); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-95); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); 14 Juillet Basugrenelle, 15° (45-75-79-79); Gaumont Committeen, 15° (48-28-42-27); UGC Maillot, 17° (40-68-00-16); Pathé Wepler, 18° (45-22-46-01); La Gambetta, 20° (48-36-10-96).

S.O.S. FANTOMES N (A., V.(.): UGC Ermitage, 8\* (45-63-16-16). SEA OF LOVE (A., v.o.): Gaumont Lee Halles, 1\* (40-28-12-12); Geumont Ambassade, 8\* (43-59-19-08); UGC Normandie, 8\* (45-63-16-18); Miramar,

14° (43-20-89-52); v.f.: Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33). SEXE. IMENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.): Ciné Besubourg, 3º (42-71-52-36); Utopia Chempollion, 5º (43-26-84-65); Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14); v.f.: Miramar, 14\*

43-20-89-62). SHOCKER (\*) (A., v.e.): Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26); UGC Nor-mendie, 8\* (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2\* Marcos, 6\* (42-35-70-15); V.T.: Nex, 2\* (42-36-83-93); UGC Momparnasse, 8\* (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31); Pathé Wepler (1 (eximages), 18\* (45-22-47-94).

Images], 18" (45-22-47-94).

SIMETIERRE (\*) (A., v.o.): Forum
Orient Express, 1" (42-33-42-26);
George V, 8" (45-82-41-46); v.f.: Peramount Opéra, 8" (47-42-56-31); Fauvetts, 13" (43-31-58-86); Pathé Montparnasse, 14" (43-20-12-06).

SWEETE (A-Austr., v.o.); Ciné Beeu-bourg, 3° (42-71-52-36); Lucernaire, 6° (45-44-57-34); UGC Danton, 6° (42-25-10-30). LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Pathé Heutefeuille, 6º (48-33-79-38); Elyaèes Lincoln, 8º (48-33-36-14); La Bestille, 11º (43-07-48-80); Gaumont Parnasse, 14º (43-35-30-40).

THE MAD MONKEY (Esp.-A.-Fr., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-201

TOM ET LOLA (Fr.): Sept Pamessiens, TRAIN OF DREAMS (Can., v.p.): Utopia Champoliton, 5" (43-26-84-65).

UN AMOUR DE TROP (Fr.) : Epée de Bois, 5º (43-37-57-47). 61-94-95); Mistral, 14° (45-39-52-43); UGC Convention, 15° (45-74-93-40).

UN POISSON NOMINE WANDA U., v.o.) : UGC Ermitage, B\* (45-83-16-18). UNE SAISON BLANCHE ET SÈCHE (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 5º (48-33-97-77).

VALMONT (Fr., v.o.); Bretagne, 6\* (42-22-57-97); Gaumont Ambessade, 8\* (43-59-19-08); Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-80); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LA VENGEANCE D'UNE FEMINE (fr.): Pathé Hautefoulle, 6º (48-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); Sept Parnessians, 14º (43-20-

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRAN-QUILLE (Fr.): Cinoches, 6º (46-33-10-82). LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.): Lo

Triomphe, 8º (45-74-93-50); UGC Opéra, 9º (45-74-95-40). Upera, 9º (45-74-95-40).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (11. v.o.): Les Trois Lintembourg, 6º (46-33-97-77); Bienvenüe Montpernasse, 15º (45-44-25-02).

#### LES GRANDES REPRISES

BEL AMI (A., v.o.): Action Christine, 6\* (43-29-11-30). BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 6-(43-54-72-71). CHÉRIE JE ME SENS RAJEUNIR IA. v.o.) : Action Ecoles, 5° (43-25-72-07). DROLE DE DRAME (Fr.) : Action Ecoles.

JOUR DE FÊTE (Fr.): Le Champo -Espace Jacques Tati, 5° (43-54-51-60). MON ONCLE (Fr.): Le Champo - Espace Jacques Tati, 5º (43-54-51-60). MORT A VENESE (It., v.o.): Reflet Logos I, 5\* (43-54-42-34).

MOURR A MADRID (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6º (46-33-97-77); Les Trois Balzac, 8º (45-61-10-60). LES NUITS BLANCHES (It., v.o.); Reflet Logos II, 5: (43-54-42-34); Sept Parnassiens, 14: (43-20-32-20). LE PRIVÉ (A., v.o.): Action Rive Get-che, 5 (43-29-44-40). LA RONDE (Fr.): Le Champo - Espace Jacques Tarl, 5° (43-54-51-60).

LA SOULE (Fr.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). STRANGER THAN PARADISE (A.-AL., v.o.): Utopia Champollion, 5 (43-26-

TÉMOIN A CHARGE (A., v.o.): Action Christina, 6" (43-29-11-30). LA 317º SECTION (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6\* (46-33-87-77). TROP BELLE POUR TO( (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); Les Montparnos, 14' (43-27-52-37).

## **LES FESTIVALS**

GASIN, UNE GUEULE..., Las Trois Luxembourg, 6º (48-33-97-77). Touchez pas au grisbi, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

HOMMAGE A ANATOLE DAUMAN (v.o.), Studio 28, 18° (46-06-36-07). Prick up your ears, ven. à 19 h, 21 h; Vive la baleina, Hommage à Wim Wenders, sam. ; Tokyo-Ga, sam. à 15 h, 17 h. 19 h, 21 h ; Domein la petite fille 17 ft. 19 ft, 21 ft; Demean (a perus mile sers en retard à l'école, L'Empire de la passion, dim. à 15 h. 17 h, 19 h, 21 h; l'Affaire Savolta, mar. à 19 h, 21 h. HOMMAGE A AVA GARDNER (v.e.), Action Christine, 6° (43-29-11-30), Pandora, séences à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 20 mn après.

JEAN-JACQUES ANNAUD . Grand Pavois, 15º (45-54-48-85). L'Ours, ven. 15 h 40.

LA NUTT DU CINÉMA 1990 (v.f.), Kino-panorama, 15º (43-06-50-50), Faux-Semblants, Christine, Gremlins, Brazil, 0 h 16. Réserv. et rens. : 47-70-32-96. LITTÉRATURE ET CINÉMA (V.O.), Action Rive Gauche, 5º (43-29-44-40). Le cour est un chasseur solicaire, ven. à Le couf eet un chasseur softeire, ven, à 12 h, 120 F) 14 h 10, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; ta Taverne de la Jamaigue, asm., asances à 12 h 120 F), 14 h 10, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Tess, dim., séances à 14 h, 17 h 20, 20 h 40; les fonces à 14 h, 17 h 20, 20 h 40; les fonces à 14 h, 17 h 20, 20 h 40; les Seemess at 14., 17., 12., 201 n 40; less Gene de Dubin, fun, séances à 12 h (20 F), 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20; Apocsiypes Now, mar., séances à 12 h (20 F), 15 h, 18 h, 21 h.

ROSERTO ROSSELLINE (v.o.), Action Christine, 6° (43-29-11-30). Rome ville cuverte, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Alemagne année 260, sam. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 18 h, 20 h 40. 22 h 20; Stromboli, iun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Amore, mar. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20.

RÉTROSPECTIVE RENÉ FÉRET, Gau-mont Pernasse, 14º (43-35-30-40). His-toire de Paul, ven.; Baptême, sam., dim.; le Mystère Alexina, lun.; Fernand, mar., (horairés non établis, se rentaigner à la salle). Siganture du livre du réalisaeur et débet sam. à 18 h.



Naissance d'une nation (1915), de David W. Griffith, 16 h ; la Lotte

#### CENTRE GEORGES POMPIDOU

# VIDÉOTHÈQUE

DE PARIS

niens: In Vie d'un fleuve (1931) de J. Lode, l'Assiente (1934) de Jest Vigo, 20 h 30.

# PARIS EN VISITES

## SAMEDI 17 FÉVRIER

«L'ani de Manet, 10 h 30 et 14 h 30, 2, rue Louis-Bailly (L'art et la manière).
«Le nouvel urbanisme du quartier Plaisance », 10 h 30, métro Plaisance (V, de Langiade).

«Les Impressionnistes au Musée d'Orssy », 10 h 30, 1, rue de Belle-chesse, sous l'Eléphent (M. Polyer). «Le réfectoire gothique de l'ancienne tibeye de Saint-Martin-des-Champs »,

11 heures, 292, rue Saint-Martin (D. Bouchard). e Rodin et Camille Claudel », 11 heures, entrée du Musée Rodin (M.-C. Lastier).

e Arts céramiques de Chine » (cremière partie), 13 h 30, 6, place d'Am (Munis Guirnet).

«Promonade dans le cuertier chinois de Paris : le traixième arrondissement », 14 h 30, métro Porte-de-Choisy, sortie côté pair de boulevard Masséns. a Les Invalides, institution de Louis XIV », 15 heures, cour d'honneur, szatue de Napoldon (Monuments histori-

e Parie vu per les paintres, du XVP au XVIII siècle », 14 h 30; «Paris et le

deguerréctypes, 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet). « Appartements restaurés du roi et des retres mères au Louvre», 14 h 30, sortis métro Louvre (L Hauller).

«L'ilot Seint-Gervais et les Compa-gnons du Devoir», 14 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris his-«La Musée Camondo», 14 h 30.

63, rue de Moncesu (E. Romann). e L'Opéra Gernier», 14 h 30, hatil d'entrée, statue Luff (Arts et caetara). Auguste à la Pyramida de Pela, 14 h SQ, 2. place du Palais-Royal, devent le Lou-vre des amiquaires (Comaissance de Pariel).

e Salons des hôtels Botterei-Quintin et d'Augny, spécialement ouverts », 14 h 45, mètre Poissonnière (M. Banss-

«Les Amériques de Claude Lévy-Strauss», 15 haures, Musée de l'homme, palais de Chellot (L'Art pour

« Vestiges de l'époque médiévale à travers les superbes caves-chapelles des Halles », 15 heures, angle rue des Déchargeura-rue des Halles (Paris et son

# Pour les jeunes

€ Découverte des collections du Musés d'Art moderne ≥ (8-12 ms), 15 heures, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'Art moderne).

# DIMANCHE 18 FÉVRIER

e Aux Investiges, Bonsporte devient Napoléon ». 10 h 30, égisse Saint-Louis des investiges (Sacregarde de Paris historique).

« Une heure au Père-Lachsise », 11 houres ; « Tombes célèbres du Père-Lachsise », 14 h 30, ports principale, boulevard de Mécilmontant (V. de Lan-

«Le Louvre, du donjon de Philippe-Auguste à la Pyramide de Pel », 11 heures, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Con-naissence de Paris).

c L'Be Saint-Louis et ses hôtels », 1 haures et 14 h 30, métro l'actuels (M. Pohyer).

e Cour Carrée, Pyramide et Louvre médiéval », 11 heures, sortis métro Lou-« Le Louvre, des fortifications de

Philippe-Augusta à l'intérieur de la Pyra-mide », 11 heures et 14 h 30, métro Louvre (C. Merle). 4 Ataliers d'artistes, jardine et curiosités de Montparmasse », 11 hourse et 15 hourse, métro Vavin (Connaissance

¢ L'hôtel de Suity », 14 h 30, 62, rue

d'ici et d'ailleurs).

7.

« Le neissance de Parie à la crypte archéologique », 15 haures, entrée de la crypte, parvis de Notre-Derne, côté pré-fecture de police (Moramente histori-

«La Grando Arche et le quartier de Défense », 14 h 30, RER Le Défense, sortie L (NL-C. Lagrior).

Cours et pessages du vieux faubourg Saint-Antoine », 15 heurne, sorbe métro Faidharbe-Chaligny (Résurrection du manufacture)

a 500 mitres sous terre dans l'aque-duc médiéval de Belleville 2, 14 à 45, métro Télégraphe. Lampe de poche (M. Banesest). « L'hôtal de Camondo. Les fastes du

perc Monceau », 15 heures, 63, rue de Monceau (), Hauder). e L'institut de France, le coupole, les ing Académies », 15 heures, 23, quei de Conti (Tourisme culturel).

e Le drame de Port-Royal dans son cadre du dix-septième siècle », 15 hours, 123, bouleverd de Port-Royal (Approche de l'art). « La crypte archéologique », 15 h 30, entrée de la crypts, pervis de Notre-Dame (E. Romann).

# CONFÉRENCES

SAMEDI 17 FÉVRIER 270, rue Seint-Jacques, 14 heures:
« Les croisades et les chrétientés
d'Orient», par C. Marquent; 18 heures:
« La fondation de l'empire Mogho!», par J.-P. Roux (Cilo-Les Amis de l'histoire). 6, place d'iérat, 15 beures : « L'art du Tibet », par G. Beguin ; 17 heures : « La nucre », par G. Beguin ; 17 heures : « La nucre » vine : Instrument privilégié de la musique sevente de l'Inde encienné », par M. Bruguière (Musée Guirmet).

116, quai de Jernmapes, 14 h 30 : « Vitalité physique et psychique s, per J.-P. David. Saint-Danis, maison d'éducation de la Edglon d'honneur, 15 heures à « Jactims de le raison et de sentiment. Parcis à l'anglaise et parcs à « fabrique » au donnitéme siècle en Anglaire et se France », par D. Bouchard (Office de tou-

62, rue Saint-Antoine, 15 h 30 : « Lus Templiers : histoire épique des moines chevaliers », par let Lalong (Monuments

47, rue Raynouard, 17 à 30 : « Las priscaniers français sur les pontons anglais durant les guerres napoléo-niemes », per P. Masson (les asmedie de la Maison de Balzac).

# DIMANCHE 18 FÉVRIER

60, bouleverd Latour-Maubourg. 14 h 30 : « L'Inde au quotidien » ; 16 h 30 : « Le Thailerde » ; 18 h 30 : « Florence », par M. Brunfeld (Florecontre des peuples).

6, place d'iéne, 15 heures: « Les soieries dere les tombés aristicratiques de la Chine ancienne », par K. Riboud (Musée Guittet). 1, rue des Prouvaires, 15 houres:
« L'ambassadeur Graf Durokham, diplo-mate et prophèta », per M. Jodin;
« Saint Magloire et la aphituelité

celtique », per Natys. 18, rue de Varenne, 14 h 30 ; « Egypte » ; 16 haures : « Mesique » ; 17 h 30 : « Afrique interdite », films pré-

és per C. Cousin. 7, rue de Surène, 14 à 30 : « Palaces et grands hôtels de la Côte d'Azur : Nice, Cannes, Menton » : 17 h 15 : « Architec-ture paricienne du Second Empire aux années 10 : plaine Monceeu et seizième arrondissement », par P.-A. Hélène

(Ecoute du passe).

« La Mégapois : trésors du passé et architectures du futur » (Clio-Les Amis de 62, rue Seint-Antoine, 18 h 30 : « La cathédrale de Chartres et son décor de

pierre et de verre», par Mª Zujovic

270, rue Saint-Jecques, 16 houres :

# LES FILMS NOUVEAUX

LA BAULE - LES PRIS, Firm frun-cais de Diene Kurys; Gaurront Les Halse, 1º (40-28-12-12); Rec, 2º (42-35-83-93); Ciné Besubourg, 3º (42-71-52-35); UGC Montpar-russes, 6º (45-74-94-94); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); Geu-mont Ambassade, 8º (43-59-19-08); UGC Bernitz, 8º (45-59-19-08); UGC Bernitz, 8º (45-59-19-08); UGC Bernitz, 8º (45-69-12º (43-43-01-99); UGC Gobeline, 13º (45-61-94-95); Mistral, 14º (45-39-52-43); Pathé Montpar-reses, 14º (43-20-12-08); 14 Jul-let Beaugranelle, 15º (46-75-78-79); UGC Convention, 15º (45-74-93-40); UGC Marinto, 17º (40-63-00-16); Pathé Wepler II (sei-Imagen), 18º (45-22-47-94); Les ENSORCELÉS, Film eméricsin

LES ENSORCELES. Plm eméricain de Vincente Minnelli, v.o.: Le Saint-Germain-des-Prés, Sele G. de Beser-regard, 6" (42-22-82); Les Trois Balzer, 8" (45-61-10-60). LA GUEPE Film canadien de Gilles Carle : Lucarnaire, 6° (45-44-57-34).

57-34).
JOHARNA ET LA SORCIÈRE. Film autrichien de Bemd Neuburger, v.f.: Forum Orient Expresa, 1" (42-53-42-25); Epõe de Bois, 5' (43-37-57-47); La Berry Zèbra, 11' (43-57-57-51-55); L'Entrepòr, 14' (45-43-41-63).
MAMAIN. Film français de Romein Goupil: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Parthé Impériel. 2" (47-42-72-52); 14 Juffet Oddon, 6' (43-25-69-83); Georga V, 8' (45-62-41-46); Parthé Marignao-Concorde, 8" (43-59-92-82);

14 Juliet Bestille, 11° (43-6790-81); Les Nation, 12° (43-4304-67); Feuvette, 13° (43-3156-86); Mistral, 14° (43-3156-86); Mistral, 14° (43-3114° (43-20-12-06); Sept Parassiene, 14° (43-20-12-06); Sept Parassiene, 14° (43-20-32-20);
14 Juliet Beaugrenelle, 15° (45-7579-79); Pathé Ciciny, 13° (45-2246-01), OUBLER PALERIME. Film Italofrancis de Francesco Rosi, v.o.; Gaumont Las Halles, 1° (40-2612-12); Gaumont Opére, 2° (4742-60-33); UGC Barritz, 1° (46-6220-40); Gaumont Alésia, 14° (4327-84-50); v.f.: Faunette Bis, 13° (43-31-80-74); Gaumont Parasse, 14° (43-35-30-40); Las Montpernos, 14° (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15° (48-2842-27); Pathé Clicty, 18° (45-2245-01). 48-01). LE NENDEZ-VOUR (185 DUAIS, Film français de Paul Carpita ; 14 Juliet Odéon, 8º (43-25-59-83). LE SILENCE D'ABLEURS, Film LE SR.ENCE D'ABLEURS. Fifm français de Gay Mouyal: Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Pathé Hautsfeuille, 6° (46-33-79-38); George V, 8° (45-62-41-46); Pathé Français, 9° (47-70-33-88); Pathé Wapler (1) (ex-Imeges), 18° (45-22-47-94). SOLOVKI, LE PREMERT GOULAG. Film soviétique de Marine Goldoveitalle, vo. : Cosmos, 6° (45-44-28-80); Le Triomphe, 8° (45-74-93-60).

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE 43 66 43 60 EN RAISON DU SUCCES! PROLONGATION JUSQU'AU 4 MARS AVANT RETRAITE DE THOMAS BERNHARD mise en scène de Claudia Stavisky avec VICTOR GARRIVIER, DENISE GENCE, ELEONORE HIRT

is a ----· Æ . Þ - • • • • • • • • • • 722 A 44 M.

-A ...

nement of the second

Substitution to make the grade

Alle Baller Baller

3 #44 2 3 4

Section 18 Section 1

Note that the second

want - -

Marine a Service of

a Section Section 1

 $\mathcal{S}_{i,k} = g_{i+1} = \dots = g_{i-1} = 0$ problem makes so

No. of the case

e ... a

Applicate in

The later was a second

1 at 155 att 155 Specific Edwards - 1 -

and a Charles

A MINN THE P

444<del>5</del>

B. See . Water

April 1985

A PERSONAL PROPERTY.

27,1824 1575

marine Con

with Engineer is

SALE HARTSTONE . TO

Security of the second A TANK THE

2007-001-001

कृष्टिक सम्बद्धिक व

Admin south

والمراجع والمراجع والمتباع

William Co. Co. Co.

A Man

Sales Fred

ign + use of

 $\max_{\mathbf{x} \in \mathcal{A}_{\mathbf{x}}} \left( \frac{1}{2} \sum_{i \in \mathcal{A}_{\mathbf{x}}} \frac{$ Application of the last

LEGISTRE IN

٠ ٠ . . سي<u>د</u>ي 

eraty. Tark to

pay the engineers Name of the Park of the Park

35 F. W. 20 33

Appropriate the second and the second

----

8-10-55

Appendix - 1/2-والإواجات وشوا

-

...

ت تي تي ا

THE PERSON

ه عبلوت جع

4 <del>444</del>

المناجع

 $\gamma_{i}^{(a_{1},a_{2},a_{3})}=a_{2},\ldots,a_{n}$ 

Strawn or

200 mm 10

THE COLUMN

12 -

e qu

- «<del>ساني راني</del> ون

77

September 1964

1 series (1-4)

garden en en

1.2 mg - 1.

Garage -

and the series

man and the state of the state

April - Street .... area - ár ar المدينتين ا No.

# RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complète de radio et de télévision sont publiés chaque sennine dans notre supplément du samed daté dimunche-hand. Signification des symboles : > Signulé dans « le Monde radio-télévision » 

Film à éviter » Qu peut voir » « Ne pes manquer » » « Chef-d'ouvre ou classique.

# Vendredi 16 février

TF 1	21.30 Foudle De Phi Bhise C
20.40.14	22.30 Journa
20.40 Variétés ; Avis de recherche. Invités ; Rika Zeral. Variétés ; Philippe Lafontaire. Staphan	22.55 ➤ Doc tonie. 2. Ent d'Ivan
Sicher, Frencis Lemarque, Dee Dee Bridgeweter. 22.45 Meggenne: 52' sur la Une. De Jean Barroline.	23.45 Musiq Carnet
Les bêtes de la guerra, de Patrick Forestier.	CAN
23.45 Magazine : Futur's. 0.20 Journal, Météo et Bourse.	20.30 Téléfih La lutte de Rye

	A2
20.40	Série : SOS-Disparus. Fati et ses frères, de Claude Grinbern.
21.35	Apostrophes. Megazine littéraire de Bernard

	Catacher A.
1.35	Apostrophes.
	Magazine littéraire de Bernard
	Phyot,
	Thème : Blessures, Invités :
	Nancy Bosson (Maitresse-
	Détressel, Madeloine Chapeal
	(Si simés, ai seule), Michel Orolt
	(le Randez-Vous d'Elchingan).
	Hugues de Montelembert (A
	perte de vuel, Robert Sebetier
	(la Souria verta).
2.55	Journal et Météo.

23, 10	Cinema : Soupçons. Film américain d'Alfred cock(1941).	
	FR 3	

20.35 Magazine : Thalassa. Si tous les enfants du mond de Jérôme Caza.

Spécial théâtre.

Elyzées. Présenté par Michel Dructu 22.30 Série :

Les brigades du Tigre.
23.30 Journel et Météo.
23.50 Magazine :
Lunettes noires

pour nuits blanches 1.20 Sport : Rugby. Ecoses France (rediff.).

(Lire ci-contre les programmes de La SEPT diffusés par FR 3. 19.00 Le 19-20 de l'information.

De 19.10 à 19.30, le journel de

FR 3 13.00 Télévision régionale. 14.00 Magazine : Remonstres. Proposé per le FAS et l'ARA, présemé per Mady Tran. \_\_\_ De 15.00 à 0.00 La Sept \_\_\_

20.00 Journal et Météo. 20.40 Variétés :

21.30	euilleton : Moravagine. De Philippe Pilard, d'après
22.30	laise Cendrers. Journal et Métés.
	<ul> <li>Documentaire : La Lat- onie.</li> </ul>
2	. Entre mémoire et oubli. Ivan Seleckia.

## et de notes. NAL PLUS

	_	
	20.30	Téléfilm :
		La lutte acharnée
1		de Ryen White.
ı		De John Herzfeld.
1	22.00	Megazine: 24 houres.
ı		D'Hervé Chabelier
1		at Erik Gilbert.
ı	22.55	Flash d'informations.

# 23.00 Cinéma : L'ouragen vient de Navarone, d Film britannique de Guy Halmi-ton (1978). 22.40 Nuits LAS

	LAS
20,40	Sárie ; Sur les lleux du crime.
	Filc et femme à le fois, de Jis Hofmann,
22.20	Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.
	Journal de minuit.
0.06	Michel Strogoff (rediff.).

	22.20	dir. Georgas Prêtre ; ac Michèle Lagrange, apprano. Musique légère, Cilvres
_		Gabeye, Riomer, Hall, J. Street Lohr.
- 1	23.07	Le livre des mesianges.

21.55 Série : Brigade de nuit. 22.50 Feuilleton : Jo Gaillard. 23.45 Chasseurs d'images

frediff.). 0.00 6' d'informations.

LA SEPT

20.00 Documentairs : Le miroir de Baudelaire.
De Robert Bober.
21.00 Spectacle :
Le cirque de demain.
De Michel Torend.
22.30 Documentaire :

L'histoire de Margat Fon-

D	imanche 18 fév
TF 1 7.55 Jardinez avec Nicolan.	14.30 Magazine : Sports loisire 17.30 Magazine : Montagne. De Pierre Ostien et Jeen-Pier Locatell.
8.10 Le Disney ctub.	18.00 Amuse 3. Sárie : Gym : Moi, Renert.
10.05 Hit NRJ-TF1. 10.55 Magazine:	19.00 Le 19-20 de l'information De 19.10 à 19.30, le journel d
Les animaux du monde.	la région.
De Mariyse de La Grange,	20.00 Série : Benny Hill.
11.25 Magazine : Auto-moto, 11.55 Jen : Tournez, manège, 12.30 Jeu : Le juste prix,	20.35 Variétés : Chapiteau 3, Emission présentée par Carolin Tresca, à La Rochelle.
12.55 Météo et Journal.	22.10 Journal et Météo.
13.20 Série : Un filic dans la Mafie.	22.35 Magazine : Le divan. D'Henry Chapler. Invité : Richard Berry.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.	23.00 Cinéma : Le procès de Vérone. E fi
15.10 Variétés : Y a-t-il encore un coco	Film italien de Carlo Lizzai (1962).
dans le show?	0.65 Musique:
15.40 Feuilleton : Côte Quest,	Carnet de notes,
16.35 Tiercé à Vincennes.	Peraphrese sur l'Air de Sarastro

teyn (v.o.), De Patricia Foy.	16.35 Tiercé à Vincennes.
FRANCE-CULTURE	18.45 Dessins animés : Disney parade.
20.30 Radio-archives.	18.05 Magazine : Téléfoot
Spécia Sartre (2º partis).	19.00 ➤ Magazine : 7 sur
21.30 Musique : Black and blue,	Présenté per Anne Sincia
Jazz en kiosque,	Invité : Laurent Fablus,

10.00 Présence protestante.

22.40 Nuits magnétiques: Les jeux du haserd et de l'amour.	19.50 Loto sportif, 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
FRANCE-MUSIQUE	20.40 Cinéme : Le sliencieux. Si Film français de Cleude Pinoseu
20,30 Concert (donné le 15 octobre 1988 su Théétre des Champe- Elysées): Andres del Sarto, poème symphonique de Lasur; Gloria pour soprano, chosur et	(1972). 22.40 Megazine : Ciné dimanche. 22.45 Cinéme : Les fizisons dangereuses.
orchestre, de Poulenc; Sym- phonie nº 4, de Landowski, per	Film français du Roger Vadim

phonie nº 4, de Landowski, per l'Orchestre national de France et le Choaur de Radio-France, dir. Georgas Prêtre; sol.: Michèle Lagrange, apprano. 20 Missique légère, Ciuvne de	Plin français de Roger Vadim (1989). 0.40 Journal et Météo. A 2	
Gabeye, Risser, Hall, J. Strauge,	8.15 Magazine : Câlin-metin.	
Loftr.	Présenté par Marie Talon,	
07 Le livre des meslanges.	Biboun et Doudine.	
30 Poissons d'or.	8.40 Knock-Knock (redit.).	

22.20 M	usique légère, Œums de	<u> </u>	AZ
Ga	ceys, noner, Mail, J. Strauss,		Magazine : Câlin-meti
23.07 Le	kvre des mesianges.		Présenté par Marie Ti
0.30 Poissons d'or.	9.40	Biboun et Doudine.	
		8 47	Knock-Knock (redff.). Jardinage.
		9.00	Connaître l'isiam.
			Emissions leraélites.
			Contraction in Scholodel

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra (an direct du Grand Théatre de Genève): Ariane et Barbe-Bieue, opéra en trois actes de Paul Dukas, par l'Orchestre de la Suisse romande et le Chour du Grand Théatre, dir.: Richard Armetrong: sol.: Harry Peeters, basse; Eliéa Shade, mezzo-soprano: Diane Curry, contraite, Hitami Katagiri, mezzo-soprano: Martina Musacchio, Michèle Crider,

0.30 La terrassa des audiences du clair de luns.

23.08 Le monde la nuit.

Musacchio, Michèle Crider, Marit Sauramo, sopranos.

# vrier

TITOTION TO TO!	
14.30 Magazine : Sports loisirs. 17.30 Magazine : Montagne.	22.20 Magazine : Ciné Cinq. 22.30 Cinéma : La fièvre
De Pierre Ostian et Jean-Pierre Locatelli.	du samedi soir. # Film américain de John Badha
18.00 Amuse 3. Sárie : Gym ; Moi, Renert.	(1978). 0.00 Journal de minuit.
19.00 Le 19-20 de l'Information. De 19.10 à 19.30, le journel de	
la région.	M 6
20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Chapiteau 3.	6.00 Documentaire :
Emission présentée par Caroline	Destination le monde. Les indiens des Andes.
Tresca, à La Rochelle.	6.50 Musique :
22.10 Journal et Météo. 22.35 Magazine : Le divan.	Boulevard des clips.
D'Henry Chapier.	7.50 Variétés : Multitop. 9.00 Jeu : Pour un clip avec toi
Invité : Richard Berry. 23.00 Cinéma :	10.30 Veriétés : Fréquenstar.
Le procès de Vérone. E	11.00 Série ;
Film italien de Carlo Lizzani	Les années coup de cœur. 11,30 Dessins animés : Graffi 6.
(1962). O.S5 Musique :	11.55 Infoconsommation.
Carnet de notes,	12.00 Informations:
Peraphrese sur l'Air de Sarastro,	M 6 express.
de Mozert, par Friedrich Guida, plano.	12.05 Magazine : Sport 6 première.
	12.10 Série : Chacun chez sol.
CANAL PLUS	12.35 Série : La petite maison
8.25 Cabou cadin.	dans la prairie. 1 13.20 Série :
Popeye, Olive et Mirnosa,	Madame est servie (rediff.),
9.00 Cinema :	13.50 Série :
Appelez-moi decteur,	Commendo du désert.
Film américain de Howard Zieff. (1978).	14.20 Série : Les routes du paradis.
10.25 Cinema : L'ouragan	15.10 Série : Les visiteurs.
vient de Navarone. D Film britannique de Guy Hamil-	16.05 Musique :
ton (1978).	Boulevard des clips. 16,15 Série : Brigade de nuit,
En clair jusqu'à 14.00	17.05 Série : Vegas,
12,30 Magazine : Rapido,	18.00 Informations:
Présenté par Antoine de	M 6 express.
13.00 Flash d'informations.	18.05 Série : Père et impairs. 18.30 Les années coup de cœur.
13.05 Magazine:	19.00 Magazine : Culture pub.
Mon zénith à moi. Présenté per Michel Denisot.	19.30 Série : Roseanne.
Invitée : Nine Hages.	19,54 6' d'informations. 20,00 Série :
14.00 Magazine : Dontact.	Madame est servie.
La mort à portée de main.	20.36 Cinéma :
De David Anspaugh.	L'Etoile du Nord. III
15.35 Sport: Hendbell. France-Corée du Sud, en direct	Film français de Pierre Granier- Deferre (1981).
du Palais Omnisports de Paris-	22.40 Magazine : Sport 6.
Bárcy.	22.45 Capital.
17.15 Sport: Dimenche aux courses.	22.50 Téléfilm : Séduction fatale.
17.30 Spécial Imagina 90,	D'Ellen Cabot,
Les programmes courts de	0.00 6' d'informations.
Canel +. 18.00 Cinéma : Histoires	0.06 Documentaire : Destination le monde.
fentastiques nº 2.	
. Film américain de Steven Spiel-	LA SEPT
berg, Peter Hyems, Denny De Vito (1986).	14.30 Méthode Victor : Angiais,
19.10 Spécial Imagina 90.	15.00 Téléfilm :
Les programmes courts de Canal 4.	Beauty is not easy
	(v.e.). D'Anders Webigren. 16.15 Court métrage :
En clair jusqu'è 20,30	Le miracle.
19.35 Dessins animés	De Philippe Brach,

1 5 miles

, 5 BB का हिंदी के के एक दूर के कि

 $\dots := \bigoplus_{p \in \mathcal{P}_p} H_p^p$ 

- 277 g

array a faller

1 441 音 11 - 1

ung Sign

10'50 Cilianis: F. offisialis	15.10 Série : Les visiteurs.
vient de Navarone. 🛘	16.05 Musique :
Film britannique de Guy Hamil-	Boulevard des clips.
ton (1978).	16,15 Série : Brigade de muit,
En chir jusqu'à 14.00	17.05 Série : Vegas,
12,30 Magazine Rapido.	18.00 Informations:
Présenté par Antoine de	M 6 express.
Caunes.	18.05 Série : Père et impairs.
13.00 Flash d'informations.	
13.05 Magazine:	18.30 Les années coup de cœu
Mon zénith à moi.	19.00 Magazine : Culture pub.
Présenté par Michel Denisot.	19.30 Série : Roseanne.
krvités : Nêna Hages,	19.54 6 d'informations.
14.00 Magazine : Dontact.	20.00 Sárie :
14.05 Téléfilm :	Madame est servie,
La mort à portée de main.	20.36 Cinéma :
De David Anepaugh.	L'Etoile du Nord, III
15.35 Sport : Handball.	Film français de Pierre Grania
France-Corée du Sud, en direct	Deferre (1981).
du Palais Omnisports de Paris-	22.40 Magazine : Sport 6.
Barcy.	22.45 Capital.
17.15 Sport:	22.50 Téléfilm :
Dimanche aux courses,	Séduction fatale.
17.30 Spécial Imagina 90,	D'Elien Cabot
Les programmes courts de	0.00 6' d'informations.
Canal +.	0.06 Documentaire :
18.00 Cinéma : Histoires	Destination le monde.
	Permission of molecular
fentastiques nº 2. 🔳	

I - 100 CHIDING 1 LEGION DE	Description of the property
fantastiques nº 2,  Film américain de Spaven Spiel- berg, Peter Hyems, Denny De	LA SEPT
Vito (1986). 19.10 Spécial Imagina 90. Les programmes courts de Canal +.	14.30 Méthode Victor : Angleis. 15.00 Téléfilm : Beauty is not easy (v.e.). D'Anders Wahigren.
En clair jusqu'à 20.30	16.15 Court métrage :
19.30 Flash d'informations. 19.35 Desains animés : Ça cartoon. Prisentés par Philippe Dans.	Le miracle. De Philippe Brach. 16.30 Magazine : Ici bat la vie. 17.00 Documentaire :
20.30 Cinóme : Deux. # III	Le miroir de Baudelaire. De Robert Bober.
(1989). 22,20 Flash d'informations.	18.00 Spectacle : Le cirque de demain. 19.30 Documentaire : L'histoire
22.25 Cinéma : Week-end. II III	de Margot Fonteyn (v.c.). De Patricia Fov.
Godurd (1987). 0.06 Magazine : Mon zánith à moi.	21.00 Série : Le décalogue (6 et 7). De Krzystof Kieskryski.
Rediffusion de l'émission du jour.	23.00 Documentaire : Itinéraire d'Alejo Carpentier.

De Lenica Lol.
21.00 Série : Le décalogue (6 et
7). De Krzystof Kieslowski.
23.00 Documentaire : Itinéraire
d'Alejo Carpentier.
De François Porcile.

	FRANCE-CULTURE
20.30	Atelier de création radio-
	phonique. Actionnistes vien- nois Nitsch-Muhl.
22.35	Musique : Le concert. Lati-
0.05	tudes. Trio Eric Marchend. Clair de kano.

	FRANCE-MUSIQUE	
đ	20.05 Concert (donné le 1ª janvier à	
	la Philharmonie de Berlin) : Vee- pro della Beata Vergina, de	
	Monteverdi, par l'Orchestre baroque de Fribourg, l'ensemble	
ĺ	de Riss, dr. Marres Coned	•
	sol.: Christiane Oetze, soprano, John Elwes, Christmoh Prinse	
1	bases.	
-	23.05 Climata. Musiques tradition- nelles du Rwanda : musique	
ł	dynastique, musique de cour es	

23.US	nelles du Rwanda : musique
	Chants de louences avec le pre-
	mabano.
0.30	Archives dans la nuit. Le vingtième siècle d'Ernes Ansermet.

# Samedi 17 février

Le train de l'angoisse. De David Lowell Rich.

20.35 Téléfikm:

TF 1	CANAL PLUS
13.15 Magazine : Reportages. Système D : La méthode p	13.05 Magazine : 24 heures. D'Hervé Chaballer et Erik Gibbert.
13.50 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisins	14.00 Téléfilm : Le grenier.
un téléffin. 13.55 Feutleton :	Steenburger, Husb Stepel. Anne Frank et se familie.
Salut les homands i	15.35 Série Bergerac.
14.30 La Une est à vous (suite).	
15.10 Série : Matt Houston.	Autofolies.
16.50 Tiercé à Enghlen.	Panique dens le ville, de Christo-
17.00 Divertissement:	phe de Ponfilly at Frédéric Lef- font.
Mondo Dingo.	17.30 La boutique d'Erik Gilbert.
17.30 Trente millions d'amis.	18.00 Cabou cadin.
18.00 Série :	Charlotte, Fléo et Benjamin.
Les professionnets.	18.03 Desvins animés :
18.50 Série : Marc et Sophie.	Décode pas Bunny.
19.25 Jeu:	
La roue de la fortune.	En clair jusqu'à 20.30
20.00 Journal, Météo,	19.30 Flash d'informations.
Tapis vert et Loto.	19.35 Top 50.
20.45 Variétés :	20.30 Téléfilm :
Sébastion, c'est fou !	Le dernier western.
Emission présentée par Pats Sébastien.	21.55 Documentaire:
22.15 Magazine : Ushuain.	Los allunos
Sommeire: Apnée statique	22.25 Documentaire :
Les Thunderbirds ; Bobsleigh	A Hippocampes,
la recherche des chaseeurs	
têtes ; Dense escalade.	22.55 Flash d'informations.
23.20 Magazine : Formula spor	11. 23.00 Cinéma :
0.10 Journal et Météo.	Horrour dans la ville. 🗆
0.30 Série : Mésaventures.	Film américain de Michael Miller
1.00 Série : Marenix.	(1982).
1.50 Feuilleton : Cités à	la 0.35 Cinéma : Chronique
dérive (6º épisode).	des armées de braise. A E
2.35 Documentaire : Histoires naturalles.	Film algérien de Mohammed . Lakhdar-Hemina (1974).
LHRICHLAN USCRLÄUGE	3.20 Cináma :
	Cérémonie d'amour. □
A 2	Film français de Walerian
10.00.10	Borow-czyk (1887),
13.20 Magazine : Animalia.	5.00 Cinéma :
14.15 Série : Un duo explosif.	Nous ne vieillirons
14.45 Magazine :	pas ensemble. M M
Sports passion.	Film français de Maurice Plaist
17.50 Magazine :	(1972).
Aventures-voyages. Le voltigeur du Mont-Blan	
d'Alain Thier.	LA5
ILOS INC.	
8.10 Club sandwich.	13.35 Série :
9.30 Jeu:	200 dollars plus les frais,
Dessinez, c'est gagné !	14.30 Série :

	(1974)
,	LA5
	13.35 Série : 200 dollars plus les frais.
	14.30 Série : L'inspecteur Derrick,
-	15.40 Série : Le renerd. 16.45 Série : Simon et Simon.
	17.40 Série : Rintintin junior.
ļ	18.05 Série : Happy days. 18.30 Série : Arnold et Willy.
	18.50 Journal images. 19.00 Tout le monde
	il est gentil. 19.40 Drôles d'histoires.
- 1	19.45 Journal

	10.00	Serie : mappy cays.
	18.30	Série : Arnold et Willy,
	18.50	Journal images.
	19.00	Tout le monde
		il est gentil.
	19.40	Prôfes d'histoires.
	19.45	Journal.
ĺ		Drôlea d'histoires.
İ	20.40	Téléffim : Affaire classée.
		De Dick Lowry.
1		Le dossier du voi d'un gros dis-
ł		ment refeit surface.
ı	22.20	Série : Le voyageur,
ı	22.50	Téléfilm:
ł		Scénario mortel.
ł		Des bandes vidéo truquées.
	0.00	Journal de minuit.
ı		

U.QU	horistial de Unider
	M 6
3.20	Série : Madame est servie (redifi.).

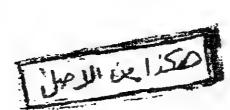
	Lates 1 countrie buntaeteritrii
13.50 Série :	10.30 Le jour du Seigneur.
Commando du désert.	11.00 Messe, cilibrie sur un
14.20 Série ;	betasu-mouchs naviguant our la
Les routes du paradia.	Seine.
15.10 Série : Les visiteurs.	12.05 Dimanche Martin.
16.05 Musicue:	Comme aur un plateeu, présenté
Boulevard des clips,	par David et Jacques Mertin.
16.15 Série : Srigade de nuit.	13.00 Journal et Météo.
17.05 Série : Vegas,	13.20 Dimenche Martin (suite).
18.00 informations:	14.55 Série : Mac Gyver.
	15.50 L'école des fans.
M 6 express.	Invité : Pierre Bachelet.
18.05 Variétés : Multitop.	18.35 Série : Rallys.
19.25 Magazine : Turbo.	17.35 Documentaire:
19.54 6' d'informations.	L'équipe Cousteau à la
20.00 Série :	redécouverte du monde.
Medeme est servie.	18.20 Magazine : Stade 2,
20.35 Téléfilm :	Ski nordique: La Transjuras-
Des voix dans le nuit.	sienne : Escrime : Coupe du
D'Arthur Allen Seidelman.	monde; Rugby: Tournoi des
22.10 Téléfilm:	circ nations (Angletame-Galles et Ecoses-France); Basket;
Deux paumés en cavale.	Championnet de France ; Hand-
De Geoff Murphy.	ball : Tournoi des capitales à
23.50 Magazina: Cultura pub.	Bercy; Athlétieme : Champion-
0.20 6' d'informations.	net de France à Bordenux :
	Football: Coupe de France:
LA SEFT	Cyclisms: la Tour méditerre-
PL OFL 1	néen : Les résultats de la
14.30 Méthode Victor : engiais.	19.30 Série : Maguy.
15.00 Magazine : Imagine.	20.00 Journal et Météo.
15.30 Documentaire :	20.40 Cinéma : L'affaire
First contact.	Thomas Crown, M
16.30 Documentaire :	Film américain de Norman Jewi-
Peter and Pierre.	age (1968).
17.00 Documentaire:	22.20 Magazine :
	L'all en coufisses.
Pierre Boulez, neissance	De Fabienne Paecaud, Martine
d'un geste. D'Okvier Mille.	Chausin et Georges Paumier.
18.00 Magazine : Mágamix.	23.25 Journal et Météo.
19.00 Documentairs : Cobrs.	23.45 L'équipe Cousteau
the snake god (v.o.).	à la redécouverte
20.00 Documentaire:	du monde tradiff.).

17.00 18.00 19.00	Documentaire : Peter and Pierre. Documentaire : Pierra Boulez, naissance d'un gesta. D'Okvier Mile. Magazine : Mágamix. Documentaire : Cobra. the snake god (v.o.). Documentaire :	23,25	Fin américain de Normen Jewi- son (1988). Magazine : L'osil en coufisses. De l'ebienne Pascaud, Martine Cheusain et Georgue Paumier. Journal et Météo. L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde (rediff.).	11.10 12.00 12.30	Dessins anin Série : Super Sport. Endurc Documentain Beauté sauro De Frédéric Roe Journal. Téléffirn : Portrait d'un De Paul Planch Franch.
	Documentaire : Les voisins de Joe Leahy.		FR3	14.30 16.15	Sport. Endure Téléfilm :
22.30	Documentaire : Chef-d'œuvre immortels Bn péril.	8.00 10.30	Samdynamite. Magazine: Ultra marines. Présenté par Yves Somesu et		Les femmes De Georges Fen Magazine :
23.00	Dionysos suite. Sallet de Maurice Sejari. Série roce : La revanche	12.05	Gledys Zey. Flash d'informations. Télévision régionale.	18.50	Télé-matche Série : Riptid Journal imag Tout le mond
	FRANCE-CULTURE	13.00	Journal. Magazine : D'un soleil à l'autre.	19,40	il est gentil. Drôles d'histe Journal.
1 1	Photo-portrait. François Mathey, ancien directeur du Musée des arts décoratifs.		Magazine : Musicales. D'Alain Dusuit. Regulam de Gossec, par la Cha-	20,30	Drőles d'hista Cinéma : Flas
20.45	Oramatique. Le soq vole bas, le Jaime Seiom.		pelle royale et les Chours de Gand, dir. Philippe Herraweghs.		Film américain (1983).
4	Musique: Opus. La forum le le créstion musicale en lia- le-France.		Audience TV du	15 fé	vrier 199
0.05	lair de nuit.		Autómos instantanée, France enbên	7 point	-202 000 foyers

Audienc	e TV du 15 f	évrier 1990 (BAROMÈT
pelle royale et les Gend, dir. Philippe l	Chours de	Pilm américain d'Adrien Lyn (1983).
Requiem de Gossec		Cinéma : Flashdance.
Magazine : Musi C'Alain Dunult.		O Dróles d'histoires.
	THE TANK	5 Journal.
Magazine : D'un soleji à l'au	19,4	O Drôles d'histoires.
Journal.	13.0	il est gentil.
Télévision régio	19.0	0 Tout le monde
Flash d'informa		O Journal images.
Gladys Zay.	. 180	O Série : Riptide.
Présenté par Yvel	Bruneau et 10.0	Télé-matches dimanche.
Magazine: Ultra	marines.	De Georgee Farrel.  O Magazine :
Samdynamite.		Les femmes du monde.
	16.1	5 Téléfilm :
FR 3	14.3	O Sport. Endure du Touquet.
		Freyd.
du monde (rediff	1.	De Paul Planchon, arec Berns
à la redécouver	te	Portrait d'un inconnu.
5 L'équipe Coust	<b>500</b> 13.5	is Téléfilm :
5 Journal et Méte	<i>t</i> .	O Journal.
Chausain et George	et Paumier.	Beauté sauvage. De Frédéric Rossif, Le blaireau
De Fabienne Paer		30 Documentaire :
L'osil en couliss	121	00 Sport. Endure du Touquet.
O Magazine:	117.	10 Série : Superminds.
Film américain de l aon (1958).		00 Dessins animés.
Thomas Crown		
0 Cinéma : L'affa		LA 5
O Journal et Met		
u serre: maguy.		Jose,

res. dance. E SAdrien 1		Archives	ie Madeleine dans la nuit me siècle d'i	•			
(BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)							
FR3	CANAL +	LA 5	M6				
Actual rég. 17,7	Nulle perc 7,9	Reporters 2,4	Cagney				
9-20 infos 11,2	Nuile part 3,5	Journal 2,2	Roseanne 2,6				
13,4	Nulle pers 2.4	Journal 5,1	Pub				

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TY (on %)	TFI	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	54.9	Roue fortune 15,8	Mac Gyver 15,5	Actual rég. 17,7	Nulle part	Reporters 2,4	Cagney.
19 h 45	67,6	Rose fortune 27,5	Desainez 10,1	19-20 infos 11,2	Nuile part 3,8	Journal 2,2	Poseann
20 h 18	71,1	Journal 27,9	Journal 17,7	La clases 13,4	Nulle part	Journal 5,1	Pub
20 h 55	72.2	Imogène 18,0	Envoyé spéc. 17,2	Noyade int. 23,1	Colère 2,7	Les surdoués 7.9	- 100.01193
22 h 8	65,\$	Imogène 20,2	Diplomés 10,3	Noyade int. 23,9	Bande ann. 1,0	Las aurdouée 8,3	
22 h 44	36.1	Ex Abris 4,3	Diplômés 18,2	M660 6.0	La Lacence	2 files Miami	Brigade Tiu



La déclaration de

Vous avez déjà recu ou vous allez prochainement recevoir les rimés accessables à la déclaration de vos revenus de 1989. En et, l'administration envoie à domicile entre le 22 janvier et la un-

la déclaration des revenus aux contribuables qui out déjà souscrit ce formulaire l'an dernier: la plupart des salariés et retraités reçoivent un formulaire simplifié en quatre pages cette aunée (n° 2042 S) au lieu de six pour la déclaration n° 2042 N);
 la déclaration n° 2044 (feuille bleue) aux propriétaires formulaires des formulaires des leurs des formulaires de d'après de leurs de leur

ciers ayant déclaré l'an demier des loyers, des fermages on d'autres revenus des immembles (redevances d'affichage); - la déclaration n° 2847 (femille rose) aux personnes encais des revenus bors de France:

- la notice nº 2041-AM sur la détaxation « Monory » on la déclaration n° 2048 sur le « CEA » (compte d'épargue en actions aux contribuables qui out déclaré les aunées passées des achaits d'actions à ce titre;

les déclarations spéciales profes SI vous ne recevez pas ces imprimés, vous pourrez les demas à partir du 19 février dans les centres des impôts. Dans les comm



où ces services ne sont pas installés, les mairies distribu rations de revenus (seulement le modèle normal), et des annexes nº 2044 pour la déclaration des revenus fonciers. Enfin, si vous avez réalisé des plus-values sur la vente de valeurs mobilières ou d'immeubles, les déclarations n° 2074 et 2049 correspondantes doivent être retirées dans les centres des impôts.

Les contribuables qui ont reçu la déclaration simplifiée et qui auraient en 1989 des revenus ou des charges autres que ceux qui sont prévus sur ce formulaire ne doivent pas l'utiliser mais se procurer un imprimé de déclaration normale n° 2042 N (amprès de lour centre des impôts on, éventuellement de leur mairie) sur lequel ils in l'ensemble de leurs revenus et de leurs charges.

La déclaration, que vous devez souscrire pour 1990 au plus tard, a subi, par rapport à l'an dernier, des modificans pour tenir compte des mesures nouvelles. Celles-cisseront exatinées au fur et à mesure de l'exposé des différentes rubriques et signalées par l'adjectif « NOUVEAU ».

Vous êtes dispensé de tout calcul, abattement, déduction on limitation, qui seront automatiquement effectués lors de l'exploita-tion informatique de votre déclaration. Nous publices toutefois les barèmes vous permettant de calculer vous-même votre impôt à payer et sinsi de vérifier, lorsqu'il vous sera adressé par l'administration, votre avis d'imposition. En outre, la direction générale des impôts met à nouveau le service de calcul de l'impôt à la disposition des possesseurs d'un minitel (code « IR SERVICE », numéro d'appel :

N'oubliez pas de conserver le double de votre déclaration et toutes les pièces justificatives pendant trois ans, car vos déclarations peuvent être contrôlées pendant cette période.

# Comment remplir votre formulaire

# Qui doit remplir la déclaration?

CAS GÉNÉRAL - La déclaration doit être sonscrite par tout foyer dont l'un quelconque des membres perçoit des revenus imposables.

Æ.

 $C_{I}$ 

Toute personne disposant d'une résidence princi-Toute personne disposant d'une residence principale doit faire sa déclaration. Les personnes qui ne sont pas imposables y ont tout intérêt : l'administration leur adressera automatiquement un avis de non-imposition, qui est utile lors de certaines démarches (ouverture d'un livret d'épargne populaire) ou de demandes à caractère social pour justifiér de leurs res-

COUPLES MARIÉS. - Ils souscrivent une seule déclaration pour les revenus du ménage. Toutefois les époux mariés sous le régime de la séparation de biens et qui ne vivent pas ensemble font l'objet d'une impo-sition séparée (chacun en qualité de célibataire). De même, il y a lieu à déclaration distincte (en

qualité de séparé) :
- ca cas d'abandon du domicile conjugal pour mésentente et si les époux ont, chacun, des revenus ; - en cas d'instance de divorce ou de séparation lorsque les époux ont obtenu l'autorisation de vivre

MARIAGE EN 1989. - Les couples qui se sont

mariés en 1989 devront procéder ainsi : - chacun souscrit, à son nom comme célibataire (éventueilement divorcé ou veuf) et sur le formulaire reçu à domicile, une déclaration de ses propres revenus et, le cas échéant, de ses enfants à charge, pour la période antérieure au mariage (remplir le cadre A, case C (éventuellement D ou V), et ligne X,

- les deux époux déposent, en outre, une déclaration des revenus du ménage et des personnes comptées à charge pour la période postérieure an mariage (remplir le cadre A, case M, et ligne X).

DIVORCE OU SÉPARATION EN 1989. -Comme pour le mariage, les époux doivent déposer une déclaration (en qualité de mariés) pour la période de vie commune antérieure à la séparation on au divorce (si un des époux ne la signe pas, elle lui est néaumoins opposable) : remplir le cadre A, case M, et ligne Y.

D'autre part, chaque ex-époux sonscrit, comme divorcé ou séparé, une déclaration personnelle de ser-revenus postérieurs au divorce (ainsi que les revenus des enfants dont il a la garde et qu'il compte à charge) en remplissant le cadre A, case D, et ligne Y

DÉCÈS D'UN CONJOINT EN 1989. - Quel que soit le conjoint qui est décédé, les conséquences sont les mêmes : deux impositions sont établies.

Pour les revenus du ménage amérieurs au décès, la personne qui souscrit la déclaration doit remplir le cadre A (M et ligne Z);

Pour les revenus personnels de l'époux survivant, costérieurs au décès, celui-ci doit remplir le cadre A (V et ligne Z).

Bien qu'ayant servi la case V (veuf), le conjoint survivant bénéficie pour cette année du nombre de parts correspondant à la situation d'un contribuable marié (toutefois, la 1/2 part dont pouvait bénéficier le conjoint décédé s'il était invalide n'est pas reportable sur le survivant).

DÉCLARATION SOUSCRITE PAR UN ENFANT A CHARGE. - Le contribuable dont un enfant à charge possède des revenus propres peut demander l'imposition distincte de cet enfant. Dans ce cas, il cesse d'être considéré comme à charge pour le calcul de l'impôt dû par ses parents.

L'imposition distincte est généralement la plus avantagense, excepté lorsque le revenu de l'enfant ne représente qu'une faible fraction du revenu des

REMARQUE. - Union libre : chacune des deux ersonnes doit sonscrire une déclaration comme célibataire (on veuve ou divorcée). Si elles ont un enfant, celui-ci ne peut être compté à charge qu'une fois.

# Où envoyer la déclaration?

Adressez votre déclaration an service des impôts mentionné sur la déclaration, en tête de la première page, même si vous avez déménagé (ce service la smettra alors au centre des impôts de votre nouveau domicile). Si vous envoyez votre pli par la poste, n'oubliez pas d'affranchir l'enveloppe. N'adressez pas votre déclaration au percepteur, il est seulement chargé du recouvrement de l'impôt.

Si vous n'êtes pas en possession de tous les éléments nécessaires à l'établissement de votre déclaration, vous devez souscrire une déclaration provisque en précisant les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas en mesure de satisfaire à vos obligations.

 Si vous souscrivez plusieurs déclarations (mariage, séparation...), envoyez-les ensemble au centre des impôts du domicile conjugal.

# Personnes à charge

L'administration imprime, dans le cadre 5 de la In page, les personnes à charge déclarées l'an dernier, à l'exception des enfants qui ne sont pas de droit à charge et qui doivent souscrire une demande de ratta-chement, auquel cas il y a lieu de remplir le cadre B de la deuxième page.

Vérifiez scrupuleusement les mentions préimprimées dans ce cadre 5, et en cas d'erreur, omission, ou si un enfant n'est plus à charge, cochez la case B et remplissez le cadre B, page 2, pour indiquer la situa-tion qui doit être retenne : vous devez obligatoirement mentionner dans les cases appropriées le nombre des personnes à voire charge qui remplissent les condi-tions énumérées face à ces cases et rappelées ci-après, et indiquer les deux derniers chiffres de leurs années

Pour le calcul de l'impôt, vos charges de famille sont appréciées au 1" janvier (ou au début de la période d'Imposition s'il est postérieur au 1/1) ou au 31 décembre 1989 (ou à la fin de la période d'impotion si elle se situe avant le 31/12) selon la solution la olus avantagense.

Si vous souscrivez une déclaration pour la première fois et si vous avez des personnes à charge, remplissez le cadre B. Faites de même si, ayant reçu une déciaration simplifiée, vons devez utiliser un imprimé de déciaration normale n° 2042 N parce que vous avez des revenus ou des charges correspondant à de ques n'existant pas sur le formulaire simplifié.

## LES ENFANTS A CHARGE

Tout enfant nó en 1989, enregistré à l'état civil. est compté à charge même s'il est décédé en cours

Vous bénéficiez d'une part entière, au lieu d'une demi-part, pour chaque enfant à charge à partir du troisième enfant.

Vous pouvez compter à charge vos enfants ou ceux de votre conjoint, légitimes ou naturels, adoptifs ou recueillis à votre foyer au cours de leur minorité (s'ils sont, dans ce dernier cas, à votre charge effective et exclusive):

# 1) VOS ENFANTS CÉLIBATAIRES

a) ENFANTS AGÉS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS. - Les enfants âgés de moins de dix-huit ans au le janvier 1989, ainsi que les enfants nés en 1989 et les infirmes, quel que soit leur âge, peuvent être comptés à charge (les enfants infirmes timlaires de la carte d'invalidité donnent droit à une demi-part supplémentaire ; ils comptent donc pour une part ou une part et demie, al vous avez au moins trois per-sonnes à charge). S'ils ont perça des revenus, ceux-ci duivent alors être ajoutés aux vôtres.

Cas des parents divorcés ou séparés.
 L'enfant est considéré à la charge du parent qui en a la garde (soit par décision judiciaire, soit de fait

korsqu'il n'y a pas eu de jugement). Le parent qui n'en a pas la garde ne pent pas le déclarer à charge, mais peut déduire de ses revenus la pension alimentaire qu'il verse pour inf.

En cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale, l'enfant est à la charge du parent chez loquel il réside habituellement, conformément à la décision du juge. En l'absence de cette indication et si les enfants sont hébergés alternativement par chacun des parents, ces derniers doivent alors désigner d'un commun accord celui d'entre eux qui doit les compter à charge et qui bénéficiera ainsi de la majoration du quotient fami-lial. L'autre parent peut déduire de ses revenus le montant de l'obligation alimentaire. Si vous êtes dans ce cas, joignez une note explicative à votre déclara-

b) ENFANT AYANT ATTEINT L'AGE DE DIX-HUIT ANS EN 1989. - Vous pouvez le comp-ter à charge tout en déclarant seulement les revenus qu'il a perçus avant la date de sa majorité.

L'enfant, de son côté, déclare les revenus qu'il a perçus depuis la date de sa majorité. c) ENFANTS AGÉS DE PLUS DE DIX-HUIT ANS. — Ils sont en principal ANS. — Ils sont, en principe, imposés à leur propre nom. Ils peuvent toutefois demander à être rattachés au foyer fiscal de leurs parents s'ils remplissent l'une conditions suivantes

- être âgés de moins de vingt et un ans ; - être âgés de moins de vingt-cinq ans pour les étudiants : - effectuer leur service militaire légal, quel que

L'OPTION POUR LE RATTACHEMENT

Cette option, annuelle, est irrévocable. Pour formuler cette option, utilisez la demande de rattachement figurant dans le cadre inférieur de la page 2 de la déclaration normale ou simplifiée.

 L'accord du parent est considéré comme établi dès lors qu'il a déclaré l'enfant à charge et a joint à sa déclaration l'option pour le rattachen

Le contribuable qui accepte le rattachement bénéficie d'une demi-part supplémentaire ou, dans certains cas, d'une part.

 Le rattachement entraîne, pour le ou les parents, l'obligation d'inclure dans leurs revenus ceux perçus par l'enfant pendant l'année entière. - Cas des parents divorcés ou séparés. - Le rat-

tachement peut être demandé à l'un ou l'autre des parents, mais jamais aux deux à la fois.

#### 2) VOS ENFANTS MARIÉS **OU CHARGÉS DE FAMILLE**

Lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes : - être âgés de moins de vingt et un ans,

- être âgés de moins de vingt-cinq ans lorsqu'ils sont condiants,

- effectuer leur service militaire quel que soit leur âge,

ils peuvent opter pour le rattachement au foyer des parents (ou de l'un d'eux si ces derniers sont séparés). • Ce rattachement est global : il s'applique au eune ménago, même lorsqu'un seul des époux remplit les conditions pour être considéré à charge et, le cas échéant, à leurs enfants.

● Il peut être demandé à la famille de l'un ou l'autre des conjoints (jamais aux deux).

L'avantage accordé au parent bénéficiaire de ce rattachement prend la forme d'un abattement sur le revenu de 20 780'F par personne prise à charge.

· Les revenus du jeune ménage sont imposés avec ceux du foyer de rattachement.

 En cas de mariage en cours d'année d'un enfant âgé de plus de dix-huit ans, un même contribuable ne pout, à la fois, bénéficier d'une majoration du nombre de parts et d'un abattement

# 3) VOS ENFANTS INFIRMES

Ils peuvent être comptés à charge quel que soit leur âge (ils donnent droit à une part s'ils sont titu-laires de la carte d'invalidité). Mais pour un enfant infirme majeur, vous pouvez renoncer à le compter à charge et déduire la pension alimentaire que vous lui versez (dans la limite de 20 780 F). Cette pension n'est pas soumise à l'impôt au nom de l'enfant s'il s'agit de frais de séjour payés à un établissement hos-

#### 4) VOS ENFANTS EFFECTUANT LEUR SERVICE MILITAIRE

Ils penvent demander à vous être rattachés, quel que soit leur âge (pour l'option, voir plus haut). Le service national au titre de l'aide technique ou de la coopération technique équivant fiscalement au service militaire.

REMARQUE. - POUR LES ENFANTS MAJEURS: il est possible de déduire une pension alimentaire au lieu de les compter à charge. Cette mesure est surtout intéressante lorsqu'il n'est pas pos-sible de compter un enfant à charge (étudiant de plus de vingt-cinq ans ou enfant de plus de vingt et un ans à la recherche d'un premier emploi). Elle permet éga-lement, en cas de divorce ou de séparation, au parent non bénéficiaire du rattachement et versant une pen-sion à son enfant majeur de la déduire de ses revenus.

Les modalités et limites de déduction sont exposées plus loin sous le chapitre « Charges à déduire - Pensions alimentaires ». Si vous déduisez une telle pension, vous ne devez pas compter l'enfant

#### LES PERSONNES INVALIDES (AUTRES QUE VOS ENFANTS)

Il est possible de compter à charge toute personne invalide recueillie à votre foyer, sans qu'il soit néces-saire qu'il existe un lien de parenté entre elle et vous-même et sans exclusion en fonction du montant des ressources (elie donne droit à une part, ou une part et demie si vous avez au moins trois personnes à charge). Les conditions sont les suivantes :

- la personne doit obligatoirement vivre en per-

manence sous votre toit;

- elle doit être titulaire de la carte d'invalidité
d'an moins 80 % (carte prévue par l'article 173 du
code de la famille et de l'aide sociale).

Bien entendu, vous devez, en contrepartie de cet avantage, déclarer ses revenus avec les votres, dans la catégorie correspondante (par exemple « Pensions. retraites, rentes... »).

\_\_: \_\_:

C E

Pour vos revenus et vos charges, ne portez jamais les centimes. Arrondissez au franc.

# Identification et adresse

1) Etat civil. - Outre les rectifications ou compléments à apporter aux informations préidentifiées, l'indication de la date de naissance est très importante pour l'application automatique de certains abatte-

En effet, si vous êtes âgé (e) de plus de soinante-cinq ans ou invalide (titulaire d'une pension d'invali-dité de guerre ou d'accident de travail d'an moins 40 % ou titulaire de la carte d'invalidité), vous bénéfi-ciez d'un abartement de 8 300 F si le revenu net global de votre foyer n'excède pas 51 400 F; il est de 4 150 F si ce revenu est compris entre 51 400 F et 83 000 F; il est doublé si votre conjoint répond aux mêmes conditions. L'ordinateur déduira automatique-

 Adresse - Si vous avez déménagé en 1989, récisez votre nouvelle adresse au cadre 3 de la déclaration. En cas de déménagement après le 1 janvier 1990, indiquez votre nouvelle adresse page 6 de la déclaration normale on page 4 de la déclaration sim-plifiée. Si vous souscrivez la déclaration au nom d'une sion, indiquez vos coordomées.

3) Signature. - Il fant prendre soin de signer la déclaration. Chaque époux doit signer.

4) Profession. - L'emplacement réservé, sur le formulaire simplifié, à cette mention étant assez limité, en particulier si vous avez plusieurs caisses de retraite, indiquez les sigles des organismes payeurs.

# Situation de famille

La situation qui a été retenue pour votre dernière imposition est préimprimée page 1, dans le cadre 4 de la déclaration que vous avez reçue à domicile. Si votre situation ne s'est pas modifiée en 1989, vous ne devez porter aucune mention spéciale sur votre déclaration. En particulier, vous n'avez pas à remplir le cadre A (page 2). Si, au contraire, votre situation s'est modiplète, cochez la case A du cadre 4 de la page 1 et rem-plète, cochez la case A du cadre 4 de la page 1 et rem-plissez le cadre A de la page 2, intitulée « situation de famille en 1989 », il en est ainsi, notamment, en cas tamilite en 1989 », il en est ainsi, notaminent, et vas de mariage, séparation, divorce ou décès du conjoint en 1989 (n'oubliez pas d'inscrire la date correspon-dante, ligne X, Y ou Z, qu'il s'agisse de la déclaration antérieure ou postérieure à ces événements).

 Les célibataires, veufs ou divorcés invalides ayant des charges de famille bénéficient d'une demipart supplémentaire de quotient samilial.

 Les ménages ont droit à une demi-part supplé-mentaire lorsque l'un des conjoints remplit une des il est titulaire, pour une invalidité d'au moins

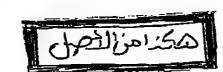
40 %, d'une pension militaire d'invalidité ou de vic-- il est titulaire d'une pension d'invalidité pour accident du travail de 40 % au moins ;

 il est titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. Les ménages où les deux conjoints sont invalides bénéficient d'une part supplémentaire.
Si la carte d'invalidité a été demandée à la mai-

rie avant le le janvier 1990, mais n'est pas encore attribuée, inscrivez la date de la demande à l'emplacement prévu pour le numéro et la date de la carte. Une demi-part supplémentaire est accordée aux ménages lorsque l'an des conjoints a plus de soixante-quinze ans et est titulaire de la carte du com-

battant. Cet avantage ne peut se cumuler avec les majorations de quotient familial prévues en cas · Les personnes de plus de soixante-quinze aus, célibataires, divorcées ou veuves n'ayant pas d'enfant à leur charge ont droit à une part et deznie de quotient familial au lieu d'une part si elles sont titulaires de la carte du combattant ; le même avantage est octroyé aux veuves âgées de plus de soixante-quinze ans des

personnes mentionnées ci-avant. Attention! Une personne seule n'ayant pas de charge de famille a droit, au maximum, à une part et demie (les demi-parts supplémentaires ne se cumu-



... ALLEPTER ...

#### a) SALAIRES.

#### **AVANTAGES EN NATURE** ET INDEMNITÉS JOURNALIÈRES.

 Si vous ne percevez que des salaires qui ne donnent pas lieu à une déduction supplémentaire, vous n'avez que cette colonne à remplir, la déduction de 10% pour frais professionnels étant calculée et déduite directement par l'ordinateur (pour chaque bénéficiaire, le minimum de déduction pour frais profession-nels est de 1 800 F, sans toutefois pouvoir excéder le montant brut des salaires encaissés).

Cette déduction de 10 % est limitée à 64 870 F. Elle couvre les frais professionnels courants (trajet du domicile au lieu de travail, frais de repas, de vêtements spéciaux, de documentation, etc.) dont le remboursement constituerait une allocation imposable

· Vous devez ajouter à votre salaire les avantages en nature si votre employeur vous loge, vous nourrit, en nature si votre employeur vous loge, vous nournit, vous fournit des prestations ou des marchandises (esu, gaz, chauffage, électricité...) ou met une voiture à votre disposition. Ces avantages doivent être évalués pour leur montant réel. Toutefois, pour la nourriture et le logement, et si votre salaire n'a pas dépassé 125 280 F en 1989, vous pouvez les évaluer d'après le tarif prévu en matière de sécurité sociale.

#### b) CAS PARTICULIERS.

- · Salgires versės aux apprentis munis d'un contra régulier d'apprentissage. – Ne déclarez que la fraction du salaire excédant 38 000 F.
- Service national. Les sommes et avantages en nature dont bénéficient les militaires non officiers pendant la durée légale du service national on la durée correspondant à ce service national pour les engagés ne sont pas imposables. Il en est de même des indemnités perçues par les jeunes gens affectés au service de l'aide technique et de la coopération.
- Etudiants En dehors des indemnités des stages obligatoires (n'excédant pas trois mois) des élèves des écoles techniques, qui sont exonérées, les rémunérations perçues par les étudiants qui travaillent pendant la période des congés scolaires sont imposables selon les règles du droit commun.

En revanche, les bourses versées aux étudiants en fonction de critères de ressources pour leur permeture de poursulvre leurs études lorsqu'ils appartiement à des familles modestes ne sont pas imposables.

Travailleurs privés d'emploi. – Toutes les allo-cations de chômage versées par les ASSEDIC ou le FNE sont imposables.

REMARQUE. — Les allocations versées avant le 15 juillet 1987 par les ASSEDIC employées pour l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative ouvrière de production en constitution et pour les-quelles le report d'imposition avait été demandé doivent être comprises dans les revenus imposables de 1989 si les parts ainsi acquises ont été cédées ou rachetécs en 1989.

Les allocations versées entre le 15 juillet 1987 et le 31 décembre 1989 pour créer ou reprendre une entreprise, quelle que soit sa nature, ne sont imposables au titre de 1989 que si, au cours de cette année :

vous avez cessé totalement et définitivement

- vous avez cédé votre entreprise ou les actions ou parts de la société créée ou reprise.

Par exception, les allocations versées entre le 15 juillet 1987 et le 8 janvier 1988 sont exonérées

d'impôt si vous avez cessé votre activité. · Travaux d'utilité collective (TUC). -L'indemnité versée par l'organisateur des travaux est exonèrée, ainsi que la rémunération versée par l'Etat.

 Dirigeants de société. — Les allocations forfaitaires pour frais d'emploi doivent être ajoutées au salaire dans tous les cas, ainsi que les remboursements en cas d'option pour la déduction des frais réels ou de déduction supplémentaire.

L'administration admet qu'une allocation de frais de déplacements calculée en fonction du barème kilo-métrique qu'elle publie chaque année ne revêt pas un caractère forfaitaire s'il est justifié du nombre de kilomètres parcourus, mais constitue un «remboursement». Toutefois, il est indispensable de préciser la date, l'objet et l'importance des déplacements (arrêt du Conseil d'Etat du 14 décembre 1984), à défaut de

quoi il s'agirait d'allocations forfaitaires imposables. Parmi les remboursements de frais exonérés - sauf option pour les frais réels ou une déduction forfaitaire supplémentaire. - le fisc admet : les frais de déplacements professionnels autres que les trajets du domicile au lieu da travail (restauration, transport, hôtel), les invitations professionnelles au restaurant, les cadeaux offerts aux relations professionnelles, à condition qu'ils soient appuyés de justificatifs.

O Déduction des intérêts d'emprunts contractés pour souscrire au capital de sociétés nouvelles ou pour participer à des opérations de rachat d'entreprises. -Peuvent être déduits du salaire les intérêts des emprunts contractés à partir de 1984:

pour souscrire au capital d'une société qui se crée (ou d'une SCOP issue de la transformation d'une société précédente) dans laquelle l'intéressé sera salarié:

- pour racheter l'entreprise dans laquelle le contribuable exerce un emploi salarié.

Le montant déductible ne peut excéder 50 % du salaire versé par la société nouvelle ou rachetée, ni la somme de 100 000 F. Ces limites sont portées à la totalité du salaire versé e) FRAIS RÉELS JUSTIFIÉS.
par la société rachetée et à 150 000 F pour les intérêts

Vons avez la nossibilité ei von des emprunts contractés à compter du 15 avril 1987 pour le rachat d'entreprise par leurs salariés.

La déduction n'est autorisée que si des titres sont conservés cinq ans au moins et ai des justificatifs nécessaires sont joints à la déclaration.

· Indemnité de départ à la retraite ou en prére-

 En cas de départ volontaire, l'indemnité est exonérée dans la limite de 20 000 F.

En cas de mise à la retraite sur décision de l'employeur, l'indemnité est exonérée à hauteur du montant de l'indemnité de mise à la retraite prévue par tion collective de branche (avec mi 20 000 F).

Le surplus est imposable, mais peut domer lieu à l'échelonnement sur 1989 et les trois années anté-rieures (1986 à 1988). Il faut en faire le demande par note jointe à la déclaration.

Au lieu de cet échelonnement, il est possible de demander que la fraction imposable de l'indemnité de départ volontaire en retraite ou de mise en retraite perque en 1989 soit répartie pour sa taxation par quarts sur l'année 1989 et les trois aunées suivantes (1990 à 1991). Il faut en faire la demande par note jointe à la déclaration. Une fois exercé, le choix pour cet étalement sur les années à venir est irrévocable. Son application est exclusive de celle de l'échelonnement sur les

• Primes de départ volontaire — Elles sont impo-sables et peuvent donner lieu à échelonnement sur l'année de leur perception et les trois années anté-rieures sur demande du contribuable.

Toutefois, les indemnités de départ volontaire ver-

s dans le cadre d'un plan global de réduction

· Indemnité de licenciement. - Elle n'est pas

d'effectifs sont exonérées à concurrence du montant de

l'indemnité qui aurait été perçue en cas de licencie-

imposable s'il s'agit de l'indemnité légale ou de

l'indemnité prévue par une convention collective de branche, qui représente des dommages-intérêts. Quant aux indemnités allouées en application de clauses spé-

ciales du contrat de travail ou d'accords particuliers avec l'employeur, elles ne sont imposables que pour la partie qui excède l'indemnité légale on convention-

e Délai-congé. - Lorsque le délai-congé se répar-

tit sur plus d'une amée civile, l'indemnité compensa-trice due en application du code du travail peut être

déclarée par le contribuable en plusieurs fractions cor-

respondant respectivement à la part de l'indemnité afférente à chacune des années considérées.

vant une indemnité compensatrice de délai-congé de

afférente au mois de décembre 1989 (soit un mois);

Exemple: Econcié le 1 décembre 1989, et perce-

- à ses revenus de 1989, la fraction de l'indemnité

- à ses revenus 1990, la fraction de l'indemnité

Rémunérations versées en cas de maladie. —

Les indemnités journalières versées par les organismes

de Sécurité sociale et de la Mutualité sociale agricole

ou pour leur compte sont soumises à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que les salaires.

♦ de repos, versées aux femmes pendant leur congé de maternité;

erteints d'une maladie comportant un traitement pro-

des prestations journalières de Sécurité sociale sont imposables (à déclarer dans la colonne « salaires » ). Il

en est de même si ces sommes sont payées par l'inter-

médiaire du comité d'entreprise ou versées par un orga-nisme de retraite ou d'assurance directement au béné-

Lorsqu'un salarié se couvre personnellement du ris-

Enfin les sommes versées en cas de maladie ou de

que de perte de salaire en cas de maladie, auprès d'une

compagnie d'assurances, les primes versées ne sont pas déductibles. Corrélativement, les sommes reçues en

maternité par les régimes spéciaux qui assurent le maintien du salaire sont toujours imposables (par exemple le régime des fonctionnaires).

longé et des soins particulièrement coûteux.

ficiaire pour le compte de l'employeur.

exécution du contrat ne sont pas imposables.

e de maladie, versées aux assurés reconnus

Les rémunérations qu'une entreprise verse en sus

Sont exonérées les indemnités journalières:

sur 1989 et les trois années antérieures.

six mois, le contribuable pourra rattacher :

afférente aux mois de janvier à mai 1990.

d'accidents du travail ;

J'AURAIS JAMAIS DŪ...

Vous avez la possibilité, si vous estimez que la déduction forfaitaire pour frais de 10 % est insuffissante dediction tortainaire pour trais de 10 % est insuffissate en égard aux frais que vous avez engagés au cours de l'année 1989, de demander que vos frais réels soient retenus, à la condition de fournir un état détaillé dans le cadre «autres renseignements» (page 6 de la déclaration normale ou page 4 de la déclaration nimplifiée) et de conserver les justificatifs que le service des justificatifs que le service des justificatifs que le service des impôts peut exiger.

Vous devez alors ajonter à vos salaires les indemmités forfaitaires on les remboursements de frais qui vous ont été alloués par votre employeur et, si ce dernier met une voiture à votre disposition pour vos dépla-cements professionnels, la valour currespondant à cet

avantage en nature. Dépenses de mobilier, matériel et outillage pour les besoins de la projession. — Vous pouvez dédaire les matériels et les meubles de bureau ainsi que les matériels et outillages dont le prix d'achat n'excède pas 1 500 F hors taxes. Au-delà de ces limites, seule la des comments de la projession de la prix d'achat n'excède

ciation annuelle est déductible. • Frais d'études et d'examens. — Ils sont déducti-bles à titre de dépenses professionnelles lorsque les diplômes recherchés permettent l'amélioration de la sinuation professionnelle ou l'accès à une autre profes-

 Frais supplémentaires de repas. — Si vous n'avez pas conservé les justificatifs précis, its penvent être évalués à une fois et demie le montant du minimum horaire garanti par repas, soit en moyenne pour 1989 de 22,32 F à 23,15 F. Bien entendu, vous devez justifier de la réalité et du nombre de repas pris à l'extérieur.

MERITE!

· Frais de transport du domicile au lieu de travail - La déduction est admise lorsque la distance

entre le domicile et le lieu de travail ne présente pas un

caractère anormal. A titre de règle pratique et compte tenu de la jurisprudence du Conseil d'Etat cette dis-

tance est présumée normale jusqu'à une trentaine de

... UN EMPLOI FLEYIBLE

ET UN SALAIRE AU

leurs versée par les caisses de Sécurité sociale, l'allocation aux adultes handicapés, l'allocation supplémen-taire allouée par le Fonds national de solidarité, la pension versée aux victimes militaires ou civiles de la guerre, les rentes viagères servies à titre de dommagesintérêts en vertu d'une condamnation judiciaire pour la réparation d'un préjudice corporel entraînant une incapacité permanente totale, les pensions et les rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, la pension alimentaire versée, pour un ascendant disposant de faibles ressources, directement à une maison de retraite ou à un établissement hospitalier.

 Dotvent être déclarées sous cette rubrique : les pensions de vicillesse et de retraite servies par le régime général de la Sécurité sociale ou les autres régimes, par les régimes complémentaires de retraite et de prévoyance, pensions des fonctionnaires civils et militaires;

A NOTER - Si le paiement de votre pension à été mensualisé en 1987, des aménagements out été prévas pour que l'imposition ne porte chaque année que sur douze mensualités. Les calculs sont effectués par votre organisme payeur. Vous faites figurer sur votre déclaration la somme indiquée par cet organisme.

 les pensions d'invalidité (sauf : les pensions d'assurance-invalidité dont le montant n'excède pas l'allocation aux vieux travailleurs et si les ressources de l'intéressé ne dépassent pas le plafond préva pour l'antribution de cette allocation; les pensions allocées en vertu du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) :

- les pensions alimentaires on assimilées (rentes ersées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

- l'allocation de garantie de ressources servie aux — les rentes constituées à titre granit dont le régime d'imposition est identique à ceux qui cessent volontions prévues par l'accord interprofessionnelle du 13 juin 1977; les allocations servies en vertu de conventions du Fonds national de l'emploi après l'âge de 60 ans;

— les rentes constituées à titre gratuit dont le régime d'imposition est identique à celui des pensions.

4.000 . 二部位置

- 1 199

هَ چي ∮\* د ي

e made

100 F

1.00

\* 4 A.S

-1.24

7.0

1. 3.35

A 16 104

Le plafond maximum de l'abattement de 10 % dont Le plafond maximum de l'abattement de 10 % dont bénéficient les pensions et reutes est fixé à 27 500 F. Il s'apprécie par feyer. En revanche, l'abattement minimum reste fixé à 1 800 F par bénéficiaire. Lorsque le plafond doit jouer (foyer percevant des pensions dont le moutant est supérieur à 275 000 F), il est, pour le caicni de l'abattement de 20 % (cf.§ f. ci-après), réparti au prorata des pensions de chacus.

REMARQUE. - Rachats de cotisations de retraite (joignez dans tous les cas une note justificative à votre déclaration) : ils sont déductibles des salaires ou, le cas échéant, des pensions de la personne qui a personneilement effectué les rachats.

Si le bénéficiaire ne dispose pas de salaires ou pea-sions, les rachats doivent être portés dans la rubrique des charges déductibles « Déductions diverses ».

Sommes retirées ou pensions perçues au titre d'un plan d'épargne-retraite (PER). Les retraits effectués sur un PER sinsi que les arrérages perçus au titre de ce plan sont imposables comme des pensions, sauf lorsqu'ils out été soumis au prélèvement libératoire de rimpôt sur le revenu. Les personnes concernées pen-vent se procurer dans les centres des impôts l'imprimé spécial n° 2 043 qui leur permettra de déterminer les sommes à déclarer. La fraction du prélèvement de 10 % sur les retraits effectnés ne bénéficiant pas des abattements de 10 % et 20 % applicables aux pensions doit être indiquée au § 8, ligne n case L

# Il s'ensuit que, dans le cas où le contribuable réside à une distance plus importante de son lieu de travail, il lui appartient d'établir que cette circonstance n'a pas un caractère anormal, compte tenu du lieu où il exerce son activité et des circonstances propres à son cas parti-

culier. Il est notamment tem compte de l'importance de l'agglomération où il travaille ainsi que des coedi-tions de logement. Ainsi, pour les grandes villes, il est admis, d'une mamère générale, que les salariés habi-tant en banlièue puissent déduire, dans le cadre des frais réels, leurs frais de transport. La fraction imposable de l'indemnité de licencie-ent peut, à la demande des intéressés, être répartie En revanche, si c'est pour des raisons de convenances personnelles que vous avez fixé votre habitation la déduction des frais de transport.

Pour évaluer vos frais de voiture dans le cas où vous ne disposez pas de la totalité des justificatifs, l'adm tration public, à titre indicatif, un tableau des prix de revient kilométriques suivant la puissance du véhicule, le nombre de kilomètres parcourus pour la profession qu'il vous appartient de justifier.

A poter qu'à la différence des années antérieures, il a plus à distinguer selon la nature des parcours (ville ou route).

Par ailleurs, il n'y a pas de réfaction à opérer sur ces prix de revieut lorsque le véhicule est ancien ou a été cheté d'occazion.

● Locaux professionnels. — Les loyers de ces locaux sont déductibles s'ils ne sont pas à usage mixte

(habitation et profession). Les personnes propriétaires de leurs locanz profes-sionnels ne penvent déduire un loyer fictif on leur valeur locative. Seule est déductible, pour ces per-sonnes, la dépréciation effectivement subie par les sonnes, la cours de l'année d'imposition : cette dépré-ciation étant exceptionnelle, l'administration demande des justifications précises aux contribuables qui prati-

quent une telle déduction. Voyageurs représentants de commerce. – Les ses par les relations avec la clientèle (correspondances, invitations, cadeaus...) peuvent être évaluées, en cas d'impossibilité de fournir les justificatifs, à 2 % des comm sions avec un maximum forfaitaire de 3 500 F.

· Cotisations syndicales. - Les cotisations versées par les salariés sont entièrement déductibles en cas d'option pour la prise en compte de leurs frais profes-

Mais, dans ce cas, ces salariés ne peuvent bénéficier de la nouvelle déduction d'impôt relative à ces cotisations (voir paragraphe g). d) DEDUCTIONS SUPPLEMENTAIRES.

L'exercice de certaines professions ouvre droit à

une déduction supplémentaire pour frais. Vous devez indiquer le montant de votre revenu qui y correspond ainsi que le taux admis pour en permettre le calcul (vous devez ajouter vos indemnités de frais à votre salaire). Cette déduction est limitée à 50 000 F.

Une déduction supplémentaire de 25 % est accor-dée aux écrivains et compositeurs pour les droits d'auteur intégralement déclarée par des tiers et soumis au régime fiscal des salaires. Elle est limitée à 50 000 P (si vous percevez d'autres salaires ouvrant droit également à une déduction supplémentaire, indiquez, dans le cadre «autres reuseignements» de la déclaration, par saux de déduction, le détail et la nature des sommes bénéficiant des déductions).

#### e) PENSIONS, RETRAITES ET RENTES VIACERES A TITRE GRATUIT.

Il fant entendre par rentes viagères à titre gratuit celles dont le paiement n'est pas effectué en contrepar-tie du versement d'un capital en argent ou de l'aliénstion d'un bien meuble ou immeuble.

 Principales exanérations. — Sont exonérées de l'impôt sur le revenu : l'allocation aux vieux travail-

#### f) ABATTEMENT DE 20 % SUR LES SALAIRES ET PENSIONS.

Cet abattement ne s'applique qu'à la fraction des salaires et pensions peus de chaque bénéficiaire n'excé-dant pas 588 000 F. Il est donc limité à 117 600 F.

Son taux est ramené à 10 % pour la fraction comprise entre 413 200 F et 588 000 F des salaires nets versés à des dirigeants par des sociétés dans lesquelles ils contrôlent plus de 35 % des droits sociaux. Cette limite de 413 200 F s'applique à l'ensemble des rémunérations en cause et non plus à leur montant unitaire,

g) COTISATIONS SYNDICALES VERSÉES PAR LES SALARIÉS ET PENSIONNES.

NOUVEAU. - Les cotisations versées en 1989 par les salariés et les pensionnés à un syndicat représentatif de salariés ou de fonctionnaires auront droit à une réduction d'impôt. Cette réduction d'impôt est égale à 20 % du

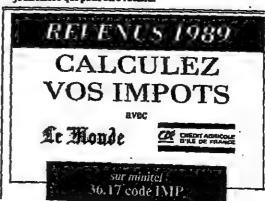
ntant des cotisations versées, limitée toutefois à 1 % des selaires, pensions ou remes viagères, à titre gratuit (déduction faite des cotisations les). La plaformement est effectué directement par l'ordinateur. Les personnes qui demandent à bénéficier de

cette réduction d'impôt doivent obligatoirement joindre, à leur déclaration de revanus, le reçu qui leur a été adressé par le syndicat. REMARQUE. - Les salariés qui optent pour la prise en compte de leurs frais professionnels réels n'ont

pas droit à cette réduction d'impôt (voir § c). b) RENTES VIAGÈRES A TITRE ONÉ-

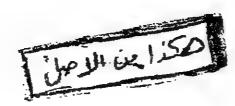
REUX (en contrepartie de l'aliénation d'un capital on d'un bien memble on immemble). Utilisez une colonne pour chaque rente et inscrivez le montant brut annuel de vos rentes et l'âge que vous

aviez au moment de l'entrée en jouissance. Désormais, la fraction imposable de ces rentes est calculée par l'ordinateur. Elle est égale à : moins de 50 ans : 70 %; 50 à 59 aus : 50 % : 60 à 69 aus : 40 % ; plus de 69 aus : 30 %. Si vous percevez une rente viagère en vertu d'une clause de réversibilité, inscrivez l'âge que vons aviez au moment du décès du précédent bénéficiaire. Si elle a été initialement constituée au profit d'un ménage, c'est l'âge du conjoint le plus âgé au moment de l'entrée en jouissance qui peut être retenu.



Prix de revient kilométrique (1989, frais de garage exclus).

Le tarif à retenir est celui du kilométrage qui se rapproche le plus de la distance professionnelle parcourue annuellement	Kilométrage pro	fessionnel-type
	6 000 km	10 000 km
	F	F
3 CV	1,79	1.21
4 CV	2,03	1,35
5 CV	2,37	1,54
6 CV	2,54	1,65
7 CV	2,64	1,72
8 CV	2,85	1,86
9 CV	2,92	1,92
10 CV	3,08	2,03
11 CY	3,13	2,09
12 CV	3,36	2,24
13 CV et su-dessus	3,42	2,29



Un abattement unique s'applique globalement sur les revenus d'obligations et d'actions. Son montant, fixé à 8 000 F, est porté à 16 000 F si vous êtes marié. a) Revenus de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants (ligne AB).

Doivent notamment être déclarés sous cette rubrique, pour leur montant brut et lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les recettes provenant d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale, non commerciale ou agricole, les produits:

- des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires : des dépôts à vue ou à échéance fixe ;

- des cautionnements en numéraire ;

des comptes courants :

 des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition des sociétés par leurs associés ;

- des bons de capitalisation d'une durée inférieure à six ans, sauf option pour le prélèvement libératoire. Pour les bons de caisse, il faut ajouter au produit perçu le montant du crédit d'impôt, ce dernier étant par ailleurs porté ligne EY.

 Sont exonérés d'impôt les intérêts du livret A de caisse d'épargne, du livret bleu d'une caisse de cré-dit mutuel, du compte épargne-logement (ou d'un plan), du livret d'épargne du travailleur manuel, du

CODEVI ou du livret d'épargne d'entreprise, b) Revenus de valeurs mobilières (lignes DE, FG. HF et JK).

• Il s'agit : - des intérêts, arrérages et produits de toute nature des obligations, effets publics et autres titres d'emprunts négociables :

- des revenus des actions et parts sociales distribués par des personnes morales soumises on non à l'impôt sur les sociétés, à l'exception des sommes distribuées aux associés en nom.

Les revenus suivants sont exonèrés :

- les intérêts de l'emprunt 4,5 % de 1973 : - les produits des parts des nouveaux fonds communs de placements à risque, sous certaines condi-

- les produits des titres déposés sur les engagements d'épargne à long terme.

e En debors des jetons de présence et des distributions n'ayant pas le caractère de dividendes, les revenus des valeurs mobilières peuvent avoir supporté soit une retenue à la source (obligations, titres d'emprunts), soit l'impôt sur les sociétés ou le précompte en tenant lieu, soit un impôt étranger éven-tuellement imputable en France. Tout ou partie de cette resenue ou de cet impôt constitue un crédit d'impôt (valeurs à revenu fixe ou valeurs étrangères) ou un avoir fiscal (50 % des dividendes nets des actions (rançaises).

 Pour déclarer ces revenus, conformez-vous aux indications figuram sur les justificatifs qui vous sont remis par les établissements payeurs et qui doivent, obligatoirement, être joints à votre déclaration : la somme à déclarer comprend le revenu net perçu auquel s'ajoute le montant du crédit d'impôt ou de l'avoir fiscal. Le montant du crédit d'impôt et de l'avoir fiscal, arrondi au franc supérieur, doit être déclaré ligne EY : il sera déduit du montant brut de l'impôt et, s'il est supérieur à ce demier, restitué. Ne déclarez pas le crédit d'impôt se rapportant à des revenus mobiliers exonérés, il n'est pas déductible.

· L'abattement mentionné plus haut vous est accordé automatiquement. Vous ne devez pas le

Un abattement supplémentaire de 1000 F est accordé pour les intérêts de l'emprunt d'Etat 8,80 % de 1977 (ligne DE).

· Vous pouvez déduire, ligne CA, les frais de garde de vos valeurs.

En raison de l'abattement commun aux revenus d'obligations et d'actions, vous pouvez avoir opté pour donigazions et d'actions, vous pouvez avoir opur pour le prélèvement libératoire sur vos produits d'obliga-tions alors que cette option vous a été défavorable. Dans cette situation, déclarez ligne FZ le montant des revenus d'obligations que vous avez soumis au prélè-vement libératoire (il figure sur le justificatif de la banque, sous l'avoir fiscal). L'ordinateur imputera l'abattement, d'abord sur vos revenus d'actions, puis sur vos revenus d'obligations, et s'il apparaît que vous ne profitez pas à plein de l'abattement en raison de votre option, le trop versé sera automatiquement cal-culé et déduit de votre impôt, voire restitué.

· Si votre impôt est au moins égal à 400 F, vos revenus de valeurs et capitaux mobiliers déclarés au §2 supportent un impôt complémentaire de 1 %.

# Revenus fonciers

Les contribuables qui perçoivent les revenus ou plus-values énumérés ci-après ont dû en principe recevoir une déclaration normale. Ceux qui auraient reçu un formulaire simplifié et qui seraient néanmoins concernés n'utiliseront pas cet imprimé mais une déclaration normale nº 2042 N qu'ils se procureront auprès de leur centre des impôts on, éventuellement, de leur

 Ne sont à déclarer ici que les revenus des immenbles bâtis ou non bâtis donnés en location et les revenus des immeubles dont le contribuable se rés la jouissance, mais qui ne sont pas affectés à l'habita-tion (terrains non cultivés réservés à la chasse...), ainsi que les revenus accessoires qui ont leur origine dans le droit de propriété ou d'usufruit (droit d'affichage, droit de chasse...) et qui proviennent de propriétés dont vous vous réservez la jouissance ou que vous donnez en location. Il en est ainsi par exemple des sommes perçues en contrepartie de la location, à un particulier ou à une société, de panneaux ou d'emplacements publicitaires situés sur un terrain ou uno maison vous appartenant.

ATTENTION ! - Les entreprises ou les professionnels de la publicité déclarent à l'administration fiscale les sommes versées au titre du droit d'affi-

• Les dépôts de garantie sont déclarés, le cas

échéant, au départ du locataire. · Si vous louez un appartement meublé ou des locaux nus mais à une personne on à une société de gestion qui les destine à la location meublée et si la location présente un caractère commercial en raison des modalités du bail, reportez-vons au § B . Loneurs en meublé non professionnels » du chapitre 4.

Vous devez joindre à votre déclaration l'annexe bleue nº 2044. Si vous ne l'avez pas reçue, demandez-la à votre centre des impôts (on dans certaines mairies), ainsi que la notice explicative dans laquelle vous tronverez notamment la liste des travaux déductibles (réparations, entretien, amélioration de l'habitat chauffage, sanitaire..., à l'exclusion des travaux de construction on d'agrandissement, - travaux sur des bâtiments ruraux).

A NOTER. - Le taux de 15 % de la déduction forfaitaire applicable aux loyers des propriétés urbaines au titre de l'amortissement, des trais de gestion et d'assurances « frais divers » sur l'imprimé de déclaration) est ramené à 10 %.

 Copropriétaires : pour être déductibles, les pro-visions pour travaux avancées an syndic doivent avoir été reversées en 1989 par ce dernier aux entrepreneurs (conservez l'attestation du syndic). Sort des déficits fonciers.

1) En principe, ils ne peuvent s'imputer que sur d'autres revenus fonciers réalisés la même année, ou les cinq années suivantes s'il s'agit d'immeuble urbains ou les neuf années suivantes pour des pro-

priétés rurales. Exceptionnellement, des déficits fonciers peu-vent être admis en déduction des autres revenus (ils doivent alors être détaillés sur la page 4 de l'annexe nº 2044) ; c'est le cas des déficits :

provenent d'immembles classés monuments historiques (les loyers sont inscrits page 4 de l'annexe); - subis par les nus-propriétaires tenus d'effectuer les travaux de grosses réparations (art. 605 du code civil) ou résultant de traveux exécutés dans le cadre d'une opération proupée de restauration immobilière (et non pas d'une opération programmée d'améliora-tion de l'habitat; les travaux réalisés par un seul pro-priétaire agissant isolément ne seut pas imputables sur le revenu global mais doivent être déduits page 2

3) En pratique, pour les déficits subis en 1989, il vous suffit de les reporter sur la ligne CE de la rubrique « revenus fonciers » de la déclaration ou sur la ligne CH dans les cas exceptionnels visés ci-dessus. L'administration fera les calculs.

de l'annexe : arrêt du Conseil d'Etat du 22 juin 1983).

Si des déficits des années antérieures n'ont pu encore être imputés, vous les mentions ligne CF de la rubrique REVENUS FONCIERS ou, s'il s'agissait des déficits exceptionnels cités ci-dessus (immeubles historiques...), à la rabrique « DEFICIT GLOBAUX », rubrique 6, ligne JU.

Si vous avez demandé à bénéficier en 1986, 1987, 1988 ou 1989 d'une réduction d'impôt pour la construction ou l'acquisition d'un logement neuf situé eonstruction on i acquisition of an argement near strue en France, vous vous étes engagé (e) à le loner non meublé à l'usage d'habitation principale pendant une durée de neuf ans (achat avant le 1-6-1986) ou six ans (achat à partir du 1-6-1986). Vous devez alors inscrire sur l'annexe nº 2044 les noms et prénoms du ou des locataires. D'autre part, pour un achat ou une construction d'un logement neuf réalisé à partir du 1-6-1986, vous bénéficierez pour les loyers des dix premières années de location d'une déduction forfaitaire au taux de 35 % au lieu de 10 %. Si l'engagement de louer le logement à usage d'habitation principale pendant six ans n'est pas respecté en 1989, vous devez réintégrer le supplément de déduction (20 %) obtenu en 1986, 1987 et 1988. Portez le montant de ce supplément sur la ligne 35 de l'annexe nº 2044.

referencies communication and analysis of the communication of the commu

. .

# 4. — Revenus des professions non salariées

Si vous relevez du régime du bénéfice réel ou de la déclaration contrôlée, reportez vos résultats et plus-values éventuelles à la rubrique 4 en distinguant selon qu'ils proviennent ou non d'une activité relevant d'un centre ou d'une association agréés.

#### a) BÉNÉFICES AGRICOLES

Est exploitant agricols tout contribuable (proprié-taire exploitant, métayer ou fermier) qui tire un revenu régulier de la vente des produits qu'il récolte (même s'il exerce une autre activité). Il en est de même si vous êtes membre d'une société de personnes ayant pour objet l'exploitation d'une propriété agri-cole ou forestière, d'un GAEC ou d'un groupement

#### Régime du forfait.

Vous devez souscrire une déclaration spéciale nº 2342 avant le 1° avril. Si vous n'avez pas d'autre revenu, vous disposez pour souscrire votre déclaration d'ensemble d'un délai allant jusqu'au dernier jour du mois suivant celui de la publication des bénéfices for-faitaires au Journal officiel.

Mais si vous avez d'autres revenus, vous êtes tenu souscrire la déclaration générale des revenus dans la ligne E, F ou G, colonne S (forfait non encore fixé).

Si vous avez une activité de tourisme à la ferme ou d sous effectuez des travans forestiers nout des tiers. et si vos recettes correspondantes n'excèdent pas 100 000 F, vous pouvez inscrire le montant brut de ces recettes commerciales accessoires colonne X du §A : dans ce cas, un abattement de 50 % vous sera automatiquement accordé.

REMARQUE. - Les revenus accessoires (location du droit d'affichage, de chasse, d'exploitation de carrières, redevances tréfoncières...) perçus par les propriétaires exploitants agricoles sont des revenus fonciers (déclaration n° 2044), sauf lorsque les terres sont inscrites à l'actif d'une exploitation soumise au régime du bénéfice réel. Dans ce dernier cas, ces pro-duits sont imposables dans la catégoria des bénéfices

# Régime transitoire.

Ce régime transitoire.

Ce régime s'applique aux exploitants individuels dont la moyenne des recettes des deux années précédentes (1987-1988) est comprise entre 500 000 F et 750 000 F et qui ne sont pas déjà soumis à un régime réel d'imposition. Les forfaitaires peuvent opter pour le régime transitoire. Les exploitants ne peuvent relever de ce régime pendant plus de cinq ans. Il se caractérise par des obligations comptables réduites. Vous devez alors sonscrire la déclaration spéciale nº 2136 et la déclaration d'ensemble des revenus le 2 mai 1990 au plus tard.

# Régime du bénéfice réel simplifié.

Ce régime est applicable soit sur option, soit obligatoirement lorsque les recettes de l'exploitation sont comprises entre 500 000 F et 1,8 million de francs pendant deux années consécutives (1987 et 1988).

Vous devez alors souscrire la déclaration spéciale nº 2139, un bilan simplifié nº 2139 A et la déclaration d'ensemble des revenus au plus tard le 2 mai 1990, quelle que soit la date de clôture de l'exercice.

# Régime du bénéfice réel normal.

Si la moyenne de vos recettes de 1987 et 1988 excède 1,8 million de francs, vous êtes de plein droit sous ce régime. Vous pouvez également opter pour ce régime si vous relevez du forfait ou si vos recettes sont comprises entre 500 000 F et 1,8 million de francs. Dans ce cas, vous devrez déposer la déclaration spéciale nº 2143 et la déclaration des revenus au plus tard le 2 mai 1990, quelle que soit la date de clôture de

# Déduction des déficits.

Ils ne peuvent donner lieu à imputation sur le revenu global lorsque le revenu net d'autres sources dont dispose le contribuable excède 100 000 f.

#### b) BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

En dehors des personnes qui exercent leur activité à titre professionnel, soit personnellement, soit comme associé d'une société de personnes, des particuliers penvent être imposables dans cette catégorie de revenus lorsqu'ils réalisent certaines opérations :

- achats et reventes d'immeubles soit à titre d'intermédiaire, soit à titre personnel mais habituel;

— location d'établissements industriels ou commerciaux munis du matériel ou du mobilier nécessaires à leur exploitation;

 location en meublé; toutefois, les personnes qui louent ou sous-lonent en meublé une ou plusieurs pièces de leur habitation principale sont exonérées pour les produits de cette location, à la double condition que les pièces louées constituent, pour le locataire, sa résidence principale et que le prix de location demeure fixé dans des limites raisonnables. Les locations de chambres d'hôtes n'excédant pas 5 000 F par an sont également exonérées.

# Régime du forfait.

C'est le régime normal des petites entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 500 000 F (150 000 F pour un prestataire de services). Il faut alors déposer une déclaration spéciale n° 951 au plus tard le 15 février 1990 pour les entreprises dont le forfait est renouvelable en 1990 et au plus tard le 2 mai 1990 pour celles dont le forfait a été fixé en 1988 pour la période 1988-1989. Dans ce dernier cas, vous devez reporter le chiffre sur la déclaration des revenus, colonne T. Si, au contraire, le bénéfice de 1989 doit être fixé en 1990, il convient de cocher la case correspondante de cette colonne.

#### · Régime simplifié d'imposition des petites et moyennes entreprises.

La loi fixe à 3 millions (900 000 F pour les prestataires de services) la limite d'application de ce régime (dont peuvent également bénéficier, sur option, les Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (on le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de

déclaration est fixé au 2 mai. Régime du bénéfice réel pour les entre-

prises les plus importantes. Vous devez établir la déclaration de résultats nº 2031 et les tableaux comptables annexes; le délai de déclaration est fixé au 2 mai.

Les résultats sont reportés sur la déclaration

# Loueurs en meublés non professionnels. Si le montant total des loyers que vous avez perçus en 1989 n'excède pas 26 000 F (DOM sauf Guyane, 49 000 F), vous pouvez vous dispenser de la déclaration nº 951. Joignez simplement à votre déclaration une note donnant le montant et le lieu de vus locations

et portez, colonne V du § A., le montant brut des récettes. L'abattement de 50 % avec minimum de 2 000 F sera calculé par l'ordinateur. ATTENTION! - Si vous avez opté pour un régime de bénéfice réel, vous ne pouvez déduire vos déficits éventuels que des bénéfices retirés de l'acti-vité de location (portez vos résultats colonne A ligne D du § D s'il s'agit d'un bénéfices, ligne E s'il s'agit d'un déficit).

# c) REVENUS NON COMMERCIAUX

 Déclaration contrôlée (nº 2035). ~ Ce régime est obligatoire pour les titulaires de charges et offices et pour les personnes ayant réalisé en 1989 plus de 175 000 F de recettes brutes (non compris les gains exceptionnels et les honoraires rétrocédés déductibles). Toutefois, les contribuables dont les recettes ont pour la première fois dépassé la limite de 175 000 F en 1989 sont autorisés à demeurer soumis au régime de l'évaluation administrative pour la fixa-tion du bénéfice de cette année. Les adhérents des associations agréées et les associés d'une société civile de moyens ont jusqu'au 2 avril 1990 pour déposer la déclaration 2035.

• Evaluation administrative (nº 2037). - Ce régime est applicable aux personnes non soumises obligatoirement (ou qui n'ont pas opté) au régime de la déclaration contrôlée.

REMARQUE.—Les contribuables imposés dans cette catégorie (quel que soit le régime) peuvent déterminer leurs frais professionnels d'automobile par application du barème forfaitaire publié pour les salariés (voir chapitre ! « Traitements et salaires »). Il s'agit, bien entendu, d'une simple option, les intéressés conservant la possibilité de se conformer aux règles habituelles.

· Revenus non commerciaux accessoires. - Si vous avez des revenus non commerciaux accessoires n'excédant pas, remboursement de frais compris, 21 000 F et intégralement déclarés par des tiers (partie versante), vous pouvez les porter directement à la colonne W du § A «Régime du forfait». Il convient de les inscrire pour leur montant brut : l'abattement de 25 % avec un minimum de 2000 F sera calculé par l'ordinateur.

 Activités lucratives non professionnelles dont les déficits ne sont déductibles que des revenus de la même activité (certains droits d'auteur ou produits d'inventeur, gains de professionnels des jeux et courses) : déclarez les résultats obtenus colonne B du § D, ligne D pour les bénéfices ou ligne E pour les CAS PARTICULIERS:

#### Ont le caractère de revenus non commerciaux : - les profits réalisés par les peintres et sculp-

teurs : - les revenus des photographes de mode non jour-

- les droits d'auteur, intégralement déclarés par

les tiers, lorsque l'écrivain, ou le compositeur, opte pour le régime des revenus non commerciaux : - les produits perçus par les héritiers des écrivains et compositeurs :

- les produits perçus par les inventeurs : en principe, les produits provenant de la cession de brevets ou concession de licences d'exploitation sont impo-sables au taux proportionnel de 16 % (les inscrire dans la ligne 1) ou 11% si l'activité d'invention est exercée à titre principal. Les déficits subis par les inventeurs ne peuvent être déduits que des produits de même nature réalisés la même année ou les cinq années suivantes. Ils doivent être inscrits ligne E colonge B du § D. L'inventeur doit attendre la réalisation de bénéfices pour imputer les déficits antérieurs. Toutefois, lorsau un inventeur expose des frais pour prendre un brevet ou en assurer la maintenance sans

percevoir des produits imposables, ou lorsqu'il perçoit des produits inférieurs à ces frais, le déficit correspondant est déductible du révenu global de l'année de la prise du brevet et des reuf années suivantes; l'année de sa réalisation, ce déficit est reporté colonne D du § Joignez alors à votre déclaration une note dans laquelle vous justifiez bénéficier de ce régime spécial d'imputation des déficits.

#### d) ADHÉRENTS DES CENTRES DE GESTION **OU ASSOCIATIONS AGRÉES**

Vous n'avez pas à calculer l'abattement auque us avez droit. Ne le déduisez pas, l'administration le calculera automatiquement.

Les adhérents des centres de gestion ou associa-tions agréés, qui sont placés de plein droit ou sur option sous un régime réel d'imposition, bénéficient d'un abattement de 20 % de leur bénéfice imposable pour la fraction n'excédant pas 413 200 F et de 10 % au-delà de cette limite jusqu'à 588 000 F. Pour bénéfi-cier de cet avantage. l'adhésion au centre ou à l'asso-ciation doit être antérieure au 1° avril 1989.

# REMARQUE:

 Déduction du salaire du conjoint participant effectivement à l'exploitation. — Ce salaire peut être déduit des résultats professionnels dans la limite de 89 900 F (douze fois une fais et demie le SMIC mensuel pour un travail effectif rendant l'année 1989 entière) si vous ètes adhérent d'un centre de gestion association agrées (cette limite demeure à 17 000 F si vous n'étes pas adhérent).

#### e) PLUS-VALUES **PROFESSIONNELLES**

 1. – Si vous êtes industriel, commerçant, artisan ou agriculteur et que votre chiffre d'affaires dépasse la limite du forfait, les plus-values à court terme que vous avez réalisées doivent être incluses dans le revenu courant, tandis que les plus-values à long terme sont inscrites au § B de la rubrique 4 de la déclaration (taux 16 % ou 26 %).

Si vous exercez une profession libérale et si vos recentes dépassent 175 000 F, le régime est le même, recentes dépassent 175 000 F, le régime est le même,

excepté que le taux relatif à vos plus-values à long terme est égal à 11 %.

• 2. - Si vous êtes depuis au moins cinq ans commercant, artisan, agriculteur ou membre d'une profession libérale et que vos recettes n'excèdent pas la limite du forfait ou de l'évaluation administrative, vos plus-values professionnelles sont exonérées sauf pour : — les plus-values de cession de terrains à bâtir ;

les plus-values de cession d'immeubles loués meublés si vous n'êtes pas inscrit au registre du com-merce ou si, y étant inscrit, votre activité de loueur en meublé représente moins de 50 % de votre revenu global et moins de 150 000 F de recettes annuelles.

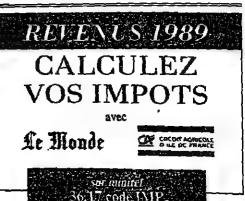
Si l'activité est exercée depuis moins de cinq ans, vons relevez du régime décrit au § 1 ci-dessus, sauf pour la vente de terres agricoles ou forestières qui suivent les règles des plus-values particulières décrites au chapitre 5, § 1. Joignez alors une note annexe à votre déclaration spéciale faisant apparaître le détail de vos plus-values professionnelles.

#### f) REVENUS DES GÉRANTS ET ASSOCIÉS

Les rémunérations des gérants majoritaires des SARL et des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) pluripersonnelles et non familiales, ainsi que celles des membres des sociétés de personnes soumises à l'impôt sur les sociétés doivent être ins-crites à la rubrique spéciale prévue au § C (colonnes

Ces rémunérations béséficient de l'abattement de Ces rémunérations bénéficient de l'abattement de 20% accordé aux salariés. — L'abattement est égal à 20% de la rémunération nette de frais professionnels qui n'excède pas 588000 F, lorsque le contribuable détient au plus 35% du capital de la société qui le rémunère. Si cette participation est supérieure à 35% du capital, l'abattement de 20% s'applique à la fraction de la rémunération nette n'excédant pas 413 200 F; il est de 10% pour la partie de cette rémunération nette comprise entre 413 200 F et 588 000 F. Le calcul de l'abattement est effectué par l'ordinateur. Il suffit de mentionner les rémunérations nettes

tour. Il suffit de mentionner les rémunérations nettes colonnes E ou F du § C selon l'importance de la parti-



يلاشين أورجعه المان The part of the series Special of the Contract of the

ms

2 64 m pring 16. ्र कामानामान्यान अस्ति । يروني فللمودأ القفاري 25 + -- <del>15</del>4 ومراجعتها ليهاد

Margarette and may be

Sea service of St. 1 was more.

1-45 - 1 1 1 2

11 - 7 45 7.

Paragraph and Same

And the State of the Control of the State of

and the least of the large

HART BY THE PROPERTY.

and the large groups

Annual Section 1981

 $(\mathcal{A}^{(n)}, \mathcal{A}_{n-1}, \mathcal{A}_{n-2}) = (\mathcal{A}, \mathcal{A}_{n-2}, \dots, \mathcal{A}_{n-2}, \mathcal{A}_{n-2})$ 

Fifty was a six a

医囊状囊切除术 化二二二

Address of the Control of the

A particular of

5 ---

Market Co. Co.

4.00

2.

Adding the

. . . . . . . . .

90.1 ( 7.1)

star.

processors and an experience

A second

140 5 - 251

المواري الإجهازي فيتم A start Winger early girth to Market Bardgare (1997) المرتبط والمعارب الإستاء a april merekan di

gazze abbiet. .. · 网络特别的 24 1944 - 19 A Pril -175 Care r. A seek to t 

المتاريخ المهيميهاوسي Application of the second Arter of the file \$ A.

S. 445.00 5  $\omega_{i} = \sigma_{i} \omega \delta_{ij} (\omega_{i} - \delta_{i}^{2}) \epsilon_{ij}$ CHARLES THE MY more set in the filter a magazi e معجا وأبد فوالها 14 14 PRV

Tellerate Barbania

医腹膜 化异糖基金

الشاجيال وتقربهم Application ما فالمجيد الع معادت ومسيدتارين وعصد عدرتيني ميز gages of the States

17.66

SEC SECTION

والهافية والمنتهاة المسالي

يان وه بريان جريب

THE REST. NAMED IN gast gar ver A 14 - A4 - ادابنتم مخين

- June 3 mark

A 18 6

 $28625 p_{\rm c} = r_{\rm pp}$ وكده وتبيين entire south

Strange of # W. \*\*\*

17572

ائي ٿ - 754 25 -A 1848 C Allender (\*) Service (\*)

E-1 Art -جديد. مصطفع 241 Car.

A 400 -10 m

# 5. – Les plus-values et gains divers

#### a) LES IMMEUBLES

 Certaines ventes d'immeubles sont exonérées : - la résidence principale, pourvu que vous l'ayez occupée pendant au moins cinq ans, ou depuis la date de l'achat, ou que vous soyez contraint de la vendre pour des impératifs d'ordre familial ou professionnel

- la première cession d'un logement (qu'il s'agisse d'une résidence secondaire ou d'un immenble donné en location) lorsque le cédant ou son conjoint n'est pas propriétaire de sa résidence principale directement on par personne interposée et que la cession est réalisée au moins cinq ans après l'acquisition ou l'achèvement. Toutefois l'exonération n'est pas applicable lorsque la cession intervient dans les deux ans de celle de la résidence principale. Ces délais de cinq ans et de deux ans ne sont pas exigés lorsque la vente est motivée par un impératif familial ou un changement de résidence;

- les cessions inférieures à 30 000 F:

nécessitant un changement de résidence ;

- les cessions de terrains à bâtir ou des autres immeubles détenus depuis au moins vingt-deux ans;

les ventes de terrains agricoles, non exploités par le propriétaire, pour un prix n'excédant pas 5 F le mètre carré (11 F pour les cultures maraîchères, frui-tières et pépinières : 33 F pour les vignobles à appellarôlée et cultures florales; 9 F pour les vignobles V.D.Q.S.; 6 F pour les autres vignobles);

les expropriations consécutives à une déclaration d'utilité publique sous condition du remploi, dans les six mois, dans l'achat de biens de même nature ou la construction d'un immeuble.

e En outre, quand le total des immeubles que vous possédez n'excède pas 400 000 F (plus 100 000 F par enfant à charge à partir du troisième), les plus-values immobilières réalisées ne sont pas prises en considération. De même, sont exonérées les ventes effectuées par des retraités non imposables à l'impôt

ATTENTION. - Hormis les cas ci-dessus, lorsque vous réalisez une plus-value sur la vente d'un immeuble ou d'un logement, vous devez souscrire une déclaration spéciale n° 2049 de ceuleur verte. Réclamez-la à votre ceutre des impôts, avec la notice explicative nº 2049 bis qui vous permettra de détermi-ner votre plus-value, après application des coefficients

d'érosion monétaire et des réductions et abattements auxquele vous avez droit lorsque vous déteniez votre bien depuis plus de deux ans (plus-value à long

· La plus-value réalisée est soumise à l'impôt, mais avec application, si elle est à long terme, d'un système de quotient destiné à atténuer la progressivité

#### b) LES MÉTAUX **ET OBJETS PRÉCIEUX**

#### 1) OR ET AUTRES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Les ventes par des particuliers sont sommises à une taxe forfaitsire de 7 % tenant lieu d'imposition de la plus-value. Cette taxe est perçue notamment sur les ventes de lingots et de pièces. Aucune autre imposition n'est applicable.

2) OBJETS PRÉCIEUX (bijoux, objets d'art, de collection on d'autiquité).

En principe, les ventes que vous avez effectnées pour un montant supérieur à 20 000 F ont été soumises à une taxe forfaitaire de 6 % s'il s'agit d'une transaction privée et de 4 % s'il s'agit d'une vente publique.

Toutefois, si vous possédiez des pièces suffisantes pour justifier de la date et du prix de l'acquisition, vous avez pu, au moment de la vente, opter pour le régime général des plus-values des particuliers (prise en compte de l'érosion monétaire, inclusion de la phusvalue dans les bases de l'impôt sur le revenu). Le se vice des impôts dont vous relevez vous a alors notifié son acceptation. Vous devez donc maintenant remplir la déclaration nº 2049.

#### c) GAINS DE CESSION DE VALEURS MOBILIÈRES. MATIF ET MONEP

 Pour les gains de cession de valeurs mobilières. vous ne devez souscrire une déclaration nº 2074 que si vous avez effectué, directement ou par personne interposée, pour un montant excédant 298 000 F: - des opérations de Bourse au comptant ou sur le

marché à règlement mensuel ; - des cessions de gré à gré, à titre onéreux, de valeurs mobilières cotées ou négociées sur le marché

hors cote, de droits portant sur ces vaieurs ainsi que de titres représentatifs de telles valeurs (actions de SICAV, parts de fonds communs de placement quel que soit le nombre de porteurs de parts).

Les plus-values sont imposées au taux de 16 %.

REMARQUE IMPORTANTE. - Lorsque tous les titres que vous et les membres de votre foyer fiscal possédez sont réunis en un seul compte déposé chez un intermédiaire et lorsque celui-ci détermine lui-même le montant des gains réalisés, vous pouvez vous dispenser de remplir une déclaration n° 2074 : le gain net doit être reporté directement au § 5 de la déclaration n° 2042 N à laquelle devra être joint le document fourni par

Dans ce cas, l'option afférente au prix d'acquisition des tires acquis avant le 1º janvier 1979 devra être exprimée dans une note jointe à la déclaration re 2042 N, à moins que l'intermédiaire n'ait prévu de la faire figurer sur le document qu'il vons a adress

Si l'intermédiaire ne peut faire apparaître les uscrire le formulaire n° 2074, afin de justifier du détail de l'imputation de ces pertes et ainsi de la différence avec le chiffre reporté sur la déclaration, rubrique 5, être portées sur la ligne K, colonne T. ligne K (colonne M ou N).

• Profits sur MATIF. - Les profits sur MATIF qui sont réalisés à titre occasionnel dans le cadre de contrats se référant à des emprunts obligataires ou à des actions sont impossibles à 16 %. Ils doivent être déclarés sur le formulaire nº 2074 et reportés sur la déctaration d'ensemble à la rubrique 5, ligne K (colonne M ou N).

Pour les profits sur MATIF autres que ceux définis ci-dessus, l'imposition est de 32 %. La résultat figurant sur le formulaire 2074 doit être reporté sur la déclaration d'ansemble (nubrique 5, figne K, colonne P).

 Profits sur marchés à terme de marchandis sur marchés d'options négociables HAUT.: 1319.... SURF.: 552. Nº: 1100,5008 (MONEP). — Les profits réalisés à titre occasionnel sur ces marchés, taxables à 16 %, sont portés à la ligne K du § 5, colonne M.

Les gains et pertes réalisés sur ces marchés et sur le MATIF ne se compensent pas. Par suite, les partes sur marchés à terme de marchandises ou sur marchés d'options négociables ne doivent pas être mentionnées sur la déclaration 2042 N.

#### d) PLUS-VALUES DE CESSION DE DROITS SOCIAUX

Déclarez ligne K, colonne S, le montant imposable des plus-values réalisées lors de la cession de droits sociaux de sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés dont vous avez détenu directement ou indirectement, à un moment quelconque au cours des cinq années précédentes, plus de 25 % des droits dans les bénéfices

2.00

100

<u>ا من المنا</u>

구, 발생

 $v = c_1 v_1 \cdots v_{\frac{d-1}{2}}$ 

-- to to

يان بيون -

---

. er . . ja 🍇 🍕

अपूर्ण हिं ن الله مديد . . .

.. ... ili

- - -

... (84-156) (報 ... (15-15) (報

ig garage Parket and the second

. . . Single State

الإستهالات المارية

1.0

4 24 EM .

and the second second

40

1 1076 . 1

All Control on Sept

Par Streeting

120

A 184 M

4.4.7

. San Sanjar (p.)

12.00

19.00

Le taux d'imposition est de 16 %. Les cessions à un membre de la famille sont imposables lorsque les titres sont conscivés dans la famille moins de cinq ans, c'està-dire lorsque le cessionnaire, membre de la famille, revend les droits à un tiers.

#### e) DISTRIBUTIONS DES SOCIÉTÉS A CAPITAL RISQUE

Elles sont imposables au taux de 16 % et doivent

#### f) LEVEE D'OPTION DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS PAR LES SALARIES

L'avantage réalisé lors de la levée d'option d'achat d'actions de leur société par les salariés est exonéré, mais à condition que les intéressés conservent ces actions pendant les cinq ans qui suivent l'attribution et, en outre, pendant l'année qui suit la levée d'option. Si ces conditions ne sont pas remplies et sauf cas de mise à la retraite, invalidité, décès, licenciement, l'avantage est imposable, après abattements spécifiques aux saisires (10 % et 20 %), selon le système du quotient qui est fonction du temps écoulé entre l'option et la levée d'option on la cession des titres, décompté en années entières (le quotient peut donc être de 1, 1/2, 1/3 ou 1/4: dans le premier cas, l'avantage a'ajoute nt et simplement aux salaires; dans les trois autres cas, l'impôt est calculé sur l'avantage divisé par 2, 3 ou 4, puis le résultat est multiplié respectivement par 2, 3 ou 4).

# 6. — Charges à déduire du revenu

## a) PENSIONS ALIMENTAIRES.

Vous devez pouvoir justifier cette déduction. Indiquez les nom et adresse des bénéficiaires.

#### 1) PENSION VERSÉE A UN ENFANT MAJEUR.

Est admise en déduction la pension alimentaire versée à un enfant maieur, célibataire ou marié, ne disposant pas de ressources suffisantes et auquel, par conséquent, ses parents doivent venir en aide (enfant sans emploi, étudiant de plus de vingt-cinq ans, enfant séparé...),

Ainsi, vous pouvez porter ligne MG;

- la pension versée à un enfant majeur célibataire: elle sera admise dans la limite de 20 780 F par enfant (indiquez le nombre dans la case MH);

 la pension versée à un enfant majeur marié (ou chargé de famille) : la limite est de 20 780 F si les beaux-parents de votre enfant participent également à l'entretien du jeune ménage (portez alors le chiffre 1 dans la case MH) : cette limite est portée à 41 560 F si vous assurez seul l'entretien du feune couple ou de votre enfant chargé de famille : dans ce cas vous devez indiquer le chiffre 2 dans la case MH et justifier que vous participez seul à l'obligation alimentaire en joignant à votre déclaration une note annexe où vous mentionnerez les nom et adresse des beauxparents de votre enfant ou de votre ex-conjoint si vous étes séparés.

A NOTER. - Si la pension alimentaire déduite est versée à un enfant majeur inscrit dans l'enseignement supérieur, vous avez droit à un avantage minimal en impôt au titre de cette déduction.

Cet avantage minimal est égal à 4000 F par enfant concerné. Mais il ne peut excéder 35 % des sommes versées.

Vous n'avez aucun calcul à effectuer vous-même. l'avantage minimal étant déterminé automatiquement par l'administration.

Pour bénéficier de cette mesure, vous devez indi-quer aux lignes MJ à ML la part des pensions inscrites à la ligne MG versée à des enfants inscrits dans l'enseignement supérieur. Vous devez également pré-ciser à la page 6 de la déclaration le nom et l'adresse de l'établissement d'enseignement supérieur où sont inscrits ces enfants majeurs pour lesquels vous déduisez une pension alimentaire.

ATTENTION. - La déduction n'est possible que si vous ne comptez pas cet enfant parmi les personnes à charge. En effet, sous certaines conditions (voir rubrique « Enfants à charge »), vous avez peut-être intérêt à opter pour le rattachement de votre enfant à votre foyer. Il vous ouvre droit, si tel est le cas, à une majoration de votre nombre de parts s'il est célibataire. L'option pour l'une ou l'autre formule dépend de chaque situation particulière, et notamment du montant des revenus perçus par l'enfant en dehors de la pension alimentaire et du nombre de vos enfants (souvenez-vous qu'à partir du 3° enfant vous avez droit à une part par enfant).

Si vous déduises une pension alimentaire, celle-ci est imposable au nom de votre enfant à concurrence de ce qui est admis en déduction.

Dans le cas du rattachement, vous ne pouvez pas déduire de pension alimentaire mais vous devez ajouter à vos revenus ceux qui ont été perçus par votre enfant (s'il a travaillé) ou par le jeune couple s'il est

2) AUTRES PENSIONS ALIMENTAIRES (ligne MZ de la déclaration).

Sont déductibles les pensions alimentaires versées aux ascendants et descendants (sauf en ce qui concerne les enfants majeurs : voir § I ci-dessus) en vertu de l'obligation alimentaire édictée par le code civil (à la condition de correspondre aux besoins de celui qui reçoit et aux ressources de celui qui donne) ou versées, entre époux séparés ou divorcés, en vertu d'une décision de justice lorsque le conjoint est imposé

Si aucune clause d'indexation n'a été prévue par le juge, vous pouvez revaloriser la pension que vous ver-sez pour l'entretien des enfants mineurs dont vous à cette fin l'indice INSEE du coût de la vie.

Si vous rous acquittez es mature de l'obligation alimentaire en recueillant sous votre toit un de vos ascendants sans ressources suffisantes, vous ponvez déduire de votre revenu, sans avoir à fournir de justification, une somme correspondant à l'évaluation des avantages en nature retenue pour les cotisations de Sécurité sociale. En 1989, cette évaluation s'élève à

Les pensions alimentaires, même en nature, doivent être déclarées par les bénéficiaires sous la rubrique « Pensions... » (lorsqu'elles ne sont pas déducti-bles, il est admis qu'elles ne soient pas imposables).

# Rentes en capital prévues en cas de divorce.

La pension alimentaire due en cas de divorce, pour l'entretien d'un enfant mineur, peut être rempla-cée par le versement d'argent entre les mains d'un sisme accrédité chargé de verser à l'enfant une rente indexée. Dans ce cas, vous pouvez dédaire une somme égale au montant du capital versé divisé par le nombre d'années au cours desquelles la rente doit être

Le déduction ne peut excéder 18 000 F par an our un même enfant, cette limitation n'étant toutefois pas applicable pour un enfant infirme.

Vous devez joindre à votre déclaration, la première fois que vous pratiquez cette déduction, une attestation de l'organisme accrédité chargé du versement de la rente.

#### b) PLAN D'ÉPARGNE EN VUE DE LA RETRAITE.

 Vous pouvez déduire de votre revenu imposable le montant de vos versements effectués en 1989 sur un (ou plusieurs) plan d'épargne en vue de la retraite.

La déduction est limitée à 16 420 F pour les contribuables maries, soumis à une imposition commune et à 8 210 F pour les autres contribuables (célibataires, veuls, divorcés ou séparés). Ces plafonds sont majorés de 4 110 F pour les contribuables qui ont au moins trois enfants comptés à leur charge pour l'impôt sur le revenu, à l'exception des enfants majeurs rattachés au foyer fiscal.

Les personnes qui, après l'âge de soixante ans, ont effectué des retraits sur le PER ou perçu un arriérage de pension au titre de leur plan ne penvent pratiquer

A noter que le montant de la prime d'assurancesie pour lequel est demandée une réduction d'impôt vient en diminution du plafond de déduction au titre du PER.

La déclaration de revenus sera complétée, ligne BA (rubrique 6), seion les indications figurant sur le ou les états réunis par le ou les gestionnaires du PER. Ces états doivent être joints à la déclaration de

#### e) FRAIS D'ACCUEIL D'UNE PERSONNE DE PLUS DE 75 ANS.

Une déduction est accordée aux contribuables qui recueillent sous leur toit une personne de plus de soixante-quinze ans (non parente en ligne directe) ayant pour 1989 moins de 34 890 F de ressources (plafond porté à 60 990 F si cette personne est mariée). Il n'est, bien entendu, pas possible de cumuler cette déduction avec la prise en compte dans le nombre de parts s'il s'agit d'une rersonne de plus de limite de déduction est fixée, pour l'année, à 14 970 F par personnie. Contrairement aux principes habituels, cet avantage ne constitue pas un revenu imposable pour le bénéficiaire dès lors qu'il ne résulte pus d'une bligation alimentaire, comme c'est le cas entre ascendants et descendants. Vous devez mentionner en annexe le nom de la personne recueillie et être en mesure de justifier de ses ressources.

# d) PERTES EN CAPITAL.

Les personnes physiques qui ont souscrit au capital de sociétés créées emre le 1= janvier 1987 et le 31 décembre 1988 peuvent déduire les pertes en capital subies en cas d'échec de la société. Il en est ainsi à la condition que la société soit soumise à l'impôt sur les sociétés, exerce une activité industrielle ou commerciale et se trouve en état de cessation de paiement dans les cinq ans qui suivent sa constitution.

La perte, qui est égale au montant de la souscription diminué des sommes éventuellement récupérées, est déductible dans la limite de 200 000 F pour les contribuables mariés et 100 000 F pour les autres

Cette perte doit figurer à la rubrique 6, ligne CB. Il faut joindre à la déclaration une attestation de souscription et une copie du jugement concernant l'entre-

# e) DÉDUCTIONS DIVERSES.

- rentes payées à titre obligatoire et gratuit et constituées avant le 2 novembre 1959;

- versements effectués pour la constitution de la retraite mutualiste des combattants et destinés à la constitution d'une rente donnant lieu à majoration de l'Etat (le montant maximum de cette rente a été porté de 5 600 F pour 1989) :

- intérêts payés, au titre des prêts de réinstallation ou de reconversion, par les Français rapatriés ou reutrant de l'étranger;

- fraction des charges foncières relative aux monuments historiques ne procurant aucune recette à leurs propriétaires s'en réservant la jouissance :

 versements obligatoires ou volontaires de coti-sations ouvrières de Sécurité sociale qui n'ont pas été déduits d'un revenu particulier; ne sont pas déductibles les charges sociales afférentes aux rémunérations versées aux employés de maison. Il est rappelé que, les cotisations ouvrières (maladie, retraite, chô-mage...) ayant déjà été déduites du salaire, il n'y a pas lien de les déduire une deuxième fois.

#### f) LA DÉTAXATION DU REVENU INVESTI EN ACTIONS.

Si vous (ou votre conjoint) êtes né avant 1932 et . si vous avez benéficié d'une déduction entre 1978 et 1981, vous pouvez déduire les sommes consacrées à de nouveaux achats d'actions de sociétés françaises ou de valeurs assimilées (SICAV). Cette déduction porte

sur l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisé au cours de l'année 1989.

Toutefois, si vous avez cédé de telles valeurs après le 1<sup>st</sup> juin 1978, la déduction est limitée au montant de l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisé depuis cette date.

Deux autres conditions sont encore exigées : vous ou votre conjoint devez être en activité au

vous ne devez pas avoir ouvert un CEA. La déduction est automatiquement limitée à 6 000 F, augmentée de 500 F pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 1 000 F par enfant à

partir du troisième. CETTE DÉDUCTION PEUT ÊTRE CUMU-LÉE avec l'abattement sur les revenus d'obligations

et sur les dividendes. · Normalement, vous avez dû recevoir une notice spéciale se 2041 AM (qui est également disponible dans les centres des impôts), sur laquelle vous trouve-rez le détail des opérations ouvrant droit à déduction et les conditions de dépôt des valeurs et de conserva-

Si vous vendez des valeurs pour vous procurer des disponibilités, sanf licenciement, invalidité ou décès, les sommes désinvesties devront être ajoutées au revenu. En effet, les valeurs doivent être conservé pendant les quatre ans qui suivent l'année de la derière déduction.

Toutefois, si vous n'avez pas bénéficié de la détaxation à partir de 1984, vous n'avez aucune somme à ajouter à votre revenu en cas de cession de vos valeurs en 1989.

Si vous n'avez pas respecté l'obligation de conser vation indiquée ci-dessus, vous devez réintégrer à votre revenu imposable (ligne DG) l'excédent de cessions réalisé (dans la limite des déductions précédem ment obtenues et non encore réintégrées) : pour calculer cet excédent de cessions, utilisez la fiche de calculs qui figure dans la notice spéciale nº 2041 AM. Vous pouvez d'ailleurs joindre, si vous le désirez, cette fiche de calculs à votre déclaration afin d'éviter toute demande d'explications,

Votre obligation de conservation peut prendre fin le 31 décembre de l'année de départ en retraite.

 Pour bénéficier de la détaxation, vous devez joindre à votre déclaration de revenus les états anmeis remis par les intermédiaires et mentionner dans la case appropriée le nombre de ces intermé-

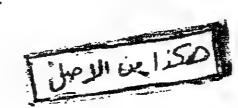
#### g). SOUSCRIPTIONS EN FAVEUR DU CINEMA OU DE L'AUDIOVISUEL

Une déduction est octroyée aux contribuables qui souscrivent en numéraire (espèces ou chèque) au capital agréé des sociétés (SOFICA) qui ont pour activité exclusive le financement d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, à condition que ces œuvres alent reçu l'agrément du ministère de la

La déduction est limitée à 25 % du revenu net global (mais il n'y a pas de plafond en valeur absolue); la limitation sera faite par l'ordinateur. Les actions des SOFICA ne peuvent être prises en compte égale-ment pour la détaxation « Monory » ou pour le CEA. Elles doivent être conservées au moins cinq ans,

ATTENTION: vous devez obligatoirement join-dre à votre déclaration un relevé délivré par la SOFICA

En cas de revente de titres achetés en 1985, 1986, 1987 ou 1988, vous devez réintégrer à vos revenus de 1989 la déduction correspondante en mentionnant cette reprise ligne GH



# 7. — Charges ouvrant droit à des réductions d'impôt

#### a) DONS AFFECTÉS A LA FOURNITURE GRATUITE DE REPAS ET AU LOGEMENT DES PERSONNES EN DIFFICULTÉ

\* e. .

And the second

. . . . . .

A SP CALL

A SAME AND A SAME

Address of the Control of the Contro

New York Committee of

Annual Control of

200

. . . . . -

.. . . .

Asset Inc.

S .

. . .

5.50

15.50

#foats

\*19 \*

457.17

 $z_{\rm e} = 2.35$ 

. . . .

200

4.40

...

2.0

المجادية وا

Sept. of

- +th

2014

- 0 SEA

21708

2 1 mg

و 🕅 دستو

دشيم ديل

427

فلاه رهي او

4.47

44.

-

20.0

خادعم

and the state of

ويكاشرونيون

20 mg 51 34

. 💎 25 Err

क्र क्रेस्टर

an agraphic

- A CARLO A.

ALL AND

Sagaration ?

A STATE OF THE

-

The state of

2.5

• • •

Les dons versés aux associations qui fournissent gratuitement des repas en France aux personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement ouvrent droit, dans la limite amuelle à 500 F (au lieu de 400 F l'année passée) à une réduction d'impôt égale à 50 % de leur montant.

Les contribuables qui ont versé à ces associations des dons d'un montant supérieur à 500 F peuvent bénéficier de cette réduction d'impôt pour 500 F (ligne HS) et de la nouvelle réduction d'impôt relative aux dons (sous réserve de l'application des plafonds) pour la fraction de leurs versements qui excède 500 F (à inscrire figne HU) ou HV selon le cas).

La réduction d'impôt est subordonnée à la production des reçus délivrés par les associations bénéficiaires des

#### b) DONS AUX ŒUVRES (AUTRES QUE CEUX VISÉS AU § a)

NOUVEAU. — A compter de l'imposition des reverus da 1989, les dons versés aux œuvres, et organismes d'intérêt général, reconnus d'utilité publique ou non, ne sont plus déductibles du revenu global mais ouvrent droit à une réduction d'impôt. Celle-ci est égale à 40 % du montant des dons, plefonné à 5 % du revenu net imposable si l'association bénéficiaire des dons est reconnus d'utilité publique ou assimilée et à 1,25 % de ce revenu dans le cas contraire.

Ouvrent ainsi droit à la nouvelle réduction d'impôt, sous réserve de la production des reçus délivrés par les associations bénéficiaires des dons :

— les versements à l'ensemble des œuvres ou organismes d'intérêt général de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, familial on culturel ainsi qu'aux organismes de caractère humanitaire, sportif ou concourant à la mise en valeur du patrimoine arristique, à la défense de l'environnement nanurel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises (non reconnus d'utilité publique) (incliquez leur montant ligne HV) retenus dans la limite de 1,25 % du revenu net immosable;

— les versements au profit de fondations ou associations reconnues en outre d'utilité publique reterns pour un supplément de 3,75 % (s'ils sont effectués en totalité à ces dernières, le plafond est ainsi de 5 %). Cette limite majorée de 5 % s'applique également aux versements effectués au profit des associations cultuelles ou de bienfaisance autorisées à recevoir les dons et legs et du Comité d'organisation des 16<sup>st</sup> Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie. Mentionnez-les à la

Pour les dons affectés à la fourniture gramite de repas et au logement des personnes en difficulté, voir le § a.

REMARQUE: les limites de 1.25 % et 5 % des dons

REMARQUE: les limites de 1,25 % et 5 % des dons ouvrant droit à la nouvelle réduction d'impôt se calculent sans tenir compte des dons affectés à la fourniture gratuite de repas et au logement des personnes en difficulté.

# c) FRAIS DE GARDE DES ENFANTS

Les dépenses exposées pour faire garder les enfants âgés de moirs de sept ans au 31 décembre 1989 ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 25 % du montant de ces dépenses, limité à 15 000 F (au lieu de 13 000 F auparavant) pour l'année et par enfant.

La réduction d'impôt est accordée aux contribuables seuls et aux couples mariés lorsque les deux couploints travaillent au moins à mi-temps ou ne peuvent exercer une activité en raison d'une longue maladie ou d'une infirmité ou de la poursuite d'études dans un établissement d'enseignement supérieur. Indiquez les nom et adresse de la gardienne ou de l'établissement d'enseignement supérieur en cas de poursuite d'études.

#### d) SOMMES VERSÉES A UNE AIDE A DOMICILE.

Les sommes versées à une aide à domicile ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 25 % de ces sommes, limitées à 13 000 F par an.

Vous pouvez bénéficier de cette réduction d'impôt si :

- vous avez plus de soixante-dix ans et vivez seul, ou
avec votre conjoint si vous êtes marié, sous votre propre

toit;

— vous (ou votre conjoint) êtes titulaire de la carte d'invalidité d'au moins 80 %, quel que soit votre âge;

— vous avez à charge un enfant handicapé ouvrant droit au complément de l'allocation d'éducation spéciale (article L\_541-1 du code de la Sécurité sociale).

(article L.541-1 du code de la Sécurité sociale).

Il s'agit, par exemple, des sommes versées à une aide à domicile, à une association d'aides ménagères ou à une personne chargée de vous assister dans l'accomplissement des actes de la vie quotidienne.

Il faut porter ces sommes rubrique ?, ligne FY. Utiliser le cadre « Justificatifs de vos charges » pour préciser les nom et adresse des bénéficiaires de ces sommes.

MOUVEAU — A partir de l'imposition des revenus revenus de 1989, la bénéfice de cette réduction d'impôt est étendu aux couples manés dont l'un des conjoints, âgé de plus de 70 ans, se trouve en raison de son état de santé en section de cure médicale ou dans un établissement de long séjour, pour les frais de séjour payés à ce titre (logement, repas, entretien).

à ce titre (logement, repas, entretien).

Le plafond de 13 000 F s'applique globalement aux dépenses d'aide à domicile et aux frais de séjour dans un établissement médical.

# e) CEA

Les achats nets d'actions effectués à compter du le janvier 1989 dans le cadre d'un compte d'épargne en actions n'ouvrent plus droit à réduction d'impôt. Toutefois, les personnes ayant bénéficié de réductions

l'onterois, es personnes ayant cocaractat le fontatants d'impôt au titre du CEA pour leurs investissements réalisés en 1984, 1985, 1986, 1987 on 1988 restent soumises à deux obligations :

— elles doivent maintenir en dépôt leurs valeurs chez

- eues dovent mannenn en depot teurs valents chez
un ou plusieurs intermédiaires agrés pendant cinq ans
après la dernière réduction d'impôt. A défaut, les réductions d'impôt accordées sont remises en cause, dans la
limite de la prescription;
- en cas d'excétent des cessions sur les acquisitions

les casés il y a lien à reprise dans la limite.

- en cas d'excédent des cessions sur les acquisitions au cours d'une année, il y a lieu à reprise dans la limite des réductions d'impêt accordées et diminuées en fonction de leur anciennette.

Ainsi, en cas d'excédent de cessions en 1989, un reversement d'impôt doit être calculé selon les modalités indiquées page 2 de la déclaration n° 2048 M (cette reprise d'impôt est reportée ligne HG de la déclaration des reversits)

ATTENTION! — Joignez à votre déclaration de revenus la déclaration spéciale nº 2048 ainsi que les états délivrés par les établissements gérant vos comptes. Si

vous n'avez pas reçu cette déclaration spéciale, demandez-la au centre des impôts. Elle comporte une notice explicative domant le détail des opérations à effectuer.

A noter que les comribuables qui n'ent en de réduction d'impôt pour le CEA qu'au titre de l'amée 1983 n'ent pas à souscrire cette déclaration spéciale car cette réduction n'est plus succeptible de reprise pour les opérations effectuées en 1989. Egalement, l'obligation de dépôt chez un intermédiaire agréé avait cessé, pour ces contribuables, au 1e janvier 1989.

#### f) FRAIS DE COMPTABILITÉ ET D'ADHÉSION A UN CENTRE DE GESTION AGRÉÉ (ligne FH).

Une réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion est accordée afin d'inciter les artisans, commerçants, agriculteurs et membres des professions libérales (dont les récettes n'excèdent pas les limites du forfait) à adhérer à un centre de gestion agréé ou à une macciation agréée.

Le plafond de la réduction d'impôt est fixé à 4 000 F.

Il est de 5 000 F pour les agriculteurs la première année d'imposition selon un régime de bénéfice réel.

#### g) SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL DE SOCIETES NOUVELLES (ligne GF)

NOUVEAU. — Les personnes qui ont souscrit en numéraire au capital de société nouvelle crâée entre le 1º janvier 1988 et le 31 décembre 1992, ayant une nativital industrielle, commerciale ou artisanale et namplissant les conditions d'exonération de l'impôt sur les sociétés, bénéficient d'une réduction d'impôt égale à 25 % du montant de leur souscription en numéraire, limité à 20 000 F pour les couples mariés et à 10 000 F pour les comples célibataires, veufs, dévorcés ou séparés.

Cette réduction d'impôt s'applique également pour les souscriptions au capital de sociétés créées avant le 31 décembre 1992 et dont la situation nette comptable est représantée à hauteur de 75 % au moins de titres souscrits en numéraire de sociétés créées entre le 1º janvier 1988 et le 31 décembre 1992 et remplissant les conditions requises pour bénéficier de l'exonération d'impôt sur les sociétés.

Les versements ouvrant droit à réduction d'impôt sont exclusivement les apports en numéraires au capital initial et aux augmentations de capital intervenant dans les trois ans de la création de la société.

Cet avantage ne peutvae cumuler pour une même souscription avec la déduction des emprunts contractés par les salariés pour souscire au capital d'une société nouvelle (voir § 1 « traitements, salaires, pensions ») ou avec celle des perties en capital, des versements sur le PER (voir § 6), ou encore avec les réductions d'impôt au titre des investissements dans les DOM-TOM (cf. § m).

Les contribuables qui désirent bénéficier de cette réduction d'impôt doivent joindre à leur déclaration l'état qui leur est remis par la société nouveile.

#### b) VERSEMENT A UN FONDS SALARIAL (cases EF à EH)

Une réduction est accordée aux salariés qui participent au financement d'un fonds salarial. Le taux est de 25 % sur le montant des versements, plafonné à 5 000 F par bénéficiaire. Les intérêts qui seront servis sur ces sommes bénéficieront du régime des produits d'obligations

En cas de retrait en 1989, les réductions correspondantes obtenues précédemment doivent être ajoutées à l'impôt : mentionnez-les à la rubrique 8, ligne N, case M.

#### i) DÉPENSES AFFÉRENTES A L'HABITATION PRINCIPALE

Vous devez remplir le cadre « Justificatifs » de votre déclaration domant le détail des justifications de vos dépenses.

1) INTÉRÊTS DES EMPRUNTS ET RAVALE-

MENT (lignes KG à KU).

SI VOUS ÉTES PROPRIÉTAIRE DE VOTRE
HABITATION PRINCIPALE, une réduction est
accordée sur les dépenses ci-après dont le montant est
plafonné par l'ordinateur.

# Les intérêts des emprants.

Il s'agit des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition, la construction ou les grosses réparations de votre habitation principale (c'est-à-dire le logement où vous résidez habituellement).

Les intérêts des emprunts contractés à partir de 1984 sont pris en compte au taux de 25 % (pour les cinq premières annuités) et les intérêts des emprunts autérieurs au taux de 20 % pour les dix premières annuités.

La base de calcul de la réduction est plafoanée à 9 000 F + 1 500 F par personne à charge pour les emprunts antérieurs à 1985. Ce plafoad a été relevé à 15 000 F + 2 000 F par personne à charge pour les intérêts des emprunts contractés à partir de 1985. Ce plafond est commun aux intérêts et au ravalement. Il ne peut être cannalé avec le plafond particulier aux emprunts amé-

rieurs à 1985.

Si vous êtes mariée et si vous avez contracté un emprunt depuis le 1<sup>er</sup> juin 1986 pour l'achat ou la construction d'un logement neuf, le plafond a été porté à 30 000 F + 2 000 F par personne à charge, ou + 2 500 F pour le deuxième enfant, ou + 3 000 F par enfant à partir

Définition des grosses réparations. Ce sont les travaux d'une importance excédant celle des opérations connuntes d'entretien et de réparation et consistant en la remise en état, la réfeccion, voire le remplacement d'équipements qui, au même titre que les gros mus, les charpentes et les couvertures, sont essentiels pour maintenir l'immeuble en état d'être utilisé conformément à sa destination : remplacement d'un ascenseur devenu vécuste, d'une chandière de chanflage central ou réfection totale d'une installation sanitaire (remplacement des tuyauteries et de l'ensemble des appareils sanitaires).

de réparation d'un immeuble ne peuvent être considérées comme des travaux de grosses réparations, ui les travaux d'amélioration tels que l'installation d'un ascenseur, d'une salle de bains ou du chauffage central dans un immeuble oui en était dépourve.

— La base de la réduction comprend les intérêts et la prime de l'assurance décès ou de l'assurance « perte d'emploi » liée au prêt (et, l'aimée de la signature du contrat, les frais de constitution du dossier). Ne sont pas pris en compte : le remboursement du capital, les honoraires du notaire et les frais d'acquisition.

 Les dépenses de ravalement (remise en état des façades : crépis, peintures). Le plafond de calcul de la réduction, égal à 15000 F + 2000 F par personne à charge, est commun avec le plafond des intérêts d'emprunts. Le taux est de 25 %.

plafond des intérêts d'emprunts. Le taux est de 25 %.

Ces dépeases peuvent être portées sur la déclaration une fois tous les dix ans pour un même immeuble et doivent être imputées sur une seule amée. Aussi, si vous ne devez régler le solde de ces travaux qu'en 1990, vous pouvez attendre jusqu'en 1991 pour faire état de l'intégralité des sommes versées en 1989 et en 1990. Si les façades de votre immeuble sont en bois, la réduction peut être accordée tous les cinq ans.

REMARQUES. — Si vous n'habitez pas encore votre logement, vous pouvez tout de même bénéficier de la réduction : vous devez prendre l'engagement, par lettre jointe, de l'occuper avant le 1<sup>st</sup> janvier de la troisième année suivant celle de la conclusion du prêt ou du paiement des dépenses pour l'habitation principale.

La réduction est possible, en cas de changement de domicile, même si vous aviez déjà bénéficié de cet avantage pour votre précédente habitation.

 L'acquisition par un contribuable d'un deuxième appartement situé à proximité de son habitation principale, laquelle est assez vaste pour accueillir l'ensemble des personnes du foyer, ne peut être regardée outrure

JE DONNE AUX RESTOS DU COEUR
SA HE FAIT DESCENDRE
D'UNE TRANSHE.

JAHBON J. W.

une extension de cette habitation et ne peut donc être admise (arrêt du Conseil d'Etat du 14 octobre 1983).

La circonstance que la résidence principale d'une personne imposable en France soit située à l'étranger ne a'oppose pas à ce que l'intéressé puisse faire état des intérêts de l'emprunt contracté pour l'achat de cette résidence (arrêt du Conseil d'Etat du 14 octobre 1983).

#### DÉPENSESDE GROSSES RÉPARATIONS (lignes KV et KW).

Une réduction est accordée (jusqu'en 1989) aux propriétaires qui réalisent des travaux de grosses réparations dans leur habitation principale, à condition que celle-ci soit située en France et que l'immeuble soit achevé depuis plus de quinze ans (pour la définition des grosses réparations, voir cé-dessus, 1, « intérêts des emprunts »).

La réduction est de 25 % des dépenses, plafonnées pour l'ensemble de la période 1985-1989, à : — 8 000 F pour une personne célibataire, veuve, disconfe qu'écharge.

divorcée ou séparée : "
— 16 000 F pour un couple marié.

Cette limite est majorée de 2 000 F par personne à charge (de 2 500 F pour le deuxième enfant et 3 000 F pour le troisième). Toutelois la base annuelle de calcul de la réduction ne peut dépasser la moitié du plafond global défini ci-dessus, l'excédent éventuel étant reportable l'ampée suivante. Si vous étiez dans ce cas l'an dernier, reportez-vous à votre avis d'imposition (colonne 57c) pour connaître la somme à reporter cette année ligne KW.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces grosses réparations, vous ne pouvez cumuler les deux réductions. Vous pouvez opter pour l'une ou l'autre : soit la réduction au ture des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit la réduction au titre des dépenses ellesmêmes. Bien entendu, le camul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence prioritale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

#### de l'acte de prêt) à votre déclara j) ASSURANCE-VIE.

La réduction est égale à 25 % de la part de la prime représentative de l'opération d'épargne (cette part doit être obligatoirement mentionnée sur le certificat de la compagnie : c'est ce montant qu'il faut inscrire ligne HY).

Il doit s'agir de contrats comportant la garantie d'un capital en cas de vie et d'une durée effective au moins égale à six ans, ou bien comportant la garantie d'une reme viagère avec jouissance effectivement différée d'au moins six ans. Sont assimilés les contrats d'assurances mixtes ou combinés sur la vie, les contrats d'assurances décès-vie entière, les opérations de prévoyance collective, ainsi que les versements opérés dans le cadre de livrets de Caisse nationale de prévoyance. La base de calcul de la réduction est limitée à 4000 F + 1000 F par enfant à

REMARQUE. - Le montant de prime d'assurance-vie ouvrant droit à réduction d'impôt vient en diminution du plafond de déduction applicable aux versements effectués sur un plan d'épargne en vue de la retraite (voir § 6).

Vous devez annexer à votre déclaration les certificats de déductibilité l'iscale.

#### k) RENTES-SURVIE ET CONTRATS D'EPARGNE-HANDICAP (ligne HZ)

Les primes versées dans le cadre d'un contrat de rente-survie (contrat d'assurance-décès garantissant le versement d'un capital ou d'une rente viagère pour un enfant atteint d'une infirmité l'empéchant d'avoir une activité professionnelle rentable ou d'acquérir une formation d'un niveau normal) ouvreat droit à une réduction d'impôt égale à 25 % de leur montant, limité à 7 500 F, plus 1 500 F par enfam à charge.

La réduction d'impôt s'applique également à la partie de la prime représentative d'épargne versée dans le cadre d'un courrat d'épargne-handicap. Il s'agit de comrat d'assurance-vic, d'une durée d'au moins six ans, garantissam le versement d'un capital ou d'une rente viagère à l'assuré atteint, lors de la conclusion du contrat, d'une infirmité l'empêchant d'avoir une activité professionnelle normalement rentable. Le plafond de 7 500 f, plus 1 500 f par enfant à charge, s'applique globalement pour les primes de contrats de rente-survie et pour la part représentative des primes de contrats d'épargne-handicap. Les certificats établis par les assureurs doivent être joints à la déclaration de revenus.

#### ACHAT D'UN LOGEMENT EN VUE DE SA LOCATION.

Le contribuable qui fait construire ou achète un logement neuf situé en France et destiné à la location à usage d'habitation principale bénéficie d'une réduction d'impôt de 10 % du prix de revient de ce logement à condition qu'il s'engage à le louer pendant six ans au moins. La base de calcul de la réduction est plafonnée annuellement à 400 000 F pour un couple marié, 200 000 F dans les autres cas. Il en est de même pour celui qui souscrit à la constitution ou à l'augmentation du capital des sociétés immobilières d'investissement (SII) on des sociétés introblères d'investissement (SII) on des sociétés introblères d'investissement (SII) on des sociétés civiles de placements immobiliers (SCPI); la réduction de 10 % (calculée sur les trois quarts du montant de la souscription) n'est accordée que si le souscripteur s'engage à conserver les titres pendant au moins six ans et si la société d'estine les sommes en cause à l'acquisition ou à la construction d'immeubles locatifs situés en France et affectés, anx trois quarts au moins, à l'habitation princi-

Pour les souscriptions au capital de SII ou de SCPI, le plafond de 400 000 F ou de 200 000 F est annuel.

Vous devez obligatoirement joindre à votre déclaration l'engagement de location (ou de conservation) pendant six ans et les justificatifs d'uchat (ou attestation de la société).

#### m) INVESTISSEMENTS

DANS LES DOM-TOM.

Ils ouvrent droit à une réduction d'impôt. Sont visés, non seulement les souscriptions au capital des sociétés de développement régional des DOM et des sociétés exerçant leur activité dans les DOM-TOM et collectivités d'ouvremer, mais également les achais de logements neufs occupés ou loués à usage de résidence principale, ainsi que les souscriptions au capital de sociétés ayant pour seul objet la construction de logements neufs loués comme babitation principale.

La réduction est étalée sur cinq ans. Le taux est de 50 % de ce plafond annuel (soit, en fait, pour 1989, un taux de 10 %). Vous devez joindre à votre déclaration l'engagement d'affecter le logement pendant cinq ans à l'habitation principale ou de conserver les titres pendant cinq ans (et, dans ce cas, l'attestation de la société).

n) Cotisations syndicales se reporter aux explications données au § 1 « Traitements, salaires et persions », § g.

# SI VOUS ÊTES DOMICILIÉ (E)

A L'ÉTRANGER

– Délais spéciaux.

Selon le pays, vous disposez des délais suivants pour le dépàt de votre déclaration de revenus :

Europe, pays du littoral méditerranéen et de la mer
 Noire, Turquie: 30 avril 1990.
 Afrique (sauf pays du littoral méditerranéen),
 Amérique du Nord: 15 mai 1990.

Amérique du Nord : 15 mai 1990.

• Amérique centrale et Amérique du Sud : 31 mai 1990.

Asie, Océanie, autres pays: 30 juin 1990.

 Lieux de dépôt.
 Adressez votre déclaration au Centre des impôts des non-résidents, 9, rue d'Uzès, 75084 Paris Cedex 02.

non-résidents, 9, rue d'Uzés, 75084 Paris Cedex U.2.

Toutefois, si vous résidez à Monaco, vous devez l'adresser au Centre des impôts de Menton, Le Triton, 7, rue Victor-Hugo, 06507 Menton.

— Distribution des imprimés.

Elle est assurée par les services consulaires français à l'étranger.

- Personnes concernées.
Les mesures ci-dessus sont applicables :

• aux personnes qui n'ont pas leur domicile en France mais 3 possèdent une ou plusieurs résidences; elles sont imposables sur un revenu foriaitaire égal à trois fois la valeur locative réelle de ces habitations ou sur les revenus de source française s'ils sont plus élevés;

e aux personnes qui n'ont pas en France de domicile et n'y disposent pas de résidence : elles sont imposables si eiles perçoivent des revenus de source française ;

eues percovent des revenus de source trançaise;

• aux fonctionnaires ou agents de l'Etat qui exercent
leurs fonctions ou sont charges de mission dans un pays
étranger;

 aux sociétés ou personnes morales qui exercent une activité en France sans y avoir d'établissements.

Lorsqu'une retenue à la source n été effectuée sur vos rémunérations non commerciales ou vos salaires de source française, portez cette retenue dans la rubrique 8, ligne n, case G et joignez à votre déclaration une note indiquant :

— le détail des sommes portées sur la déclaration et, pour chacune, le nom et l'adresse de la partie versante ;

— le montant des retenues correspondantes.

REMARQUE: transfert de domicile à l'étranger. Si vous quirtez la France définitivement, vous devez déclarer, dix jours avant votre départ, vos revenus de l'année du transfert de votre domicile à l'étranger, faute de quoi vous n'obtiendrez pas le « quitus fiscal » vous permettant de quitter le territoire français.

#### REVENUS ENCAISSÉS HORS DE FRANCE

Après avoir rempli l'annexe nº 2047, reportez ces revenus sur votre déclaration d'easemble sous la rubrique correspondant à leur nature, en les ajoutant éventuellement à vos autres revenus.

Si ces revenus ont été encaissés en momaie étrangère, ils doivent être déclarés pour leur contrevaleur en francs français, calculée d'après le cours du change à Paris au jour de l'encaissement.

REVENUS PERCUS DANS LE CADRE DE CONVENTIONS INTERNATIONALES on par des fonctionnaires internationaux on par des salariés envoyés à l'étranger par leur employeur et fiscalement domiciliés en France.

Si vous êtes dans un des cas prévus pour bénéficier de l'exonération des revenus «étrangers», déclarez ligne N, case P de la rubrique 8 ces revenus exonérés qui doivent être pris en compte pour le calcul du «taux effectif» d'imposition applicable à vos autres revenus normalement imposables (excluez toutefois de ce montant les indemnités d'expatriation). Donnez le détail de ces revenus exonérés page 6 de votre déclaration.

# REVENUS 1989: CALCULEZ

VOS IMPOTS

Le Monde

onde or chedit agrecole

sur minitel 36.17 code IMP

EDENOS MA

Comment calculer vos impôts

Quel montant d'impôt paierons-nous cette aunée sur les revenus de 1989 ? La loi de finances pour 1990 publiée au « Journal officiel » daté du 29 décembre 1989 permet théoriquemeat à chaque contribuable de calculer son impôt, puisqu'elle contient notamment le barème de l'impôt sur le revenu (article 2-I de cette loi). Mais ce barème (pour deux parts) est difficilement utilisable. Outre que le calcul de l'impôt dà nécessite la déc sition du revenu en tranches, il n'intègre pas des modifications

Le tableau que nous présentons ci-dessous perme calcul simple de l'impôt intégrant les effets de plafon quotient familial pour les contribuables domiciliés en

sur les revenus de 1989

es doit être calculée distinctement. Les chiffres de revenus

BARÈME POUR CALCULER VOTRE IM	IPOT : rec	herchez daz	es la colonn	е дві согте	pond à vot	re nombre d	le parts et	à votre situ	ition le mo	ntant de vo	tre revenu i	mposable e	t appliquez	alors les o	pérations i	ndiquées dans la colonne ganci
VOUS AVEZ  I • VOUS ÉTES MARIÉ (E)  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 5 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 94 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 14.4 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 19.2 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 24 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 23.8 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 33.6 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 33.6 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 33.4 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 49.2 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 49 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 49 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 49 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 49 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 53.9 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 53.9 % et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 56.8 % et déduisez	1 part	1,5 part	2 parts  36 748 1 757 43 747 68 829 8 840 8 840 13 087 13 087 134 448 18 419 155 180 24 872 258 428 32 317 355 428 44 721 426 428 85 936 478 249 99 805	2,5 paris 2,196 2,196 2,196 2,4309 86,628 6,921 110,600 110,500 110,500 110,500 110,500 110,500 310,60	3 parts  26 110 2 635 2 6318 5 171 183 238 5 171 183 239 132 720 13 260 19 631 201 660 27 629 232 658 381 700 48 476	3,5 parts 3,75 parts 3,075 76,199 6,032 128,438 9,690 154,849 154,71 194,396 22,903 235,274 436,277 416,896 56,555	73 488 3 514 87 689 6 894 137 649 11 074 176 960 17 681 222 160 25 175 268 890 36 838 378 209 49 745 447 950 64 634 	## 246 ## 246 ## 246 ## 246 ## 246 ## 246 ## 246 ## 258 ## 246 ## 258 ## 246 ## 258 ##	5 paris 91 859 4 392 169 859 8 618 172 659 13 842 221 200 22 101 277 700 32 718 335 100 42 048 387 759 62 181 488 110 80 793	5,5 parts  161 636 4 832 119 736 9 479 189 259 15 227 243 329 24 311 35 970 369 710 50 653 426 520 68 399 506 330 88 872	116 226 5 271 139 629 10 341 206 469 16 611 245 449 26 521 39 262 403 329 55 258 445 309 74 617 528 559 96 951	6,5 parts  119 488 5 710 141 588 11 203 223 668 17 995 287 568 28 731 361 618 42 534 436 938 59 862 594 878 105 031	7 parts  128 596 6 149 152 396 12 065 246 879 19 379 309 480 30 941 383 789 45 806 470 540 64 467 542 859 87 053 563 996 113 110	7,5 parts  137 779 6 539 6 539 12 926 12 926 238 979 20 764 331 800 33 151 416 559 49 078 504 150 69 077 589 210 129 268		Exemples:  • Vous êtes marié(e), 3 part revenu imposable de 339 480 F votre implié est égal à:  (339 480 F ×38,4 %) = 48 476  £1 \$34 F (tablean I).  • Vous êtes éclibataire san enfant, 1 part, revenu imposable de 120 260 F : votre impôt et égal à:  (120 260 F ×38,4 %) = 16 159:  30 021 F (tableau III).  • Vous êtes divoccé (e) ave 2 enfants à charge, 2.5 part revenu imposable de 133 910 F votre impôt est égal à:  (153 910 F×28,8 %) = 23 024-21 302 F (tableau III).  • Vous êtes vent (ve), 3 part revenu imposable de 237 400 F votre impôt est égal à:  (237 400 F×38,4 %) = 48 476-42 686 F (tableau III).
II • VOUS ÉTES CÉLIBATAIRE DIVORCÉ(E) OU SÉPARÉ(E) AVEC UN OU DES ENFANTS(I)  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 5% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 9,6% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 14,4% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 19,2% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 19,2% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 24% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 33,6% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 33,6% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 43,2% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez B par 43,2% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez B par 43,2% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 33,9% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 53,9% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 53,9% et déduisez  Votre revenu imposable R n'excède pas Multipliez R par 53,9% et déduisez	18 378 878 21 779 1 724 34 419 2 768 4 420 55 549 6 544 67 229 9 210 77 550 12 436 129 210 16 159 177 710 22 361 210 216 32 668 239 120 42 968 239 120 49 903	27 550 1 318 32 650 2 585 51 610 4 153 66 360 6 630 9 816 100 830 13 814 116 320 18 654 190 850 24 238 	36 749 1 757 43 540 5 537 88 488 8 840 131 989 13 987 132 160 18 419 	45 928 2 196 54 429 4 309 86 929 6 921 110 050 11 050 16 359 168 950 16 359 168 950 31 090 	55 118 2 635 65 310 5 171 103 236 8 336 132 726 13 260 19 631 201 660 201 660 21 6629 218 470 37 308 	64 296 3 075 76 190 6 032 126 430 9 690 154 840 15 471 194 290 22 903 235 270 32 234 245 110 	73 488 3 514 87 080 6 894 137 640 11 074 176 968 17 681 222 160 26 175 268 880 269 170 49 745	82 669 3 953 97 969 7 756 154 849 12 891 249 939 29 447 294 820 41 443 	91 839 4 392 198 859 13 843 172 950 13 842 221 209 22 101 277 700 32 718 320 510 46 048	101 030 4 832 119 730 189 259 115 227 243 320 243 311 305 479 335 990 346 210 50 653 	119 226 5 271 130 620 10 341 286 440 16 611 265 521 333 240 39 262 371 910 55 258	119 400 5 710 141 500 111 203 223 660 17 995 28 731 361 810 42 534 397 600 59 862	128 596 6 149 152 390 12 065 249 870 19 379 39 688 30 941 388 289 41 806 423 390 64 467	137 770 6 589 163 270 12 926 258 070 20 764 331 200 33 151 445 000 69 072 	146 968 7 028 174 169 13 788 275 280- 22 148 353 920 353 361 444 320 52 349 474 780 73 677	
III • VOUS ÉTES VEUF (VE) AVEC OU SANS ENFANT, OU CELIBATAIRE, DIVORCÉ (E), SÉPARÉ (E) SANS ENFANT (I)  - Votre revera imposable R n'excède pas Multipliez R par 5% et déduisez  - Votre revera imposable R n'excède pas Multipliez R par 144% et déduisez  - Votre revena imposable R n'excède pas Multipliez R par 144% et déduisez  - Votre revena imposable R n'excède pas Multipliez R par 19,2 % et déduisez  - Votre revena imposable R n'excède pas Multipliez R par 24% et déduisez  - Votre revena imposable R n'excède pas Multipliez R par 24% et déduisez  - Votre revena imposable R n'excède pas Multipliez R par 33,6 % et déduisez  - Votre revena imposable R n'excède pas Multipliez R par 33,6 % et déduisez  - Votre revena imposable R n'excède pas Multipliez R par 38,4 % et déduisez  - Votre revena imposable R n'excède pas Multipliez R par 38,4 % et déduisez  - Votre revena imposable R n'excède pas Multipliez R par 39,5 % et déduisez  - Votre revena imposable R n'excède pas Multipliez R par 33,9 % et déduisez  - Votre revena imposable R excède pas Multipliez R par 33,9 % et déduisez  - Votre revena imposable R excède pas Multipliez R par 33,9 % et déduisez  - Votre revena imposable R excède  - Multipliez R par 36,8 % et déduisez	18 378 878 21 778 1 7724 34 418 2 768 4 420 5 5 544 67 220 9 210 77 539 12 436 129 218 32 668 239 128 42 968 239 128 49 903	27 550 1 318 32 650 2 585 51 610 4 153 66 630 6 630 83 316 9 816 100 830 13 816 116 320 118 654 190 850 24 238 - 210 210 44 468 239 120 54 768 239 120 61 703	36 740 1 757 43 540 3 447 68 820 5 537 88 480 8 840 111 080 13 087 134 440 134 100 24 872 220 970 32 317 - - - 239 120 66 568 239 128 73 503	45 920 2 196 54 420 6 920 6 920 11 050 11 050 138 858 16 359 168 859 23 024 193 879 31 090 244 860 40 396 ————————————————————————————————————	55 118 2 635 65 318 65 318 65 318 65 28 13 260 166 628 19 631 201 668 21 629 232 659 37 308 264 276	64 290 3 075 76 190 6 032 120 430 9 680 15 471 194 390 22 903 235 276 32 234 271 426 43 527 284 500 56 553 	73 480 3 514 87 080 6 894 137 640 11 074 17 681 17 681 26 173 268 280 36 850 49 743 	82 660 3 953 97 960 7 756 154 840 12 980 19 891 249 938 29 447 302 490 41 449 43 229 910 55 963 	91 850 4 392 188 850 8 618 172 050 13 841 221 200 22 101 277 708 332 718 336 100 46 048 343 970 62 181	101 630 4 831 119 730 9 479 189 250 15 224 310 243 320 243 310 369 716 50 653 378 630 68 399 	110 228 5 271 130 620 10 341 206 460 16 611 265 440 26 521 333 240 339 262 402 300 55 258	119 400 5 710 141 500 11 203 223 660 17 995 28 731 28 731 42 731 42 600 59 861	128 596 6 149 152 396 12 065 240 870 19 379 309 680 30 941 453 690 64 467	137 770 6 589 163 270 12 926 258 670 20 76 331 531 416 559 49 072 478 398 69 072	146 968 7 028 174 168 13 788 275 298 22 198 35 361 444 328 505 098 73 677	Note des tableaux II et III  (1) Pour un célibatair divorcé(e) on séparé(e) r'ayan pas d'enfant à Charge mais un personne invalide à charg [antre qu'un cufant) utiliser burème III.
ATTENTION:  Vous n'êtes pas imposable al votre revenu	1 part	1,5 pert	2 perts	2,5 perts	3 parts	3,5 perts	4 parts	4,5 parts	5 parts	5,5 parts	6 parts	6,5 parts	7 parts	7,5 parts	8 parts	
n'excède jus votre impôt n'est pes mis en reconvrement al votre revenu imposable n'excède pas	17 <i>578</i> 36 350	26 350 46 610	35 140 56 220	43 929 65 830	<i>52710</i> 75 450	62 496 85 060	<b>70 280</b> 94 670	79 060 104 280	87859 113 900	96 636 123 510	105 428 133 120	114 200 142 740	122 990 152 330	131 778 161 300	140 569 170 280	

(Les blancs laissés dans le tableau « Barème pour calculer votre impôt » résultent des effets du plafonnement du quotient familial).

- SI VOUS AVEZ PLUS DE 8 PARTS OU SI VOUS ÊTES DOMICILIÉ(E) DANS UN DOM, utilisez les formules cl-après, après avoir déterminé votre quotient familial, c'est-à-dire le résultat de la division de votre revenu après déductions d'impôt); mules ci-après, après avoir déterminé votre quotient familial, c'est-à-dire le résultat de la di imposable par votre nombre de parts (soit R votre revenu et N votre nombre de parts):

■ Si votre quotient familiai (R divisé par N) :

st supérieur à 17 570 F et inférieur ou égal à 18 370 F votre impôt sera égal à : (R × 0,050) = ( 878,50 F × N) est supérieur à 18 370 F et inférieur ou égal à 21 770 F votre impôt sera égal à : (R × 0,050) = ( 1723,52 F × N) est supérieur à 21 770 F et inférieur ou égal à 21 770 F votre impôt sera égal à : (R × 0,040) = ( 1723,52 F × N) est supérieur à 21 770 F et inférieur ou égal à 34 410 F votre impôt sera égal à : (R × 0,144) = ( 2 768,48 F × N) est supérieur à 34 410 F et inférieur ou égal à 44 240 F votre impôt sera égal à : (R × 0,142) = ( 4 420,16 F × N) est supérieur à 44 240 F et inférieur ou égal à 55 540 F votre impôt sera égal à : (R × 0,240) = ( 6 543,68 F × N) est supérieur à 55 540 F et inférieur ou égal à 67 220 F votre impôt sera égal à : (R × 0,336) = ( 12 436,16 F × N) est supérieur à 67 220 F et inférieur ou égal à 177 550 F votre impôt sera égal à : (R × 0,336) = ( 12 436,16 F × N) est supérieur à 77 550 F et inférieur ou égal à 177 750 F votre impôt sera égal à : (R × 0,384) = ( 16 158,56 F × N) est supérieur à 129 210 F et inférieur ou égal à 177 710 F votre impôt sera égal à : (R × 0,432) = ( 22 360,64 F × N) est supérieur à 177 710 F et laférieur ou égal à 210 210 F votre impôt sera égal à : (R × 0,490) = ( 32 667,82 F × N) est supérieur à 220 210 F et inférieur ou égal à 239 120 F votre impôt sera égal à : (R × 0,490) = ( 42 968,11 F × N) est supérieur à 239 120 F est supérieur à 239 120 F ...... votre impôt sera égal à : (R × 0,568) - (49 902,59 F × N)

u Si vous êtes domiciléée) dans us DOM vous bénéficiez, en premier tien, d'un abattement de 30 % (Guadeloupe, Martinique, Réunion) platonné à 32 270 F, ou de 40 % (Guyane) platonné à 42 700 F.

semest du quotiest famille. La réduction d'impôt pour chaque 1/2 part s'ajoutant à 1 part (personne scule) ou à 2 parts (mariés) ne peut excéder 11 800 F.

seule) 01 à 2 pars (manes) ne peut exceuer 11 ouv F.

Toutefois, pour les célibataires, divorcés ou séparés ayant un ou des enfants à charge, la réduction d'impôt correspondant à la première des dent-parts s'ajoutant à 1 part est limitée à 3 290 F (soit 15 090 F pour la part entière accordée pour le premier des enfants à charge); s'ils n'ont pas d'enfant à charge, mais une personne involide à charge (autre qu'un enfant), les demi-parts additionnelles sont normalement plajonnées à 11 800 F d'impôt

- B Comment alors effectuer les calcuts? Calculez votre impôt avec votre nombre de parts (I), puis une 2º fois (A) avec 1 part (non marié(e)) on 2 parts (mariés). Si la différence entre les deux excède le produit (B) de 11 800 F par le nombre de 1/2 parts s'ajoutant à 1 ou 2 parts (somme réduite à 3 290 F pour la première demi-part additionnelle pour un célibataire, divorcé ou séparé ayant an moins un enfant à charge), votre impôt est égal à A - B (dans le cas contraire, il est égal à l).
- DU RÉSULTAT RESSORTANT DU BARÈME OU DES FORMULES DE CALCUL, vois devez retraicher :
- e les réductions d'impôt pour les dons aux associations, les frais de garde de jeunes enfants, les sommes versées à une aide à domicile, les dépenses afférentes à votre habitation principale, les investissements effectués dans les DOM-TOM, les assurances-vie, les frais d'adhésion à un centre de gestion agréé, les fonds salariaux on les invesements immobiliers locatifs;

- la minoration, dont le taux est le suivant cette année ;
  - si votre impôt calculé comme ci-dessas n'excède pas 24 680 F, la minoration est de 11 %;
     si votre impôt est compris entre 24 681 F et 30 840 F, la minoration est égale à la différence entre 6 170 F et 14 %.
  - de votre impôt (calculé jusqu'an stade ci-dessus); si votre impôt est compris entre 30 841 F et 37 010 F, la minoration est de 6 %;

**4** 

Pitte atts

Same of the

121.12g 141

٠,

Congre

>×<sub>Er. 2</sub>

 $n_{\Delta_{\mathcal{M}_{\alpha,\beta}^{-}}}$ 

- si votre impôt est compris entre 37 011 F et 43 510 F, la minoration est égale à la différence entre 7 400 F et 14 % de votre impût :
- si votre impôt est supérieur à 43 510 F, la minoration est de 3 %, à condition toutefois que votre revenu imposable R divisé par votre nombre de parts N n'excède pas 312 660 F.
- Remarque. Si vons avez des reprises d'impôt à déclarer (par exemple en cas d'excédent de cession d'actions CEA, ou retraits d'un fonds salarial, ou non-respect des conditions pour des investissements immobiliers locatifs, on remboursement de dépenses pour économiser l'énergie), ajoutez-les à votre impôt avant déduction de la minora-

Exemple de calcul de l'impôt dans les DOM:

Vous êtes marié (e), domicilié (e) à la Réunion, vous avez 4 parts, votre revenu imposable est égal à 500 000 F
(après arrondissement). Votre quotient familial est égal à 500 000 : 4 = 125 000. Il est compris entre 77 550 F et

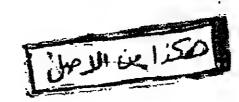
L'impôt I est égal à (500 000 × 0,384) - (16 158,56 × 4) = 127 366 F - (30 % limité à 32 270 F) = 95.096 F. Pour vérifier si le plafonnement du quotient familial s'applique, il faut calculer l'impôt A sar deux parts : (500 000 × 0,568) - (49 902,59 × 2) = 184 195 - (30 % limité à 32 270 F) = 151 925 F. La différence entre A et I, soit 56 829 F excédant le produit « B » de 11 800 × 4 = 47 200 F, votre impôt est égal à A-B, soit 151 925 - 47 200 = 104 725 F.

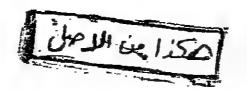
**REVENUS 1989** 

CALCULEZ VOS IMPOTS

sur minitel 36.17 code IMP

Le Monde





# es revenus de 191

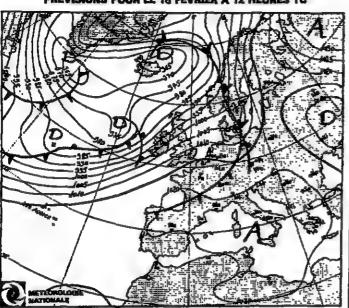
the apple on the control of the cont

# **AGENDA**

## MÉTÉOROLOGIE

# SITUATION LE 16 FÉVRIER 1990 A 0 HEURE TU

PREVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER A 12 HEURES TU



Au cours de le période, une persabetion : coéntique babliers la peya. Peu active dans un promier tempe, elle accasionnera des précipizations dans la journée de dimerche

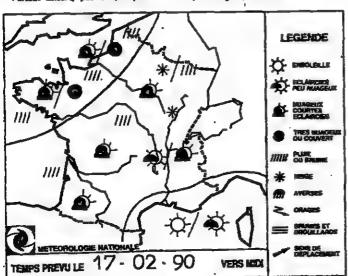
Samedi : nuages et échircies, petites pluies sur le Nord et le Nord-Ouest. process sur se recret et se rors-t-ceux par se régions of étendant de la Bretagne et des pays de Loire au Pas-de-Catais et à la Picardia garderont toute la journée un tempa bien nuageux. De petites pluies ou bruines pourront se produire de temps en

De l'Aquitaine au Ceratre, à la Champegne et à la Lorreine, nuages et éclaircies se partagerant le ciel.

En matinée, les régions s'étendant de la Manche et de l'Atlantique à le Lorraine, le Bourgogne, l'Auvergne et à l'Aquissine paront tour à tour affectées par des pluies modérées et localement orapauses. Après leur pessage, installation d'un temps varia-bie avec alternance de nueges, d'éclaircies et d'averses.

Dans l'après-midi, les pluies poursuivront leur chemin vers l'est, attaignent l'Alcace, le Franche-Comté, lithône-Alpes et le Mici-Pyrénées, il neigera en soirée et dans la nuit au-dessus de 2 000 m sur les Alpes et les

Le Sud-Est conneître un temps de plus en plus rusgeux, meis sec.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeura extrêmes relevées entre le 15-2-1990 à 6 heures TU et le 16-2-1990 à 6 heures TU								
MANTY 12 0 C MANTS 12 7 P MANTES 12 7 P HICE 23 11 D PARES MONTS 13 3 P PARES MONTS 13 10 N PERPIGNAN 18 14 N REPORTS 11 5 P	ETRANGER  ALCER 24 6 B AMSTEDAM 6 7 A ATTERES 18 10 D BANCEOR 21 12 D' BELGEADE 16 4 D BELLE 16 4 D BELLE 21 10 C COPENHAGUE 3 4 8 DAKAR 25 18 N DELE 21 11 D DIERRA 22 15 D DIERRA 22 15 D ENNEUR 21 11 N BURNEONG 29 13 A ESTANBUL 13 11 N	MONTRÉAL 2 -12 MOSCOUL -2 -4 MOSCOUL -2 -4 MOSCOUL -2 -4 MOSCOUL -2 -5 C MOSCOUL -3 -5 C MOSCO						
A B C ciel couvert	D N O opage	P T + seige						

= temps universel, c'est-à-dire pour la France ; heure lég moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heures en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nation

#### **PHILATÉLIE**

# Max Hymans et Air France

Issu d'une familie alsacienne, Max Hymans est né à Paris le 2 mars 1900. Centralien, juriste, il devient avocat à la cour d'appei de Paris en 1927, est élu député de l'Indre en 1928. Il le restera



A la déclaration de guerre, il rejoint le 31° régiment d'artillerie et reçoit sa première citation en juin 1940. Il entre dans la Résis-tance et, en 1943, il est directeur, à Alger, de l'infrastructure et des transports aériens, chargé par de Gaulle d'unifier les différents services de transports aériens du Comité français de libération. Il assure à ce titre, le 1e novembre 1944, la présidence de la délégation française à Chicago pour la création de l'Organisation de l'aviation civile internationale

Après la guerre, nommé secré-taire général à l'aviation civile et commerciale, il devient, en 1948, président d'Air France. En Janvier

La Poste mettra en vente géné-rale le hindi 5 mars le timbre à pour raisons de santé. Max 2,30 F, Max Hymans. Hymans est décédé le 7 mars 1961.

Le timbre, an format vertical 21.45 × 36 mm, dessiné et gravé par Jacques Gauthier, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

➤ Vente anticipée à Paris, les 3 et 4 mars au burseu de poste d'Air France, grand hall d'accueil, 1, squere Max-Hymens, 15° (entrée par le 25, boulevard de Vaugirard); le 3 mars, de 8 heures à 12 heures, à Paris-Louvre RP, 52, rue du Louvre, 1", et au bureau de poete de Paris-Ségur, 5, avenue de Saxe, 7°; de 10 heures à 17 heures, au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaughard, 154 (boîtes aux lettres spéciales).

➤ Souvanira philatéliques : enveloppes (12 F + port), cartes (15 F + port) auprès du Club aérophilatélique/Association des retraités d'Air France, M. G. Mayer, 1 square Max-Hymans, 75757 Paris cedex.

A noter que Jacques Gauthier créateur du timbre, sers présent sur place le dimanche 4 mars pour signer son œuyre, Joseph De Joux, auteur de nombreux timbres de poste sérienne, sera lè, quant à lui, les 3 et 4 mers.

Rubrique réalisée par la rédaction da Monde des philasélistes. 24, rue Chauchat, 75009 Paris, Tel.: (1) 42-47-99-08.

# En filigrane

Monaco, nouveaux timbres de série courante. - La poste monégasque a procédé à l'émission de trois nouveaux timbres de série cou-rente à l'effigie de Rainier III de Monaco, le 11 janvier : 2,10 F vert, 2,30 F rouge et 25 F noir. Le 8 février, deux carnets de dix timbres chacun à 2,10 F et 2,30 F ont été émis. Ils reproduisent des aquarelles de Claude Rosticher représentant des vues du vieux Monaco (Office des émissions de timbres-posts, 2. avenue Saint-Michel, MC 98030 Monaco Cedex),

 Forum mondial de la santé. — La revus trimestrielle internationale de développement sanitaire éditée par l'OMS à Genève, Forum mondial de la santé, propose parfois des articles de philatélie. Les deux demiers en date : « 40º anniversaire de l'OMS, dites-le avec des timbres » paru en 1988 et « Promouvoir la santé grâce à la poste », paru fin 1989 (l'abonnement d'un an, 60 francs suisses, renseignements auprès de l'OMS, Forum mondial de la santé, distribution et ventes, 1211 Genève 27, Suisse).

• Expos-bourses. -L'Union des philatélistes PTT de la Loire organise une exposition philatélique evec bureau de poste temporaire, les 24 et 25 février, à la salle des fêtes de Boën-sur-Lignon (Loire), pour commémorer la création des municipalités (renseignements, souvenirs philatéli-ques : Gérard Sayet, 23, allée H. Daumier, 42100 SaintMorestel (Isère) accueille sa 4º Bourse multi-collection à la Salle de l'amitié, le 25 février (renseignements : Pierre Berge, Le Chaffard, 38630 Les Avenières. Tél. : 74-33-93-581.

Une bourse aux timbres se tiendra le 25 février dans le Bas-Rhin, à la salle Amitié d'Erstein (renseignements : Thierry Munch, amicale phila-télique d'Erstein, 13, rue de Marckolsheim, 67230 Ben-

L'Association laïque de Condren (Aisne) organise, le 25 février, sa cinquième expo-bourse toutes collections, salle Atlas, chaussée Brunehaut (renseignements : Claude Flo-rin, 6, boulevard du général de Gaulle, Condren, 02700 Ter-

 XVI<sup>a</sup> Jeux olympiques d'hiver, - Le programme philatélique relatif aux Jeux olympiques d'hiver, qui sa déroulers à Albertville en 1992, com-prendra en définitive douze timbres d'ici à fin 1991, dont les deux premiers parus le 8 février (le Monde du 27 janvier). La Poste, partenaire officiel des Jeux, émettra plus particulièrement un timbre pour le parcours de la flamme olympique, dont elle a l'exclusivité de l'organisation. En 1992, sont prévus également une carte-maximum, un entier postal et un bloc-souvenir. Le service philatélique de la Poste propose des abonnements à ces produits sinsi qu'à la cohorte de souvenirs philatéliques qui les eccompagnent (Service philatélique des PTT, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15).

# Lycéens en colère

CAMPUS

Banderoles, siogans, porte-parcies. Les élèves du lycée Maximilian-Sorra de Cachan (Val-de-Marne) ne sont pas de vieux briscards des manifestations de rue, mais ils apprennent vite. Plus de deux cents d'entre eux se sont rendus devant le ministère de l'éducation nationale, jeudi 15 février, avant de faire une bruyante tournée des rédactions parisiennes, dont celle du Monde... Il s'agissait d'alerter l'opinion sur leur « juste revendicetion », à savoir un assouplissement du règlement intérieur de leur

Les 1 250 élèves de ce lycée technique, dont 53 % sont en classes de BTS, n'admettent plus des pratiques disciplinaires qu'ils jugent peu en rapport avec leur âge. 

« Nous n'avons pas le droit d'aller aux toilettes pendant les cours ou de circuler librement dans les couloirs, raconte l'un des manifestants. Même à l'extérieur de l'établissement, nous n'avons pes le droit de nous promener en couple dans le campus. » Bret, « le malaise couvait depuis longtemps > lorsqu'une vague d'avertissements, pour des motifs semble t-il mineurs, a mis le feu aux poudres au début du mois de février.

Grève des cours et dialogue de sourds avec les représentants de la direction. Les délégués des quarante-cinq classes post et pré-baccalauréat du tycée n'arrivaient pas à faire adopter leur motion en treize points destinée à assouplir les règles de vie scolaire et à associer plus directement les représentants des élèves aux différentes instances. « Des mesures de première urgence indispensables pour améliorer le climat », explique un délégué. Ils ont donc décidé de faire un détour par la rue de Grenelle pour mieux faire pesser leur message lors du conseil de ges-tion de l'établissement prévu la 16 février. Au moment où la loi d'orientation sur l'éducation insiste sur la reconnaissance des « droits des élèves », ils devraient avoir des chances d'être

#### Formation de professeurs de musique

Le ministère de la culture recrute les directeurs et les animateurs de deux centres régionaux de formation de professeurs d'école de musique qui seront ouverts à la rentrée prochaine. Les candidats doivent être des musiciens

confirmés, ayant une solide

entendus.

expérience de l'enseignement musical spécialisé et de la formation d'adultes. Rémunération brute: 225 F annuels. Dépôt des candidatures avant le 30 mers.

Les dossiers doivent parvenir à la direction de la musique et de le danse. Département de l'enseignement et de la formation, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

# lote DE MERCHES IN FEMARE 1980 **1923489** DOWN THEM, SHOWEN THE TELEPHONE s 2 524 985,00 F 117 795,00 F

9 565,00 F

141,00 F

10,00 F

58005 F 1390

4 SOME Nº 1945

3 ADId. Nº 1 900 017

## LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Drosot, 14 h : art contemporain, bijoux, fourrures, montres, bracelets, tapis d'Orient, archéolo-ILE DE FRANCE

Samed 17 fémier Corbell, 14 h : tableaux, mobi-lier; Le Raincy14 h : Militaria; Namerre, 14 h : tableaux, mobi-

eache 18 février Argentesil, 15 h : mobilier, objets d'art : Chartres, 14 h : cartes postales, timbres.

# loto

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le réglement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)

Le numéro 7 6 3 5 9 8 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros 063598 463598 gagnent approchant 163598 à la centaine 263598 563598 40 000,00 F 663598 de mille 363598

	gagnent					
Ofraines de milie	Setio	Containes	Dizz	ines	Unités	gugnent
703598 713598 723598 733598 743598 753598 773598 773598 783598 793598	760598 761598 762598 764598 765598 766598 767598 768598 768598	763098 763198 763298 763398 763498 763698 763798 763896 763998	763 763 763 763	538 548 558 568 578	763590 763591 763592 763593 763594 763595 763596 763597 763599	10 000,00 F
Tous les bliets se terminant par		3598 598 98		ga	gnent	4 000,00 F 400,00 F 200,00 F 100,00 F

36-15 LOTO

# **ESPACE CHAMPERRET** 9 AU 18 FÉVRIER

TOUS LES JOURS DE 11 H. A 19 H. SAMEDI ET DIMANCHE JUSQU'A 20 H.





MÉTRO: Pte CHAMPERRET

TÉL. : 45 65 95 95

A STATE OF THE STA physical second

15. v=-

فهموا الرازا

The man

The second

por forest de la como 
E was in

STATE OF STA

Target & Art of STATE OF BUILDING Contact -

and the second

100

选工 ·

The stage was not

# 1. . · · April 19 . . 3 3 x

N 75 6

M. Michel Droit avait été inculpé le 27 mai 1988 de corruption passive par le juge d'instruction Claude Grellier. Une

> A 2 primée pour « Les grandes familles » à Monte Carlo

Antenne 2, la BBC et la chaîne suédoise STV ont rem-porté jeudi 15 février, les quatre nymphes d'or du 30° Festival international de télévision de Monte-Carlo. Antenne 2 prend la première place dans les miniséries avec « Les grandes families », réalisée par Edouard Molinaro. La BBC triomphe, elle, dans deux catégories : le reportage d'actua-lité, avec *China, Tiananmen Square* – un sujet sur les derniers événements chinois - et le téléfilm avec One Way Out. de Robert Young. Enfin, la télévison suédoise gagne une nymphe d'or pour un documentaire d'actualités intitulé e The Black City with the White House », consacré aux problèmes raciaux à Washing-

Le prix de l'interprétation, qui va à l'Américaine Holly Hunter pour un film sur l'avortement (Roe vs Wade [NBC]), qui remporte également la nymphe d'argent du meilleur scénario. Une mention spéciale va aux deux Français Jean Carmet et Jean-Pierre Marielle pour leur interprétation dans Bouvard et Pécuchet, adapté de Flaubert pour la SEPT et FR 3. Le documentaire d'Antenne 2, Sous le regard de Lénine, qui remporte une nymphe d'argent, une mention spéciale étant décernée à un reportage de TF 1 sur le

Les jurys de ces prix remis officiellement vendredi soir étaient présidés par les cinéastes Claude Lelouch et Nagisha Oshima et par Helmut Engelhardt, de la RFA.

enquête judiciaire avait révélé l'existence sur les comptes bancaires de M. Michel Droit de versements réguliers émanant du groupe Hersant, dont l'académicien avait été longtemps le salarié avant sa nomination à la CNCL. Pour justifier le maintien de ces liens financiers, apparemment contraires à l'obligation de stricte indépendance imposée aux membres de la commission, M. Droit avait avancé deux explications : d'une part, il s'agissait du versement d'indem-nités diverses qui lui étaient dues per le groupe Hersant dans le cadre de son départ à la retraite; d'autre part, ces sommes étaient constituées par les virements échelonnés de droits d'auteur anticipés sur une éventuelle édition et commercialisation des cahiers du «Figaro histoire», une rubrique hebdomadaire créée pour lui pour le Figaro-Magazine. Ce système de justifi-cation était le seul capable d'éviter à l'académicien de tomber sous le coup de la loi de 1986. Celle-ci, en effet, n'autorisait aux membres de la CNCL d'autres rémunérations que le traitement versé par la commission, à l'exception justement de

droits d'auteur. L'argument avait cependant été largement contré par un rapport de police remis à la justice à

l'issue d'une longue enquête (le Monde du 4 octobre 1988) et qualifiant certains documents avancés par M. Droit pour expli-quer les virements opérés sur son compte de « faux fabriqués dans la précipitation ». L'enquête avait conclu à la complicité de M. Yves de Chaisemartin, directeur adjoint de la Socpresse, qui, soupçonné d'avoir facilité ces divers palements à l'académicien, avait été inculpé, le 12 juilcien, avait été inculpé, le 12 juil-let 1988, de corruption passive. Inculpé de trafic d'influence le 23 novembre 1987, pour un voyage au Maroc offert par Radio-Orient, M. Valléry-Radot n'était qu'indirectement concerné dans ce dossire. Une ordonnance de non-lieu avait été rendue en sa faveur, le 2 août 1988, par le juge Grellier, ordonnance annulée pour des rai-sons de procédure.

Au cours de l'instruction, l'affaire avait connu de pom-breux rebondissements et fait l'objet de vives polémiques. M. Pierre Arpaillange, alors pro-cureur général de la Cour de cassation, avait lui-même stigmatisé le dessaisissement du juge Grellier décidé dans la première phase de cette affaire par la Cour de cassation, mettant en garde les magistrats contre le risque de se voir transformer en

a bouffons de la République ». ANNICK COJEAN

Mettant fin au monopole public

# Le gouvernement portugais veut créer deux chaînes de télévision privées

de notre correspondant Le gouvernement portugais a annoncé son intention de déposer au Parlement un projet de loi sur la télévision permettant la création de deux chaînes privées. D'après ce projet, la compétition serait ouverte à des sociétés anonymes disposant d'un capital social mini-mum de 40 millions de francs. Chaque associé ne pourra détenir plus d'un quart de ce capital. La participation étrangère sera limitée

Le projet détermine en outre que 50 % des programmes seront diffasés en langue portugaise ; 10 % devront être produits par la chaîne privée elle-même et 35 % seront

d'origine européenne. Enfin, la publicité ne pourra pas occuper plus de 15 % du temps quotidien d'émission. Une clause spéciale sera introduite dans le règlemen du concours accordant la priorité à des candidatures liées d'une manière ou d'une autre à l'Eglise catholique.

La décision finale sur l'octroi des chaînes appartient à une haute autorité sur la communication sociale dont la structure est actuellement en débat à l'Assemblée. D'après le calendrier déjà fixé par le gouvernement, la loi sur la télévision doit être promulguée avant le mois de juin et l'attribution des chaînes aura lieu au cours de

**JOSE REBELO** 

# **SPORTS**

ATHLÉTISME : crise en Allemagne de l'Est

# La fin de l'âge d'or

La défaite des équipes masculine et féminine lors du Match des six nations disputé à Bercy le 10 février le Monde du 13 février) a semble-t-il ouvert une crise dans l'athlétisme est-allemend qui, en septembre dernier, dominait encore lors de la Coupe du monde à Barcelone.

a Pas une des trente-sept médailles d'or que nous avons gagnées à Séoul ne nous aide à résoudre les problèmes des montées de soumes d'orgie le télé. années 90, comme d'avoir le télé-phone chez soi », écrivait un journaliste du measuel sportif Star peu après la chute du mur de Berlin. « Il faut en finir une fois pour toutes avec cette conception qui fait du sport la manifestation exacerbée du prestige national (...) », déclarait Gregor Gysi, président du Parti communiste rénové, dans une entretien accordé le 20 janvier dernier au magazine sportif est-allemand Sportecho.

Deux jours après, en rendant compte de la réunion à Berlin-Est de la Fédération gymnique et spor-tive est-allemande (DTSB) qui a été, sous Walter Ulbbricht et Erich Hoacker, l'organisme de gestion du sport et qui va être remplacée par un Office de la jeunesse et des sports, le quoidien Junge Welt écrivait que « la RDA avait long-temps vècu largement au-dessus de ses moyens dans le sport de haute compétition car il en allait du prestige national ., mais que · desormais elle ne participera cer-tainement plus dans toutes les disciplines, en aviron ou en lutte pour ne prendre que ces deux exem-

Dans une Allemagne de l'Est qui venait de découvrir avec stupeur que le champion olympique de décathlon 1988, Christian Schenk, avait touché pour sa médaille d'or une prime de 35 000 marks (environ 38 000 F), soit près de trois fois le salaire annuel moyen d'un ouvrier, cela ne pouvait rester propos en l'air : le gouvernement est-allemand a annoncé le 13 février que le budget des sports, qui selon certaines sources représentait un quart des dépenses du gouvernement, allait être réduit de 60 millions de marks (environ 66 millions de francs) et que cent cinquante entraîneurs allaient être

Sans attendre d'être remercié, l'entraîneur en chef de l'athlétisme est-allemand, Ekkard Arbeit, membre de l'ancien appareil communiste qui l'avait mis en place en 1989, a donné sa démission des son retour de Paris après une défaite des équipes au maillot bleu gris qu'il avait commentée en notant « Toute comparaison avec le passé est actuellement imposssible, nous avons des problèmes de budget, de motivation ; les esprits sont préoccupés par d'autres sujets que ceux qui découlent du sport.

Les commentaires des cham-pions présents à ce match allaient dans le même sens. « Nous ne cavons plus où nous allons, le sport est-allemand est actuellement en suspens », a déclaré la championne du morde du 100 et du 200 mètres, Silke Moeller-Gladish, qui a terminé bonne dernière du 60 mètres au POPB.

Un autre témoignage de la déstabilisation de l'appareil sportif de RDA : la participation de Wolf-

gang Schmidt, l'ancien recordman de monde de lancer du disque et qui reste à trente-six ans l'un des meilleurs dans cette discipline, aux prochaines compétitions internationales — notamment les championats d'Europe de Split (Yougoslavie) en septembre prochain — sous les couleurs de la RFA ne fait plus l'objet d'un veto alors que depuis son passage à l'Ouest, en 1987, après un séjour en prison, cela lui avait été impossible.

Dans un tel contexte il n'est pas

surprenant que l'un des équipe-ment sportifs secrets le mieux gardé de RDA ait été mis à la disposition des fédérations étrangères moyennant finance : il s'agit de salles d'entraînement dépressuri-sées où est simulée la raréfaction de l'oxygène jusqu'à des altitudes de 4000 mètres. Les deux premières ont été construites en 1979 à Kienbaum près de Francfort-sur-Oder dans l'est de la RDA et avaient coûté 16,5 millions de marke Dennie 1920 une autre celle marks. Depuis 1980 une autre salle abrite une piste de course et un bassin d'aviron.

De passage à Berlin-Est entre deux prises de vue du film qu'elle tourne en Espagne – une version de Carmen sur la glace, – la championne de mondiale de patinage, Katarina Witt, qui fut une des privilégiées du système, s'est inquiétée de cette évolution : « Notre système sportif était vrai-ment très bon, c'était ce que nous faisions de mieux. Y mettre un terme ne sera pas forcément la meilleure solution à nos pro-blèmes. Si nos champions ne sont plus soutenus, ils iront à l'Ouest pour pouvoir s'exprimer, et je les comprendrai. -

ALAIN GIRAUDO

# CARNET DU Monde

M= Molse Cohen M. et M= Pierre Achache et leurs enfants et petits-enfants,

et ses enfants, Mª Suzanne Amar ct ses enfants,

Et toute la famille.

M= Jules ACHACHE,

leur steur, mère, grand-mère, arrière grand-mère, tante et alliée, rvenz le 13 février 1990, dans sa

quatre-vingt-septième année. Les obsèques ont lieu vendredi 16 février, an cimetière nouveau de Virry-sur-Scine, 75, avenne Malleret-

Réunion à la porte principale, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mº Pierre Achache et M™, 70, boulsvard de Port-Royal, 75005 Paris. - M. Jean Pierre Badier,

en époux, Le docteur et M= Michel Badier, M= Claire Badier, M. et M= Gérard Perrin-Badier, vocats à la Cour, es cufants, Nicolas, Cécile et Isabelle Badier,

Emmanuel et Pierre Petrin, ses petits-enfants, Les familles Laffont, Birouste,

ont la douleur de faire part du décès de

M= BADIER, née Andrée Laffont agrégée de l'Université, rectrice de lycée bonoraire. rvalier de la Légion d'hon officier de l'ordre national du Mérite, commandeur des palmes académiques,

survenu le 15 février 1990.

La cérémonie religiouse sera célé-brée le mardi 20 février à 10 h 30, cu l'église Saint-Sulpice, Paris-6.

do Prades (Pyrénées-Orientales), après una bénédiction en l'égliss Saint-Pierre-de-Prades, le mercredi 21 février, à 14 h 30.

Cet avis tient lien de faire-part. 3, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

 M. Jacques Bertin,
 M™ Mario-Laure Bertin,
 M™ Léontios Badier,
 M. et M™ Martial Badier et leur fille,

Et toute la famille, ont la profosde douleur de faire part du

M= Jacques BERTIN, ace Micheline Bedier,

leur épouse, mère, fille, sœur, belle-sœur, tante et purente,

survenu à l'âge de quarante-neuf ans.

Priez nour elle.

La service religieux sera célébré le bandi 19 février, à 10 h 30, en l'égliss Saint-Augustin, place Saint-Augustin, Paris-8, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de

Théâtre du Gymmase Marie-Beil, 38, boulevard Bonne-Nouvelle, 75010 Paris.

 M™ Jean Colmez,
 Ses enfants, Petits-enfants, Arrière-petits-enfants, La famille, Et ses amis,

ML Jean COLMEZ, ancien professeur à la faculté des sciences de Borde

survenu à l'äge de soixante-dix-sep

Ses obsèques ont en lieu dans l'inti-mité, le jeudi 15 février, à Antony (Hants-de-Seine).

140, avenue François-Molé, . 92160 Antony.

- Mª Guy Der Megreditchian, Jacques et Philippe Der Megredit Et toute la famille

out la douleur de faire part du décès de M. Guy DER MEGREDITCHIAN,

leur époux, père et parent, survenu ie 13 février 1990, à l'âge de

La cérémonie religiouse sera célé-brée le lundi 19 février, à 15 h 30, en l'église Sainte-Thérèse, 62, rue de l'Ancienne-Mairie, à Boulogne (Hants-

43, rue de Bellevee, 92100 Boulogne.

COMPANIE SE SE

\_ M= Maurice Daussy, Décès M. et M= Jean-François Daussy. M. et M= Philippe-Emmanuel

> Danssy, Anno-Prédérique, M. et M= Frank Rioufol, Jean et Juliette,

ses enfants et petits-enfants, M. et M= Jean-Clande Daussy et lours enfants, M. et M. Maurice Louison et leurs enfants, Mª Christiane Arbez,

ont la douleur de faire part du décès de M. le decteur Maurice DAUSSY, chirurgien honoraire de l'hôpital Saint-Joseph de Paris,

décédé en son domicile à Nantes, à l'âge de soixante-cinq ans, le 15 février 1990.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion secont célébrées à l'Epine (Ven-dée), le samedi 17 février, à 16 heures,

18, rue Marie-Anne du Boccage, 44000 Nantes,

 Son épouse,
Son fils,
Ses sœurs,
Ses tantes, ses oncles, Ses cousins, ses cousines out l'immense douleur de faire part du décès de

Frédéric GERAULT.

Les obsèques out été célébrées dans

Une pieuse peusée est demandée à ceux qui ont aimé sa mère,

Madeleine LEIBA. - Mª Claude de Hennezel

Catherine et Eric, Arnand M. et M. Jacques Parat, M. Madeleine Tricard, Ses sœurs, beaux-frères et belles-

Ses nevenx et nièces. Et toute la famille, out la tristesse de faire part du décès de

M. Clande de HENNEZEL

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

icar époux, père, grand-père, fils, frère beau-frère, oncie et parent, survenu le 12 février 1990, à l'âge de soixante-trois ans, à Paris-154.

Le service religienz sera célébré le mardi 20 février, à 15 h 30, en l'église Sainte-Monique de Bagnezz (Hants-de-Scine), rond-point des Martyrs-de-Châteanbriant, où l'on se réanira.

L'inhumation aura lieu au cimetière communal de Bagneux, dans la sépul-ture de famille.

9, allée des Orchidées, 92220 Begneux.

- Madeleine 800 ÉDOUSE.

Jean-Bernard, Pierre, José-Marie, Jean-François, Catherine, Béatrice, ses enfants, Leurs époux et éponses, Ses peuts-enfants, font part du décès de

Engène HEYMANN, le 14 février 1990.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion ont lieu le vendredi 16 février, à Boulogne-Billancourt.

Cet avis tiont lieu de faire-part.

M<sup>m</sup> Gilberte Minne,
Ses filles,
tut la profonde douleur de faire part du
décès de

M. Pierre MINNE, membre da Collège de pataphysique,

survenn le 14 février 1990.

Les obsèques auront lieu le 17 février, an cimetière du Grans-Saint-Jean, à Aix-en-Provence, à partir de 15 heur

- Son épouse, Ses enfants, Petits-enfants Et toute se famille,

Alexis P. MITROFANOFF.

ont la tristesse de faire part du décès de

survenu le 14 février 1990, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière orthodoxe de Sainte-Geneviève des-Bols, dans la plus stricte intimité.

25, rue du Montier, 95510 Vétheuil.

CARNET DU MONDE

Toutes rabrigues .... 87 F Abonnés et actionnaires . 77 F

municat. direrses . 90 F

nents : 42-47-95-03 Tarif: la ligne H.T.

Villars-les-Dombes. Besançon. Buellas. Paris.

Mes Jean Saint Cyr. M= Philippe Viricel, M. et M= Paul Saint Cyr, leurs enfants et petits-enfants. Le docteur et Mª Maurice Saint

leurs enfants et petits-enfants. M. et M™ René Saint Cyr et leur fils, M≕ Hélène et M. Delacroix et leurs fils, Les familles Viricel et Claude Saint

Cyr.
Leurs parents, lears amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean SAINT CYR. naire honoraire de Villars-les-Domhes président honoraire du conseil général de l'Ain, officier de la Légion d'honneur

commandeur de l'ordre national du Mérite, commandeur du Mérite agricole et des Palmes académiques, ancien sénateur, ancien député,

président honoraire de l'ordre national des vétérinaires. fondateur de la Caisse des retraites des vétérinaires président d'homeur de la Régie départementale du Parc des oiseaux sur le plan national et département

survenu à Villars-les-Dombes, le 15 février 1990, dans sa quatre-vingt-

Ses funérailles auront lien en l'église de Villars, le samedi 17 février, à 15 heures.

Corps déposé en mairie de Villars-les-Dombes, à 11 heures. Condolézaces sur registre, ou à la

Cet avis tient lien de faire-part.

Cet avis tient lien de laure-part.

[Né la 7 mers 1999, à Ambérieu-en-Dombes Lainl, Jeen Seint Cyr, diplômé de l'Ecole vérérheise de Lyon, fur pendant de véreir ans, de 1948 à 1966, président d'Forthe netional des vérérintères. Il aveit commencé se caméra politique juste après le Libérnion, as sien du Partradical socialiste. Maire de Villera-les-Dombes des 1945, Jean Seint Cyr a été és la même amée conseiller genéral. Il a présidé l'assemblée départementaire de l'Ain de 1949 à 1976. Els sénatour radical socialiste se 1946, Jean Saint Cyr s'est présenté avec succès se 1951 aux élections légistatives. Il a été député lançui en 1956, A partir de satia data, Jean Saint Cyr s'est uniquement consearé à son département, en fondant notamment le pare emithologique de Villera-les-Dombes, l'une tes priocipales réserves d'Gissaux trave de France.]

- Eveline et Paul Venterini, ont la grando peine de faire part du décès accidentei de leur fils

Eric VENTURINL

servent le 3 février 1990.

La cérémonie d'incinération aura (entrée Gambetta), mardi 20 février, à

Ni fleurs al couronnes, mais des dons penyent être adressés pour l'hôpital de l'Enfant, à Managna, au compte nº 271.73.743-73 de l'ambassade du Nicaragna, BNP, agence Victor-Hugo.

Cet avis tient lieu de faire-part. **Anniversaires** 

 Pour le vingtième anniversaire de la mort du doyen Gabriel LE BRAS,

une pensée est demandée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

Communications diverses - HEC 89 : cinq majors

Le 19 février 1990, M. Georges Meyer, président-directeur général des Galeries Lafayette, membre de la chambre de commerce et d'industrie de l'accident de la commission administrative du groupe HEC, et M. Jean-Louis Scaringells, directeur de l'école HEC, adressrout leurs [éli-citations aux cind élèmes de le lieux de l'école de le leur de leur de le de l'ecose Heu, auresserout teurs tetr-citations aux cinq élèves de la fiste du président 1989 : Anne Anger-Thery, Bertrand Badre, Christine Benard, Joëlle Saadia, Frédéric Tcherneian, au cours d'une cérémonie donnée en leur

- Cercle Bernard-Lazare : « Un siè-cle après, fest-il traduire le mot « sio-nisme » ? », Claude Klein, juriste, pro-fesseur de droit à l'université hébraique fesseur de droit à l'université hébralque de Jérusalem, qui vient de publier l'Etat des Juifs, de Theodor Herzi, retraduit et suivi d'un Essai sur le stonisme (6d. La Découverte), Vingt ans après, Israël (éd. du Félin), le Droit israéllen (éd. PUF Que sais-je? »), teutera avec Robert S. Wistrick, titulaire de la chaire d'histoire juive moderne de l'université hébralque de Jérusalem d'apporter une réponse à cette question. N.B. dimanche 18 à 18 heures, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris, T.E.: 42-71-68-19.

- Une conférence sur le thème Nons faut-il des prophètes, des moines ou des rois ? » avec la participation de Sœur Myriam et de Thomas tou de Suzar Mynam et de Thomas Ferenczi aura lieu le 19 février, à 20 h 30, en l'église réformée de Port-Royal, 18, boulevard Arago, 75013, Paris (entrée libre).

مكذا بن الأجل



4. Ž

Tie 45

AND LINE

- 3043

12.70

4 小海路

The Parties

- Weigh

i digita bar

ور بدريون

44. 温暖 李

10 mg ...

· 74 - 27 4

• • .75m2 -200

. ? ... %

1 1 15.75

A PARTY NAME OF

- - -

CX N

- 151

رش حوش ۴

The state of the second

COLD BEARING.

Company of the Special Control of the Control of th

radio (1907). The state of the same of the second

Appellation with the second

الاستحارث الم

A CONTRACTOR

The same of the same

L. Full Lander

Age than the said of the

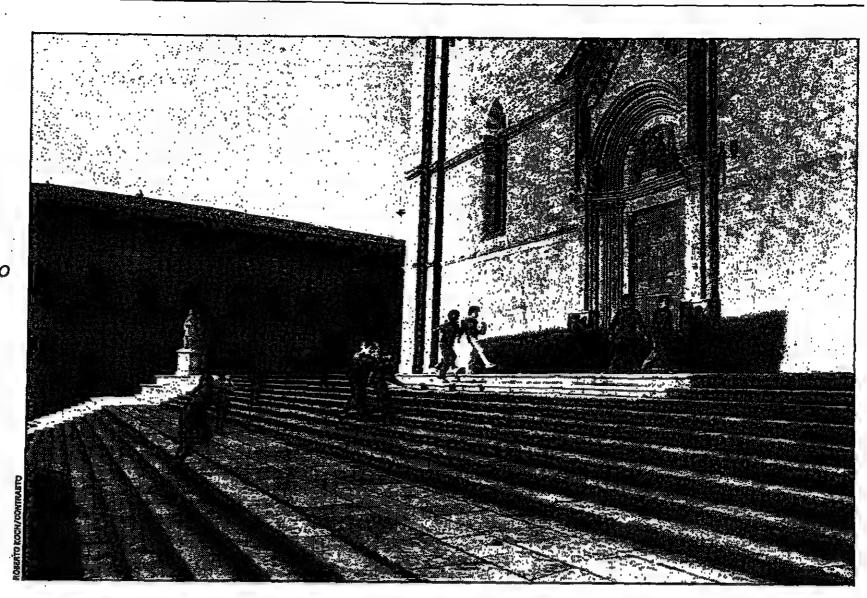
AND PROPERTY OF THE PARTY OF TH

Francisco San State

4 3 34

# SANS VISA

Ce que Piero della Francesca a réussi à San Francesco d'Arezzo n'a pas souvent été égalé. Le sujet est « l'Invention de la Vraie Croix ». C'est simple, c'est à deux pas de la Piazza Grande. Il suffit d'entrer.



# Piero d'Arezzo chez lui



Grande, à la terrasse d'un petit restaurant des logge Vasari, le soleil d'hiver nous enfarine de lumière pâle. Chaque bonchée de tortelli à la panna apporte la preuve par la gourmandise de l'existence de l'homme. Mais encore ? Des voi-tures de police, des fourgons arrivent, sirènes beuglantes. Un homme enchaîné sort du tribunal, un palais du XVIII e qui prolonge le chevet de la Pieve di Santa Maria. Ils l'emmènent. Est-ce un brigadiste, un traficant de drogue? L'Histoire continue. Stendhal disait d'Arezzo: elle n'a pas bougé depuis Dante. Depuis Stendhal, elle dévale la pente. Elle est devenue moderne, industrielle, autoroutière sur sa périphérie, ornée d'un Crocodile Aqua Park. Le centre reste immobile. Ses pierres témoi-gnent pour les siècles lents, du Moyen Age et de la Renaissance. Arezzo est moins atteinte que Florence ou Sienne par le ravinement touristique. Est-ce parce qu'il y a si peu d'hôtels? L'Inghilterra a disparu. Ou bien est-ce parce que la ville n'est fréquentée que par les fous de Piero ? Piero della Francesca. Le Pierre de la Françoise. La ville lui appartient. Il l'aimante, autour de la sombre chapelle de

Piazza San Francesco, où est enfermé son grand œuvre mystérieux.

> On atteint Arezzo en suivant sa piste. A Rimini, l'on aura vu Saint Sigismond et Malatesta; à Urbino: la Flagellation; à San Sepolero: la Résurrection; à Monterchi: la Madone del Parto, démasquée par deux anges en chaussettes, vertes sur tribord et rouges sur bâbord, tellement enceinte du Christ qu'elle va s'ouvrir comme une grenade trop mûre. Et l'on y retournera pour comparer, revoir, et revenir encore en cherchant le crescendo d'une œuvre peinte qui culmine à Arezzo avec le cri muet du fils d'Adam, à la mort de son père, premier homme à mourir, à découvrir ce qu'est la mort.

On arrive à Arezzo en remontant le Tibre depuis Pérouse on l'Arno depuis Florence, au large des monts de la Lune, dans des campagnes dessinées de fausses perspectives qui se coupent : rangées d'oliviers, sillons de vignes sur leurs « pah » bleuis de sulfate de cuivre, alignement insistant de cyprès qui mêne à une propriété invisible dans le vert-

Piero a-t-il vu la même campagne avec les épouvantails qui y font du sémaphore? Ce qu'il a vu n'a certainement pas bougé entre sa naissance à Borgo San Sepolero en 1420 et sa mort à Borgo San Sepolcro en 1492. Le 12 octobre, comme on le lit aujourd'hui sur le livre d'enregistrement des morts de la Confraternité de San Bartolomeo del Borgo exposé sur une table à couvercle de verre dans le musée local. C'était l'automne.

# Un seul paysage

Piero ne raconte la campagne que dans une échappée sur le Tibre. Il ne s'est intéressé qu'à un seul paysage, celui de la douleur stupéfaite dans le regard des hommes. Un étonnement qui dure, d'avoir été chassés du paradis terrestre. Vérifiez, c'est risible même dans les plus mauvaises reproductions.

Nous sommes à peine éloignés de lui de quatre siècles et demi et il nous sidère. Comme il a sidèré ses contemporains. «il famoso pittore -. Théoricien de la perspective, certes, l'auteur de la Cité idéale que l'on voit à Urbino, « le premier cubiste » d'après Lothe, amateur de mathématiques mais surtout manipulateur de regard, prestidigitateur d'âmes. Ce qu'il a réussi à San Francesco d'Arezzo n'a pas souvent été égalé.

A deux pas de la Piazza Grande. C'est simple, il suffit tage romanesque sans person-

tent des echafaudages Dour le « restauro ». Les clés à six pans qui leur échappent tombent en cascade métallique jusqu'au sol de marbre. Cling, cling, comme un cri aigre inattendu dans le silence des pierres. On y est pres-

#### La Vraie Croix en vingt séquences

C'est dans ce recoin derrière le maître-autel, dans ce conloir vertical, cette cheminée enduite à la chaux, que le sponsor local, Giovanni Bacci, propose à Piero de peindre les péripéties d'une longue histoire dans laquelle, au milieu de centaines de personnages, apparaîtrait, une fois seu-lement, son visage gras et blême. Etant entendu que le lieu était si malaisé que personne ne verrait le haut de la fresque, ni même commodément le milieu.

Alors pourquoi? Mais on pourrait se poser la même question à Lascaux ou à la Sixtine. Et à l'époque on ne disposait ni de l'éclairage artificiel, ni de jumelles, ni de livres d'art qui révèlent soudain l'œuvre comme on ne l'a jamais vue auparavant : proche, à hauteur du regard, en gros plan, disséquée, flagrante. Pourtant, il faut se souvenir du confinement pour lequel elle fut conçue, gisement d'imaginaire gardé par l'ombre. Et qui décida du sujet ?

Le sujet, c'est « l'Invention de la vraie Croix », la croix du Christ, telle que la raconte la « Légende dorée » de Jacques de Voragine, une compilation de légendes édifiantes produites par la ferveur des premiers chrétiens, mais dédaignées par l'Eglise romaine. Dans l'histoire de la vraie Croix, Piero choisit de raconter ce qui l'intéresse : la reine de Saba, Salomon, le rêve de Constantin, la bataille de Constantin et de Maxence, la défaite de Chosroes, etc. Vingt épisodes ou portraits pour montrer sur des visages humains l'amour, la peur, la mort mais surtout l'ennui. l'indifférence, l'incompréhension, le doute.

Le personnage principal qui est supposé donner un sens à toute l'action, le Christ, est absent. Voilà un étonnant mon-

Comme dans tous les monu- avec l'Annonciation et ne S'agit-il d'un seul arbre ou de ments italiens, des ouvriers mon-reprend que deux cents ans plus plusieurs? Certaines traditions tard. Oubli volontaire. Les lumières électriques que notre époque projette sur la fresque, avec 200 lires que l'on doit faire tomber dans une boite minuterie derrière le maître autel, n'entament pas ses mystères.

> Si vous l'aviez oublié, « l'Invention de la Sainte Croix » se fête le 3 mai dans la liturgie romaine classique. C'est une longue histoire d'arbres, à versions multiples, qui remonte à avant le déluge. Lorsque Adam fut près de mourir, il envoya son fils Seth demander à l'ange Gabriel de l'huile de l'arbre de Miséricorde pour le guérir. L'ange refusa mais donna à Seth des graines, ou un rameau d'un arbre, qui était peut-être celui de la Science, du Bien et du Mal. Seth en rentrant trouva son père mort. Seion d'autres versions, il planta les graines dans la bouche d'Adam avant de l'enterrer. L'arbre qui poussa devait fournir

énumèrent quatre arbres qui par ticipèrent au bois de la croix : le palmier, le cyprès, l'olivier et le cèdre. Dans la fresque d'Arezzo, lorsque l'ange annonce à Marie la naissance du Christ, il ne tient pas dans la main le lys habituel. mais une palme, il annonce aussi sa mort.

Deux cents ans après la mort du Christ, l'empereur Constantin doit repousser les barbares qui arrivent au bord du Danube, conduits par Maxence. La veille du combat il s'endort sous sa tente. Deux guerriers et un page veillent sur son sommeil. Il dort chapeau en tête, les draps blanes remontés sur sa barbe. Lorsque soudain un ange descend du ciel. A bout de bras, il porte une croix minuscule, presque invisible à l'œil nu, sur la fresque.

Lire la suite page 24

ALAIN HERVÉ

On ne choisit pas AKIOU par hasard, les grands voyageurs le savent bien!



des circuits lointains,

classiques ou inédits en Orient, Asie, URSS, Amérique du Sud...

des séjours balnéaires de rêve, Phuket, Bali, Polynésie, Jamaïque...

des week-ends musicaux prestigieux, Milan, Berlin, Vienne...

Renseignements et catalogue AKIOU dans toutes des agences de voyages et

au 47.59.47.47

# SANS VISA

# ESCALES



#### Béjart à Gizeh

Béjart n'est pas à court d'idées, on le saveit. On sait aussi que, du 17 au 25 mai prochain, pour les huit repré-sentations du Béjert Ballet Lausanne sur le site de Gizeh au Caire, au pied des pyramides, il puisera son inspira-tion dans l'islam, qu'il comaît bien. Un Islam qu'il ne faut pas assimiler trop rapidement à la civilisation musulmane puisque, rappelle-t-il. « il te un art, des musiques

ou égyptiennes ». L'Orient donc, et l'Egypte précisément, sera au cœur de ce ballet qui intégrera des airs d'Ourn Kalsourn, la célèbre chanteuse égyptienne. Bonaparte à la rencontre de l'islam : l'ambition universelle habituelle au chorégraphe est reflétée dans le titre de cette création placée sous le patrorage des ministères égyptiens de la culture et du tourisme.

Plusieurs forfaits accompagnent ces représentations. De quatre jours au Caire (9 900 F), evec possibilité d'une prolongation de quatre

jours jusqu'à Louxor (3 500 F), à la soirée de prestige avec vol en Concorde (28 800 F) ou en Boeing-737 (9 950 F). Egalement une croisière de huit jours jusqu'à Assouan (13 500 F). Enfin, du 18 au 23 mai, cycle de conférences de l'historien Pierre Miquel sur l'histoire et la civilisation égyptiennes (le Siner-conférence, 750 F).

Renseignements et réservations auprès de Laurens Conseil (360, rue Lecourbe, 75015 Paris, tél. : 40-60-96-25) et par minitel, 3615 Billetel). Il n'est pas indifférent de noter qu'un certain pourcentage du prix de chaque billet sera remis è l'association Enfance et Partage pour les enfants du tiers-monde,

#### Guides sachant guider

On a toujours besoin d'un plus savant que soi, Sur cette ridence se fonde l'*ex*istence des guides-interprètes. Ils feront la démonstration de laur srience et de sa nécessité leur science et de sa nécess la mercredi 21 février, qui sera leur première journée internationale, en offrant aux citadins de plusieurs villes de France une visite guidée, gratuite, de leur ville. Il en sera ainsi à Rennes, Nice, Cannes notamment, et Paris,

Les Parisiens tireront un avantage supplémentaire du statut de capitale de leur ville : françale mais aussi Italien, américain, japoneis, en tout cas diplômé en France, le guide leur offrira en outre son regard différent. Cinq cants personnes environ, réparties

en une douzaine d'autocas suivront le percours obligé du parfait touriste à Paris : la tour Effel, les Invalides, l'Opéra, le Louvre, Notre-Dame, le Musée d'Orsay, etc. Le rendez-vous est fixé à 14 heures, place de la Concorde, devant le Musée de l'Orangerie.

Pour en savoir plus, adresser à la Fédération nationale des guidesinterpretes, 267, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél. : 43-48-

#### Thailande à façon

Construire son voyage. Pacific Holidays (34, avenue du Général-Laclerc, 75014 Paris, tél. : 45-41-52-58) en donne les moyens : le billet d'avion, une volture avec ou sans chauffeur, des bons d'hôtel. A checun d'en dispo-Ser au mieux, aux dates et pour la durée qui lui convien-Le voi charter est moins

cher (4 300 F, un départ heb-

domadaire), le voi régulier plus fiable et direct (5 700 F, quotidien). Pour la location de voiture, prévoir de 365 F à 1 300 F par jour salon la cyündrée, 680 F pour un minibus Nissan de 5 à 8 places. Si l'on veut être conduit, ajouter 270 F. Les bons d'hôtels coûtent 340 F per nuit avec petit déjeuner : le luxe est possible dans les grandes villes, moyennant 130 F de plus par nuit dans un 4 étoiles. Il n'est pas



nécessaire de réserver à l'avance sauf dans les done, on pourra accessive ou ralentir le rythme.

Pour ce qui concerne l'itinéraire, si l'on manque d'idées consulter sa collection de guides préférée, l'organi-sateur – spécialiste de l'Asie ou l'Office du tourisme de Thailande (90, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, tal.: 45-62-87-48).

#### Opéra-Neige à Montgenèvre

La doyenne des stations françaises de sports d'hiver innove. Montgenèvre, où fut organisée en 1907 la pre-mière compétition internationele de ski alpin, a choisi l'insolite : l'organisation de spectacles en plein air sur un 3 hectares de neige. Commencées en 1980

de Montgenèvre présentent cet hiver Pierrot ou les secrets de la nuit, inspiré d'un conte de Michel Tournier, avec l'Orchestre régional Provence-Aipes-Côte d'Azur. Quelque trois cent cinquante chanteurs, choristes, acteurs, figurants, acrobates à ski ou surfeurs évoluent sur un site éclairé par trois cents projecteurs et sonorisé par quarente enceintes acoustiques. La technique se met eu service de la magie de ce Son et

lumière inattendu, à plus de frontière franco-italienne, Montgenèvre, fière d'un passé qui l'a vue accueillir dans les années 30 Colette, Jean Gabin et Mistinguett, ne se avec Reine des neiges, un contente pas du lancement d'une politique d'animation conte d'Andersen, les Fécries culturelle de qualité ; la station des Hautes-Alpes a le souci d'y associer ses habitents qui participent étroite-ment à la réalisation des

Les représentations de Pierrot ou les secrets de la nuit, opéra spécialement écrit pour ces Féeries, seront données les 21, 23, 28 février et 2 mars. L'Office de tourisme se charge des réservations par courrier ou par téléphone : (16) 92-21-90-22.

# vacances-voyages

# HÔTELS

Côte d'Azur

06160 CAP-D'ANTIBES MOTEL ROI SOLETL MOTEL RUI SOLLEL 153, bd Kemedy. A 500 m de la mer. STUDIOS 11 eft. Park., piscine. 2 pers. 1 150 F la sem. 1 780 F 2 sem. 3 100 F. 4 sem. t.e. (sauf juin, jull., sout, sept.). Tél.: 93-61-68-39.

# 06400 CANNES

HOTEL LIGURE \*\*\*\* HOTEL LIGURE

Tol.: 93-39-03-11. - Telex 970-75

FAX 93-39-19-48

A 300 m de la célème roisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres

TV conteur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON Best Western \*\*\*NN Hôtel de charme près mer, caime, grand confort.

50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES TV COULEUR PAR SATELLITES Restaurant de qualité. outevard Victor-Hage, 86000 NICE Tél. 93-87-62-56 – Télex 470-418. Télécupie 93-16-17-99.

> **HOTEL VICTORIA\*\*\*** 33, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE - Tel. 93-88-39-60 Piciu centre-rille, calma. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur cable. téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé, Stat. village. Piste, Fond. Plus hte comm. d'Europe 2040 m. LE VILLARD, tél. 92-45-82-08 Appt et chambres avec cuisinette. De 650 à 1 500 F/pers./sem. BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62 Au départ des pistes de fond, dem pension à partir de 1 400 F/pers./sem.

> **Paris** SORBONNE

**HOTEL DIANA\*\*** ibres avec bain, w.c., TV couleur Tél. direct. De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Provence

AIX-EN-PROVENCE HOTEL RÉSIDENCE ation d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée. Prestations de qualité L'HOTEL PARTICULIER Tél.: 42-38-29-92

## DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar). Site except., micro-climat, prom., muscul UVA sauna. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table.

Chores gd cft prix d'hiver, Mireille
Colombe, Tel. : 73-26-12-89. Auberge du vieux village d'Aubres, 26110 Nyons - Fax. : 75-26-38-10.

26740 MONTBOUCHER

CHATEAU de MONTBOUCHER aurant-Hijtel \*\*\* à 5 au de Mantilieur (TCV)

T&L:75-46-08-16 / Fax:75-01-44-09 A 1 500 m du golf de La Valdaine, belle demeure du XIIIº. PARC-PISCINE-TENNIS-EQUITATION

ROUSSILLON 84220 GORDES

Vacances d'hiver au MAS DE GARRIGON\*\*\* TGV et aéroport d'Avignon séjours détente et fugue à prix doux dans le petit hôtel de charme du Lubéron Étape gournsande, Reuselgatuneurs et réservation : 90-05-63-22 FAX : 90-05-7001

Suisse

CH-1938 CHAMPEX-LAC VALAIS Région Grand-Saint-Bernard Paradis des promeneurs, du ski de fond, ski de piste. Un hôtel familial qui vous procure bien-être et détente. Pens. compl. 7 jours: 450 à 590 FS tem. 1800 à 2360 FFL Demi-pens.: 400 à 540 FS tem. 1600 à 2160 FFL HOTEL SPLENDIDE TEL 19-41/26/83-11-45.

LEYSIN (Alpes vaudoises) HOTEL SYLVANA\*\*\* A 50 m des pistes de ski Chambres tout confort. Prix modérés. Fam. Bone(li Tél.: 19-41/25/34-11-36

TOURISME

Fax.: 19-41/25/34-16-14 CH-1854 Leysin

SKI DE FOND **HAUT-JURA** 

3 HEURES DE PARIS PAR TGV Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. maxi) dans ferme du XVII<sup>e</sup> s. confortablement rénovée, chamb. av. s. de bains, w.c., table d'hôtes, cuis. mijotée et légère, pain maison cuit au feu de bois. Ambiance sympathique. De 2 290 F à 2 700 F par pers, et sem.

tt compris, pension complète + vin, moniteur et matériel de ski. TEL (16) \$1-38-12-51 ou écrire : LE CRET L'AGNEAU

DÉCOUVERTE

# Piero d'Arezzo chez lui

Suite de la page 23

L'ange projette avec cette croix une lumière vers le dormeur qui la reçoit comme un rève à travers ses paupières. Le rêve dit « in hoc signo vinces », par ce signe tu vaincras ». que, on ne peut pas ne pas se demander si cette histoire n'est pas là pour en dire une autre.

Depuis des années que j'ai découvert une reproduction de cette scène, elle ne me quitte plus. Elle me réjouit, m'intrigue, tient compagnie à mes réflexions, comme aucune antre représentation picturale. Le sommeil paisible de l'empereur, l'ombre calme que portent sur leurs visages les casques des soldats ; le rôle du page, que veillet-il? Il ne semble pas voir passer le rayon lumineux de la vision.

#### Le demier des Etrusques ?

La scène est campagnarde, comme une veillée auprès d'un feu de bois. Mais elle est aussi plus intime. Ce mât de tente qui jaillit du lit du dormeur pour pénétrer l'arche de la tente for mée de deux draperies, les mêmes que celles de la vierge du Parto, c'est une figuration de rêve érotique assez évidente.

Il se trouve que les Prome nades étrusques de D. H. Lawrence m'accompagnent ici, à Arezzo, Arretium, lucumonie étrusque. Jy lis: ... Et c'est peut-être l'importance de ces deux symboles dans la civilisation étrusque qui est cause de sa totale destruction. Le monde nouveau voulait se débarrasser de ces symboles qui avaient dominé le vieux monde physique. La conscience étrusque prenais racine dans ces symboles: le phallus et l'arche... >

Piero est-il le dernier des Etrusques? Sous les dalles des églises d'Arezzo dorment intactes les ruines d'une cité étrusque. Piero eut-il connaissance des fragments? A-t-il vu des fresques de la première civilisation toscane? Ou bien éteit-il simplement un artiste, un médium qui mélange les genres, le sachant ou l'ignorant? Piero n'était pas un naîf, toute la fresque le démontre.

Vasari nous assure qu'elle fut retirée, méditative. Il ne reste de sa vie que son œuvre. Il a mis sept ans à réaliser la fresque de San Francesco, de 1452 à 1459. Il n'a pas tout peint de sa main. Mais c'est bien lui qui a peint le rêve de Constantin, grâce lui en soit rendue pour le bonheur qu'il continue de nous donner.

On se fatigue vite à regarder une fresque dans la pénombre, la têto renversée vers le ciel. Ce sont les nouvelles reproductions de l'œuvre qui permettent d'en jouir en détail, d'y découvrir que le sommeil en est une clé possible. Ils ont les yeux ouverts et quels yeux, les hommes de Picro. Les plus beaux yeux, les plus graves regards du monde. 'Ce qu'ils nous disent c'est que toute la fresque, toute l'aventure humaine, est peupiée de dormeurs les yeux ouverts. Alors passent la vie, le vieillissement, voyez la tête d'Eve, la mort, les batailles, le soupçon de l'existence de Dieu. Tout n'est que rêve.

Voyez ces mains molles qui tiennent à peine les épées, ces égorgements paisibles, comme au ralenti. Il est tentant de penser que cette peinture ne se référerait à rien sinou à l'âme

Lorsqu'on ressort à la lumière de dehors, que l'on descend le corso d'Italie, que l'on flâne le long de tous ces magasins d'abbigliamento, on ne peut s'empêcher de regarder ces visages contemporains d'Arétins, de Toscans, d'Ombriens, et de les rapporter à ceux des fresques, pour établir une filiation avec les paysans du seizième siècle qui servirent de modèles à Piero. Oui, ce sont les mêmes. Non, ce ne sont pas les mêmes. Ce sont des hommes quelconques. Et leur regard, ils ne le doivent

gu'au peintre. Piero est devenu l'une des ressources naturelles d'Arezzo On le voit, on le vend partout, sur les calendriers de la Banca Popolare dell'Etruria, dans les assiettes peintes et sur les posters. On prépare partout le Quinto centenario della morte di Piero della Francesca - pour 1992, avec colloques, congrès et symposiums.

Que va-t-on découvrir et faire d'hiver à Arezzo, pour découvrir ? Va-t-on connaître des révélations sur les œuvres perdues de Piero, à Ferrare et à Rome? Sur son éventuelle participation anx fresques du palais Schifanoia de Ferrare? Sur ses autoportraits? L'homme qui dort la gorge renversée, offerte au couteau, dans la résurrection de Borgo San Sepolero, est-ce vraiment lui? Est-ce par hasard qu'il s'est représenté en dormeur ?

Cinq centensires, qu'importe. Peut-être vant-il mieux le silence pour fréquenter Piero. Un jour

rencontrer cette troupe de somnambules qui tuent sans haine, qui meurent sans peine, ces chevaux qui ouvrent la bouche pour parler, ces hommes qui semblent n'avoir jamais à la suite de leur père Adam, continuent de crier en silence Mais encore? Comme si le temps d'un instant, le plan de Dieu pour le monde et ses créatures devenait soudain

**ALAIN HERVÉ** 

42.2

一直持续

# Carnet de route

Quatre livres indispensables ou intéressants :

- Piero della Francesca, de Roberto Longhi (éditions Hazan, collection 35/37). Réédition d'une étude ancienne et remise à jour. Traduite dans un français qui sent la phrase italienne. C'est l'instrument d'exploration de

 Piero della Francesca, poète de la forme. Les fresques de San-Francesco d'Arezzo par Jacqueline et Maurice Guillaud (Guillaud éditeur). Jameis, depuis que Piero lui-même peignit ses fresques, on ne les a vues aussi parfaite-

Promenedes étrusques, de D.H. Lawrence (Gallimard). - Enquête sur Piero della Francesca, de Carlo Ginzburg

La Foire aux antiquités d'Arezzo, célèbre dans toute l'Italie, a lieu le premier dimanche de chaque mois sur la

Piezza Granda.

Autour d'Arezzo, on peut visiter les villages du Val d'Arno, du Casentino, du Val di Chiane et du Valtiberina.

Les autres œuvres de Piero della Francesca se trouvent à Citta-di-Castello, Pérouse, Lugano, Florence, Rome, Venise, Milan, Londres Oxford, New-York, Washing ton, Boston. Un Christ rédempteur attribué à Piero della Francesca se trouve à Bayonne au Musée Bonnat.

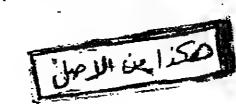
Le castello di Gargonza, à 22 kilomètres d'Arezzo (52048 Monte-San-Savino, Arezzo ; tél. (0575) 847021/22/53/54), est un Arezzo : hôtel étonnant. Ce village médiéval, avec ses remperts, son château et son donjon, a été transformé en hôtel et centre de congrès par son propriétaire, le comte Gruccardi. Une chambre coûte environ 100 000 lires. Le restaurant est excellent. Demi-pension

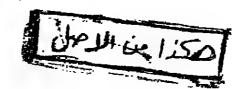
# RÉSIDENCES MER MONTAGNE

Port-Grimand - Cité Lacustre (Var) TYPPOUE MAISON DE PÉCHEUR AVEC AMARRACE 4 chambres, 2 s.-d.-b. Jardinet. Quai 15 m. Proche plastes, Bon état. F.: 2 839 000.

SHAR KEREN MICHEL SHEET 16, me Octogone (83366) Post-Grissani

St-Pons-les-Mures - Grimand, Var Grande propriété. Es très bon état général. 2 su-Grande propriete. La tres don etar genera. 2 sur-dics + 1 app. T 4 + 1. App. T 3. Piscine. 2 gazages. Texasses. 1 300 m plages. DÉAL LOCATION ANNÉE OU SAISONNIÈRE Lotissement calme, F2 468 900 Sté Lawy Agence du Port, Tél.: 94-56-35-49 16, rue Octogone (83360) Port-Grinsaud





# SANS VISA

LA TABLE

# Cartes de carnaval

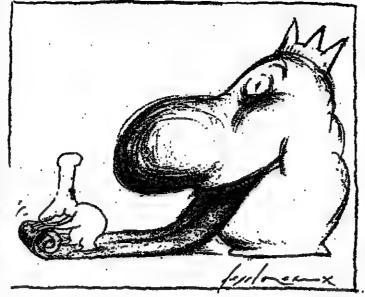
A Nice, défilé de chars et fourchettes en l'air

ES l'aéroport ou presque, des l'entrée de la ville, d'un côté le bleu de la Méditerranée, de l'autre le blanc éclatant des immeubles avec, au loin, un dôme rose : celui de l'hôtel Negresco. C'est l'un des derniers vrais palaces de pro-vince, ouvert en 1913, je crois, par un Roumain du nom de Negresco, Aujourd'hui, merveil-leusement rajeuni et-entretenn par M. et M. Augier, le Negresco, avec son salon Royal enrichi d'un instre étincelant (unique, avec une réplique, paraît-il, au Kremlin), son salon Louis XIV au magnifique plafond, son bar anglais qui est enchanté les premiers apôtres des cocktails, son restaurant, le Chantecler, au tout nonveau décor (mais aux magnifiques boiseries d'époque !), le Negresco, donc est une sorte d'hôtel-musée encore qu'au confort bien d'aujourd'hui.

Les Britanniques, qui ont pratiqué mieux que nons l'art de vivre, ont été les premiers à découvrir la Côte d'Azur en hiver. La Promenade des Anglais n'a pas volé son nom, surtout en ces temps de Carnaval. Carna-val! Le mot vient de l'italien carnavale, période de divertissement entre l'Epiphanie et le carème, et n'a fait, dit le Petit Robert, son apparition chez nous qu'en l'an 1595. Même si, dès le XIII siècle, on fétait, à Liège, le « carpivalle ».

Le carnaval de Nice a ses amoureux ». Regarder les défilés des fenêtres du Negresco est plaisir de dilettante. Puisque carnaval doit aussi se piquer d'être gourmand, même s'il ne s'agit que de la «socca», ces grandes crêpes de farine de pois chiches qui régalent les Niçois e pur sang » à la Merenda (4, rue de la Terrasse – pas de téléphone) ou les touristes avisés chez Me Barale (39, rue Beaumont - tel.: 93-89-17-94).

Alors on passera par le Bistrot d'Antoine (26, boulevard



MIETTES

Victor-Hugo - t61.: 93-88-49-75) pour goûter ses petits farcis; au Don Camillo (5, rue des Ponchettes - tel : 93-85-67-95), où la cuisine régionale s'italianiso quelque peu; an Gourmet lorrain (7, avenue Santa-Fior - tel.: 93-84-90-78) dont je parle par ailleurs (voir la Semaine gourmande). Et puis, bien entendu, chez Jacques Maximin (2/4, rue Sacha-Guitry - tel : 93-80-70-10), son Bistrot >, son a restaurant-

● EN SUISSE. - Selon la Let-

tre de J. Souvairan, Genève aurait

perdu quelque trenta hôteis en un

quart de siècle. Mais au Beau-

Rivage Palace de Lausanne-

vient, d'inaugurer le Jenus, un

night-club superbe.

Oubby, toulours an vadette, on

théâtre ». J'en si parlé ici même avec enthousiasme. Qui goûtera sa charlotte d'écrevisses en bouillabaisse aux fleurs de cour-gettes à la truffe et son mille-feuille à la polenta ne me contre-

Mais revenons au Negresco, où, justement, après le départ de Maximin, il fallait « maintenir ». M. et M. Augier et Michel Palmer, l'actif directeur, ont en la main heureuse en choisissant Dominique Le Stanc, bien adapté au régionalisme gour-

un menu « Retour du marché », notamment. Nous retrouvons ici les produits du pays dans leur rigueur et leur pureté : blettes, asperges en primeur, stockfisch (mieux vaut dire ici « estofinado »), morilles en saison, agneau de Haute-Provence participent ainsi à des plats, des créations bien savoureuses, exaltées en salle par un directeur effi-cace, un sommelier de classe et, le soir, le sourire convaincant de M™ Danielle Le Stanc.

mand avec un menu « Impressions de Provence et d'Azur » et

Et n'oublions pas non plus que Dominique surveille la carte de la Rotonde (37, Promenade des Anglais - tél.: 93-88-39-51) version familière du Chantecler donnant directement sur la rue et où, sous une coupole d'autrefois, un menu au déjenner (140 F) et une carte midi et soir permettent de se régaler pour 200 F environ.

Et comme Nice est le pays des fruits confits, vous irez en ache-ter - ou vous en ferez envoyer à vos amis - chez Henri Auer, maison plus que centenaire (7, rue Saint-François-de-Paule tél.: 93-85-77-98).

LA REYNIÈRE

La Chantacier. (Hôtel Negresco), 37, Promenade des Angleis. TEL: 93-88-39-51, Salon 30 couverts, Voiturier, CB-AE-DC, Compter 500/600 F.

D RECTIFICATIF. La numéro de téléphone du restaurant le Grand Chinois (6, avenue de New-York, Paris 16"), mentionné par La Revnière dans sa chronique «Laque de Chine» (« le Monde sans visa » du 3 février), est le 47-23-98-21.

## SEMAINE GOURMANDE

#### La Réserve à Beaulieu-sur-Mer

mais c'est déjà la province, le calme et..., la Réserve ! Une direction très efficace pour cette glorieuse mais (1), un jeune chef plein de qualités, une clientèle internationale.

Le saumon fumé est accompagné de « blinis » de pommes de terra, la salade de langouste est aux pousses d'épinards et champignons sauvages, la grillade de daurade aux mandarines du pays, le rôti de palangres clouté aux langues d'our-sins, le gigot d'agneau de lait en serts peuvent être accompagnés d'un verre de Besumes de Venise. ce vin mai connu des côtes du Rhône, Du directeur de salle, Barthélémy Lanteri, au sommelier, tout concours ki à la satisfaction gustative de la cuisine de Joël Garault. Mª Haon a bien su relever le standing de cette belle maison. A la carte compter 600 F. Beaux menus à 340 et 430 F.

LA RÉSERVE. 5, boulevard Général-Leclerc. 06310 Beautieu-sur-Mer. Tél.: 93-01-00-01. CB-AE-DC.

#### issautier à Saint-Martin-du-Var

A 27 kilomètres de Nice, un peu isolé du passage touristique, mais blen connu des gourmets, cet élégant restaurant « mérite le détour ». C'est l'un des plus sincères de la Côte. Jean-François Issautier est un cuisinier modeste mais de grand talent et son saumon frais en barigoule d'artichauts violets, par exemple, témolone de son attachement au folklore et de sa rechercha de modernité sage,

Vous vous régalerez de l'œuf poché aux langoustines comme de sa marinade de lapereau eu persil simple, sans oublier le carré d'agneau de Sisteron rôti au jus d'ail et, au dessert, le chaud-froid de pommes à la crème de pistache. Bien belle cave et cordial accueil. A is carte compter 400/500 F, avec en semaine un menu du déseurer à 240 F et un menu à 390 F tous les jours, midi et soir. ISSAUTIER,

sur la nationale 202 06670 Saint-Martin-du-Var. Tél.: 93-08-10-65.

#### Fermé dimanche soir et lundi CB-AE-DC. Chiens acceptés. Le Gourmet lorrain

à Nice

Entièrement rénové, ce petit hôtel devenu « le palace des une étoile » en mériterait deux officiellement. Quant au restaurant, il reste un des plus intéressants de Nice, grâce à la cave exceptionnelle (peut-être unique en França de par ses millésimes de vins et d'eaux de vie), à la cuisine solide et savoureuse d'Alain Leloup et à l'accueil de Brigitte Leloup, une des rares sommelières françaises.

Foie gres au naturel, brouillade aux truffes, acampis « Poèle d'Or », quiche lorraine, langouste au Saint-Emilion, tournedos Rossini, volaille aux morilles, canard au sang (sur commande) sont autant d'occasions de goûter aux vins prestigieux, tout comme l'exceptionnel plateau des fromages. A la carte compter 300 F evec un menu gas-tronomique à 160 F et un menu « Autour d'un vin » à 200 F.

LE GOURMET LORRAIN, 7, avenue Santa-Fior, Tél.: 93-84-90-78. Fermé le dimanche soir et luncil. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

(1) A l'instant, J'apprends que la Réserve vient d'être rachetéa. Le nouveau propriétaire aura sans donte l'idée de garder le personnel et Joël Garault en premier.

# ) chez lui

Camet de route

Tellin Strategic

Appendix of a relative segment of

300 TOR 18.

o Barrello State

स्ट्रिक्स अंतरा

ه ه ۱۲ پښويو

Will Same

and Assert to

أليا فالمحاسلان ومهيي

11-2-1-20 Part 1 2 P

Lyngs of water

E Mark Comme 

180 Br. 1 500

ARCH 1997 - \$1865

28 mile 1 m 1

Barbara a racin

1000 25

w . . . .

100 m g = 100 - 100

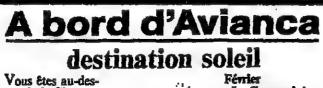
page 1 15 a

and the

3074 5

g trythe to the to

Sant Sant Service



sus de la Sierra Nevada de Santa Marta, vous poumer des Caraïbes et droit devant au-delà des trois Cordillères la plus grande réserve d'oxygène au monde : l'Amazonie. Vous êtes déjà en Co-lombie. AVIANCA vous souhaite un agréable séjour et espère vous retrouver très prochainement sur ses

Baranquilla Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil



# Le Carnaval de d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique

## LA COTE D'AZUR EN PROMOTION **AVEC FRANTOUR VOYAGE**

Sur la Côte d'Azur, surplombant le Cap-Ferrat, Beaulieusur-Mer offre, dans un site grandiose, ses ruelles typiques, son marché provençal, sa chapelle romane Santa-Maria-de-Olivo.

FRANTOUR VOYAGES ouvre son Hôtel FRANTOUR VICTORIA \*\* le 1° février 1990 et vous propose de bénéficier des promotions suivantes.

- du 5 mai 1990 au 19 mai 1990 .....

Ces prix comprennent une semaine en demi-pension (sauf boisson), en chambre double, prix par personne en accès direct. (Assurance comprise.) RENSEIGNEZ-VOUS:

- dans les agences de voyages FRANTOUR VOYAGES
- par téléphone : JEAN nº 45-63-03-14 par correspondance : FRANTOUR VOYAGES 8.P. 62-08-75362 Paris Codex 08

. « LE REPAIRE DE CAR-TOUCHE » (rue Amelot) vient d'êtra vendu. Raymond Poccus sa consecre plus ancore à ses Bacchantes (21, rue Caumartia, 75009 Paris ; tél. : 42-65-25-35) où l'on trouvera désormais, avec ses vins « au verre », l'occasion de tranche de son foie gras frais de canard.

NOTES DES LECTEURS. - L'un d'eux n'a pas reconnu ie Terminus (Lyon) devenu Hôtel Pullman où il a fait un triste réveillon. Mais un autre me signale l'intérêt de l'Hôtel de France à Gimont, ainsi que, proche de Valence-d'Agen, à Goudourville, la Campagnette (tél. : 63-39-65-97). Une étoile au Bottin Gourmand vient d'ailleurs, cette année, de récompenser la cuisine de Gerard Lerchunds

• SLOW FOOD. - Sont-ca des tratiens out ont créé ce Mouvement international pour la sauvegarde et le droit au plaisir gour-mand? En tout cas, c'est dans le Soir, journal bruxellois, qu'une correspondante a relevé l'écho.

• SATISFECIT. - Compliments d'un lecteur pour l'Orangerie du Château (1, avenue J. Laigret à Blois; tél. : 54-78-06-36) qu'il n'a point vu sur le Michelin gourmand ni chez Gault Millau I). Compliments aussi pour la Grenouillère (à La Madeleinesous-Montreuil, Pas-de-Calais; tél.: 21-06-07-22) et pour le restaurant Noël (à Réelmont ; tél. : 63-55-52-80).

. « LES CHANTS DU PIANO »: l'excellent (mais particulier) restaurant de Michel Derbane (10, rue Lambert, 75018 Paris; tel.: 42-62-02-14) ouvre au premier étage un salon pour 20/25 convives. Excellente occasion de découvrir une cuisine origi-

• LE « BURLINGHAM » est le nouveau bar très anglais du Méridien (81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris) où Georges et son équipe, dans un cadre propice au kilt, présentent d'âge (pur mait, évidemment).



# L'autre caralogue

**UNE SEMAINE TOUT COMPRIS** EN GRECE 2600 F\* A DJERBA 3620F\* A TENERIFE 3640F\* EN EGYPTE 5130F\* A LA MONTAGNE 1420 F\*\*

3615 Aquarius

Prix à parur de, départ à dates fixes, prut par personne, cer l'ars-Farm amaine en chambre double, pension con ie désire recevoir gratuitement la brochure printemps-été 90

coupon réponse à renvoyer à:

113 avenue de Verdun 92441 Issy-les-Moulineaux Cedex



# SANS VISA

# JEUX

# échecs

Nº 1372

COURAGEUX OU TÉMÉRAIRES

(Transi de Concess), décembre 1989) m; IL INSTITUTION Name : G. FIEAR

Partie espagnole

1. 64 2. C3 1. R6 4. Fa6 5. 63 (a) 6. 64 (c) 7. C36 (5) 8. F33 9. k3 10. g4 (g) 11. Fg5 12. C85	Fg6 (1)	13. Pod6 (j) 14. loogd (k) 15. 6x5 16. gx6 17. T61 18. Rf1 (o) 19. C63 (p) 20. Cxd4 21. Cg2 (r) 22. G3 (t) 23. Abundan	Fx65 B47! (m) Th5 (n) D48 C44 (q) Ex44 T68! (s) T68! (n)
	NO	TES	

 a) Une continuation historique de l'école allemande (de Anderssen à Sosi-nitz) peu jouée de nos jours en raison de sa légère passivité; on aspire aujourd'hui à obtenir dans l'ouverture avec les Blancs un obsenir dans Pouverture avec les Blancs un certain avantage de position, ce à quoi ne prétend pas l'avance tranquille d'1-d'3.

b) La suite la plus simple pour les Noirs consiste en 5... de suivie du fianchette R; par exemple, 5... de ; 6. c3. g6; 7. Cb-d2, Fg7; 8. CTl, 0-0; 9. Cg3, b5; ou 10. Fc2, d5; 11. Dé2, Fb7; 12. 0-0, Té8 et les Noirs out an jeu agréable (Treybal-Grünfeld, 1922). 5..., b5 est jouable; 6. Fb3, Fé7; 7. c3, d6; 8. Cb-d2, Ca5; 9. Fc2, c5; 10. CTl, 0-0, L'idée de Morphy, 5..., Fç5, a été longtemps consi-

dérée comme suspects mais jameis réfu-Andersen répondit deux fois par 6. ¢3 dans son match courre Morphy en 1858. La théorie moderne conseille sei à juste titre 6. £63¹, F×63; 7. f×63 avec

d) Ou 6., b5; 7. Fb3, d6 (Zukertort-Visaver, Londres, 1883). 

(2003go Fg4.

f) Plus précis que 7..., Fg4 sur quei les
Blancs pourraient éliminer le Cg6 (et sa
pression sur (4-63) par 8. Fxc6 +.

g) Après 10. Fé3, Dd7 le déclousge
11. gé est famif: 11..., Cxg4!L'avance du
pion g affaiblit suns aucum doute gravement la position du R blanc et doit être
bien calculée.

tion calculée.

h) 10..., C×g4 semble fort : si
11.hxg4, Fxg4 avec les menaces imparables Cd4 et Di6. Cependant, l'affaire est
moins claire après 10..., Cxg4; 11. Fd51,
Cd4; 12. Cxd4, Db4; 13. Fg64, Rf8;
14. Df3!, Fxd4; 15. hxg4, Fxg4;
16. Dh1, Fh3; 17. C62!, Dg4+; 18. Rh2,
Dx62; 19. Rxh3, Dh5+; 20. Rg3 on
bien 18..., Fxf1; 19. Dxf1 et les Elsucs
s'ensortent à chaque fois.

l) Afin d'obtenir du contro-jea sur
l'aile-R.

j) Si 13. h×g4, Dd7! si 13. Ch2, T×h3: 14. C×g4, Tg3+: 15. Rh2, T×g4: 16. F×f6, Dd7! et si 13. Ch4, g3.

k) Apparenment les Blancs sortent de l'ouverturs satisfaits: le l'g6 est partiquement port, le pun f6 est une faiblesse permanente; après 15. Rg2: 16. Ch2: 17. Th1 et 18. Df3, l'avantage positionnel des Blancs deviendra écrassant. Dh2

l) Le grand maître anglais, conscient de cet état de choses, décide, d'une manière supremente mans opportune, de bouleverser les données du problème et sacrifie froidement son F dus, de toute façon, restrait hors jen pour longtemps. m) Bien des joueurs verraient dans le sacrifice de F le moyen d'annaier per 16., Tg3 + ; 17. Rh1, Th5 + ; 18. Rg1, Tg3 +, Après 16... Rd7 les Noirs gramment cours geusement on témérairement tous les ris-

n) Après 17..., Dg8+; 19. Rf1 in D oire est mal placée en raison de la menace 20.Cf6+.

20. Cf6+.

o) Si 18. Rg2, Dh8; 19. Cf6+,
Dxf6!; 20. Rxh3, Tg8!

p) Le moment le plus important pour
le défense. Si 19. Ré2, Txf3!; 20. Rxf3,
Cd4+, etc. Si 19. c3. Tg8; 20. Ré2, 64!;
21. dx64, Txf3! et Pattaque des Noirs est
irrésistible. Il semble, cependant, selon
Plear, qu'une resource existe: 19. d47,
Cxd4; 20. Cxd4, Fxd4; 21. Dg4 ou bien

19..., éxd4; 20. C24 ou 20. Dd3 ou encore 19..., Fxd4; 20. c3, Rc5; 21. Dd3, Tg2; 22. D64. 3. Ta6+, Ré7; 4. Tc7+, Rd8; 5. Th7!, Dg2!; 6. Ta8+1!, Dxa8; 7. Th8+ et 2. D64.

q) 19..., Fx83 est décaif : 20. fx83, Tg8; 21. 64, Cd4 on 20. Tx63, Thi +; 21. Cg1, Tg8; 22. Tg3, Txg3; 23. fxg3,

r) 21. Cg4 est à examiner: 21..., Fb41; 22. Fd5, Th1+; 23. Fxh1, Dh1+; 24. Ré2, Té8+; 25. Cé3, Txé3+; 26. fxé3, Dg2 mat.

s) Et non 21..., Thi +; 22. R62, T68+;23.F66+1,fx66;24.Txhi. 1) Si 22. Txe8, Thl+; 23. R&2, 7. Dh5+! (et non 23..., Dx68+?; 24. F&6+l); 24. f3, Txd1; 25. Txdl, 6. Rxe8 et les Noirs gagnent. u) L'estocade.

v) Si 23. Fxf7, Thi+; 24. Rf2, Txg2+!; 25. Rxg2, Dh2 mat et si 23. Rf2, Txg2+; 24. Rxg2, Th2+; 25. Rg1, Thi+; 26. Rf2, Dh2 mat.

Solution de l'étude nº 1371 V. et M. Pietov (1927) (Blanes : Rél, Ta2 et c2. Noirs : Rh4, Df3, Pg3).

Si 1. Tc4+?, Rg5; 2. Ta5+, Rf6; 3. Tc6+, R87; 4. Ta7+, Rd8! Cette idée 1. Ta4+1, Rg51; 2. Tc5+, Rf6;

**CLAUDE LEMORIE** 

ÉTUDE Nº 1372 T. WHITWORTH

المحاشيد

page and the second

- Torset

· 具有性質

\$ 49874

... . . ආඛම්

1 200

it in wift 100179

. 1<sub>6</sub>- 5€01.18

no 170 m² pope nijek no to 1800 mai to 1800

1. 1

چ<del>ارکس</del>نید رو

market of

v 6:2 84

心神神

الله منظران

وفقفن دموجا

2.34 A 28

er ceinge

ويبوغ المدداء

1.7 Mil

Add and the

-

a styletic

-

رووشش د - .

1 in 18 ign

F. 150 140

edistrict.

1000 1992219 8000

44 J.C.

13. 10.00

- property

wie ing,

4.4

200

491.56

4.0 200 20

\$177<u>2</u>2

40

,Z. 1

1. 1/6

reside

\_ :

والمنطق المناوا

\$ 5

1 12 2

300

1.5

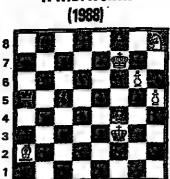
100

100 - 100

Aller Green

. . . .

14 PM 1 12 EVE



a b c d e f g h BLANCS (5) : R17, F22, Ch8, NOIRS (4) : RE3, TaS, FF4, Pc5. Les Blancs jouent et gagnent.

# bridge

Nº 1370

*LE RISQUE* INVISIBLE

Si le déclarant ne cherche pas à imaginer le déroulement complet du coup, il chatera, alors que le contrat est sur table, si on prend une certaine précaution.

♦ RDV 1094 #A107642 **◆**AV1083 ♥RD8752 **♣**D54 ♥A10643 **♦ A83** 

493 Ann. : O. don. Pers, vuln. Nord Est 2 SA passe 4 ♦ 4 ♣

3 4 50 d'Ouest, qui a contre-attaqué le 3 de Est pour la chute! Pique. Comment Sud propose-t-il de jouer pour gagner CINQ CAR-REAUX contre toute défense ?

RÉPONSE Le déclarant peut perdre encore un Trèfie, mais il devra faire ensuite tous les autres Trèfles en coupant sans se faire surcouper. Que va-t-il arriver cependant si on tire l'As de Trèfle ? Ouest va couper s'il a un Trèfle avec le 8 de Carreau ; Sud coupe le 6 de \$973 Trèfle? Ouest va couper s'il a un Trèfle avec le 8 de Carreau, puis un VR 1072 denxième atont (ce qui était le cas) couper avec le 9 de Carreau, puis couper avec le 9 de Carreau, puis sutre Trèfle avec l'As de Carreau pour l'acque le troisième Trèfle. Il pour libérer les Trèfles, Sud joue pour le couper au mort en coupant un le couper au mort en coupant un le couper les Trèfles, Sud joue le couper le couper les trèfles. remonters au mort en coupant un Cœur avec le 10 de Carreau afin de couper le quatrième Trèfle. Le déclarant retourners en Nord avec Onest ayant entamé le roi de une autre coupe à Cœur par le Valet

Comment éviter le raccourcissement imprévu du mort ? Il suffit, an lieu de tirer l'As de Trèfle au second tour à Trèfle, de jouer un petit Trèfle pour file et de garder l'As de Trèfle pour impasse aurait condamné.

dans cette donne de la Coupe Van-rer la dixième levée), il continua atout Comment Bluhm en Sud a-t-il gagné un chelem qu'une simple impasse aurait condamné. la fin lorsque Sud aura coupé gros deux Trèfles: le mort joue le 4 de Trèfle à la quatrième levée; Est prend et continue Pique coupé par le alors le 3 de Carreau et le mort est maître avec R D V de Carreau et le

SIMPLE OU COMPLIQUÉ Cœur, le déclarant a défaussé le 7 de Carreau, et il affranchira le Entre une ligne de jeu simple et de Pique et a pris avec l'As de Cœur sixième Trèlle eu coupant, mais il ne une autre plus compliquée, il y a tandis qu'Est a fourni le Valet de pourra remonter au mort que par intérêt à prendre la ligne de jeu sim-

Cœur second, Sud a joué ensuite le 3 une nouvelle coupe avec la Dame de ple même si elle est un pen moins de Trêfle coupé par le 2 de Carreau. Or il restera deux atouts en bonne. Toutefois, si vous êtes un champion, la difficulté ne doit pas l'As de Pique et, pour empêcher une vous rebuter, comme ce fut le cas

> ♠R106 ♥AV53 ♦DV95 **4**104 ♦DV852 ♥8 OAR63

♣R75 Ann.: O. don. E-O vuln. Ouest Nord Est Sud Kay Bramley Kaplan Bluhm passe 2 • passe passe 14

TIRAGE

140

Ouest fit l'entame la plus logique: atout. Est (Kaplan) prit avec coupe à Trèfle (qui pourrait procu-

#### NOTE SUR LES ENCHÈRES

La réponse de « 2 Trèfles », après avoir passé, était une variante de la convention Drury. Elle promettait un bon soutien à Pique et invitait l'ouvreur à jouer la manche s'il n'était pas minimum. Or, grâce au « fit » à Pique, Sud pouvait compter sa distribution et, avec au moins 15 points, il ponvait sauter à « 4 Piques ».

PHILIPPE BRUGNON

REF. PTS

# scrabble •

*UNE HISTOIRE* DORMIE DEBOUT

Un chroniqueur du mensuel Scrabblerama\*, Eric Imbert, regrette que l'Officiel du Scrabble rende certains verbes transitifs sans leur donner une définition qui justifie cette transformation: il cite AFFA-BULER, BRACONNER, DORMIR, MARAUDER et TRICHER... Nous l'approuvons de tout cœur : la plupart des joueurs aiment bien comprendre avant d'apprendre. AFFABU- GUER un roman (pour le porter LER une intrigue, c'est l'organi- à l'écran), voire le RADOTER CONNE un terrain de chasse, du gibier on, mieux encore, une femme. On peut DORMIR sa nuit, sa vie, son passé. Enfin on MARAUDE une pomme, mais l'on TRICHE quelqu'un au jeu.

D'antres verbes ont un participe passé variable parce qu'ils sont occasionnellement pronomi-

naux: s'ACHOPPER, se heurter (à une difficulté) - se CAL-TER ou so CALETER, s'enfuir - se CHANCIR, se gâter - se CRAPAUTER, se déplacer - se REGIMBER, so rebiffer. à 14 h 30 et 17 h D'autres enfin sont occasionnellement transitifs, comme les cinq premiers cités : AGIR un être (le faire agir) - COMMU-NIER un fidèle - DIALO-

ser en épisodes. On BRA- - ESSAIMER un groupe (l'envoyer au loin) - GALO-PER un cheval - GEMIR une plainte - POUPONNER un dernier-né - RIPOSTER un argament - SOUPIRER dans les bois un tendre et long chagrin (Musset).

MICHEL CHARLEMAGNE

#### Scrabble Etoile, 7, rue Le Sueur. 75116 Paris. Tournois lundi, 21 h, vendredi, 20 h 30, mercredi, vendredi et samedi

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et les rangées horizontales son désignées par une lettre de A à O; les colonnes, par un numéro de 1 à 15.

Lorsque la référence d'un mot commence per une lettre, il est horizontal ; par un chiffre il est vertical. Le tiret qui pré cède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été roieté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble

1 1	EDC?UIS		1.	
1 2	ADEELNE	CIS(T)UDE	l. H4	74
1 3	REOTTEZ	DELAINER	5 D	86
1 4	YXITUAL	TERZETTO (a)	7 B	69
5	ITAL+ARI	YEUX	18 G	42
6	GOUEKAE	ATTIRAIL	B6	61
1 7	EE+EFUSN	KAGOU (b)	L4	42
1 8	EEEU+GMS	NEFS	34	32
9	E+BNRREU	ZEUGMES (c)	E7	32 36
10	U+NOSOAI	BERNER	AI	29
111	OS+BAEEV	NOUAL	M 1	32
12	OSA+MANE	BUVEE	8 K	30
13	RQUIPAT	SAMOANES	13 E	62
14	PMISSAT	PRATIOUE	01	104
15	MSS+ILLE	PITA (d)	A 12	36
16	JVOEWHE	BLEMISS(E) (e)	1B.	86
17	WOVE+THL	HAJE (f)	121	35
18	OEWH+CDF	VOTE	H 12	33
19	OWFDC+10	) HOB	9 N	28
20	FOIDC+LN	WON	13	27
		NOCIF	12 K	34
$ldsymbol{ldsymbol{ldsymbol{ldsymbol{ldsymbol{L}}}}$		<u>'</u>	TOTAL	978

SOLUTION

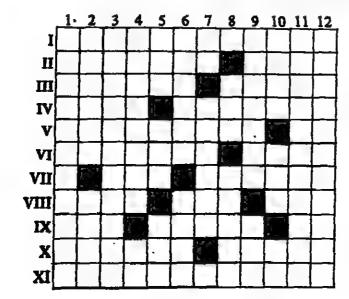
1.P.-A. Perrie 960. (a) TOREEZ, 4 J, ne perd que 15 points. (b) on CAGOU, oisean de Nouvelle-Calédonie, en voie d'extinction. (c) on ZEUGMA, procédé rhétorique. (d) pain non levé (Quét.) (e) ASSIM(I) LE, 15 A, 77. (f) on NAJA, serpent à luncites.

Tournois de mars. Le 18 : Carhaix (Côtes-du-Nord).
 Tél.: 98-93-32-02 — Dole, 84-79-00-99.

# mots croisés

m 599

Horizomalement I. La wollà déglacée! - II. Des crânes comme ca correspondent mal au canon grec. Il présente bien. -III. Tirésias, Iul, aurait pu remplir cette fonction. Erreur on faute? -IV. Parole. Dans les mains de l'extati-IV. Parole. Dans les mains de l'extati-que. – V. Religieux le plus souvent, parfois profanes. En l'air. – VI. Si on les voit à terre, c'est uniquement façon de parlet. Son ministère est très solli-cité. – VII. Conservateur. Fit ce qu'il faut faire avec le 2 du IV. – VIII. Elle a une cathédrale. Fut un supplice, mais fait pour les chiens. Regardant. – IX. Rivière. Ce n'est pas un vilain



dada. Soldat. - X. Ils out tout donné à la communauté. Même si on l'écrit dans le bon sens, c'est toujours un déplaisir. - XI. Généralement moins plate que son pays.

# Verticelement

 Sans satellites elle n'existe pas. — 2. Ceux qui en font commerce seront obligés de braconner. Be. - 3. C'est au pays qu'elle se sent bien si l'on en croit le poète. — 4. Objets en voie de moder-nisation. Dans le lard. — 5. Poème à l'envers. Médecin. Média. - 6. Piège. Mit en place. - 7. Préposition. Ne tient pas en place. - 8. Cardinaux. Fruit. - 9. Remettre en place. Ne recommit rien. - 10. Changeai de place. N'a rien de caché. Conjonction.

11. Soutiens. – 12. Laisse distinguer le vrai du faux, le bon du manvais, l'utile de l'agréable, etc.

#### SOLUTION DU Nº 598 Horizontalement

I. Buster Keaton. ~ II. Astroc. Verra. — III. Rne. Rivèrent. — IV. Berline. Emeu. — V. Illettré. Aer. — VI. Essence. Sa. — VII. Hâte. Gille.

- VIII. Er. Sursautai. - IX. Tin. Test. Ans. - X. Terrine, Life. - XI. Enfan-

# Verticalement

1. Barbichette. - 2. Usuel. Arien. -3. Steriet NRF. - 4. Tu. Lésés Ra -5. Ecrits. Utin. - 6. Réintègrent. - 7. Vernissée. - 8. Eve. Éclat. -9. Acre. Ek. Le - 10. Trems. Etsin. - 11. Ornées. Anet. - 12. Naturalisés.

FRANÇOIS DORLET

# anacroisés

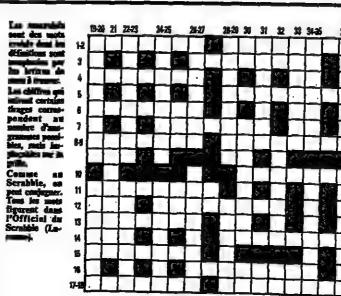
Nº 601

1. ACEEHRY (+2), 2. AEIIMMNS (+1), 3. ABFILINU, - 4. AGILRYU, 5. ABEERRUV (+1), 6. EINORT, - 7. DEFEIRT (+1), 8. AEIIMMS, - 9. ACEINRST (+5), - 10. EEMNORV, 11. ACEEHINR (+1), 12. AEIOQRTU (+1), - 13. AEINORT (+4), - 14. ACENORST (+7), - 15. EEILRSV (+4), 16. EEINRSUU (+1), 17. AEEKRSU, - 18. EINNOSTT (+2).

# Verticalement

Vertical tenent

19. AABDELRV. — 20. EEGIOST
(+ 1). — 21. ADEGIMRR. —
22. AEHIMNOR. — 23. AEEINRS
(+ 6). — 24. EEEILRUV. —
25. AECINNT. — 26. AEINRST
(+ 17). — 27. AAEIPRRT (+ 7). —
28. AAADFFIR. — 29. CHNTU. —
30. AEINNOTU. — 31. BEEIINR
(+ 1). — 32. CEIRSUV (+ 2). —
33. AIILLTU. — 34. AENSTUV
(+ 1). — 35. AEINNORT (+ 3). —
36. BEENRSU, — 37. CEEFISE

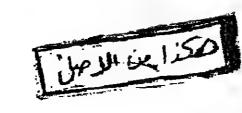


# SOLUTION DU Nº BOO

1. FLICARD. - 2. MULTIPLE. -3. LINACEE (CALINEE). -4. DRACHERA, picuvia à verse. -4. DRACHERA, picuva à verse. —
5. ETISIES, maigreil. — 6. ZEINES. —
7. ENNOIE. — 8. DUETTOS. —
9. STRESSER. — 10. MOELLE. —
11. LICTEUR. — 12. POCHETER. —
13. FOUTANT. — 14. CASTING. —
15. SUETTE (IETUES). — 16. SANDOWS. — 17. RADOUB (BAROUD). —
18. BARZOI. — 19. IRREELLE. —
20. REVASSER (RESERVAS, REVERSAS, SEVERAS, VERSERAS). — 21. SANGSUE. — SERAS). - 21. SANGSUE. -22. FLOUZES. - 23. INCOMBER (COMBINER). - 24. LISTENT. -

25. RAMASSER (MARRASSE). —
26. CALENDES. — 27. ACETEÜSE.
— 28. FINNOIS. — 29. REVISES (IVRESSE, REVISSE, SERVIES).
— 30. PONDOIRS (DROPIONS). —
31. TELOUGOU, isngne indienne. —
32. DISTRICT. — 33. CHASSE (ESCHAS, SACHES, SECHAS). —
34. UKASES. — 35. METTEUR (MURETTE). — 36. HINDOUE —
37. ENOUERENT. — 38. PARTIAL (APLATIR, PARLAIT, PLATRAL RAPLATI). — 39. AEROBUS (ARBOUSE, BOUSERA, EBROUSE). — 40. AIEULE. —
41. XENOPHORE.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGLET



28 La balance commerciale de l'automobile française - La France va se compter le 5 mars

29 Le taux de syndicalisation des salariés 31 L'offensive nippone en Europe

32 Marchés financiers 33 Bourse de Paris

## BILLET

# Coups d'éponge sur la dette

Sur le tableau très noir de la dette des pays pauvres. nombreux sont les pays сте́впсіетв qui passent, ісі et là, un coup d'éponge plus ou moins discret, Le ministre français de l'économie et des . finances, M. Pierre Bérégovoy, a profité jeudi 15 février d'une visite au Kenya pour annoncer que la France annulait la dette publique d'un montant de 1,33 milliard de francs qu'elle détient sur ce pays (capital et intérêta). C'est la première application dans un pays angiophone du pien d'annulation de la dette publique envers la France des trente-cinq pays d'Afrique les plus démunis, annoncé en mai demier à Dakar - lors du sommet de la francophonie par le président François Mitterrand. Cependant, la France n'est pas le seul pays occidental à effecer les . créances qu'elle détient sur l'Afrique (16 milliards de francs au total). Dans le cas du Kenye, elle a été précédée par le Canada, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la RFA. Les Etats-Unis, pour leur part, ont annulé récemment 735 millions de dollars (environ 4 milliards de francs) de créances sur douze pays africains. Quelle est la bonne approche du problème de la dette ? Cette question qui se pose dramatiquement depuis bientôt huit ans reçoit pour l'instant deux types de . . réponse. Les États, même ceux qui ont la réputation d'être l'éponge sur les petites créances, et accordent des délais de grace sur les plus grosses (voir en demière page l'accord signé ce lour entre la Pologne et ses créanciers publics). Les banques, quant à elles, on l'a vu récemment pour le Mexique dans le cadre du plan Brady, cherchent surtout une porte de sortie honorable. Or, pour une banque, renoncer à une créance n'est jamais honorable. Alors on se

Lire également page 29

dictées par la politique.

on n'en est pas arrivé là.

5 \*\*\*\*\*\*\*\*

整一条数字 第二条数字

1 ( \$194 H)

-14c - 17 m

. 4%

· 사용하는 기계기

. . -2 +.

Secretary is 1 4- E. A STEEL STORY

The first of the second

# INSOLITE

conforsionne, on «swape», on

riéclasse, on provisionne pour

ne pas boire la tasse en cas de

défaut de paiement. Mais on

n'efface pas. Sauf dans des

circonstances exceptionnelles,

Jusqu'à présent, depuis 1982,

# Les rajouts d'Epinal

Un ouvrier de la Filature de Cheniménil, près d'Epinal, est menacé de licenciement. La direction, qui a eu recours à une analyse graphologique, kui reproche d'avoir rajouté sur un procès-verbal du comité d'étassement les sommes attribuées aux contremaîtres au titre de gratifications. Elle considère que « pour le bien de l'antreprise » de telles informations n'ont pas à être rendues

La CFD's envisage d'intenter une action en justice, car les expertises ont été réalisées « sans autorisation de la justice a et sont sujettes à caution. « On le sait depuis l'affaire Grégory, qui a eu lieu à quelques kilomètres), assure sans hésiter un syndicaliste.

# Incertitude sur la poursuite du chantier

# Nouvelle querelle autour du tunnel sous la Manche

Le torchon flambe une fois nel, son aucien alter ego, M. Alastair Morton, prenant le titre de vice-président et de directeur généde plus entre les entreprises chargées de la construction du tunnel sous la Manche et le concessionnaire de celui-ci, Eurotunnel, au point que les banquiers ne peuvent débloquer les 4 milliards de francs nécessaires à la poursuite du chantier et que l'action d'Eurotunnel a perdu 5 points le 18 février.

Ce coup-ci, l'attaque est venne du consortium Trans Manche Link (TML), qui regroupe les cinq entreprises françaises et les cinq entreprises britanniques en charge du percement et de l'équipement du tunnel. Eiles ont refusé de signer le protocole d'accord siesigner le protocole d'accord, éla-boré le 10 janvier et portant sur une nouvelle répartition des com-pétences et des dépassements de devis eure elles et Eurotunnel.

TML exprime ainsi sa mauvaise humeur à l'égard du nouvel organigramme publié par Eurotunnel, selon lequel M. André Bénard devieut seul président d'Eurotunral. I'ML supporte de moins en moins l'agressivité de M. Morton à l'égard des entreprises, car celui-ci les a, publiquement et à plusieurs reprises, accusées de faire preuve d'incompétence et de ne respecter ni les coûts ni les délais contrac-tuels. TML demande donc qu'un autre directeur général s'interpose entre M. Morton et elles-mêmes. De son côté, M. Morton ne désarme pas.

Par la même occasion, le 15 février, TML a cité Eurotunnel devant le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour non-paiement des sommes dues pour les travaux déjà effectués, soit 600 millions de francs. En réalité, en refusant de signer l'accord coucle avec Eurotumel au mois de janvier, TML empêche le pool bancaire de débloquer les 4 milliards de francs qui avaient été aunoncés.

Il est tout de même étonnant de voir se multiplier querelles de personnes et communiqués rageurs autour du chanțier de travaux publics le plus important de la planête, dont le devis approche les 75 milliards de francs. Chez Eurotuanel, on critique les dépassements de coûts par les entreprises et les lenteurs des pravaux côté britamique, et l'on déclare vouloir défendre les intérêts des cinq cent mille actionnaires qui ont investi dans le tunnel. Chez TML, on réplique un'une partie des surcoûts réplique qu'une partie des surcoûts est imputable aux exigences exor-bitantes d'Eurotunnel. Et l'on ajoute qu'Eurotunnel n'est pas géré de saçon convenable.

Cette épreuve de force perma-nente commence à devenir dange-reuse. Tant qu'elle alimentait les colomes de la presse britannique, qui n'est guère favorable au numel, elle ne portait pas à conséquence. Si elle aboutit à la paralysis du chantier, elle pourrait conduire le consortium des deux cent huit banques bailleurs de fonds à reconsidérer les risques financiers d'une infrastructure qui s'annonçait comme fructueuse. Au moment où les problèmes techniques semblent résolus – un tiers des 150 kilomètres de galerie est percé, – le tunnel sous la Manche peut-il échouer pour des raisons humaines?

ALAIN FAUJAS

# Ouverture des négociations salariales

# Malaise autour du déroulement de carrière des employés de banque

banques (AFB) et les syndicats A cette occasion, la CFDT appelle à des arrêts de travail.

Au-delà des névociations sur les augmentations générales de salaires, pour 1990, les banques sont confrontées à un problème pent-être plus difficile à résondre : ceiul des déroulements de carrière, qui explique une bonne part du malaise social actuel. Les établissements bancaires, qui, ont considé-rablement relevé le niveau de leur recrutement, rencontrent en effet un double mécontentement. Les salariés embauchés il y a dix ou quinze ans redoutent d'avoir leur avenir derrière eux, car les bouleversements de l'organisation du travail favorisent les agents plus jeunes et mieux formés récemment embanchés pour occuper les mêmes emplois. Or ces derniers sont, eux aussi, insatisfaits. La pyramide des âges de la profession limite sérieusement les promotions, alors que les banques réduisent chaque année leurs effectifs de 1 %

#### Une adaptabilité **SCCTEC**

« Le conflit que vient de connat-tre la BNP est effectivement repré-sentatif d'un malaise plus général. Nous traversons une conjonction de mutations qui ne peut pas se vivre sans crées de multiples inquiétudes », reconnaît M. Jacques Peltier, directeur des affaires sociales et président de la commission nationale paritaire de l'AFB (1). Le 24 janvier, les syndi-cats ont organisé avec un certain succès une journée nationale d'action. Même s'ils ne sont pas parvenus à étendre l'action au-delà de la BNP, cette dernière a été tout de même contrainte d'accorder des concessions non négligeables, notamment sur les bas salaires, alors que le Crédit lyonnais a dû, hui aussi, lächer du lest.

Il est vrai que, ces dernières années, les métiers de la banque se sont transformés en profondeur. Derrière les guichets comme dans les centres de gestion, l'irruption de l'informatique a mis à mal les fron-tières traditionnelles entre fonctions d'exploitation et fonctions administratives. De plus en plus de tâches sont sous-traitées à l'extérieur, la saisie directe a éliminé le phis clair des opérations manuelles et, ontre l'apparition de nouveaux produits financiers, la suppression de l'encadrement du crédit a reuforcé la concurrence. Aussi les ban-

L'Association française des ques ont-elles largement modifié leur type de recrutement. Désormais, celui-ci est effectué, à raison se rencontrent vendredi de 15 %, à un niveau inférieur au 16 février afin de définir la poli-tique salariale pour 1990.

A corression la CERT 15 novembre 1989).

Parmi les nouveaux employés, près de 40 % sont titulaires du bac. 30 % ont un niveau bac + 2 et bac + 3 et 10 % bac + 4. Parmi les gradés (catégorie intermédiaire entre employés et cadres), 9 % des nouveaux venus n'avaient pas le bac, et 76 % disposaient d'un diplôme supérieur ou égal à bac + 2 Pour les directions des banques, il s'agit de disposer d'un personnel aux qualités d'adaptabi-lité accrues et dont le niveau de culture générale soit plus proche de celui de la clientèle.

Ces nouveaux venus sont généralement embauchés à des niveaux de rémunération relativement modestes (environ 85 000 F à 120 000 F brut par an). S'ils peu-vent préténdre à un avancement plus rapide, la structure de la pyramide des âges impuse de contraintes. « La tranche vingtmide des âges impose de sév cinq - quarante ans est anorma ment gonflée » souligne l'AFB. Cette tranche d'âge regroupe ainsi deux tiers environ des effectifs.

M. Agnès Guèry, quarante ans, entrée il y a vingt-trois ans au Cré-dit lyonnais avec son BEPC, recon-naît que l'évolution du recrutement ne va pas « sans poser des pro-blèmes aux gens de [sa] généra-tion ». « Certains nouveaux embauchés sautent des étapes et, s'ils n'onz pas des salaires mirobolants, ils se retrouvent à des niveaux hiériarchiques que nous atteindre. . . Non seulement nous n'avons pas bénéficié des gains de en termes de carrière, n'est pas des plus radieux... », constato-t-elle.

#### «Flux tendus et zéro stock »

A l'AFB, on s'efforce de relativiser le problème. « A force d'enten-dre parler d'inapdaptation aux nouveaux métiers, on a fini par créer une psychose -, souligne M. Peltier. De plus, avec les bous résultats des banques, «il est encore plus difficile de faire comprendre qu'une banque n'est pas une institution et qu'elle peut être vulnérable par manque de fonds propres ».

Pour sa part, la CGT considère que « les mutations technologiques n'expliquent pas tout ». « Nouveaux et anciens salariés, tout le monde y perd »,assure M™ Annie Roblin, responsable CGT de la BNP. Elie dénonce « l'orientation

politique des banques axée sur le tout-finance au détriment du ser-vice à la clientèle, l'accroissement de la charge de travail » et relève que certains spécialistes (brokers, informaticiens, swapistes) sont recrutés - hors convention collective ».

- Les banques, considère M. Jean-Luc Wabant, sccrétaire général de la fédération CFDT (première organisation syndicale de la profession avec 31,7 % des voix), gèrent le social comme l'industrie gère ses approvisionne ments: flux tendus et zéro stock. Or réaliser de la vraie formation nécessite de tolèrer quelques sureffectifs et une réduction du temps

#### Plus de bâtoa de muréchal

Comment les partenaires sociaux penvent-ils faciliter les déroulements de carrière ? Dans le cadre du « toilettage » de la convention collective, qui devra être achevé avant le la janvier 1992, l'AFB propose de revoir les règles de licenciement, de passer de quatorze et demi à treize mensualités (sans incidence sur les rémunérations) mais aussi de simplifier la grille de classification.

« Il ne faut plus que tout change-ment d'activité implique un coefficient hiérarchique supplémentai Il faut favoriser les passerelles et la mobilité », suggère M. Peltier. De son côté, la CFDT propose que l'on reconnaisse « les compétences liées à l'emploi, mais aussi la formation acquise par chacun et met l'accent sur les bas salaires.

« On n'entre plus dans la ban-que avec un baton de maréchal dans sa gibecière. Les nouveaux recrutés admettent désormais qu'ils ne feront pas forcêment cur-rière dans le même établissement », constate-t-on à l'AFB.

Certes, mais le turn-over des bac + 2 et bac + 4, qui est 4,6 fois supérieur à celui de l'ensemble de profession, ne risque-t-il pas d'engendrer de sérieux effets per-vers ? A l'instar de la fonction publique, le secteur bancaire est à la recherche d'une réforme de sa grille. Cependant, une telle moder-misation coûte cher. L'Etat, qui exerce une étroite tutelle sur la politique salariale de l'AFB, est bien placé pour le savoir...

JEAN-MUCHEL NORMAND

(1) Les établissements membres de l'AFB regroupent quelque deux cent cinquante mille salariés. Banques mutualistes, casses d'épargue, institutions et sociétés financières ne font pas partie de cette association profession-

#### Pour la première fois depuis dix ans

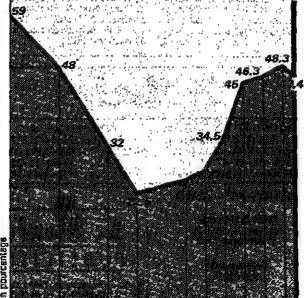
# L'indépendance énergétique de la France s'est dégradée en 1989

tion, sécheresse, difficultés du parc nucléaire, tension sur les prix du pétrole et alourdissement de la facture énergétique, tous les clignotants sont au rouge. Pour la France, l'ère de l'énergie facile est déià en train de sa terminer, « Le bilan de l'année 1989 montre la vulnérabilité de l'économie françeise en matière énergétique. Nous devons rester vigilants », a déclaré M. Jean-Daniel Lavi,

contre-choc pétrolier de 1986. La consommation énergétique totele, qui avait déjà progressé de 3,1 % en 1988, a encore augmenté de 2 % l'an demier pour atteindre (en données corrigées des variations clima-tiques) 206,5 millions de tonnes équivalent pétrole

Cette détérioration, jointe à la remontée des cours du brut et du dollar, a eu pour consé-

#### LA COUVERTURE DES BESOINS PAR LA PRODUCTION NATIONALE



directeur de l'énergie au ministère de l'Industrie, en présentant, le 15 février, les résultats

Pour la première fois depuis dix ans, le taux d'indépendance énergétique de la France s'est dégradé : la production nationale (d'origine essentiellement nucléaire et hydraulique) n'a couvert la consommation cu'à hauteur de 47,4 %, soit un point de moins que l'année précédente (48,3 %). Depuis la montée en puissance du programme nucléaire en 1979, ce taux d'indépendance n'avait cessé de s'améliorer, passant en dix ans de moins d'un quart à près de la moitié des besoins

Cette dégradation s'explique largement par des facteurs exceptionnels : la sécheresse a réduit la production d'électricité hydraulique de 35 %, tandis que les incidents survenus dans les centrales nucléaires de 1 300 mégawatts diminuaient la disponibilité du parc.

du pays.

Mais alla trackit aussi la forte reprise, des consommations, notamment dans le secteur des transports, depuis le

78 80 82 84 86 88 89 net de la facture énergétique : 83 milliards de frança en 1989, contre 56,5 milliards tion de près de 17 milliards (+ 25 %). Ce déficit énergétique, équivalent au déficit

industrial, représente prinque

un mois d'exportations totales

françaises et 1,6 % du PIB marchand. Ce retoumement est inquiétent. Si la facture énergétique reste beaucoup moins lourde qu'elle ne l'était au plus fort de la crise pétrolière (en 1981, il fallait 3,4 mois d'exportations et 6 % du PIB pour couvrir une facture de 161 milliards de francs), elle n'avait cessé de s'alléger depuis le retoumement du marché en 1986. Le transfert de revenu dont a bénéficié l'économie française depuis le contre-choc, estimé récemment par l'INSEE (1) à

(1) Solde manufacturé et contre-choc pétrolier, par Michèle Debonneuil. INSEE.

plus de 120 milliards de

francs, soit en moyenne

0,75 % du PIB par an, a pris

# Drexel Burnham Lambert ferme ses portes

« On ferme », a annoncé jeue 15 février le porte-parole de Drexel Burnham Lambart, M. Steven Anreder, alors que les employés de la maison de courtage la plus en vue de Wall Street dans les années 80 achevaient de faire leurs bagages. Il a annoncé la licanciement de « plusieurs milliers » des cinq mille trois cents employés dès la fin de la

Les salariés des trois filiales. Drexel Burnham Lambert inc. (valeurs mobilières). Drexel Burnham Lambert (bonds du Trésor) et Drexei

**Burnham Lambert Trading** Corp (négoce des métaux et matières premières) vont être réduits à un effectif squelettique chargé de la liquidation à la suite de la décision de la direction de se mettre sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites aux Etats-Unis (le Monde du 15 février).

 La firme se sera complètement retirée des affaires d'ici six mois à un an s. lorsque les positions de l'entreprise sur les a expliqué le porte parole. Drexel détient en portefeuille plusieurs militards de doltars de valeurs diverses.

# Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements: 45-55-91-82, peste 4330 INDUSTRIE

Avec le lancement d'une nouvelle ligne de stylos

# Les briquets Dupont se mettent à l'écriture

Les pleins et les ósliés, vous connaissez? Pas de problèmes pour les anciens formés à la plume Sergent Major. Pour les plus ines générations, passées à la fin des sunées 60 au stylo à bille, c'est autre chose. D'une l'açon plus géné-rale, la belle écriture tend à se perdre. Pour la réhabiliter, ST Dupont, le célèbre fabricant de si Dupont, le cescore isoricant de briquets haut de gamme, a décidé de faire du jeudi 5 avril prochain la "journée de l'écriture gratuite", afia, comme l'explique M. Jean-Charles Fory, directeur générale des ventes à l'étranger, de rétablir ledite écriture comme le rétablir ladite écriture « comme un moy

Cette manifestation, qui permettra aux Français présents aux neuf cents points de vente Dupont d'expédier gratuitement des cartes postales pré-affranchies, servira de support à la campagne de lance-ment de la nouvelle ligne de stylos Saint-Germain. Car ST Dupont, filiale depuis deux ans du groupe chinois Dixon Concepts Limited,

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS

**75427 PARIS CEDEX 09** 

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944,

Capital social:

420 000 F

Principaux associés de la société -

Société civile

Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises.

M<sup>44</sup> Geneviève Beuve-Méry, M. André Foutaine, géront

TARIF

6 mols .....

Adresse:

Localité :

de trois lots :

nission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

FRANCE

729 F

1 300 F

et indez du Monde au (1) 42-47-99-61. sauf accord avec l'administration

**ABONNEMENTS** 11, rae Jean-Mazet, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tel.: (1) 49-68-32-98

BENELLY

762 F

1 389 F

ETRANGER: par voie sérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre réglement à l'adresse ci-dess

ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE:

Pour tous renseignements: (1) 49-60-34-70

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois 🔲 6 mois 🔲 1 an 🔲

Veuilles anoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

(Publicité)

PÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL — UN PEUPLE — UN BUT — UNE POI

PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DÉLÉGATION A L'INFORMATIQUE

La délégation à l'informatique lance un appel d'offres international pour l'acquisition d'un steller de soumer mon de regisse d'écret des

Des stations d'acquisition.
Et des stations de consultation impression.

 Logiciel de gestion des faits d'état-civil. LOT 3 - Formation et assistance au démarrage.

Le cahler des charges est disponible à la délégation à l'informatique - 3, rue Béranger-Ferraud. Télex 61349 Fax (221) 22-97-64.

3, RUE BERANGER-FERRAUD - B.P. 21,8 RP DAKAR - TÉL = (221) 22.98.06 - FAX (221) 22.97.64 - TÉLEX 61349 DELINFO SG

Les réponses devront pervenir au plus tard le 18 mars 1990 à 15 h 30.

LOT 1 - Un service central d'archivege en rése

LOT 2 - Logicial de traitement d'image.

Les équipements, fournitures et prestations demandés sont composés

distributeur de produits de luxe à Hongkong, sait que l'ère du briquet - déjà condamné aux États-Unis s'achèvera un jour inéluctable-

Sì dans l'immédiat la société française tire encore 55 % de ses revenus du briquet haut de gamme grâce à l'affaiblissement de la concurrence, elle prépare active-ment l'avenir en poussant les feux de la diversification.

#### « Une petite troisième place »

Avec la nouvelle ligne de stylos Saint-Germain, la troisième de la collection, son président, M. Manrice Guinot, espère porter de 27 % à 36 %, voire à 37 % ou 40 %, la part du chiffre d'affaires consolidé de la maison de Faverges (Haute-Savoie), dont le montant devrait atteindre 550 millions de francs (+ 18 %) pour l'exercice à clore le 31 mars prochain.

ADMINISTRATION:

11, RUE JEAN-MAZET

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Le Monde

PUBLICITE

5, ran de Monttenuy, 75007 PARIS TH : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 THE: MONDPUB 206 136 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composes 38-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

du - Monde -12 c M.-Gombourg 94852 [VRY

SUISSE

972 F

1 800 F

Code postal :

**AUTRES PAYS** 

700 F

I 466 F

2 650 F

Le Monde

Car, munéro un mondial du briquet de luxe (près de 60 % du marché mondial), S.T. Dupout aspire à devenir un grand dans les instruments d'écriture de prestige. La firms revendique dans cette acti-vité « une petite troisième place », assure encore M. Guinot, derrière Montblanc, filiale de Dunhill (conglomérat anglo-suisse Rothmans) et Watermann (groupe américain

Si l'Asie ne fait pas la mode, elle est capable de l'orienter. S.T. Dupont exporte 80 % de sa production, dont la moitié en Extrême-Orient, Et sa maison mère représente les pius grandes marques, Charles Jourdan, Guy Laroche, Bulgari...

De surcroft, S.T. Dupont commence à se faire un nom dans l'industrie de luxe, la bagagerie (8 % do son chiffre d'affaires), les montres (5%) et les articles tex-tiles (5%).

La balance commerciale de l'automobile française en 1989

# Le plus mauvais résultat depuis quinze ans

Victime des importations de mar-ques étrangères et de la «délocalisation» des constructeurs français qui produisent de plus en plus dans leurs usines en Europe, la balance commer-ciale de l'industrie automobile a enre-giant en 1989 son plus mauvais résultat depuis quinze ans. Selon les estimations de la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, les exportations automobiles françaises out été d'environ 140 milliards de francs, contre 120 pour les importations, soit un taux de converture de 116 %. En 1975, le taux de couverture était de 243 %.

Cette dégradation s'explique d'abord par la concurrence étrangère qui désient aujourd'hui 38 % du mar-ché français, contre 28 % en 1981. Mais parallèlement, les constructeurs français se aout aussi montrés actifs à l'étranger, les exportations passant entre 1981 à 1989 de 51 % à 55,7 % de

la production nationale. La grande nouveauté, c'est la «délocalisation» de la production, pour trouver de la main-d'œuvre moins chère, ou pour être plus près des marchés et limiter les couts de transports, seus parier des exigences de cer-tains pays qui veulent maintenir

nne à parité par la NR et la COMAREG. Elle regroupera les gratuits de la NR ( IP 37, NR Ser-

vices 37, Loir-et-Cher services, etc.) diffusés à 404 000 exem-

plaires, et les doux titres grainits de la COMAREG dans les Denx-Sèvres, Flash 79 Nord et Sud, sinsi que les sociétés de distriba-

tion de prospectus et de dépliants publicitaires.

La COMAREG-NR va anssi

reprendre 50 % du capital da

l'emploi chez eux. En général, une voiture montée à l'étranger contient seulement la moitié de pièces fabri-

constatation chez PSA (Peugeot-Citroën) dont les usines européennes ont, elles aussi, doublé leur production

seulement la moitié de pièces fabriquées en France. En ourre, une part croissante de ces véhicules « franco-étrangers » est ensuite importée en France.

Ainsi Remanit (vingt-quaire usines en France, vingt dans le reste du monde), a produit, en 1988, 618 000 voitures en Europe (contre-507 000 en 1986), dont 173 000 (28 %) out été réimportées en France. Même

10 2 300

كحف

Jan Agent 1

\* 1

्राच्या होता. 🖁

## M. Tchuruk, le redresseur d'Orkem à la tête de Total

M. Serge Tchuruk, nommé jeudi 15 février président-directeur général du groupe pétrolier Total-CFP pour une durée de trois ens. Il succède à M. François-Xavier Ortoli, atteint par la limite d'âge et nommé président d'honneur. M. Tchuruk avait été désigné administrateur en novembre 1989. M. Pierre Vaillaud a été confirmé dans ses fonctions de directeur général par le conseil d'admi-

Polytechnicien, M. Tchuruk avait commencé sa carrière dans le groupe pétrolier améri-cain Mobil avant d'entrer chez Rhône-Poulenc, d'abord comme patron de la division engrais, puis, après la nationalisation du groupe chimique, comme directeur général auprès du président Loïk Le Floch-Prigent.

Sans état d'âme politique. Il avait néammoins acquis une excellente réputation auprès du pouvoir politique, qui décidait, en raison de ses compé-tences, de le nommer en décembre 1986 à la tête du groupe chimique d'Etat CdF-Chimie (devenu Orkem) au bord de la faillite, avec pour consigne de le redresser.

Sa mission accomplie, M. Tchuruk est aujourd'hui chargé de faire le ménage chez la « visite dame d'Auteuà » et de lui redonner le lustre ou elle avait un peu perdu. M. Tchuruk emmène avec lui tous les se-positios d'Orkem dans les se-positios chiminus estimations de secialités chimiques, qui vont permettre de reformer, au sein de la compagnie pétrolière, une grande division chimique. Il aurait simé sdosser totale-ment Orkem au groupe pétro-lier. La raison d'Etat en a décidé autrement.

Perrier se redresse

à la Bourse de Paris

L'activité sur le marché des

Source Perrier

Lors de la séance du jeudi

 Gestetner rachète les intérêts non-américains de Nashua. — Le groupe britamique de reprogra-phie Gestetner Holdings a amoncé, jeudi 15 février, qu'il achetait les activités hors des États-Unis de la division bareauti-que du groupe américain Nashus. Le montant de la transaction est de 152,2 millions de dollars (près de 870 millions de france). La division en question vend des équirements en questions de france). La division en question vend des équipements de bureaux dans 14 pays et 68 % de ses ventes sont effectuées, en Europe). L'opération sera financée en partie par une augmentation de capital de 65,2 millions de livres sur la base d'une action nouvelle à options Source Perrier le 9 février 180 pence pour deux anciennes, ne présente aucun caractère irrégu-lier et ne reflète aucune stratégie de spéculation à la baisse du titre

60 pence étant payables immédia-tement et 120 pence un mois après la finalisation de l'accord.

L'alliance de la COMAREG avec un quotidien régional n'est pas une première : le groupe de agramits d'Havas est déjà parte-naire de la Voix du Nord et du groupe l'Indépendant-Midl libre. Mais la région du Centre est une zone stratégique: un éditeur bri-tannique s'intéresse de près au rachat de Bip 41, des gratuits publiés à Blois. En s'alliant avec la NR, la COMAREG affirme ainsi

Publical) soit 341 000 exem-

sa prééminence au sein de la presse gratuite en France. Cela n'empêche pas ses ambitions européennes, maintes fois affirmées par M. Philippe Santial, président d'Avenir Havas Média et vice-président de la COMAREG. La COMAREG vient d'ailleurs de revendre le groupe de «gratuits» américain Peonysaver (Pintsburgh, Pennsylvanie) au groupe britanni-que Trinity, afin de poursuivre son implantation en Europe, qui a débuté par la conquête de l'Italie et de l'Espagne.

Reuseignements:

# 15 février à la Bourse de Paris, le titre Perrier a sugmenté de 6,30 %, clôturant à 1502 francs. Il récupère ainsi une partie des pertes enregistrées après la déconverte de traces de benzêne dans certaines petites bouteilles. Antre boune nonvelle : la Commission des opérations de Bourse, qui avait ouvert une enquête à la suite des mouvements observés sur le marché, a constaté :

groupe de presse gratuite et de dis-tribution Publival, d'Orléans. Dri-gée par M. Michel Gandron, co-président du Syudicat de la presse gratuite (SPG), auparavant contrôlée à partié par la NR et M. Gaudron, Publival publie des journaux gratuits intégrant des pro-grammes de télévision (TV Congrammes de télévision ( TV Centre, à Oriéans) parmi d'autres titres ( Publival, le Manazine de (AFP.) BANQUES

Les banquiers négocient leur coopération dans la lutte contre le blanchiment de l'argent

L'Association française des banques (AFB), qui a réitéré son adhésion au projet de loi de lutte courte le blanchiment de l'argent de la drogue, a commencé de négocier avec le gouvernement sur les conditions de levée du secret bancaire. Le représentant des banques a cependant souhaité qu'un accord soit couchu au niveau européen pour que les dérogations au secret bancaire, auxquelles les établissements consentent, soient efficaces sur un marché totalement libre, mais aussi ne devicament pas des éléments de concurrence déloyale.

Au stade actuel des négocia-Au stade actuel des négocia-tions, les banques ont accepté d'interrompre toutes relations avec des personnes physiques ou morales soupcomées de vouloir blanchir de l'argent. Les discus-

sions continuent sur la question de

de l'institut monétaire, a révélé que, sur les cent cinquante banques dont il a la tutelle, plus de cinquante disposent de contrôles internes « tout à fait satisfaisants » et que de soixante à soixante-dix autres ent pris des dispositions concrètes « en passe d'être peaufinées sur certains points ». (Lire également page 5 l'article de Charles Vanhecke.)

10 Ja

PÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL — UN PEUPLE — UN BUT — UNE POI PRÉSIDENCE DE LA PÉPUBLIQUE — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DÉLÉGATION A L'INFORMATIQUE

La délégation à l'informatique lance un appel d'offres internationel pour l'acquisition d'un système d'archivage et de traitement aur disque Optique numérique des registres fonciers. Les équipements, fournitures et prestations deme de trais lots :

LOT 1 — Un serveut central d'archivage. tions d'acquisition. - Et des stations de consultation impression.

LOT 2 - Logiciel de traitement d'anage. LOT 3 - Formstion et assistance au démarrage.

Le cahier des charges est disponible à la délégation à l'autonnatique - 3, rue Béranger-Ferraud. Télex 61349 Fax (221) 22-97-64. es réponses devront parvanir au plus tard le 16 mars 1990 à 15 h 30.

RUE BERANGER-FERRAUD - B.P. 218 RP DAKAR - TEL [221] 22.98.06 - FAX [221] 22.97.64 - THEX 61349 DELNEO SG

# PRESSE

Alliance renforcée avec « la Nouvelle République du Centre-Ouest » et vente de Pennysaver

# La COMAREG affirme sa prédominance en France et sa volonté européenne

La Compagnie pour les marchés régionaux (COMAREG), pôle ∢ presse gratuite » d'Avenir Havas Média qui en contrôle 52 %, poursuit son développement en France et prévoit une nouvelle extension en Europe.

Un accord vient d'intervenir entre le sixième quotidien régional français, la Nouvelle République du Centre-Ouest et la COMA-REG. Cette dernière va reprendre la moitié du capital des sociétés de journaux gratuits du quotidien et se substituer ainsi à Havas, sa maison mère, qui occupait auparavant ce rôle. Une nouvelle entité, COMAREG-NR sera créée, déte-

# EDITION

Concentration dans l'édition italienne

# Rizzoli-Corriere della Sera rachète Fabbri

Le deuxième éditeur italien, Rizzoli-Corriere della Sera (RCS) a annoncé le 14 février qu'il allait progressivement racheter la maison d'édition milanaise Fabbri, qui regroupe quatre sociétés: Fabbri, Bompiani, Sonzogno et Etas. Le groupe Fabbri appartenait à l'Instituto Finanziario Industrial (IFI), compagnie financière de M. Gio-

vanni Agnelli, patron de Fiat. L'opération peut avoir à pre-mière vue un simple aspect finan-cier puisque RCS est contrôlé par la société holding Gemina, filiale de Fiat. Mais elle augmente le poids de RCS, constitue une étape de plus dans la concentration édito-riale en Italie et devrait permettre à RCS d'égaler sinon de dépasser Mondadori, le premier éditeur de la péninsule. En outre, selon les dirigeants de RCS, cette acquisition donne au groupe une taille européenne, 46,6 % de Fabbri serout rachetés d'abord par RCS, le reste d'ici à quatre ans.

le reste d'ici à quaire ans.

Avec le rachat de la maison d'édition milanaise, le chiffre d'affaires 1990 de RCS devrait être de 10 milhards de francs. Fabbri apporte dans la corbeille ses collections réputées de livres d'art, son catalogue où figurent notamment les œuvres de Umberto Eco et Alberto Moravia.

# Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

45-55-91-82, peste 4330

# VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66 MINITEL 38.15 CODE A 3 T puis OSP

ciunius pal. just. Paris lundi 25 février 1990 à 14 à PROPRIETE LIBRE à MONTACHER-VILLEGARDIN (89150)

Lieudit « RUZE » consistant on : MARSON D'HARITATION
d'un res-de-ch, et un étage compressent : 5 peus pyales - Mélinent
à senge de grange - ceiller - Melher - steller - grarier un dennu
jurdin d'agrément - potagur et pratitio ourger.

Cor. 1924 no. 2 P. : 250 000 F sir. Mr Johanet ancien avoné avocat autocié de la SCP Y. Neveu et Aut 43, av. limbe. Paris F – Till.: 47-66-43-40 - Poum 146 de 10 à 12 le Paus ris. s/les lieux le 21 filoster de 14 à 30 à 16 la.

••• Le Monde • Samedi 17 février 1990 29

iliai depuis quinze an

The state of the s

e to the promoter of the contract gar a specialist

Carried and the second

garen geometrik bir

HE TOTAL TOTAL

A. The Contracts

Lancement du trente-deuxième recensement, le 5 mars

Selon un sondage de la SOFRES (1) publié le 16 février par l'hebdomadaire Espace social, le taux de syndicalisation aurait été de 11 % en France en 1989 contre 20 % en 1981. Encore faut-il s'entendre sur la définition du taux de syndicalisation : il recouvre, dans ce sondage, salariés et non-salariés mais aussi inactifs et retraités. Si l'on considère les seuls salariés actifs, le taux de syndicali-sation était de 14 % en 1989 (26 % dans le secteur public et 8 % dans le secteur privé) contre 28 % en 1981 (44 % dans le public et 18 % dans le privé).

dans le privé). Une sutre enquête réalisée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), en janvier 1989, avait montré que « 10 % des actifs de l'étaite de l'actifs de l'actif de l'actifs de l'actif de l'actifs de l'actif de l'actifs de l'actifs de l'actifs de l'actifs de l'actif de l'actif de l'actifs de l'actifs de l'actif de l'actifs de l'actif de l'actif de l'actifs de l'actifs de l'actifs de l'actif de udhéraient à un syndicat en 1984-1986 au lieu de 14 % en 1978-1980 ». Pour cette dernière période, l'enquête du CREDOC -réalisée sur des bases différentes de celles de la SOFRES – indiquait des taux d'adhésion de 5,6 % chez les salariés du secteur privé, de 20,6 % chez les salariés du secteur nationalisé et de 17,2 % chez les salariés de l'Etat. De ces deux enquêtes se dégage une même ten-dance : une réelle et forte désyndicalisation depuis le début de la décennie 1980; et l'apparent redressement enregistré de 1986 à

par rapport à l'enquête du CREDOC, doit être accueilli avec le maximum de prudence, la comdeux études n'étant pas rigoureuse.

12 % de syndiqués

chez les ouvriers dage de la SOFRES est l'évolution de la syndicalisation qui, de 1981 à 1989, est à la baisse pour toutes les catégories. Le taux de syndicalisacarigories. Le taux de syndicansa-tion est paisé de 29 % à 15 % chez les hommes, de 11 % à 7 % chez les femmes, de 21 % à 11 % chez les 25-34 ans, de 27 % à 19 % chez les 35-49 ans. La chute est également forte si l'on considère la profession de l'interviewé : de 48 % à 40 % chez les agriculteurs (très large-ment en 18te) de 30 % à 16 % chez ment en tête), de 30 % à 16 % chez les commercants, artisans et indus triels, de 38 % à 31 % chez les cadres et professions intellec-tuelles, de 36 % à 23 % chez les professions intermédiaires, de 22 % à 7 % chez les employés et... de 25 % à 12 % chez les ouvriers. Parmi les personnes qui affichent une préférence pour le Parti com-muniste, le taux de syndicalisation est passé de 34 % à 24 %. Evolution

12 %), pour l'UDF (de 16 % à 12 %) et pour le RPR (de 19 % à 9 %). Sept pour cent de ceux qui affichent une préférence pour le Front national se déclarent syndiqués (mais il peut s'agir d'une organisation patronale on agri-

La structure des syndiqués fait apparaître certaines constantes : sur cent syndiqués, soixante-huit sur cent synthques, sonxante-nut sont des hommes et trente-deux des femmes; 26 % travaillent à leur compte tandis que 58 % sont sala-riés (39 % pour le public et 19 % pour le privé) et 16 % sont inactifs. Le poids relatif des non-salariés et des inactifs augmente au détriment des salariés. Parmi les syndiqués, ce sont les ouvriers qui pâtissent le plus de la désyndicalisation (14 % plus de la désyndicalisation (14 % contre 25 % en 1981) devant les employés (de 14 % il y a huit ans à 10 %), tandis que les agriculteurs (de 12 % à 16 %), les cadres et professions intellectuelles (de 12 % à 15 %) et les professions intermédiaires (de 18 % à 23 %) gagnent du terrain. Mais tout est relatif... MICHEL NOBLECOURT

(1) Enquêtes effectuées par la SOFRES en octobre 1989 suprès d'un échantillon national de 3 000 per-sonnes et en svril 1981 auprès d'un échantillon pational de 3 000 per-

Attention, les recenseurs seront bientit parmi nous. A partir du 5 mars et jusqu'au 4 avril (du 15 mars au 12 avril dans les départements d'outre-mer), armés de leurs questionnaires, cent dix mille agents recrutés par les mairies, encadrés par quatre mille délégnés de l'INSEE, vont parcourir villes et campagnes, visiter foyers, casernes et couvents pour effectuer le trente-deuxième recensement de la population de la France. Traitées et malaxées par les ordinateurs, les ments économiques et sociaux.

Mais ils fournissent aussi des outils pour l'Etat, les collectivités

et malaxées par les ordinateurs, les myriades de chiffres vont ensuite être compulaées, soupesées, analy-sées par les statisticient et les éco-nomistes de l'INSEE. Cette vaste opération dont
M. Milleron, directeur général de
l'INSEE, a donné le coup d'envoi
vendredi 16 février ne coûtera pas
moins d'un milliard de francs, essentiellement pour le recueil des données. Tous les pays de la com-munauté européenne vont s'y livrer en 1990 et 1991 (1) comme si cha-

cur voulait compter ses forces et ses faiblesses à la veille du grand marché unique. Ces dénombrements, renouvelés tous les six ou huit ans en Franco depuis 1801, ne sont pas des pratiques récentes : les premiers écrits connus, les premières tablettes mésopotamiennes ou hittites, sont des comptes à objectifs militaires et fiscaux. Avec des relents de

sacré et surtout de pouvoir : comp-

Les recensements modernes ont permis de mesurer et de suivre la croissance de la population et d'anticiper son évolution, de connaître les conditions du logement et son équipement (un constat important). Ils ont aussi permis de marquer les change-

et même les entreprises : des bases pour évaluer les besoins en matière de lycées ou d'hôpitaux, calculer des programmes de logements ou de crèches, connaître des marchés et installer des usines...

Pour vérifier ces données, l'INSEE va comparer avec les fichiers de la taxe d'habitation,

🗆 La fédération FO des PTT

La fédération FO des PTT favorable à l'accord sur la fonction publique. — Contrairement aux autres composantes de l'Union interfédérale Force ouvrière de la fonction publique, la commission exécutive nationale de la fédération FO des PTT s'est pronoucée, jeudi 15 février, en faveur de l'accord de modernisation de la grille des fonctionnaires. Le refus confédéral de signer ce texte, déjà paraphé par les syudicats CFDT, FEN, Autonomes, CFTC et CFE-CGC, met visiblement en difficulté la fédération FO des PTT, engagée dans un processus de révision des qualifications dans l'optique du changement de statut de la Poste et de France Télécom.

avec l'accord de la Commiss avec l'accord de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). Mais, bien que le receasement soit obligatoire, il tient à rassurer les futurs recensés en garantissant le caractère confidentiel et anonyme dés informations recueillies — per définition prisque ce sont les nombres qui comptent. Il fait appel aussi à leur sens des responsabilités comme à celui des recenseurs: « Imaginous que charescenseurs: « Imaginons que cha-cun des cent dix mille agents recenseurs oublie une seule per-sonne, c'est une ville de la taille de Mulhouse ou de Perpignan qui disparaît de la carte... »

(1) Toutefois, le Danemark et les Pays-Bas utilisent un fichier réactus-lisé.

□ Grève des pilotes d'Air France pendant 48 heures. - Le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) appelle les équipages d'Air France à faire grève, le samedi 17 et le dimanche 18 février, pour protester contre la dégradation continuelle des conditions de travail et la perte de leur pouvoir d'achat,

La direction prévoit d'assurer la quasi-totalité des vois long-courrier et la moitié des vols moyen-courrier prévus. Renseignements: (1) 43-20-11-55 pour les vois du samedi. (1) 43-20-15-55 pour les vois du

#### **ETRANGER**

Près de 9,4 milliards de dollars de dette rééchelonnés

## Accord très favorable pour la Pologne au Chib de Paris

La Pologne et ses créanciers publics rassemblés au sein du Club de Paris sont parvenus dans la matinée du vendredi 16 février à de dettes qualifié d'«exception-

Il porte sur une somme de 9,4 milliards de dollars (52,5 milliards de francs), qui représente les arriérés de dette et les remboursements normaux dus d'ici au 31 mars 1991.

La plus grande partie de cette somme, 8,92 milliards de dollars, est consolidée sur quatorze ans, avec un délai de grâce de huit ans, le reste étant étalé sur dix ans avec un délai de grâce de deux ans.

monte à 40 milliards de dollars, dont 27 envers le Club de Paris. Cette instance, qui a déjà rééche-lonné depuis le 1= janvier 1983 110 milliards de dollars de dettes au total, a tenu à marquer par cet accord son soutien politique à l'égard du gouvernement de

> Malgré une nouvelle haisse du chômage à 5,7 %

## L'économie britannique donne des signes de ralentissement

Le chômage a diminué en Grande-Brotagne en janvier pour le quarante-deuxième mois consécu-if. Selon les données corrigées des dif. Selon les données corrigées des variations saisonnières, publiées jendi 15 février par le ministère de l'emploi, I 611 400 personnes étaient au chômage (soit 5,7 % de la population active contre 5,8 % un mois plus tôt). Le nombre de sans-emploi était monté jusqu'à 3,2 millions, soit 11,7 % de la population active à l'été 1986.

Toutefois le mouvement de baisse du chômage devrait bientôt prendre fin. En données brutes, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 48 000 en janvier, la deuxième hausse mensuelle consécutive. En outre, la production industrielle a diminué de 0,6 % en décembre par rapport à novembre et n'a progressé que de 0,8 % sur l'ensemble de 1989, si bien que le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier s'est réduit de 6 000 en décembre et de 49 000 pour

Autre signal de ralentissement de l'activité, la progression des salaires sur douze mois a été de 9,25 % en décembre, comme les deux mois précédents.





Lundi j'agis.

Financièrement, pour moi, la semaine commence le samedi. Le samedi, tout est calme, je lis le Journal des Finances.

Dimanche, bien assis, tranquille, je réfléchis. Lundi, place à l'action, j'agis. Je téléphone, j'achète, je vends, je négocie. Avec le Journal des Finances, l'action est bien une réalité.

(W) Audi

# Le Monde **AUTOMOBILE**



mod. 89, bleu royale mittal, int. gris, freins A89, TO flectr., alerme, minichaline, pr. m., 34 000 km M. DUBOU, 156 000 F 48-83-12-12

**AUDI** 

80 1800 E LLIDE, déc. 86, vert clair métel., int. ouir velours, redio, alarme, gl. récent, pres à revoir. 93 000 km, 59 000 F MARCO 40-96-67-00 p. 6398 60-79-48-28, sp. 20 h

BUICK coupé blenc, 1959, 82 500 F ALTERNATIVE CAR AUTO 48-82-26-28 Stylark, nov. 63 mod. 64, rouge, int. cuir blant, painture, par nicent, véhicule restauré, bon état générel, 26 000 F M. BIESBROUCK 24-27-30-63 bur.

BUICK

325 DK. 2 portes, déc. 88. modèle 89. blane, inte gris noi, vitres taint, pré-équip, radio plip, alarme, climet., pr. m. 47 000 km LASFARGUE 75-23-13-44 bar. 75-23-21-01 sp. 20 h (prov.)

Particulier vend BMW 528 L entitierement révisée, année 1987, beige métallisé, boite automatique, frances ABS, toit ouvrant, vitres teinsées, glaces électriques, jantes alu, très bon état. 77 000 kéornètres, 97 000 france, 46-30-31-45, FRANCO BRITANNIC AUTOMOBILES

6 WANT OF importante Exposition de voitures d'occasion haut de gamme Rolls-Royce - Bentley - Jaguar Mercedes - BMW - Porsche

Range Rover - MVS - Panther... Liste envoyée sur demande. Téléphoner à Raoul Mattei au 47.57.50.80

39 500 F ALTERNATIVE CAR AUTO 49-82-26-26

**FERRARI** 

FERRARI F 40 T&L : (19-41) 38-65-18-68 1 000 000 F 328 GTS nov. 88, bles mátal, int. beja clar, nájo-cassetta, ar cúrrar, nájohane, pr. m. 4 200 km. DANA 43-57-05-43 bur.

350 000 F 328 GTS juin 89, rouge verni, int. beige, climate, pr. m. 1500 inn. WILLIAMS 40-62-12-18 bur. 48-34-21-11 ap. 20 h

CADILLAC

CADRLIAC Séville 1979 bleu métal, pr. m. 95 000 f ALTERNATIVE CAR AUTO 48-62-26-26

CHEVROLET

CHEVROLET Corvette 1984, kit Greenwood, 195 000 F ALTERNATIVE CAR AUTO 48-82-25-28

CHEVROLET Suburban 4 × 4 85 85 000 F TTC ALTERNATIVE CAR AUTO 48-82-28-26

CHEVROLET Corvette
1984 Kz Greenwood noir
jantas ski, 195 000 F
ALTERNATIVE CAR AUTO
48-62-26-26

Coupé Six/fark extorn.
juin 80, bleu nuit métai,
verni, int, velours bleu, gl.
sainte, équipée GPL, fraira,
pot et susp. 3 000 km,
40 000 km,
Prix: 60 000 F
EYMERIC 56-79-12-94 bur,
56-92-08-84 dom, (prov.)

(DATSUN-NISSAN)

3002 X, sept. 88 mod. 85, gris métal, int. cuir noir, radio K7, alarme, hard top, gerantie longue durée, pr. m., 41 000 km. 198 000 F M. PASTOR 49-05-61-49

DODGE challenge 1974 bleu métal, 70 000 F ALTERNATIVE CAR AUTO 48-62-26-28

FIAT

FIAT UNO TURBO
Diesel, déc. 3B, noir,
3 portes, pr. m., vit. teint,
tatouées, élect., elerme,
siège srr. 1/3, 2/3,
50 000 km, succelent état,
50 000 F. DESGRANGES
47-30-14-11 ap. 18 h

**FORD** 

FORD FESTA XR2 Avril 88 12 000 km. 48 000 F (41 journée 48-37-97-11 Soir : 42-43-38-81 MUSTANG Coupé 67
rouge moteur, 85 000 F
LTERNATIVE CAR AUTO
48-82-26-26

**JAGUAR** 233 000 F

233 002 F
XJ6 3,6 I Sovereign autom.,
ev. 87, bles mirot, verni int.
cuir havane, alarme, radio,
pra rés, 48 000 im
HAVOUNA 40-26-24-28 bar.
47-27-82-33 mais et soir

LAND ROVER LAND ROVER 116 D., long., 3 pieces, mod. 87, direction assistate nombraux accessories 60 000 km, moteur nauf Prix: 100 000 F à débettre 46-66-47-01

MASERATI

200 000 F Cosspé 222, sept. 83, gris/blue indtal, verní, int. cuir. loupe bois, atr condi-tionné, pr. m., 3 000 km DURAELOC 38-76-86-56 km. 39-75-63-62 dors.

MERCEDES

PEUGEOT

COUPÉ 300 CE autorn, janv. 89, embrache métal. int. cuir crème, climat. sutorn, siège diactr, freins ASS. correctaur d'assiste, 16 000 cm. 42-94-10-63 bur. 300 000 F \$20 TURBO, nov. 85 mod. 85, bleu nutt, métail verni, int. culr fauve, TD élect., citrat., 38 000 km, 820 000 F M, DANEL 40-37-15-41 km, 47-49-33-13 soir 250 E. soût 88, mod. 89 beige métal, verni, freins ABS, direct. essist. radio K7, pr. m., 28 500 km 150 000 F. M. Campaux 43-59-74-88 43-73-13-21, dom. 47-49-53-13 soli
PDRSCHE 824 L., mod. 85,
bordesur métal, verni, faz,
noir, gl. taint, élec., rétro
flect., alermee, minichaline,
socser 20 000 km, solu@2886
42-26-63-13 bur,
48-27-40-81 répondeur
90 000 F 190 D Diesel, 2.5 I, janv. 89, gris mic., dr. aan., ABS, pr. m., 32 000 km compr. 132 000 F MANSAT, 40-88-28-88

944 luce, jul. 85 mad, 88, marror metal varril, radio 87, pre largea, 2 ristros dect., visible 8 Paris 57 000 km. PENNERA 115 000 F. 87-24-31-14 S, direct, assist, alarma pr. m., 21 000 km 130 000 F, GU BERT T&L: 21-20-43-21 190 E. juln 83, rouge varni, int. beiga, 2 siarms, rad., V 90. 2 rouse neige, pr. m., 190 000 km, 56 000 F Mine VALENTE 43-75-52-84, bur. 48-47-88-84, ap. 17 is 30

PORSCHE 911 T. dat. 89 mod. 70. blens, ant. 6iect., ABS, 186 500 lon M. VAUGER, 90 000 F 84-28-10-45, 18 h

Concession V.A.G. sittée à 300 m de la Tour Eiffel, l'Espace Suffren ■ LIN ESPACE EXPOSITION de 1000 m² pour accueillir l'ensemble de la gamme Volkswagen et Andi (plus de 30 voitures présentées). Pour les

occasions, 400 m<sup>4</sup> supplémentaires. Overtage du landi au sancii de 9h à 19 h. ■ UN ESPACE ATELIER d'entretien (accueil personnalisé), adapté

aux nouvelles technologies.

«UN ESPACE SERVICE RAPIDE pour des travaux nécessitant de

Espace de luxe et de liberté, le plus beau Garage de Paris.

V-A-G ETABLESSEMENTS SUFFREN - 40 ter, menne de Suffren - 750 l5 Baris - Tél. : 47.54.09.35 Accresi Après-Vente - 47, rote de la Fedération - 750 l5 Paris.

PORSCHE 911 Carrera 89, gris métal., int. cuir noir, climet., alieron, spoiler, pré-équip, téléphon, pr. m. 28 000 km. M. GRIMA 47-47-60-81, bur. 30-34-20-82, don. 340 000 F

mmn mmn

900 Turbe 188, 3 portes, oot, 87, mod. 88, gris métal, verni, int. cuir poir, pré-équip, racio, 50 000 ion, 105 000 F M, COHEN, 47-81-05-60, bur, 45-53-69-23, dom,

ROLLS-ROYCE

Silver Spirit Autom., jene, 87, marron mérat, int. outr. slidohone, mirichalin ja ser, 69 500 km, 850 000 F, M. AUBERT (16) 93-07-33-00 bar. (16) 83-07-34-81 apr. 20 h

9448, tink, 87
miral, vent, int. noir, prééquipée ratio V90,
elamne, direct, esset.
61 000 km, M, VIAUD
160 000 P
60-17-67-87, bur,
68-21-31-11, dom.

VOLKSWAGEN

Le Monde

L'IMMOBILIER

8000 CDE, jarw, 90, gris anthrache midal went, he car gris. TO death, at cond. he cond. he cond. he cond. he cond. he at 200 km, 225 000 F.

M. AMOS 47-86-72-45

but. 47-71

BAAB 900 Torbo-8, 1988, 3 portes, beige midal, im, marron, radio K7, gl. baint, gent, pro de a revoir, 55 000 km, 82 000 F.

M. MALECOT 43-40-84-64, dom. POOD Turbo huse, soft 88 med, 89, noir verni, int. cuir beige, minichalne, 70, alemat, freins ASS, air ci-met., gl. dictr., pr. m., 21 000 km, 195 000 F. M. MARIOTTI 93-30-63-88

propriétés 🐔

BORDS DE LOIRE

GOLF GTD Diesel, 5 portes, déc. 83 mod. 89, bleu métal vernt, int. gris, alarme, radio, gl. flectr. pr. m., 29 000 km. 82 000 F M\_SAMU 48-60-72-27

GOLF CABRIOLET GLI
1980. 101 000 km, blano, kit BBS, jantes allieges, volant permesu bois, haus-perieur Pionnear, coupe-circuit, pré-équip, alarme Cobra, embzsyage neut. By neuw, pneus neutre, moteur refait. SUPRA 1989, int. cuir, 33 000 km, 186 000 F 47-28-19-65, garantie 1 an Prix: 62 000 F 47-08-41-10, dom. sp. 20 b 47-24-37-77, houses bur,

VENDS GOLF GT1 73 (noirs) has aku, bon état. 37 000 km, Prik 22 000 F Tél.: 40-44-77-45

UN NOUVEL ACCUEIL

villas

De particulier à particulier MAISON VELLAGE 18\*

2 wil, 1 centrer of whence, superior crew to voide. CAUSE DEPART 750 000 F. Visite sur place hard 19 et mard 20 kerier 1990 de 10 h è 12 h et de 14 h à 18 h. M. Roches, 9, place de l'Hôtel-de-Ville, 33470 ST-MAXOMIN.

Tâl.: (1) 42-52-75-68

AUX BUTTES CHAUMONT 79 AVENUE SIMON BOLIVAR 5019 PARIS 🕿 42 08 27 33 Botzaris

Le Monde

CADRES

#### **RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION** 250 000 F

Organisme professionnel important situé à Paris

RECHERCHE

SON (SA)

Agé(e) d'environ 30 à 40 ans, de formation supérieure, vous avez au minimum 4 à 5 ans d'expérience professionnelle.

Rattaché(e) au délégué général, vous serez chargé(e), en particulier, des contacts avec la presse, des relations publiques, de la conception et de la réalisation de brochures et documents en collaboration avec des agences. Vous maîtrisez les outils de communication et vous possédez

de bonnes qualités rédactionnelles. La conoaissance du monde de la finance et la pratique de l'anglais scront des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre CV avec photo sous nº 8794 Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Sessions

et Stages

COURS D'ARABE

La journée et le soir cours intensifs et extensife AFAC - TéL : 42-82-82-82

JAPONAIS INTENSIF

19 mars au 13 avril, soir Contactez Matzumoto 43-35-24-59/42-60-35-2

VOULEZ-VOUS DANSER AVEC NOUS, Jezz, Rock, Afro-Jezz, Classique. Anna, Nathalie Lalie, Jean-Jacques vous attendent du lunci au ven

attendent du lundi su ven-dredi pette et grands au gymnase Michel-le-Comte 75003 Paris. TG.: 42-72-15-42 Minhal 3615 MSA\*DANSE 3

CLUS HIPPIQUE

Centre de vecences utilisant la pédegogie du succès cherche

Vous devez être disponible rapidement.

ASSOCIATIONS

#### **DEMANDES** D'EMPLOIS

COLLABORATRICE jolit de l'erritantes, ser-contacts, serait des respon-abilités, serait intéressés per TTES PROPOSITIONS dans le domains des arts et des lettres 46-84-92-98, apr. 19 h

capitaux propositions commerciales

Construccent dynamique of suprès de privés 250 000 i Remboursement merauei sériouses garantise. Soi OCRD 68-38-40-86.

boxes - parking Particulier charche à achete un box ou phou de parking a Paris de préférence 3°, 11° 10° erroréseatures.

Vacances

Tourisme

A lover Heute-Sarole
ADD CARROZ-O' ARACHEZ
250 lan de pietes
Skie tous niveaux,
laudio et cft pour 4 per
Location à la semains.
Tél. : 43-04-42-41.

L'AGENDA

Son irvn. s/ierd. Calme studio, kisch., debus, ch/ cant. 46, PUE M.-LE-PRINCE Sans-dimension 14k30 à 17k30. 9º arrdt

RUE SAY.

Agest 98 str., trie chir, dans has imm. 6 str. sec. str., cit., 4 ctbra, str., a. de b., séjour, a. à margier, cave, enpel., part. coue. à prox., 2 sou 000 F. Visite ser r.-v., ta rare. Etode de la BOS-BEAUX, rot., 18140 Senomegues. (16) 48-72-77-43 (fermé le lunci).

M DUROC

12° arrdt HATION

Part. vd 2 p. (27 m²) Rdc refeir neuf. Porte bindée. Douche, vec Double expo. est-ouest Prix : 800 000 F. Tél. : 48-84-56-31.

14° arrdt

Propr. ward, dame bet imm. brig. et p. de t., 2 PESCES: entr., cols., s. of eeu, w.-c., 35 m² + beic. + cave. Dhie vitu., chauff. gaz irdiv., imaph. 5° ft. a. sec. Dhie sapos. Clair, solel, cabne. Pris: 730 000 F.
Tél. le soir: 45-43-42-42.

Part. loue studio 2 pers. 1 cft, sur pistes de fond, zur nordique + 200 km belisée Proche ski alpin statio Métablef. 3 h per T.G.V gare de Valorbe (Suluse) 18° arrdt MONTMARTRE Particeller wond duplex 82 m² (3 ch.). 4 dt. Aso. Balcon. Soled, calms. Prix: 1 900 000 F. Ag. s'abstenir. Tél. le soir 19/22 h 42-67-76-62.

SKI DE FOND HAUT JURA 3 It de Paris per T.G.V. Seine et-Marne

Yvus et Liliene vous socuei-lent (14 pers. mess) dene ferme du XVIII-, confortable-ment rénovée, chembre avec s. de bris, w.-é., table d'hôtes, cuis. mijotée et légère, pain meison suit au feu de bois. Ambierce sym-pathique. De 2 200 F à 2 700 F par pars. et semaine is compris, pension compite + vir, montreur et mendres de std.

appartements ventes 6° arrdt

91 - Essonne YERRES (91) A 5 minutes de gare, part, vol appt F6, rebit nf. cuis. équi-pée, sé, chie, seb annimgée, 2 chirms. cove, presing, pose, garage. Prix: 535 000 F. Vél. jour: 40-57-14-25 et soir 69-49-67-16. appartements appartements 100-188 (37), 40 km Toure, Maleon pl.-pied, cuie., s. è m., 2 ch., s. de b., vr.c., ch. cant. gar. grat. aménague-bte ; entièrem. réspoy. int./md. Pet. jard. 70 m², cour 13 m², Proc. commarp. – Prix: 400 000 F, à débet. T.: 48-49-31-83, à p. 18 h. o mezzanine, a, de beira refert à neul, Pourres, 183, RUE DE BEVRES, cemedi-dimenche, 14-17 h,

achats

RECH. URGENT 110 à 140 m² PARIS préfère 8º, 8º, 7º, 14º, 15º, 19·, 4º, 12º, 9º, PARE COMPITANT.
Tel.: {1} 48-73-35-43. bureaux

Achats M ST-AMBROISE

iram, pierre de t., celme. 2 p., entrée, cuis., vrc, pose. bairs. A nérover. 8. RUE PASTEUR. Samed-distancia 11 h à 13k30.

Locations VOTRE SEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS



**IMMOBILIER** 

Valmer

vec 12.760 F à la réservation (4%)

pavillons

Vends perflor 85, F5. 90 m² + garage. Terrain 605 m². Proche Mantad (78). Prix 640 000 F dont 420 P.s. 78. 1 34-78-78-38 sp. 19 h 30.

immeubles

ACHETE

COMPTANT

**IMMEUBLES** 

OCCUPÉS DU VIDES. M. BRUNET 45-41-11-00.

AGENDA

UNIQUE DANS LE VARI Des viles dans un environnement exceptionne: sur us ensure goif, avec vue sur la Méditerranée..., à proximité de tout mais avertant mervelleusement isolées..., avec octroi systémolique

Pour de plus auspins resusignements, revoyez le coupan di-det à: A Touch of Goti suf, 5 rue de Ballinge, 78000 Verselles - Tel. 163 -38-50-9049 - Fest 163 -38-02-79-49. laine un contacter pour pranche rendez-rous.

fonds de commerce

arie, bousique de caractère 3 niveaux. 850 000 F Loyer 3 500 F T&L: 45-08-00-81

hôtels particuliers Mª ALESIA

Uving, 5 chònes, 3 beins, cuis., 200 m² + cápend., genga, vérenda-tarresee, 22, square Chétiloz (angle 33, ev. Li-Moulin). Samedidin, 13h30 à 16h30.

\*viagers LIBRE 68 2 P. tt ch, 3° 4c., bel imm. près (1) 164. 1 M° Colonel-Fablen. 450 000 F cpt 4 2 325 F/mois, lane 80 ans

F. CRUZ 42-66-19-00

319.000F Dans un grand domaine bordé de vignes Bu caur de la presqu'île de St-Tropez, votre appartement 2 pièces tout équipé, proche des commerces et des plus belies plages de la la China d'America. Avec piscine privée la Côte d'Azur. \* A partir de... Prix au 1/02/ Exaste acate en studios et

Bon documentation sur LA CROIX-VALMER Nom

Le lièrate 14-1702 Code postal [ [ ] ] | Code postal [ ] [ ] | Code postal [ ] | Code p

Ecrivez à: URGENCE SUI-CIDE, 35, r. de Gargovie, 75014 PARIS. Conférence

Appel

CRAP SERS PÉDAGOGICIJES Emid de débet eur colo-scudimiques 7 mars 1990 Rens. : 43-48-22-30.

CHAMD ILS SONT A BOUT SOYEZ AU BOUT

Depuis 10 ans, nous sommes à l'écoute des suici-dants au sein de l'associa-tion URGENCE SUICIDE. Pour être présente 24 h/24 au téléphone, dans nos cen-tres d'accueil, et pour ren-

Mardi 20 février 1990 : Rose-Croix d'Or e Le Serpent de Feu de la Nouvelle Connciscos IPAG. 194, bd St-Germain Paris 84. 20 h 30 estris line et granin.

Prix de la ligne 44 FTTC (25 signes, lettres ou especas).
 Jointe una photocopia de déclaration au J.O.
 Châque Bhelië à l'ordre du Monde Publichi, et achessé au plus tard in mercrati geant 11 hourse pour perudon du vendred daté samed au Monde Publiché, 6, rue de Monttassuy, 75007 Paris.

La rebrique Associations pareit tous les vendrade, sous

di aucos cherche inimateurs compétent bénévoles pour février et Pilques Tél. : (16) 49-56-60-09 M, RABOUAN

PROFESSEUR rigine anglaise, cours domi Be Paris. (1) 45-23-5 1-75. **Formations** 

ctude de réalisation de revaux, peinture, décention, haut de gamme.
Travaux hypersoignés.
Tél.: 42-00-52-10.

Artisans

Cours

RISE, pour châmeurs longue durée sur 75 (bac + 1 min.). ICMA 42-39-95-95. Bijoux ACHAT NET BUDUX

BLIOBX ANCIENS

IAGUES ROMANTIQUES se choisissent chez Gillet ACHAT OR actuellement 20 % de réduction Gillet, 19, rue d'Arcole 75004 Paris 43-54-00-83

matériel de stil. (18) 81-38-12-61 ou écr. : La Crât-FACTIGN. 28650 MONTBENCIT.

PARTICULER vand dare résidance (dans parc 2 ha) bel appertement 6 piàcas, 105 mitures carrie, belcoe 8 mètres. Vue dernier étage. Box termé. Callier. 2 selles de bairs. 2 vvc. Caleires équipée chêre macci. Eccies. Commerces. RER à 8 minutes. TORCY-MARRIE-LA-VALLES POR 100 F Tét. 2 de 11 h à 19 h aut : 64-40-11-42

- many · · · 200 **18**. ال**التيامين** عبدات ال**اطو**نيون يور . And And 10 1945

· 104 夏季

-

المراسد . .

. R 🚓 🕱

garante de la Carlo de la Carl

a we will

A COLOR

4 30 - 4 14 12 P

Carlo de Maria

45.00 and the same of th

771 34

100

 $\mathcal{F}_{k,n}^{(n)}$ 

 $s_{i}s_{i}, \ldots, s_{i}$ 44-1

D. C.

2.

16 mag 3 16 mag 1<mark>%</mark> (a) on partial (

# Les Japonais se sentent mal aimés des Français

Les industriels américains développent une nippophobie aigue (le Monde du 15 février). Les Européens sont désunis face à l'offensive nippone sur le Vieux Continent lie Monde du 16 février). Troisième volet de notre enquête : à Tokyo, les Japonais se sentent mal aimés des Français.

#### TOKYO de notre correspondant

Les Japonais avaient déjà tout lieu de s'interroger sur la consistance de la politique française à leur égard, des «envolées» de M= Cres-son, dénonçant leur ambition de « conquête du monde », aux déclarations de M. Fauroux en faveur d'un développement de leur pré-sence en France. A la suite des commentaires de M. Mitterrand sur leur politique d'aide au développement, qui furent ressentis à Tokyo comme une caution présidentielle à l'offensive du « lobby » anti-japonais de Paris, ils ont le senti-ment d'une détérioration du climat des relations entre les deux pays.

Les propos tenus le 31 janvier par M. Mitterrand an sujet de « pays comme les Etats-Unis et le Japon qui proposent de vastes plans mais déboursent très peu », et surtout une phrase attribuée au président « le Japon voudrait nous faire pleurer lorsqu'il parle des pays pau-vres », ont provoqué une réaction irritée du ministère des affaires Étrangères qui a rappelé que le mon-tant de l'aide japonaise était le plus élevé du monde et croissait rapidement même s'il représentait encore une part moins importante du pro-duit intérieur brut qu'en France. Cette crispation des relations préoccupe d'autant plus Tokyo qu'elle fait suite à la « froideur » de l'accueil (du moins a-t-il été rea-senti ainsi) réservé par l'Elysée au premier ministre Kaifa lors de sa tournée européenne début janvier.

Paradoxalement, sur un suiet oni cristallise les frictions entre Paris et Tokyo, l'automobile, les Japonais avalent en, début février, un interlocuteur plus conséquent que le gouvernement français en la personne d'un industriel qui s'emploie pourtant à contrer leur avance en Europe. M. Jacques Calvet, président du groupe Peugeot-Citroën. a parlé à ses interlocuteurs de rapports de forces, un discours qui porte plus que les florilèges de cli-

#### L'implantation allemande

M. Calvet n'a pas nié la qualité de la production japonaise et n'a pas accusé les constructeurs de « tricherie . Il estime que si certains retards technologiques ont été rattrapés, la productivité reste largement en decà de celle des Japonais malgré les progrès accomplis et que, déjà confrontés au grand marché d'après 1992, les constructeurs européens sont vulnérables. Peugeot-Citroën entend se donner, finalement, les moyens de pénétrer le marché japonais et y vendre 40 000 voitures en 1992 (à condi-tion, souligne-t-on de source japonaise, que la qualité et la finition des voitures s'améliorent).

La quasi-absence des voitures françaises sur le marché nippon est, le résultat d'un ratage de nos constructeurs qui ont reculé devant les investissements nécessaires pour attaquer ce marché hautement concurrentiel (et non plus fermé comme autrefois ou protégé par des barrières non tarifaires telles que les normes antipollution des années 1970). Les Allemands recueillent aujourd'hui les bénéfices d'une implantation coûteuse : ils vendent, en valeur, autant que les Japonais en Allemagne et détiennent 65 % du marché des automobiles étrangères narche des automotes et angetes sur l'archipel. Celui-ci a représenté l'année dernière 150 000 véhicales (dont à peine 10 000 venus de France) contre 1,4 million d'unités vendues par les Japonais en Europe.

7

Une accentuation de la percée de l'automobile japonaise en Europe, dont le marché n'est pas extensible même s'il est en progression, se traduirait-elle par de graves difficuités pour les plus faibles des constructeurs européens ou bien le e vent froid de la concurrence » serait-il salutaire? Dans ce domaine comme en d'autres, plutôt que de se cacher derrière des diatribes rassurantes sur un « complot nippon », mauvais argument au ser-vice d'une cause qui mérite d'être défendue (la compétitivité industrielle française), il serait plus productif, estime t-on à Tokyo, d'avoir les amalgames réducteurs.

Les autorités japonaises sont conscientes à la fois de l'ambiva-lence des réactions que leur pays suscite en Europe et du risque poli-tique qu'entraînerait un déséquilibre provoqué par une pression accrue de sa part. Le ministère de l'industrie et du commerce interna-tional (MITI) semble prêt à une autolimitation négociée de la péné-tration nippone sur le marché automobile européen au cours d'une période de transition d'une dizaine d'années. - Encore faut-il que les Européens s'entendent entre eux », aloute notre interlocuteur. Absence de politique ou, ce qui revient an même, politique à courte vue, en quête de « coups » plus que de contimuité : talle est trop souvent la caractéristique de l'attitude de Paris à l'égard de Tokyo. Il est clair, à voir la méconnaissance de la réa-lité japonaise, conjuguée souvent à l'ignorance des dossiers dont font preuve beaucoup d'hommes politiques de passage, que les dépêches de diplomates restent dans les

#### Les « lobbies » et les labies

Plus gravement, désormais, ce sout les luttes entre « lobbies » (qui veut des investissements nippons pour sa région, qui semble préparer le futur congrès du PS) et les lubies du moment qui paraissent détermi-ner l'attitude vis-à-vis du Japon plus qu'une politique cohérente. Même sur le plan culturel, la France est en train de gaspiller un capital d'estime et risque, ayant bien du

mal à réorganiser sa présence à Tokyo (institut franco-japonais, maison franco-japonaise, lycée), de saborder un réseau de relations qui date de plus d'un demi-siècle. Dans le domaine économique, les progrès accomplis en matière de concerta-

accompils en manière de concerta-tion multilatérale, de coopération avec les pays tiers et de développe-ment des échanges ne peuvent que pâtir d'un dérapage de plus en plus incontrôlé du discours qui nuit à la crédibilité des autorités françaises. Les Japonais ont certes leurs resonsabilités dans cette dégradation : l'agressivité de leurs méthodes, les difficultés parfois décourageantes auxquelles sont confrontées nos entreprises au Japon ou le contentieux sur les établissements français à Tokyo (Paris n'a pas tous les torts) en sont quel-ques exemples. Mais le manque de ques exemples. Mais le manque de cohérence de la politique française ne facilite guère le rétablissement d'un rapport de forces en notre faveur. Nos interlocuteurs, parfois sarcastiques, n'ignorent certes pas que les propos de certains dirigeants

> Japon qui ne respecterait pas les règles du jeu. Et sans doute est-ce avec une même placidité que les Japonsis recevront le mois prochain M= Mitterrand qui se rend à Tokyo en visite privée mais aussi pour entretenir des contacts avec ces Japonais si vilipendes qui contribuent néanmoins à financer la fondation France-Liberté qu'elle préside. Le malaise dans les relations franco-

français sont à consommation interne : du « folklore » de M. Cresson, selon l'expression d'un haut fonctionnaire, au soudain

courroux de M. Delors contre un

japonaises n'en est pas moins réel.

POINT DE VUE

# **Automobiles: le mauvais choix**

par Christian Montet

PRÈS avoir annoncé une forte avancée en direction d'une ouverture totale du marché européen à la concurrence japonaise, la Commisson européenne vient de faire des propositions plus mitigées, ou « plus rai-sonnables », comme on dit en France, qui devaient servir de base à une délibération des ministres des affaires étrangères des Douze le 18 décembre 1989. Ces propositions se résument ainsi : remplacement des actuels quotas nationaux (3 % des nouvelles immatriculations annuelles en France, 0,5 % en Italia...) par des e restrictions volontaires d'expor-tation » (RVE) de la part du Japon, destinées à s'étendre du début 1991 à la fin 1998 et devant aboutir à une part du marché européen d'environ 20 %, soit le double du niveau actuel.

Les véhicules produits par les firmes japonaises dans leurs usines situées en Europe se trouversient inclus dans l'accord d'autolimitation: en revanche, les véhicules que ces mêmes firmes produisent sur le territoire américain ne seraient pas concernés, sauf si le volume des importations de ce type de véhicules venait à s'accroître rapidement. En échange de cetta plus grande ouverture du marché européen, la Commission envisage des efforts pour obtenir un accès plus facile au marché t pas moins réel. japonais, et cela pas uniquement pour les véhicules automobiles.

Bien que ce projet de négociations bilatérales contribue à l'affaiblissement des règles du GATT, rejoignant en cela le type d'actions aujourd'hui très prisées des responsables politiques américains, on pourrait y trouver metière à se réjouir des lors qu'il semble after dans le sens d'un accrois sement de la concurrence et des échanges internationaux. Mais la politique proposée reats encors protectionniste, au moine jusqu'en 1998. Le protectionnisme étant en général défavorable à l'intérêt général du pays qui le pratique, on peut se demander quel mondon peut se ander quel peut bien être l'intérêt de l'Europe dans la protection de l'industrie automobile. hormis l'intérêt à court terme évident des producteurs auropéens.

#### Les movens de négocier

Passons rapidement en revue les différents arguments qui pourraient justifier une telle politique. Certaines industries peuvent être protégées dans le cadre d'une stratégie de défense nationale, même si leur compétitivité est faible. Il est clair que ce type d'argument ne correspond pas au cas de l'industrie automobile.

On peut encore défendre la protaction européenne an usant de l'argument de «l'industrie naissante» ou plus exectement, dans ce ces, de « l'industrie malade en voie de guérison». Une certaine

protection serait nécessaire avant de relancer le patient dans la tourmente internationale. L'industrie automobile américaine a usé de cet argument pour obtenir les accords d'autolimitation japonais de 1981 à 1985. Le malade ne semble pourtant pas avoir retrouvé la santé. En règle générale, la protection qui dure trop longtemps ralentit les changements qui s'imposent, et de ce fait tend à

Il y a bien sûr l'argument de la défense de l'emploi, cher au prési-dent Jacques Calvet. Sur ce point aussi, l'expérience américaine est instructive. Les RVE des armées 80 ont permis de sauver quelques dizaines de milliers aussi une hausse sensible des prix des véhicules. Pour la première année, chaque emploi sauvegardé dans l'industrie automobile a coûté au minimum 50 000 dollars aux consommateurs et 38 000 à la collectivité, ca qui, à l'époque, correspondeit au montant annuel d'un salaire de cadre supérieur. Il est évident qu'il existe de meilleures politiques de création d'emplois.

Parmi les arguments dits « stratégiques » en faveur du protectionnisme, il y a l'idée selon laquelle il ne faut pas ouvrir complètement le marché aux Japonais afin de conserver des moyens de négociation pour l'obtention de conces sions réciproques su Japon. Cela suppose que les quotas ou autres restrictions quantitatives nuisent plus aux Japonais qu'à nousmêmes. En réalité, le niveau élevé des prix permis par ces mesures conduisent à un accroissement sensible des profits des firmes, y compris japonaises, qui utilisent cette aubaine pour maintenir leur avance en terme de compétitivité Ce ne sont pas nos menaces de quotas qui forceront les portes du marché japonais, mais plutôt la compétitivité de nos firmes et la qualité de nos produits.

#### Concurrence faussée

Il reste un demier argument applicable aux industries pligopolistiques (c'est-à-dire caractérisées per un petit nombre d'offreurs) qui réalisant des profits supérieurs à la normale. Divers travaux récents suggièrent que, dans ce type de situation, certaines formes d'Interventionnisme se justifient lorsqu'elles entraînent une redistribution des profits oligopolistiques même si, au passage, les consom-mateurs doivent en souffrir un peu. Or l'industrie automobile est un ofigopole at les profits peuvent y être supérieurs à la normale.

On peut calculer en effet qu'un tarif douanier un peu supérieur à l'actuel tarif extérieur commun (10 %) pourrait aider à transférer des profits des firmes étrangères vers les européannes, les gains ainsi obtenus pour le pays dépassant les pertes qui en résultent pour les consommateurs. Que le quota ou les RVE accordent aux étrangers une part de 5 %, de 10 % ou de 20 %, la concurrence s'en trouve toujours faussée.

Il en résulte un prix excessif dont les effets positifs sur les profits des firmes étrangères ne peuvent être récupérés par les Européens, à la différence des tarifs qui procurent au moins des recettes supplémentaires aux gouverne-ments (mais sont interdits par le GATTI. En outre si l'on impose un quota, il vaut mieux qu'il soit le plus limitatif possible. En effet, il y a actuellement en France ou en italie une forte demande poten-tielle pour les véhicules japonais, ce qui signifie que les producteurs japonais ne vont avoir aucune peine à atteindre les 10 % ou 15 % du marché qui leur seront alloués. Ils n'auront pas à baisser sensiblement leurs prix pour réaliser cet objectif.

Le consommateur français ou italien ne va quasiment rien gagner à cette politique, alors que Renault, PSA et le groupe Fiat vont perdre des profits substan-tiels. Autrement dit, à pratiquer la mauvaise politique des quotas ou des RVE, autant limiter la part des Japonais à 3 % ou même à 0,5 % ou 1 % comme en Italie jusqu'à ce jour. La seule façon d'aller vraiment vers une Europe plus concurrentielle, c'est de pratiquer plus rapidement le libre-échange.

Christian Montet est professeur à l'université Montpellier-l.

# XIV° SEMAINE EUROPÉENNE POUR UN NOUVEAU CONTINENT : L'EUROPE

du 19 au 23 février 1990 à l'École Centrale Paris

# lundi 19 février

14 h 00 : Quel projet d'avenir pour l'Europe?

Edword HEATH, Ancien Premier Ministre Britannique Henning CHRISTOPHERSEN, Vice-Président de la Commission Européenne Andrzej WIELOWIEYSKI, Vice-Président du groupe parlementaire OKP Dorothée WILMS, Ministre des relations Inter-allemandes Jean-Louis BIANCO, Secrétaire Général de la Présidence de la République

André FONTAINE, Directeur du journal "Le Monde" Ceaba TABAJDI, Vice-Minishe de la Hongrie Général VERNON-WALTERS, Ambassadeur des États-Unis en RFA Bronistaw GEREMBK, Président du groupe parlementaire OKP Peter UHL, Porte-Parole du Forum Chique

# mardi 20 février

11 h 30 : Tribune Lionel JOSPIN, Ministre de l'Éducation Nationale

14 h 00 : Sécurité européenne et désarmement

Guennady GERASSIMOV, Porte-Parole du Président Gorbatchev Charles GOERENS, Président de l'Assemblée de l'Europe Occidentale Woytik LAMNTOWICZ, Spécialiste de la défense de Solidamasc Hubert VEDNINE, Porte-Parole de la Présidence de la République Général FRICAUD-CHAGNALID, Conseiller en défense de M. Chevènement

Stefano SILVESTRI, Président de l'Instituto Affart Internazionali tan TAYLOR, Spécialiste de la défense du parti conservateur britannique Bohustav KUCERA, Vice-Président de l'Assemblée Fédérale et Tchécoslovaque François FILLON, spécialiste de la défense du RPR Bernardina GOMES, Président de l'Association du Traité Atlantique

Ouverture par Michel ROCARD.

ladeusz SYRYJCZYK, Ministre de l'industrie de la

Fritz GAUTIER, spécialiste de l'économie du SPD Riedrich MERZ, député européen du CDU

Pierre JACQUET, Directeur-Adjoint de l'IFRE

Premier Ministre Édith CRESSON, Ministre des Attoires

17 h 30 : L'Europe et le Sud Claude CHEYSSON Commissaire Européen chargé de la Coopération Michel AURILIAC, Ancien Ministre de la Coopération

mercredi 21 février 14 h 00 : Nouvelles perspectives pour la construction de l'économie européenne

Ouverture por Felipe GONZALEZ. Promer ministre de l'Espagne Cloudio ARANZADI-MARTINEZ. Ministre de l'Industrie de l'Espagne Mario CONDE, Président de la Banco Baresto Marcellino OREJA, Ancien Président du Consel

Ouverture par Imre POZSGAY, Ministre d'État de la Hongrie Gyuki HORN, Ministre des Affaires Étrangères de

la Hongrie Peter RENIGER, Ministre de l'Industrie de la FIOTIGNE
Grygory BALAZS, D.G. du Ministère du Commerce
de la Hongrie
Grygory HAIVANI, D.G. de la Compagnie
Monorales de la Ministère du Compagnie Hongrie

Honoroise d'Éactricité 16 h 30 : Tribune Andrei GRATCHOV, Conseiller en défense du Président Gorbatchev.

17 h 30 : La région, entité européenne Jean VARRNIER, Précident du Conseil Régional d'Aquitaine Jordi PUJOL, Président de la Catalogne jeudi 22 février

# 14 h 00 : L'Europe et les opinions publiques

Jorge SEMPRUN, Ministre de la Culture de l'Espagne Robert MAXWELL, Président de Maxwell Communication Corporation Jacques RUPNICK, Politologue, spécialiste de l'Europe de l'Est Jacques SÉGUÉLA, Président de l'agence de publicité RSCG Andrei PLESU, Ministre de la Culture de la Roumanie

Egar YAKOVLEV, Rédocteur en chef des "Nouveses de Moscou" Jean-Morc LECH, Président d'IPSOS Jirl HAJEK, Président du "Mouvement de Helsinis" Thierry de BAUCE, Secrétaire d'État chargé des relations culturelles internationales

Clôture : Jacques DELORS, Président de la Commission des Communautés Européennes

Avec le soutien de la Commission des Communautés Européennes, de BOUYGUES, GDF, MATRA, PSA, SNCF et du CONSEIL RÉGIONAL d'AQUITAINE

ÉCOLE CENTRALE PARIS - GRANDE VOIE DES VIGNES - 92295 CHATENAY-MALABRY RER B : ANTONY puls naveffe gratuite - RENSEIGNEMENTS : 46 83 62 74

# La Caisse des dépôts s'inquiète pour le livret A et le logement

La Caisse des dépôts se porte bien, gagnant des parts de marché dans toutes les activités concurrentielles, mais le livret A des Caisses d'épargne dépôts pour financer le logement social, se porte, lui, de plus en plus mal. Telle a été la physionomie de l'exercice 1989 nour l'établissement que dirige M. Robert Lion, et dont le bénéfice atteint 4,5 milliards de francs : sa progression revient toutefois, de 43 % en 1988, année exceptionnelle, à 12,5 %, en raison de la hausse des taux d'intérêt à court terme qui a élevé les rémunérations offertes par la Caisse aux fonds déposés chez elle. En excluent les plus-values boursières sur portafauille la progression de ses bénéfices devient pratiquement nulle.

M. Lion juge « préoccupante » l'évolution de la collecte sur le livret A exonéré d'impôts. L'excédent des retraits sur les dépôts a été de 36 milliards de francs pour les réseaux de l'Ecureuil et de la poste contre 15,7 milliards de francs en 1988 et 3,6 milliards en 1987. livret A, c'est-à-dire le stock d'épargne, intérêts capitalisés inclus, s'est inscrit pour la première fois en diminution, revenant de 724,3 milliards de francs début 1989 à 721,4 milliards début 1990. Certes, le financement à taux réduit (moins de 6 %) du logemen social, essentiellement les HLM qui constituent l'emploi quasi exclusif des fonds des livrets A, a pu être assuré à hauteur de 30,3 milliards de francs contre 27,5 milliards de francs en 1988. Mais la Caisse des dépôts a dû, pour compenser les livrets, renyoyer aux Caisses d'épargne 34 milliards de francs, somme qu'elle a déduite des 89 milliards de francs provenant des revenus et remboursements pour ce même

Après prélèvement de l'Etat sur le fonds de réserve et de garantie des Caisses d'épargne et sur les tout 28,5 milliards de francs) la Caisse des dépôts a bouché le trou (16,6 milliards de francs) en obteet en titrisant 8,5 milliards de francs de créances sur les HLM.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGE

18 bis, rue de Berri

AVIS DE TIRAGE

Les porteurs d'obligations CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE pro-venant de l'indemnisation des biens transférés à ÉLECTRICITÉ DE FRANCE et GAZ DE FRANCE d'une part, et à ÉLECTRICITÉ ET GAZ D'ALGÉRIE d'autre part, sont avisés que le tremte-neuvième tirage d'amortissement desdites obligations aura lieu au 18 bis, rue de Berri à Paris-P, le

**JEUDI 26 AVRIL 1990** à 10 b 30

Les obligations sorties à ce tirage seront remboursables à partir du 1" inin 1990.

Les opérations d'indemnisation et de ement facultatif des fractions regroupement facultatif des fractions d'obligations de 50 F et 10 F seront suspeadues à compter du 16 mars 1990 et reprises le vendredi 27 avril 1990,

Le Monde

c'est-à-dire en les revendant à des

En 1990 la situation du livret A va plutôt s'aggraver puisqu'en jan-vier la chute de la collecte a été de livret A des Caisses d'épargne 7 milliards de francs, imputable à dont elle reçoit l'intégralité des 90 % au réseau de l'Ecureuil. Cette chute n'est pas due à un recul du taux d'épargne des ménages, relati-vement stable à 12 %, mais à des transferts importants du livret A vers des placements plus lucratifs, comme les OPCVM, l'Assurance vie et surtout le Plan d'épargne populaire (PEP) qui a recueilli, en janvier 1990, 33,5 milliards de francs dans le réseau de l'Ecurenii

#### Très forte concurrence des SICAV ménagères

M. Lion prévoit donc des « difficultés sérieuses » pour le financement du logement social. Parmi les solutions envisagées pour doper le livret A citons, outre le relèvement du plafond de ce livret fixé à 80 000 francs depuis mai 1987, celui du taux d'intérêt servi. Ce taux avait été ramené de 6,50 % à 4,50 % par M. Balladur en mai 1986, à une époque où le loyer de l'argent à court terme était de 7,50 % environ, alors qu'il se situe autour de 10,50 % aujourd'hui. D'où la très forte concurrence des SICAV ménagères indexées sur ce loyer. « Nous nous interrogeons sur l'opportunité de demander au Crédit mutuel de contribuer, avec son Livret bleu, au financement du logement social », a déclaré

En revanche, la Caisse des dépôts a enregistré une forte augmentation de sa collecte nette sur communs) gérés avec les trois réseaux associés (22,8 milliards de france 1989 contre 15 milliards de francs en 1988, soit + 52 % dont 13,6 milliards pour le réseau de l'Ecureuil, en progression de 106%). Elle décient 11.9% du marché français 1989, au deuxième rang, contre 10,9 %, au troisième rang, 1988, s'inscrivant an premier rang hors SICAV court terme avec 17 % du marché. En fin d'année dernière l'encours total de ces SICAV atteignait 152 milliards de francs (+ 30 %).

De son côté, la Caisse nationale prevoyar forte progression de son chiffre d'affaires à 23 milliards de francs (+47 %). Dans le groupe, le Crédit local de France reste le premier banquier des collectivités locales avec 44 % du marché des prêts à long terme, tandis que dans l'immobilier la SCIC revient à la rentabilité, dégageant un bénéfice de 70 millions de francs (+ 73 %) dans le domaine de l'accession à la propriété, quadruplant ses résultats à 300 millions dans le secteur locatif après plusieurs années de déficit structurel, ceci grâce au pro-gramme de réhabilitation de son

Enfin, la Caisse des dépôts a arrêté une règle du jeu pour la fixation de son versement annuel à l'Etat, trente aus après l'institution de sa contribution volontaire. 25 % du résultat net comptable de 25 % du resultat net compraine un l'exercice précédent, après déduc-tion des dépenses sur fonds propres liées aux actions d'intérêt général demandées à la Caisse par le ministre des finances an nom du gouver-

Cette - clarification, a déclaré M. Lion, est aussi une protection contre les sollicitations multiples dont la Caisse des dépôts est traditionnellement l'objet de la part des pouvoirs publics . notamment pour le renforcement des fonds pro-pres des entreprises nationalisées, comme le Crédit lyonnais ces der-

CREDIT AGRICOLE

REVENUS 1989

CALCULEZ VOS IMPOTS

sur minitel 36.17 code IMP

FRANÇOIS RENARD

# NEW-YORK, 15 Strike &

#### Forte reprise

Après deux journées de valse hésitation, une très forte reprise s'est produite jeudi à Wall Street. Amorcé en cours de séance, le mouvement s'est poursuivi jusqu'à la cièmre en s'accélérant asses la ciònne en s'acctiòrant asses sensiblement. Finalement, l'indice des industrielles s'est établi à 2 649,55, avec un gain de 25,23 points. Le bilan général a été d'ane qualité comparable à ce résultat. Sur 1952 valeurs traitées, 898 out monté, 566 out baises et 488 n'out pas varié. Antour du Big Board, les professionnels assataient que la décision prise par la direction de Drezel de liquider l'affaire levait l'hypothèque sur l'argaire l'argaire levait l'hypothèque sur l'argaire l' sement. L'encouragement à mon-ter est également venu de l'amonce de la très forte augmon-tation des mises en chantier de logaments pour janvier (+ 26,9 %), du jamais vu depuis la compilation des statistiques, ce, il est vai, en misen de la clémence météorologique. Un certain atten-tisme a, néaumoins, régné en pré-vision de la publication, ce ven-dredi, des chiffres du commerce extérieur pour déceanbre. L'acti-vité a encore augmenté, avec 174,63 millions de titres échangés, costre 138,53 millions. cement. L'encourag

VALEURS	Coasdu 14 fée.	Cours du 15 fév.
licon	80 7/8 40	61 1/2 40 1/4
coing	63 1/2 27 1/2	63 1/2
o Pont de Hersours	381/2 383/4 487/8	29 1/4 35 1/2 39
ord	47/6	483/8 451/4
interni Bectric	443/4 621/4 431/8	45 1/4 62 5/8 44 1/8
coches.	347/8	34 5/8
codyear L.M. Z.T.	103 7/8 52 7/8	103 3/4 54 3/8
del CO	61 1/2 68 48 7/8	63 1/4 68 1/8
WW	487/8 533/8	497/8
AL Corp. en Allegie .	131 5/8	131 1/2
SX.	35 1/8 70 3/8	34.7/8 71.1/8
ercar Corp	513/4	49 3/4

# LONDRES, 16 férrier 1

## Troisième séence de heusse

Les cours des valeurs ont accen-Les cours des valeurs ont accen-mé leurs gains de milieu de séance pour terminer en notte heuses, jeudi, au Stock Euchange, stimulés par l'ouverture ferme de Wall Stross. L'indice Footsie des cent principales valeurs a gagné 15,5 points, à 2 313,8. Durant cette troisième séance consécutive de hause, le volume d'activités a atteint 622,9 millions de titres contre 622.9 millions de titres, contre 456.23 millions de titres la veille. Les chiffres du châmage et des salaires, conformes à l'attente des salaires, sinsi que l'amonce par la Bundes-bank du maintien de ses taux directeurs à leurs niveaux actuels, ont ras-suré les investisseurs. Les compagnies régionales de l'ean, les indestruelles, les beneaires, les bras-series et les magasins se sont amé-fiords. Le groupe pétrobier RP s'est raffermi après l'annonce d'une pro-gression de son bénéfice trimestriel, légèrement inférieur aux prévisions du marché. Eu revanche, les tirres de la construction se sont affaiblis dens la comme d'un déseccord an sujet de la nonmination de M. Mor-ton comme vice-président directour général du groupe. Les fends d'Etni out terminé en repli de plus de trois quarts de point par endroits. teurs à leurs niveaux actuels, ont ras-

# PARIS, 15 States 1

#### Indécision

La Bourse de Paris a fait mon jeudi, d'une belle Indécision. D'abord en repli de 0,28 % à l'ouverture matinele, elle a lettement gravi la pente pour, vers 13 heures, hisser la tête tout juste hors des nuages (+ 0,03 %). Par la suite, toutsfois, l'Indice CAC-40, son thermomètre préféré, repassait dans la rouge (- 0,11 %) pour s'établir plus tant à 0,03 % au-dessus de son niveau précédent. Il ciônait sur un gain de

Dire que les opérateurs ne seven trop sur quel pied danser est pres-que un suptiémiems. La fritorité de Wall Street le vaille (voir ci-contre),

qui sura l'eu mardi prochain 20 février, s'annonce déjà pardente (- 3,1 %) pour la deccème fois de

Personne ne voit, du reste, très du bourbier dans lequel il patauge, L'encouragement ne peut guère être attends de New-York où, avec les demiers développements de l'affaire Drexal, une nouvelle crise se desaine Dressi, une nouvelle crise se dessine aur le marché américain des obliga-tions « pourries » (junt bonds). Paris, comme toutes les autres piaces, a les yeux tournés vers les deux Allemagnes, dont l'union monéraire paraît désonnais inévita-ble. M. Poeris, le président de le Bundecbank, a beau s'évertuer à rassurer sur la perennité de la politique monéteire stricte menée per la Banque centrale, il n'arrive pas à part, a été le vive reprise de l'action Perrier, première au palmarès des hausses de le journée.

# TOKYO, 16 février =

## Stable

Amorté vingt-quatre heures aupe-tevant, le unouvement de reprise s'est arrêté vendredi an Kabuto-cho. Durant la matinée, le marché jupo-mis avait encore continué de pro-gresser un peu. Mais il devait reper-dre, dans l'après-midi, toute son avance initiale. A la ciôture, l'indice Nikies s'établissait quasiment au point d'équilibre, soit à 37 460,32, avec une perte infime de 11,67 points (-0,03 %). A quaranto-lant heures des discritors législatives, le marché se fige dans l'attentisme, d'après les spécialistes. L'activité est restée pen Amorté vingt-quatre heures aupaspécialistes. L'activité est restée pen importante, avec, comme la veille, 500 millions de titres échangés. La faiblesse du marché obligataire et les remours d'un relèvement du taux d'excompte entretiennent, d'autre part, un climat d'appréhension.

VALEURS	Cours de 15 fév.	Cours de 16 tév.
Akal Bridgestone Cancer Fuji Bank Honde Mosess Manashini Hosess Minashini Hoses Sany Carp.	1 010 1 650 1 810 3 450 1 770 2 250 1 090 8 400 8 800	1 010 1 640 1 710 3 480 1 780 2 240 1 100 8 380 2 530

# **FAITS ET RÉSULTATS**

D Hoochst prend le centrôle de H. Schwarzkopf. — Le groupe ouest-allemand Hoechst, un des tout premiers chimistes du monde, a pris la majorité de la société Hans Schwarzkopf GmbH (cosmétiques, produits capillaires), dont il détenait déjà 48,85 % des parts, en rechetant les narts dére. parts, en rachetant les parts déte-mes (26 %) par les héritiers du fondateur de cette société. En 1989, Schwarzkopf a réalisé un chiffre d'affaires de 930 millions chiffre d'affaires de 930 millions de deutschemarks (3,16 milliards de franca), avec quatre mille deux cents employés. Hoechst est déjà présent dans l'industrie des cosmétiques par l'intermédiaire de deux finnes de produits de beauté, Jade et Marbert, qui représentent un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de deutschemaries.

Dénésices inférieurs aux prévisions pour Adia. - Le groupe suisse Adia, numéro deux mondial snisse Adia, numéro deux mondial du travail temporaire, a annoncé, mercredi 15 février, un chiffre d'affaires de 6,09 milliards de francs suisses (euviron 23,14 milliards de francs français) en 1989 – compte tenu de la fusion avec le groupe Inspectorate en novembre 1989, – soit 30 % de plus qu'en 1989. Mais le bénéfice net consolidé sera inférieur sux 250 millions de francs suisses (950 millions de francs français) amoncés à l'éco-

de 33 % pour les services (3,21 miliards de francs suisses), de 37 % pour la sécurité (339 milions), de 26,5 % pour l'inspection (286 millions), de 17 % pour le lessing des ordinateurs (2 milliards de francs suisses).

liards de francs suisses).

ii Degrésoust achète une société de traitement de produits chiniques. — Degrésount, filiale de la Lyonnaise des eaux, qui se considère comme la première société de traitement de l'eau, vient d'acquérir Erspac, une entreprise familiale installée à Wasquehal (Nord). Erspac, créée il y a trente ans, est spécialisée dans la fabrication de produits pour ce traitement et la conception et la réalisation de petitea installations industrielles. Elle compte cent quarante salariée et a réalisé un chiffre d'affaires de 140 millions de francs en 1989. Le chiffre de francs en 1989. Le chiffre d'affaires 1989 de Degrémont s'est élevé à 2 milliards de francs et le résultat aux à 50 millions de

Bon carnet de commundes pour GTM-Entrepose. — Le chif-fre d'affaires du groupe GTM-Entrepose pour 1939 s'est élevé à 21,4 milliards de francs, contre 13,2 milliards de francs pour de france suisses (950 millions de frances français) annoncés à l'époque, cu raison de la bausse des taux d'intérêt, de la baisse de la livre sterling et du dollar, et du ralentissement économique aux Etats-Unis et en Grande-Bretagna.

La hausse du chiffre d'affaires est fiards de france, course 11,7 milliards de france un an auparavant. Pexercice 1988 (+ 17 %). La part

# PARIS:

Second marché (sélection)							
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Coars pric.	Demier cours		
Arrest & Associés	,,,,	448 -	Legd firm de mois		422,90 d		
Augstal		104 10 e	Loca investigation		288		
BAC	****	217	[DESIGNE	ł	150		
H. Demethy & Assoc		575	Mara Communication .		21790		
Sancer Tamend		191	Membry, Minists		229.90		
BICAL		650 .	Moles	213	215		
Baixon		405	Name Delmas		1250		
Scient (Lyce)		750	(Givetti-Locabes	240			
Cibies de Luce		2505	Ore, Gest Fig.		548		
	****	766	Pinak		450		
Cabasos	*4*7	785	Presidente (C to & Fig.)		1		
Cardi	****	970	Priserca Assurance		632		
CALORICEU	****	1831	Publicat Pilipacchi	I	714		
CDME	****		2000		800		
C. Equip. Black	••••	343	Ristr & Associés		377 10		
CEGEP	•	700	Rhine-Aloes Eco (Lv.)	I	320		
Ciments d'Origny	****	,	St-Honord Meticaton		242		
CHIM		724	SCGPM		729		
Codescer		281	Segia		321		
Conference	****	1119	Silection Inc. (Lvos)	1	112.80		
Creeks	****	392			442		
Dates	****	189 30	SEP.		533		
Displin	••••	544	Seribo		318		
Devaciny	****	1038	S.M.T.Goopii				
Dealle	****	499	Socializing		258.20 o		
Dolleros	****	199 50	Supra				
Editions Bolland	****	190	Thermedic Hold. (Lyse)		290		
Elpains Investiment	****	- 15 15	TF1	****	316		
Faser ,		215	Uniog		185		
Securer	****	801	Union Financ, de Pt	•	515		
Gr. Fencier fr. (G.F.F.) .	945 S.	357	Ver at Co	****	175		
Granograph		226	Yest Saint-Laurent	1	1080		
Gaintai	****	900	I				
ICC		286	LA BOURSE	SUR I	MINITEL		
<b>6</b>	****	310	A	TAF	E7		
ldianous	****	145	ZA_15				
RZ	****	300		LEN	ONDE		
lot, Alexal Service	****	1082	1				

# Marché des options négociables le 15 février 1990

Nombre de contrat	s: 16 645						
	PRIX	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE			
VALEURS	EXERCICE	Mars	Juin	Mars	Juin		
	excetato	dernier	dernier	dernier	demier		
Bouygnes	640	2,50	10	_	-		
CGE	560	14,90	29	24	-		
Elf-Aquitaine	528	74	-	3	-		
Executed SA-PLC J	78	1.30	3,60	14,50	15		
Euro-Dysneyland SC.	. 100	. 6	10		-		
Hevas	1 500	31	_	_	_		
Lafarge-Coppée	425	2	4	100	-		
Michelia	120		20	_	5		
MSI	1 400	28		120			
Parihes	640	21,50 38	-	25	_ 1		
Persod Ricard	1 400	38			_		
Persont SA	775	15	43	60	65		
Rhône-Poulenc Cl	440	3	1 -	1 -			
Salat Cobala	600	6,80	17	61.50	_		
Source Perrier	1 500	. 80	145	61,50 77	100		
Société générale	560	15	30		-		
Sues Financière	440	13,50	27,58	16,48	_		
Theres (SE	140	2.50	12	6.70			

# MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 15 février 1990

Nombre de contrat	s : 82 450.			
COURS		ÉCHÉ	ANCES	
	Mars 90	Jui	in 90	Septembre 90
Dersier Précédent	99,22 99,92	10	9,46 9,20	99,90 100,64
	Options	sur notion	nel	
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTION	S DE VENTE
	Mars 90	Juin 90	Mars 90	Juin 90
100	0,17 1.27 1		1	1.72

# **INDICES**

# **CHANGES**

# Dollar: 5,7515 F 1

Le dollar éspit en hances pen dredi matin à Paris, qui atten-dait la publication du déficit d'après-midi. Le billet vert 5,7510 F à la clôture des échanges interbancaires et 5,7045 F au fixing la veille.

FRANCFORT 15 fbr. 16 fbr. Dollar (ex DM) . 1,696 1,696 TOKYO 1515t. 16 Rev. Dollar (en yean) . 144,45 144,55

MARCHÉ MONÉTAIRE (cffets privés) Paris (16 fev.). . 169/16-19 11/16% New-York (15 fev.). . 83/8-81/25

# **BOURSES**

PARIS (INSEE, base 100: 29-12-89) 14 fer. 15 fer. Valous étrangères . 56.8 (SBF, base 100: 31-12-81) Indice général CAC 587,32 585,7 (SBE, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 40 . 1853,99 1856,36 NEW-YORK (Indice Dow Jones) Industriciles ..... 2 624,32 2 649,55 LONDRES (Indice of Insocial Times 1) Industriclies ..... 1822,4 1829,5 

TOKYO 15 fer. 16 fer. Nikkei Dov loss ... 37 471,99 37 468,32

# LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	Louis	DO JAMES	UR	MOIS .	DEL	X MOIS	STX MORE			
	+ per	+ haux	gebr +	05 dép	Rep. 4		Rep. +	ou die.		
\$ fU. \$ cm. Yen (198) . Did Plocks FB (198) . ES L (1 606) E	5,750 4,7814 3,9719 1,971 14,253 4,576 4,576 1,785	5,7578 4,7895 3,9827 3,4821 3,8189 16,2765 3,8316 4,5818 9,7178	- 97	- 63	+ 2% 160 + 223 + 177 + 44 + 166 672	+ 264 - 125 + 252 + 152 + 163 + 265 + 127 - 129 - 573	+ 780 - 377 + 721 + 359 + 275 + 272 + 286 - 442 - 1786	+ 85 - 28 + 89 + 42 + 32 + 67 + 36 - 31 - 159		

# TAUX DES EUROMONIAMO

	HON DEG	CODOMO	MAIES	
\$£-U	713/16 8 1/16	\$ 1/4 \$ 3/16 \$ 3/16 \$ 1/4 \$ 55/16	8 5/16 8 1/4 8 3/8 8 3/4 9 1/16 9 1/8 19 11/16 10 5/2 9 1/4 9 3/2 13 1/8 15 7/16 15 3/16 15 7/16 19 15/16 11 3/16	8 3/8 8 7/8 9 1/4 16 15/1 9 1/2 13 1/4 15 3/1 11 5/1

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués fin de matinée par une grande banque de la place.

••• Le Monde ● Samedi 17 février 1990 33

# MARCHÉS FINANCIERS

<b>BOURSE</b>	<b>DU 15</b>	FEVRIE	R											Cours relevés à 17 h 38
Compession VALEURS Cours Premier cours	Densiar % +-		Rè	glemen	t m	ensu	el					Compen- tation VALE	URS Cours Premier cours	Dernier % + -
3836 C.N.E. 3% # 3830 3835 1056 B.N.P. T.P 1050 1056 1220 C.C.F. T.P 1229 1226 1065 Cid. Lyon. T.P. 1045 1043 1785 Remark T.P 1701 1710	3850 + 0 52 1050 - 0 24 1043 - 0 19		% Compa	VALEURS Cours	Precision cours	Densier 94 cours +		VALEURS	Cours précéd. cour		*-	105 De Beers 2770 Deutsche 1420 Dreedner 93 Drieforte	Bank 2710 2720 Bank 1412 1425	2710 1420 + 0 57
1795 Remark T.P 1701 1710 2060 Rhume-Poul. TP . 2060 2070 1270 St-Gobale T.P 1220 1221 1288 Thursson T.P 1227 1227	20/0 + 0 98 210 C.C.F.s	227 201 226   230 50	2 82 2420 1 19 370 1 14 1350	Lab. Bellock	391	2500 238 50 + 2 1300 2161 - 3	1050	Secoli +	2650 2700 532 535 1031 1031	2690 535 1038	+ 151 + 056 + 048	695 Du Post- 230 Eastman 32 East Rans	Nest 219 220 50 Kodak 220 10 220 90 27 10 25 25	220 50 + 0 68 220 90 + 0 36 26 90 - 0 74
890 Azeor 860 857 840 Air Lispade 638 622 2350 Air. Sperm 2200 2150 575 A.L.S.P.L.k 579 586	1200 2 20 1320 Case 1 200 2 20 1320 Case 1 200 2 27 345 Case 1 2180 2 27 4050 Danuar 578 0 17 2070 De Dies	* 321 329 316 20 -	0 45 3470 1 50 1910 1 17 2 790	Legrand # 3250 Legrand (DP) # 1850 Leroy-Somer# 2090 Lousball Im. # 764	1846   1	3161 - 3 1816 - 1 2085 - 0 795 - 1 519 + 4	84 330 24 1420	S.A.T. # Saul-Chât (6) # . Saupiquet (Na.) . Schneider #	1530 1506 330 330 1530 1530 875 868 41 95 42	1590 334 1530 890	+ 392	266 Bactroks 830 Ericason 270 Ecoto Co 265 Ford Mot	820   792 rp 272   269 80	800 - 244
575 ALSP1+ 579 565 2770 Arjon. Pricess+ 2540 2541 615 Assection Rays 615 615 980 Aux. Entrept. # 365 380	2525 - 0 59 220 Dár. 9. 615 - 335 Dár. R. 596 + 0 10 520 D.H.C.	d.C. (L) 219 50 219 70 220 + Smilest 315 319 319 + 591 591 595 +	0 23 510 1 27 835 0 68 435	Locations ± 495 Locations 856 Locations 504	495 985 507	848 - 0 503 - 0	85 42 93 1120 20 1050	SCOA# SCREG #	1150 1160 1044 1045	42 1150 1030	+ 171 + 012 - 134	90 Freegold 20 Genetr is 370 Gén. Elec	78 74 16 80 18 75 tr 354 50 354 10	77 - 128 18 + 13 10 354 - 0 14
2060   Blome-Pool. IP   2060   2070   1270   1270   1271   1227   1227   1288   1288   1287   1288   1287   1288   1287	523 + 0 58 340 Drouet, 298 - 2 61 5190 Ocks F 352 - 2 22 830 Dume: 325 + 0 31 2130 Eur (9	TRECO # 4549 4550 4590 +	170 4950 090 535 320 038 460	LV.M.H. ± 4793 Lycen. Esex ± . 541 Mejorette ILyh ± 331 Mer. Wandel ± 402	541 333	740 - 1 536 - 0 330 - 0 400 - 0	92 590 30 1530	Sextant A	511 517 579 579 1396 1320 232 2361	511 577 1399 10 241	- 035 + 029 + 388	545 Gán. Belg 240 Gen. Mot 59 GdMetro 64 Harmony	one 245 248 50 polizain 56 10 58 70 58 54	56 95 + 1 52 56 10 + 0 18
360 BAFF ± 360 363 383 344 384 328 370 Bail Fundheut ± 324 328 370 386 387 286 396 387 2410 418 395 Ballett Tack 800 892 600 Care Bancaire ± 550 550	970 + 0 10 460 Ecco ± 427 50 + 427 975 Sectrof 980 145 890 ELS. D. 542	495 500 500 +	101 380 191 4820 072 220	Merin-Gerin 🛪	188	352 + 1 850 - 0 195 + 3	73 820 21 580 72 990	Salicit Simco Si. Rossignolit	840 830 587 587 1013 1010	830 596 1070 920	- 1 19 - 0 17 + 5 83	280 Hewista I 62 Hitachi . 960 Hoechet / 125 Homestel	ractural 266   266 90 80   62 35 Max 975   1010	61 95 + 3 25 1006 + 3 08
805   Bolleré Tech.   800   892   800   600	1390 - 2 11 2730 Epeda B	mile.j # 422.50 425.10 422.20 - L-F 1300 1301 1300	0 88   240 0 07   169   1350 2 19   175	Michalin 129 7 Michalin 129 7 Mich Br. SArk 170	1286 1	231 - 0 133 10 + 2 271 - 2 170	08 144	Société Génér Socieces	923 925 549 550 135 135 169 50 169 1	550 135	- 033 + 018	104 Imp. Ches 860 IBM 315 ITT	mizsi . 104 50 103 598 597 302 301	103 10 - 1 34 696 - 0 50 301 - 0 33
735 Bic ± 853 859 950 BLS.± 595 950 310 Buggain S.A. ± 12920 2066	853 + 0 92   1330   East in   1330   Eas	L(DP) + 1250   1245   1220   - A.F. + 690   684   694   + 1200   2300   2300	2 40 480 0 58 190 130	Min Setsig (Mar) . 500 M.M.BM. # 188 Moulings # 130	481 182 10 136	481 - 3 185 90 - 0 128 50 - 1	80 715 05 102 15 460	Socientio ± Socienti (Ny) Socienti	679 679 103 50 100 510 506	690 102 505	+ 0 15 - 145 - 0 98	182 Mac Done 91 Matsushi 20 Massushi	id's . 186 185 a 86 88 50 20 65 20 70	184 10 - 1 02 87 90 + 2 21
3110 Bosgnio S.A. ± 2920 2966 1060 Sun-Marché ± 998 1004 1004 100 102 B.P. Franca ± 187 185 730 B.S.R.± 711 771	1011 + 1 30 1850 Euroce 585 + 2 73 91 Suedier 183 - 2 14 1160 Europe 718 + 0 88 60 Europe 812 + 0 82 60 Europe	neybadd 99 40 99 50 101 10 + rah6± 4365 4330 4350	0 05   1870 1 71   185 0 34   435 1 54   740	Mavig. Nixae ± 1890 Mard-Est ± 168 7 Nordon Styl 410 Nouvelles Gal. ± 740	0 171 410	168 70 - 0 406 - 0 738 - 0	36 1730 98 740	Source Percer # 1	2195   2200 1413   1430 651   860 724   725	2210 1502 641	+ 630	415 Merck 455 Minnesot 335 Mobil Cor 206 Morgan J	407 406 50 481 456 50 p 364 353	405 50 - 0 37
835 Canal Plant 807 807 480 Cap Gen. S. + 450 441 3420 Canalour 3300 3270	445 - 1 11 1880 Facourá	nai	1 43 775 3 90 1000 405	Occid. (Gin.) 1780 Ocen.F. Pariet 1700 Olicer + 382	785 1682 1 380	790 + 1 700 377 70 - 1	28 1160 445 13 470	Strator 🖈 1 Suaz Synathelabo 🛧	1199 1195 432 90 430 456 458	728 1195 427 10 461	- 033 - 134 + 132	34550 Nestic 030 Nestic 147 Norsk Hw	33700 33900 917 925	925 + 0.87 171 - 0.87
200 Casinos; 165 165 90 132 Casino A.D.P.; 122 40 127 1010 Casinosa D.L. 990 960 150 C.C.M.C. 150 150 725 C.E.G.LD. 846 648	124 + 0 49 205 Financei; 960 - 303 440 Financei;	# 198   198 50   196 50   le# 400   403   401   +- # 84+ 2310   2280   2290	0 08   4680 0 76   685 0 25   1640 0 87   286	Ordel (1.74	825	450 - 0 629 + 0 663 + 2 274 50 + 4	32 545 32 100	- (certific.)*	136 70 137 550 550 103 90 103 8 401 412	550	[1	215 Otsi 960 Petrofina 220 Philip Mor 132 Philips	181 179 10 1751 1746 ps 222 223 126 50 127	182 + 0 55 1752 + 0 06 223 + 0 45 125 - 0 29
1010 Casiorana D.I. 990 960 150 C.C.M.C. 150 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 5	660   + 233   1820   Gal. Lafe	est 506 508 508 + esst 1599 1581 1600 +	1 78 198 0 59 560 0 06 1400	Pechinay CP # . 263 8 Pechinay lez . 153 4 Permost #	572 1336 1	157 90 + 2 575 + 0 380 + 2	87 435 0 70 1100 0 33 675	LFB-Locab. # LLC # 1	430 431 1092 1100 850 650	448 1085 646	+ 4 19 - 064 - 077	117 Placer Do 366 Quitmès 560 Rendicate 420 Royal Del	me 111 110	109 50 - 1 35 338 - 2 04 441 + 5 439 + 0 34 49 75 + 1 12
666 C.F.A.D.+ 685 878	601 675 Gatand 897 + 1 75 720 Group 6 550 + 0 92 1610 Gr. Victor	# 864 884 880 + Cmb 737 735 735 - 450 4512 1512 1515 #	3 72 720 2 41 468 0 27 540 0 20 1160	Plastic Ome.  420 Poliet  500 Prétaball Sic.  1180	418 500	730 + 2 425 + 1 500	18 225 290 1 750	UCB #	995 995 229 228 910 909 671 673	239 910	+ 437	49 Rio Tinto 24 Seat. & S 76 St Halons	Co 62 6090	22 - 023 84 10 + 3 39
1670 C.S.I. informat. 1579 1579 1 1380 C.S.I.P.** 1282 1250 1 830 C.S.P	202 - 106 1320 GTM-En	(cartii) 1017   1023   1023   + trep.+ 1335   1302   1301   - 	0 59 865 2 55 690 2 86 4410	Primagez-ir 890 Primamperir 600 Promodis-ir 3730	881 807 3701 3	895 + 0 615 + 2 703 - 0	56   430   50   386   72   1380   7	Vallourec * Via Banquerir Zodiec 1	425 429 375 372 1400 1397	689 430 375 1410	+ 1 18	275 Schlumbe 42 Shell tran 470 Siemens i 345 Sony	10 45 20 16 2551 2572 321 330	279 80 - 1 44 46 - 0 22 2560 + 0 35 331 + 3 12
815 Circu	779 ~ 0 13 300 Haves # 358 + 0 15 1390 Haves # 700 - 1 13 615 Havin & a	1444 1444 1449 + 12 600 592 595 -	0 77   600 0 36   180 0 83   3420 2 71   435	Refl. D. Totel ± . 615 Refl. D. Totel ± . 200 10 Redoute Bal ± . 3100 RPouleux CP ± . 391	200 10 3 3125 3	648 + 5 204 + 1 126 + 0 396 10 + 1	6 132 / 1 180 /	Acnez Inc Acner, Expresa .	150 1145 131 20 130 6 165 80 188 227 227	1202 0 130 50 166 227	- 053	132 Sumitores 46 Talelonia 255 T.D.K	) 132   128 1 44 95   44 50 240 90   242 50	130 50   - 1 14 44 50   - 1 247   + 2 57
410 Colinegt 413 418 500 CPR ParR.) ± . 474 10 475	176 + 1 15 290 Imétal ± 415 + 0 48 Immobil. 488 90 + 3 12 160 Impérico	278   284   283 20   + Phánix 79   79 90 79   + 142 40 142   140 10   -	1 57 360	Robur linanc 337 Rochette (La) 109 80	335 : 108 50	335 - 0	8 220 / 3 630 / 19 280	Angio Amer. C Amgold Banço Santander	198 193 5 655 581 266 267	0 192 581	- 3 03 + 4 88	46 Toshiba ( 466 Unilever . 300 Unit. Test 720 Vest Real	441 443 50 284 290 50	440 + 068
390 Concept S.A. 383 395	730 - 0.82 5690 Jans. Méri 280 50 - 0.36 615 Interbeiri 040 - 0.95 1750 Gatertech 393 1170 J. Lafeber	nique# 1600   1590   1590   -	. 4700 0 19   180 0 83   1470 1 45   585	R. Impair, (Lyl	1451 16	184 + 1 500 + 0 546 + 1	10 1020 E	Suffekstont	1020   1025 1020   1035 88   91 5 158 40; 156 8		+ 796	380 Volvo 310 West Dec 320 Xeros Co 141 Yamanou	p 307 297	372 - 4 12 259 + 4 02 297 - 3 26 133 + 0 76
1270 Caid. Foscier + 1264   1251   12	281   - 0.24   1250   Labital	ptant (sélection)		St-Louis 🛊		501 l - 0	3   111		111   110	112 50	+ 135	2 46 Zerebie C		
VALEURS % %dz coupon	VALEURS Cours	Denier VALEURS Costs	Demier cours	VALEURS	Cours préc.		ALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEUR\$	Emise Frais		VALEURS	Emission Rachet Frais Incl. net
Obligations	C.I. Markins 8	175 Magasins Unipris	192 198 20 d	Waterman S.A		A.A.	A			nce-Index Sicav .		1 57 108 Q2 7 81 453 28	Penetor	683 80 683 88 269 12 261 28
Enp. 8,80 % 77 119 5 451 9,80 % 78/93 98 25 5 853 10,80 % 79/94 95 85 4 863	Coloredoi (Ly)	Mentines Per	384 618 192 250	Bass. de Maso:  Étranç		Actio Andi	es France es effectionsées . candi	677 73 559 92	653 23 Fra 645 71 Fra	ncic Pleane ncic Régione	118	98 11551 889 1290 18	Plane lovestics	769 25 750 49 1185 88 1162 63 72852 68 72207 22
13,25 % 80/90 100 53 8 329 16 % jain 82 101 25 11 003 14,60 % file, 83 103 45 14 360	Compton Si Cas lodustrielle Si Comp. Lyon-Alera 6	100 Cottong	250 284 400 50 2230		1120   1 346   .	119 AG	Actions (ex-CIP) . 5000 . ECU	701 10 1062 97	684 Fig.	zi-Associations . zi-Epargne ziczpi	2	902 2902 933 2861 194 3344	Placement J	5852 36 5840 68 53886 78 53878 02 115 66 112 58
13,40 % dic. 83 108 60 2 068 12,20 % oct. 84 103 40 4 345	Concords (Lu) 13 C.M.P. Créd. Gén. Ind 8	380 Origny-Deservise 33 90 d Palais Nooveesti 520 Palail Kannost	1379 1153 661	Algemens Bank Atomicins Bancks Arted	120 365	118 AG	Foncier Interfonds Interf	438	427 32 Fru 123 17 Fru	cicount	225	15 224 78 27 889 78	Posto Gestion	52986 22   52985 22 11025 52   11014 51 113 26   110 23
103 55 10 818 10,26 % mes 86 99 45 9 557 041 10 % 2000 99 45 7 223	Cricital	720 Perlinance	242.50 338 s 240	Asturience Mices	177 20 448 1835	175 A.G. 440 A.G. 860 Agli	OBUG. Sécotéi	11179 58 1 715 73	11179 58 Fro 698 27 Fro	zineno ziner zi 600	568	55 560 15	Priv'Association	23879 08   23879 09 124 64   121 57 158 56   156 22
OAT 9.90 % 1997 89 46 1 736 OAT 9.80 % 1996 97 94 0 430 Db. France 3 % 145	Delatancie S.A	748   Paris-Odifeon	265 50 459	B. Régt. internet Br. Lambert	638 118 50	630 AL: 115 20 Ame	.0. i-Gan	. 629389	188 74 Fix 6006 49 Ge	zi-Praniès voldig Micr	59302	67 1116 70 66 59154 77	Revenus Tomestreis Revenu Vect St-Honoré dio-eliment	5180 21   6128 92 1115 95   1099 46 810 17   ,868 90 •
CHB Rens jaev. 82	Eput Base, Vichy 11 Eput Vital 4 E.C.LA 5	616 Piper-Heidsleck	2150 609 720	Chrysler corporation	22 . 1060 i	010 Ath	itude ages coeff ferme is:	. 5807 71 1061 28	5796 11 Ger 1061 28 Hos	tion Associations t. France Sécuri izon	1237	15 9954 15 e 66 1201 61	St-Honoré Global St-Honoré Matignon Pl St-Honoré Pacifique	277 23 284 66 ⊕ 239 65 228 78 ⊕ 618 06 550 03 ⊕
CNI janz. 82	Si Antergez 1	716 Publics	1758 985 1400 570	Dow Chemical Gés. Bolgique	352	353 Aust	Febr	1471 69	1429 83 Intel	reper reblig, reblect France esc	11719	07 11258 34 e 80 516 31	St-Honoré P.M.E St-Honoré Resi St-Honoré Services	538 75 514 32 • 12193 59 12145 01 • 523 73 503 59 c
CHE 11,50% 85 101 30 7 288 CHT 9% 86 88 40 5 968 CPH 10,90% déc. 85 . 101 05 1 203	Entrapôts Paris	790   Rosano (Hs.)	385 630 696	Generat	68 210	68 10 Aza 205 Aza	r Alaks	123 98	118 35 Les 122 05 Les	en épargna icae Acnéciqua icae Europa	240	59 237 03 54 210 54c	St-Honoré Technol	814 26 777 34 6 1431 80 1430 17 11386 85 11366 85
CRCA.T.P 110 Cons.4% 2000 200 C.6.E.6% jsov. 89-89 53 700	Finalers	208 50 SAFAA	476 50 684 2330	GTE corporation	380 60 . 460 .	442 Arts	IPI Notaes PER Associations	133 76	127 68 Lat 2590 71 Lat	ide-Expension . ide-France ide-Irando idea	288	86 .275 76 56 337 53	Scanden (Carden BP)	690 39 680 19 1512 76 1510 48 712 50 691 75 429 80 418 30
Direct Ass. Obl. com/	Force Lyonnains	760 Segs	225 590 125 20	Kuhote Latonia Michael Bank Pic	34 90	Capi Capi	acic al-Monda (az F1) al Plus	434 08 1574 60	1674 GO	itte-Japon itte-Oblig itte-Rand	449	16 129 03c	Sirakens	679 10 680 92 449 67 437 54 212 73 210 62
VALEURS Cours Demier cours	France LARD.	876 SCAC	349 756 480 185	Mineral Resourc. Norande Offvetsi Pathoet Holding	20 10	101 CP ( 20 10 Cas	or-Fame oir AGE Actions) s tanaks	1054 27	1038 eq [36	iste-Talayo tude mi Court terme .		48 5500 23	Shirests Shirest Shir	437 04 425 34 1263 68 1226 87 331 36 319 38 o
Actions	GAN	250 Smoor LB	520 451 50	Pfizer Inc. Process Genetic	385	387 Con 358 c Cnd	primmo	526 47	403 73 Lin	ni Long terme . Associations Inglitutionnels .	10753	97 10753 97 74 23420 19	Soper	1117 78 1067 09 1385 90 1332 60 566 78 541 08
A.G.F. (St. Cast.)	Genefito	900 Sph (Pant. Hérésa)	476 794 1070 563	Rolleco	303 236	303 70 Dies 238 Des	a-france	1554 18	1116 23 List 824 90 List	plas Trésor at Bourse Investis	2158	52 2137 15 71 524 96	Stratigie Actions Stratigie Randement Tachnoxic	1192 83 1146 95 1171 66 1134 78 1145 59 1112 22
Arbei 939 Astorg 333 80 Avenir Publicité 1790	Gds Moniton Paris	475 Softensi	726 473 1366	Salpem Seme Group Shell fr. (port.) S.K.F. Aktieholog	197	37 Dros	x-Sécurité x-Sélection	251 38	238 98 MS 139 07 Ms	st portefeuile Stautośe rejel CIC	10117	31 189 32 26 10016 09	Techno-Gen Therers Transcomment	6261 44 5977 51 526 05 520 84 85 84 84 16
Bain C. Menaco	immobali	Sopagi	170 473 880	Steel Cy of Can Tenseco Thom BMI	95	99 5mm 366 5mm	uil Capitalisaties uil lavestissamen eil Mossonemike	2060 47 404 81	2040 07 Mo 383 02 Mo	ediale Investisaum secie seden	5628 54581	49 5828 49 65 54581 65	Trésor Avenir Trésor Plus Trésor Réal	111 27 108 03 1038 70 1028 42 11657 15 11657 15
Barcy-Ouest	imment. (Staf Caret.)	870   Soveteil	650 234 4333	Tony indust, sec Visite Montagne Wagone-Lits		Equa	el Monátaire el Trimestrel è	1938 14	31849 43 1918 95	ualité Dépôts ualité Unio Sél in-Epargno	10926	18 10904 37 50 138 90	Trifice	04441 07 104441 07 5078 68 5028 40 ◆ 483 05 485 59
Carf	Lambert Frènce	490 Tildenécsnique Stect	715 328 40 o		142	143 Epor	it	2908 84	266 12 Hat 2906 84 Hat	ioEpergne Tréso ioCourt terme ioIstar	6362 229045	60 6349 90 229045	LLAP. moyen testos Uri-Associations Urikanos	111 01 107 111 91 111 91 589 84 588 52
Cabone-Lorains	Locatel	408 20 d USner S.M.D	280 628	Hors- American Petrofina Banque Hydro-Energio .	·222 1 ·	Eper	per Associations pre-Capital pre Court-Terme		25556 96   Nat 8477 07   Nat	o-Monétaire nObligations nPatrimone	20719	25 20719 25 96 484 53	Uniforcier Uni Gasantie Uni Régions	1483 48 1410 58 1252 51 1227 93 1612 24 1553 97
Contan. Blessey		1770 U.T.A	3901 a 2900 2075	Strikes Calciphos Chambourcy (ML) Cochary	950 171 978 360	850 Eps 176 Eps Eps	pe Croissance . pre-industr pre-inter	594 60	1594 47 Nam 91 12 Nam 578 69 Nam	n-Placements . n-Revenu n-Sporter	62253 988	74 62253 74 62 978 63 76 11511 76	Limer Limer Limes Agigns	2319 03 2242 78 196 04 196 04 1284 48 1242 24
Cote des	changes	Marché libre d	e l'or	Cogastion C. Occid. Forestiles Copassus Europ. Accustud.	165 180	199 80 o Eper 180 Eper 380 Eper	pe Long-Terme pe Monds	189 48 1345 78	56704 45 Net 184 42 150 1308 74 Nex	oValours pon-Gen d-Sud Directorp.	840 6732 1234	67 816 07 61 8427 31 34 1231 88	Universi Obligations Valorem Valorem Valorem	1633 78 1580 G6 580 32 566 17 1702 39 1700 69
MARCHÉ OFFICIEL COURS préc.	COURS COURS DES BILLETS 15/2 Aches Vante	MONNAIES COURS ET DEVISES préc.	16/2	Gacinot Gay Degreese Hazino-Ricofts-Zen	110 500 210	110 Epar	pre Pressière pre-Oblig	194 33	199 13 (0) 1049 30 (0)	Association	123	01 121 79 10 2236 95		43361 44 23545 53   23621 98
Etasy-Unis (\$ 1) 5699 800 898 Aliamagna (100 DM) 340 240 Belgicus (100 FI 16 278	5 704 6 550 5 980 6 938	Or fin fictio en berne) 79400 Or fin (en lingot) 78660 Pilice française (20 fr) 440 Pilice française (10 fr) 395	76800 76800 440 410	Hoogovens Merin immobiler Micoles Particip, Pertiar	240 920 357	Epo Epol	pre-Unio pre-Valeur	453.01 1155.08	440 89 Ob	cic Régions g. toutes catég. lica	146	38 144.22 13 1067.45	PUBLI	CITÉ
Pays Bas (100 ft.) 301 870 Danamark (100 km) 88 160 Norwige (100 km) 88 220	301 780 282 311 88 120 85 82 88 200 85 92	Pilco suisne (20 tr)	490 440 567	Romento N.V	173 40 1990 318	173 70 Euro 330 Euro	iclandes Iya Gan	1147 84 7559 16	1110 10 Oct 7216 38 On	sicustif	1290	03 1218 80 18 8297 04	FINAN	
Grande-Bretagne (£ 1) 9 654 Grèce (1000 dractures) 3 606 Insia (1 000 Bres) 4 578 Suisse (1000 fr.) 380 830	9 687 9 300 10 100 3 605 3 400 4 200 4 578 4 350 4 850 382 370 394	Files de 20 dollers	2650 1380 930	SEPR SPR Still Lections de Mittele Vilene	634 490	485 Fran	cae (dis. per 10) rel	284 66	256 33 Par 114 39 Par	bes Episyra bes Opportacisés bes Pasienoine .	555	12 118 10 14 53251	Renseigne	ments :
Subde (100 km) 92 950 Ausriche (100 sch) 48 328 Espagna (100 pes.) 5 257	46 330 46 800 49 100 5 262 5 5 5 550	Piloz de 50 pesos 2895 Piloz de 10 florites 460 Or Loedres 07 Zarick	2890 462	Union Brasseries	BE 70		e-Çan			bes Revenu eroine Retraite .		83 87 95 64 176 12	45-55-91-82,	poste 4330
Portugal (100 esc.) 3 858   Cumado (5 can 1) 4 730   Japon (100 years) 3 942	3868 3850 4350 4723 4550 4850 3949 3820 4040	Or Hooglang	::::	e:coupon dé	itaché –	o : offert -	• : droit	détaché -	d : demark	lá – ♦:	prix préc	ádent – ★	: marché continu	

doit nire
ovy, niauire
niiauire
niiauire
niiauire
niiauire
nons il

07

il-v-settientele TSA-CTI-V-ustelen I.

# Le Monde

#### Nouvelle passe d'armes entre Bruxelles et Strasbourg pour le siège du Parlement européen

Le ministre français des affaires errangères, M. Roland Dumas, s'est · élevé avec vigueur », joudi 15 février, dans un communiqué, contre toute tentative avouée ou non avouée qui aurait pour but de revenir sur les accords conclus entre les gouvernements et qui font de Strasbourg une des capitales européennes -

Ce communiqué de M. Dumas fait hémicycle à Bruxelles.

De son côté, M= Catherine Trautmann, député européen et maire de Strasbourg, a décidé de lancer la contre-offensive et se prépare à annoncer de nouvelles propositions. dont la construction d'un autre hémicycle à Strasbourg, malgré l'opposi-tion déclarée de M= Edith Cresson, ministre français des affaires euro-péennes. – (AFP., Reuter).

D Trois navires porte-contenents pour Delmas-Vieljeux. — Le groupe maritime Delmas-Vieljeux vient de signer avec les chantiers navals Trois MAJ de Yougoslavie une lettre d'intention pour la commande de trois navires porteconteneurs. Deux autres navires sont en option. Le groupe français hésitait entre plusieurs chantiers, notamment sud-coréens et polonais. La commande – à un prix très compétitif – n'a pas pu être passée à un chantier d'un pays de la CEE à cause du faible niveau des subventions autorisé par la Commission de Bruxelles.

## Les difficultés du RPR et de l'UDF

# La volonté d'union divise l'opposition

La volonté d'union n'aurait-elle pour effet que d'accentuer les divisions ? Le nombre des « partis uniques » de l'opposition va-t-il se multiplier? La querelle sémantique autour des concepts d'« union » et de « fusion », ou d'« union » et de « fusion », ou encore celle qui porte sur les notions de « rassemblement », de « personnalité » et de « sensibilité », qui, selon M. Juppé, « frise le ridicule », révèle d'abord les difficultés que rencontre l'opposition à s'organiser. Elle souligne ensuite la persistance des ambitions rivales entre les personnes, notamment de la part de ceux qui aspirent à prendre la relève de dirieseants nationaux dont l'autodirigeants nationaux dont l'auto-rité est contestée.

Ainsi M. Michel Noir, maire Ansi M. Michel Noir, mare RPR de Lyon, qui envisage avec quelques ancieus « rénovateurs » de lancer la semaine prochaine un « forum civique », souhaite tou-jours aboutir à la fusion en un parti unique de toutes les formaparti unique de toutes les forma-tions de l'opposition. M. Léotard, président du Parti républicain, qui s'est joint à l'opération après avoir, au printemps dernier, refusé de soutenir les « rénova-teurs », voudrait que dès mainte-nant un groupe unique se consti-tue à l'Assemblée nationale par l'addition des députés RPR, cen-tristes et UDE. tristes et UDF.

M. Léotard propose dans une M. Leotate propose dans une lettre à M. Chirac qu'au sein d'un éventuel groupe unique de l'opposition soient choisies les personnalités qui feront office demembres du contre-gouvernement. Le maire de Fréjus est d'accord que le proposition du maire. cord avec la proposition du maire de Paris de réunir une convention nationale des élus pour définir la procédure de choix du candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle. Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, qui n'a pas participé aux dernières réunions autour de MM. Noir et Léotard, a fait préciser par son entourage qu'il ne prendrait part qu'à « une inialive sérieuse et collective ».

Les promoteurs de l'idée de fusion n'ont en effet pas reçu l'approbation formelle des partis actuels. Ainsi M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a rappelé jeudi 15 février que son mouvement s'était prononcé contre toute fusion puisque cette éventualité a été rejetée lors des assises du 11 février, aussi bien par la motion Chirac que par la motion Pasqua. motion Pasqua.

Le président du RPR estime. dans un éditorial de son journal corrézien l'Essor du Limousin. corrézien l'Essor du Limousin, que « la France a plus que jamais besoin d'un mouvement gauliste », et affirme que « le combat pour l'alternance serait voué à l'échec sans l'organisation de l'union de l'opposition ». Assurant que le RPR est le seul à « représenter tous les milieux de notre société », M. Chirac en déduit que cela lui « donne des obligations particulières vis-èvis de notre pays et vis-èvis de l'opposition ». Il ajonte qu'il « ne comprend pas toujours sur quelles idées portaient les critiques de MM. Pasqua et Séguin ».

Le conseil national du RPR.

Le conseil national du RPR, qui se réunit samedi 17 février à

Paris, doit notamment approuver la ligne politique du mouvement adoptée par les assises, ratifier la nomination de M. Juppé comme secrétaire général et élire les trente membres du bureau politique. Les conversations qui se sont déroulées depuis le 11 février entre M. Chirac et les différentes personnalités du RPR ont abouti à un accord de principe pour prépersonnatités du RPR ont abouti à un accord de principe pour pré-senter aux sept cent trente-cinq membres du conseil national une liste commune de trente noms représentant les « sensibilités » du mouvement.

Les amis de MM. Pasqua et Ségnin pourtaient avoir environ neuf représentants et la tendance de MM. Noir et Carignon, quatre. Mais à ces trente élus s'ajoutent neuf membres de droit : le président et le secrétaire général du mouvement, les présidents des mouvement, les présidents des groupes parlementaires (MM. Pasqua pour le Sénat, Pons pour l'Assemblée nationale, de La Malène pour l'Assemblée de Strasbourg) ainsi que les anciens premiers ministres (MM. Debré, Chaban-Delmas, Couve de Murville et Mesamer), ce qui aura pour effet d'accroître la « sensibilité Pasqua » de trois ou quatre voix.

C'est le 21 février que M. Juppé désignera l'équipe de la « commission exécutive » qui constitue le « gouvernement » du

ANDRÉ PASSERON

#### **SUR LE VIF**

#### CLAUDE SARRAUTE

# Invitation au voyage

R ON, allez, je me casee, là, les enfants, je vais prendre huit jours de vacances. Tiens, à propos, vous avez vu les demières nouvelles en matière de tourisme dans le Wall Street Journal ? Non? Alors, écoutez voir, ça peut vous donner des idées.

Toujours très en vogue, les week-ends-Allô-Police permettent aux fans d'Hercule Poirot, de Maigret et de Colombo d'exercer leurs talents autour d'un cadavre servi chaud par une chaîne de relais-châteaux en Grande-Bratagne. Et les mordus du wargame trouveront rangers à leurs pieda. Certains hôtels mettent à la disposition de leur aimable clientèle des treillis, des gamelles et des pistolets à eau

Une étude réalisée à Stockhoim révèle que l'usager des lignes intédeures suédoises pèse lourd. Dix kilos de plus que la moyenne arrêtée il y a quelques années. Si la tendance se confirme, la SAS devra ou diminuer le nombre des sièges disponibles ou réduire le poids des bagages autorieé.

La British Airways tire la sonnette d'alarme. Trop de GP (gratis passengers) étalent en classe affaires et même en pre-mière des vieux jeans dégueu, des blousons cra-cra et des tshirts douteux strictement interdits per le règlement. Du coup, elle envisage d'inscrire sur ses invitations au voyage la men-tion : Tenue de ville exigée.

A Tokyo, l'agence Nikkei propose une nouvelle lune de miel aux. Roméo et Juliette japoneis qui révent de se passer ou de se repasser le bague au doigt dans le cadre romantique du château des Montaigu, au nord de l'Italia. Le forfait de 2 000 dollars, vol non compris, dorne droit à un guide bilingue, à une imousine avec chauffeur et à une excursion à Venise. Pour l'aubade en gondole, prévoir un supplément.

7.5

17927

 $\sim 25\,\omega$ 

10000000

700

1.514,55

فأوالت والارتاء

Naman∰.

W -1908

40.066

4.475

Enfin, quelle est, d'après vous, la compagnis sérienne la plus prisée des Européens, tant sur les longs que sur les movencourriers ? La Sabena. Ensuite ? La Lufthansa et la Swissair, Et Air France ? J'ai cherché, etle figure nulle part. Stupéfaite, appelle mon copain Joal, il cosse à Sélectour: je l'ai pas trouvé sur la liste, comment ça se fait ?

- Parce qu'en anglais ça se dit Air Chance... Air Loto, si tu

D'après les premières reconnais-sances effectuées en septembre et

# L'ESSENTIEL

# SECTION AND THE

# Un entratian ayec

le premier ministre roumain L'agitation « fait partie de la démo-cratie », nous déclare M. Petre Roman . . . . . . . . . . . . . . . . . . 4

#### Les élections législatives au Japon

mesure de profiter du recul des

#### Assemblée nationale Divergences entre M. Fabius et

Le journal d'un amateur

# La chronique de Philippe Boucher . 7.

SECTION B

# Intempéries

Des tempêtes de neige et des inondations ont provoqué plusieurs morts et de nombreux dégâts en Europe de l'Ouest ......... 10

# Négociations médicales

Des syndicats proposent une carte du pauvre. Le gouvernement et l'abbé Pierre sont hostiles à ce prolet. Portraits de médecins . . . . 10

#### Le Livre bleu de l'île-de-France

Après le Livre blanc, le Livre bleu. Les élus de droite de la région parisienne accusent le gouvernement d'avoir drassé un tablesu catastrophe de la via des Franciliens et de vouloir mettre la main sur la région ...... 11

# Avocats en grève

Un mouvement diversement suivi . 11

# Le nez de Belmondo

Belmonde avait-il besoin d'excès pour 

# La mort de Michel Drach

Cinéeste sensible, metteur en scène du Pull-Over rouge, des Violons du bel, entre autres, Michel Drach est mort d'un cancer du poumon à l'âge de cinquante-neuf ans. . . . . . . . . . . 12

## SECTION C \*\*\*

#### Les salaires dans les banques -

Les négociations salariales dans le banques s'ouvrent le 16 février. Au centre du malaise des employés : les déroulements de carrière . . . 21

#### Balance commerciale automobile

La balance commerciale de l'industrie enregistrant son plus mauvais résul-

#### La désyndicalisation des salariés

Selon une enquête de la Sofres, la taux de syndicalisation des salariés est passé de 28 % en 1981 à 14 % 

# Comment déclarer

vos revenus de 1989 Un supplément de six pages . 25 à 30

# SANS VISA

Piero della Francesca chez lui, à Arezzo .... 13

# Gastronomie ......15

# Services

- 1	A CONTROL CONT
	Annonces classées3
	Campus
4	Carnet
1	Jeux
	Loto, loterie
	Marchés financiers 32-3
1	Météorologie2
	Philatélie 2
i	Radio-télévision 1
- 1	INCOMPANION

# La télémetique du Monde :

3815 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 15 férrier 1990 a été tiré à 541 620 exemplaires

## **Bernard Wouts** prendra dans quelques mois la présidence du « Point »

Bernard Wouts, administrateur général du Monde, a annoncé, vendredi 16 février, lors de la conférence de rédaction de notre journal, qu'il avait accepté l'offre qui lui a été faite de devenir président du Point. Il a indiqué que cette décision prendrait effet dans quelques

Lorsque Bernard Wouts, il y a cinq ans, est entré au Monde, notre journal connaissait de très graves difficultés financières. Au poste d'administrateur général il a joné un rôle essentiel dans son redressement, comme dans la modernisation technique entreprise dans la foulée.

Avec la régulière mo puissance, après une difficile période de rodage de l'usine d'Ivry, avec le prochain déménagement de la rédaction rue Falguière et la généralisation de la saisie directe des textes par les journalistes, la mutation ainsi engagée approche de son terme. Restent certaines négociations à conclure dont il est convenu avec Bernard Wouts qu'il continuera de les traiter jusqu'à lear aboutissement

Ce lutteur chargé d'affectivité résiste mal à l'attrait d'un nouveau défi. Il l'a montré il y a cinq ans en nous rejoignant sans l'ombre d'une hésitation dans des circonstances que certains jugealent quasi désespérées. Quelque regret que puisse nous causer son départ, sa décision ne regarde que lui. A.F.

## M. Jean-Pierre Chevenement invité du « Grand Jury

RTL-le Monde »

M. Jean-Pierre Chriènement, ministre de la défense, sern Fluvisé de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 18 février, de Monde », dimanch 18 h 30 à 19 h 38.

Le maire de Belfort, qui su le courant Socialisme et Résentile courant Sociannes — que an sein du PS, répondra aux que an sein du PS, répondra aux «PAndré Passeron et de Jacques Ismari, du Mande, et de Dominique Pennequim et d'Isa-belle Dath, de ETL, le début étant dirigé par Henri Marque.

Avec la participation de :

# AUTOMOBILISME: le premier Paris-Moscou-Pékin

# Le raid le plus long

Le premier raid-marathon Paris-Moscou-Pékin est programmé pour septembre 1991. Cette course de 18 000 kilomètres devrait réunir quelque deux cent cinquante voitures tout-terrain et camions.

Pékin, le 10 juin 1907. A l'initiative du journal français le Matin, une Itala, deux De Dion Bouton, un tricycle Contal et une Spyker avaient pris le départ de la première épopée automobile du siè-cle : un raid Pékin-Paris de 16 000 kilomètres à travers la Chine, la Sibérie, la Russie et l'Europe. Deux mois plus tard, il ne restait plus que trois voitures en course et, le 10 août, Paris avait réservé un accueil triomphal au à son Itala qui avaient devancé les deux De Dion Bonton.

Depuis, quelques expéditions comme la Croisière jaune Citroën en 1931-1932 out tenté de renouer avec cette aventure, mais les diffi-

EN BREF

cultés climatiques dans certaines régions à traverser, l'insécurité et les situations politiques en Union soviétique ou en Chine n'avaient plus permis de reéditer cette course

l'odyssée du prince Borghese, le premier - West-East Paris-Moscow-Beijing raid-marathon -devrait pourtant partir de la place de la Concorde en septembre 1991. La puissante holding japonaise René Metge, trois fois vainque

1988.

octobre 1989 par les Chinois et les Soviétiques, ce raid-marathon serait de 18 000 kilomètres et durerait entre vingt-deux et vingt-cinq jours avec deux journées de repos. Quatre-vingt-quatre ans après Pour privilégier l'aventure et ne pas trop désavantager les « privés » par rapport aux équipes d'usine, les assistances aériennes et les dépôts d'essence seront bannis. Le tracé

Mitsubishi Corporation, qui a créé pour cette épreuve une société de droit français, la MAPS SARL, a obtenu les accords et surtout les concours des autorités chinoises et soviétiques et de la Fédération internationale du sport automobile. - Le budget de cette organisation que 20 millions de dollars. L'épreuve devrait être dirigée par du Paris-Daicar, dont il a aussi été. le directeur de course en 1987 et

évitera le plus possible les villes pour favoriser les bivouacs. La première partie du parcours jusqu'à Moscou (3 000 kilomètres) s'effectuera en étapes de liaison à travers la France, la Belgique, la RFA, la RDA, la Pologne et l'URSS. Le trajet soviétique (8 000 kilomètres) se prolongera par les grandes steppes puis le désert du Kara-Koum, Après l'entrée en Chine par la chaîne montagneuse du Tian Shan (3 700 mètres), les rescapés traverseront le désert du Takia-

Makan et emprunteront la route antique de la soie puis longeront la Grande Muraille pour arriver à Pékin par le nord après avoir fran-chi le désert de Gobi.

FOOTBALL : sauctions pour jeu violent. — La commission de BOXE : Championnat d'Europe des super-plumes. — Le Français Daniel Londas, âgé de trente-cinq discipline de la Ligue nationale de football a décidé d'infliger deux ans, a défendu victorieusement pour la troisième fois son titre de champion d'Europe des supermois de suspension ferme au stoppeur cannois Pierre Dréossi, coupa-ble d'une agression envers le joueur stéphanois Guy Clavelloux, ven-dredi 9 février, lors d'un match plumes en battant, le 14 février à Breatwood (Angleterre), le cham-pion britannique du Common-wealth, Mark Reefer, âgé de vingt-cinq ans, par arrêt de l'arbitre à l'appel de la huitième reprise. avancé de la vingt-cinquième journée du championnat de France de division 1. Pierre Dréossi, auteur d'un « coup de ciseaux » sur son fracture du péroné et un arrache-ment ligamentaire, n'avait pas été sanctionné par l'arbitre de la ren-

# ICAYOR EN IO O O

Promotion Awant - Saison Jusqu' au 24 Féorier 3.100

62 rue St Andre-des-Arts 6° Tel: 43.29.44.10

Costene à ves meseres **Fabrication** artisanals

PARKING ATTENANT A NOS MAGASIRS

**BOURSE DE PARIS** 

Matinée du 16 février

# Indécision

La dernière séance de la semaine a été marquée par l'indécision durant la matinée. L'indice CAC-40 se maintenait à - 0,07 % dans un marché calme. Les plus fortes ses étaient emmené es par SAT (+3,7%), Nord Est (+3,4%) et ey (+ 3,3 %). Les baisses étaient emmenées par Eurotunnel (-6,5 %), la Compagnie bancaire (-4,6 %) et Centrest (-4 %).

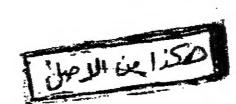
# MODE, LE BAROOUE

Admirons ce que le monde des tissus offre de plus fastueux et de plus "in". Somptueux brocerts, imprimés style "Traviata", cochemires voluptueux... Oublions (pour une fois) les prix plus élevés, mais archi-justifiés par un luxe véritablement fabuleux. Et si vos souhaits sont différents, vous choisirez d'autres

merveilles, depuis 30F le mètre. 36. CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

37, Av de la République 750ti PARIS Tel.(1) 43.57.46.35 Metro: PARMENTIER,

PASSAGES LICRA Le mensuel le Mardi 20 février 1990 à 20 h 30 au cinema Le Village, 4, rue de Chezy, Neuilly-sur-Seine a enc GRANDE SOIRÉE-TÉMOIGNAGE TRECA EPEDA LIBERTÉ POUR LES JUIFS DE SYRIE SHIMONS PIRELLI



Alain POHER, Guy BEART, Jean PIERRE-BLOCH, Robert PONTILLON,

Nicolas SARKOSY, Emile MALET, Sonje KLARSFELD, Pierre BERCIS